

Temps libre : Venise

## Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15144 - 17

SAMEDI 4 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOIRNE

Après le rejet du projet par le groupe suédois et le départ de son président

## Mauvais coup

L'ANNULATION du mariage Volvo-Renault n'est pas une bonne nouvelle pour l'image des constructeurs français et suédois. Elle n'est pas une bonne nouvelle non plus pour les défenseurs d'une politique industrielle européenne plus ambitieuse, que celle-ci se manifeste dans les infrastructures ferroviaires à grande vitesse, l'énergie ou le secteur automobile. Pour le projet de fusion, le projet de fusion était raisonnable et permettait la création d'un groupe compétitif, mais les actionnaires scandinaves en ont décidé autrement pour des raisons nationalistes frileuses. Apparemment, Volvo est intouchable.

Cette attitude est pour le moins surprenante venant de la part d'un petit pays qui se veut officiellement ouvert, libre-échangiste, attaché avec élan à une signature rapide du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), et dont l'économie dépend traditionnellement des exportations.

UN royaume d'environ huit millions et demi d'habitants, dont l'industrie est dominée par une poignée de grosses entreprises transnationales privées, qui n'ont jamais hésité à racheter des firmes allemandes ou françaises : Electrolux, Saab-Scania, SKF, Stora, ASEA et Volvo, bien sûr, pour n'en citer que quelques-unes ; une concentration dont le développement avait été vivement encouragé pendant plus de quatre décennies par les gouvernements sociaux-démocrates : un pays qui a posé sa candidature à l'Union européenne et qui négocie avec Bruxelles, en compagnie de la Finlande, de la Norvège et de l'Autriche, les modalités de son adhésion : cela fait mauvais effet.

Le « non » des actionnaires, qui croient, à tort ou à raison, que Volvo peut faire cavalier seul, et la révolution de palais qui a détrôné Pehr G. Gyllenhammar ne menacent pas d'avoir des répercussions sur le débat « européen » en Suède même.

Il porte un coup aux partisans de l'entrée dans l'Union, autrement dit tous les partis (conservateur, libéral, centriste, social-démocrate) à l'exception des Verts et des ex-communistes, dont l'adhésion est limitée. En même temps, il renforce le camp des adversaires de l'adhésion - majoritaires dans les sondages avec les indécis - qui continuent à penser, naïvement, que ce pays est un paradis, social et écologique, qu'il convient de protéger de toute pollution extérieure.

Or la Suède traverse la crise économique la plus grave depuis les années 30 : le déficit budgétaire est le plus élevé d'Europe, le chômage réel frappe pratiquement 15 % de la main-d'œuvre active, le produit intérieur brut (PIB) est en régression pour la troisième année consécutive. Les Suédois feraient bien aujourd'hui de réfléchir aux conséquences de l'échec de la fusion sur l'avenir européen de leur pays.

M0147 - 1204 0 - 7.00 F



## Le gouvernement français réaffirme son soutien à une fusion entre Renault et Volvo

■ Après le rejet par le conseil d'administration de Volvo, jeudi 2 décembre, du projet de fusion entre le constructeur suédois et Renault, le gouvernement français a estimé que cette fusion « reste une bonne solution ». Les services du premier ministre souhaitent que les positions se clarifient au sein du groupe suédois.

■ Face à la fronde des actionnaires suédois et à l'opposition croissante au sein de la direction de Volvo, le conseil d'administration de la firme suédoise avait

renoncé le 2 décembre à la fusion envisagée avec Renault. Le président du conseil d'administration, Pehr Gyllenhammar, a démissionné.

■ Cet échec assombrit l'avenir de Renault sur un marché automobile dont les immatriculations ont chuté de 11,7 % en novembre en France. Dans le passé, d'autres alliances annoncées n'ont jamais vu le jour ou se sont précipitamment interrompues, sans que les entreprises concernées aient été mises en péril pour autant.



Lire nos informations pages 20 à 22

## Les négociations du GATT paraissent évoluer favorablement

Les deux jours de négociations, mercredi 1<sup>er</sup> et jeudi 2 décembre à Bruxelles, entre l'Union européenne et les États-Unis ont permis de rapprocher les points de vue sur plusieurs dossiers qui bloquent la conclusion du cycle de l'Uruguay au GATT. Les principales avancées concernent le préaccord agricole de Blair House. Mais d'autres dossiers restent à régler comme l'audiovisuel ou

la mise en place d'une Organisation mondiale du commerce. Si la Maison Blanche s'est déclarée « optimiste » sur les chances de clore le cycle de l'Uruguay avant la date butoir du 15 décembre, les Européens restent prudents. Une nouvelle rencontre entre Européens et Américains est prévue lundi 6 décembre à Bruxelles.

page 23

Malgré la mort de Pablo Escobar

## La Colombie doit affronter un autre cartel de la drogue

Le parrain colombien de la drogue, Pablo Escobar, a été tué jeudi 2 décembre, dans sa ville de Medellín, par un groupe spécial de l'armée. Les coups de téléphone qu'il avait passés aux médias et à sa famille mercredi avaient permis à la police de le localiser. Le président américain Bill Clinton a salué le « travail courageux et efficace » qui a permis d'abattre le baron de la drogue. La disparition de Pablo Escobar ne signifie pas, pour autant, la fin du trafic de drogue colombien. Un autre cartel, celui de Cali, plus discret et mieux introduit, a déjà pris la relève.

## Narco-terroriste

Il n'était pas né à Envigado, comme on le dit souvent par erreur, mais à Rio-Negro, dans le département d'Antioquia, le 1<sup>er</sup> décembre 1949. C'est le chef d'une région de collines verdoyantes, de riches fermes d'élevage et de cottages à barrières de bois blanches. Une Normandie tropicale. Les familles aisées de Medellín y possèdent d'élégantes résidences secondaires. Mais les parents de Pablo Escobar étaient d'origine modeste et s'installèrent à Medellín en quête de travail. Comme tant d'autres migrants.

Envigado, quartier de classe moyenne, au sud de la ville, plus que de haute bourgeoisie, est d'abord le fief de prédilection de Pablo Escobar, devenu le principal dirigeant du cartel de Medellín, le redoutable organisation criminelle des années 80, comparable, par l'envie de ses affaires illégales et les méthodes expéditives de ses hommes de main, (les sicarios), aux gangsters des années 30 aux États-Unis.

Mais la prohibition était une affaire strictement américaine alors que le trafic de drogue est un fléau planétaire. Et le cartel de Medellín occupait une place de choix, écusé d'expédier jus-

qu'à 80 % de la cocaïne consommée aux États-Unis avant qu'un cartel rival, celui de Cali, ne s'en mêle. Comparé aux innombrables crimes, aux séries de sanglants règlements de comptes perpétrés par les sicarios de Pablo Escobar, le massacre de la Saint-Valentin à Chicago du temps d'Al Capone est un fait divers presque anodin. A Medellín, depuis quatre ans on a recensé des dizaines d'opérations de représailles du même type entre bandes rivales en lutte pour le contrôle de la commercialisation de la cocaïne, et depuis 1991, de l'héroïne.

Avec un fantastique business planétaire de quelque 300 milliards de dollars, Pablo Escobar se considérait comme un homme d'affaires quelconque qui e réussi. Sa carte d'identité, numéro 8 345 766, établie à Envigado, en fait fait Pablo Emilio Escobar Gaviria (le second nom est celui de sa mère, sans lien de parenté avec l'actuel président) ; taille : 1,65 m ; teint : brun ; signes particuliers : néant.

C'était un homme d'affaires arrivé et respecté.

MARCEL NIEDERGANG  
Lire la suite page 4

## Quitte ou double pour la NASA

L'agence spatiale américaine joue sa réputation sur le sauvetage spectaculaire du télescope spatial Hubble

Ce n'est peut-être pas la mission de la dernière chance, mais ça y ressemble. Confrontée à l'une des crises les plus graves de son existence, l'agence spatiale américaine, qui a connu tant de succès dans le passé, n'a plus le choix. A une époque où les politiques estiment que l'espace n'est plus la priorité, la NASA a accumulé les échecs et les erreurs à un rythme que ni la maladresse, ni la malchance n'expliquent totalement.

Durement critiquée par le Congrès, privée d'importantes ressources budgétaires par l'administration Bush, puis par le gouvernement Clinton (1), elle tente de redorer son blason en se lançant dans l'une des missions les plus complexes de son histoire : la réparation, en orbite, à environ 570 kilomètres d'altitude, du télescope spatial Hubble. Dès le printemps dernier, les spécialistes avaient qualifié cette coûteuse mission de plus de 700 millions de dollars, dont 45 millions de dollars à la charge des Européens, de « risquée, mais faisable ».

Voilà donc la NASA au pied du mur, prête à montrer son savoir-faire et rappeler à ceux dont la mémoire défaille ce qu'elle fut quand elle conquiert la Lune et explorait le système solaire. A elle désormais d'accomplir l'exploit, devant, dit-on, un demi-milliard

de télescopeurs et de sauver son image, par une pirouette de l'histoire, en réparant des erreurs qu'elle a elle-même contribuées à créer. Car, et c'est un des paradoxes de cette mission, Hubble va être réparé dans l'espace, moins parce qu'il s'est usé avec le temps que parce qu'il a été mis en orbite porteur de défauts inacceptables.

L'histoire est exemplaire. Le 25 avril 1990, soit avec environ sept ans de retard sur le programme initialement prévu, les astronautes de la navette Discovery déployèrent dans l'espace le plus grand télescope spatial jamais lancé. Doté d'un imposant miroir de 2,4 mètres de diamètre, Hubble, malgré ses 13 mètres de long, ses 4,3 mètres de large et ses 12 tonnes, se jouait alors de la pesanteur et la NASA, sur fond de campagne de presse bien orchestrée, se préparait à fêter ce que certains décriaient alors comme « le plus grand événement astronomique depuis Galilée ».

De fait, Hubble devait nous ouvrir des horizons jusqu'ici interdits, traquer des objets si faiblement lumineux qu'ils étaient inaccessibles aux télescopes terrestres, détecter, aux confins de l'Univers, des galaxies qui existaient lorsque ce dernier n'avait que le dixième de son âge actuel et renvoyer aux oubliettes tout ce

que la planète comptait alors de télescopes terrestres. La joie fut, hélas, de courte durée.

Moins de deux mois après le lancement, en mai 1990, les responsables de la mission durent se rendre à l'évidence et reconnaître que, non content d'être myope, Hubble tremblait comme un vieillard. Le constat fut d'autant plus amer qu'il apparut très vite qu'une partie des gyroscopes chargés de la stabilisation de l'engin donnaient des signes de fatigue et que les transmissions d'ordres connaissaient quelques difficultés. C'était beaucoup pour un instrument dont les coûts, au fil du temps, avaient grimpé de façon « astronomique » pour atteindre de 1,5 à 2 milliards de dollars !

Quelle ne fut pas la stupeur de la communauté scientifique de découvrir une telle myopie chez un sujet si jeune ! Enquête faite, il fallut se rendre à l'évidence. Le miroir principal du télescope n'avait pas la bonne courbure sur ses bords.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU  
Lire la suite page 13

(1) Les dépenses de la NASA ont été réduites en 1991 de 106 à 96 milliards de dollars sur cinq ans, puis à 71 milliards par Bill Clinton.

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH ; Tunisie, 860 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; États-Unis, 485 F CFA ; Espagne, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 200 IR ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 100 PTE ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## FOOTBALL

## Un jeu distrayant

Un footballeur, qui eut son heure de gloire, affirme dans *Le Monde* du 24 novembre, à propos de France-Bulgarie, que « les répercussions d'un tel échec sont énormes (...). Même si cela peut choquer certains économistes, on juge au moins eut le France à travers son rôle dans les négociations du GATT ».

Diantre ! La but bulgare de la vingt-cinquième heure menacerait-il l'équilibre de notre balance commerciale ? La maldresse du gardien gaulois mettrait-elle en péril nos équilibres ?

Je ne suis pas économiste, mais je doute fort que ce soit parce que « le France » avait remporté un match que la Corée a choisi la TGV ou parce que les Bleus en avaient perdu un autre que la Chine a refusé pour Shanghai le métro tricolore. Et si le veuleur économique d'un pays se mesurait au prestige de son football, il y aurait alors bien plus que 13 % d'Amérique à avoir où se tiendra le prochain coupe du monde de soccer.

M. Platini serait bien inspiré de ramener le football à ce qu'il est : un jeu distrayant — parfois —, une affaire d'argent — souvent —, et qui ne mérite en tout cas ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

OLIVIER SIOU  
Poissy, (Yvelines)

## SOLIDARITÉ

## D'autres grands travaux

Faisons un rêve. Imaginons un chef d'Etat qui aurait décidé de laisser dans l'histoire le souvenir non seulement d'un grand bâtisseur, ami de la musique, de la peinture, de l'architecture, de la littérature, mais aussi celui d'un président soucieux de mettre au service des déshérités les sources de l'Etat, dans les mêmes proportions.

Il aurait trouvé, sans difficulté, un autre organisateur aussi génial dans le bien que celui qu'il avait chargé de créer le beu. Cette excellence ayant reçu le même délégué du pouvoir dyssén aurait forcé les défenses du ministre des finances, trouvé les architectes, les terrains, les maîtres d'œuvre pour construire les maisons qui manquent aux sene-bri, des cellules qui ne soient pas attentatoires à la dignité des emprisonnés.

La venité exclud-elle à ce point le pitié ?

Docteur DANIEL CHARRIER  
Tours

## TRANSPORTS

## La route ou le rail

La construction et l'entretien des routes et des autoroutes de l'Etat représentent 60 milliards de francs par an. A noter que les particuliers supportent une part notable des frais d'entretien alors qu'ils ne sont pratiquement pas responsables de la dégradation des routes, les poids lourds représentant de loin la part la plus importante de ces dégradations.

Ensuite le coût humain, représenté par les dix mille morts annuels et les soixante-cinq mille accidentés graves, dont le coût pour la société peut être estimé à 50 milliards de francs. Peu de Français sont conscients que, dans une vie de conducteur, il est deux fois plus risqué d'être tué ou blessé par un accident d'automobile.

Le rail, lui, qui tue et handicape mille fois moins que la route, doit payer lui-même ses frais d'infrastructures, soit environ 32 milliards de francs, chargés de personnel compétents, alors que la subvention de l'Etat se limite à 20 milliards par an.

D'un côté, le communisme accepte de supporter un coût de plus de 100 milliards de francs, et, de l'autre, elle s'efforce de réduire un déficit de quelques dizaines de milliards de francs. Et dans ce calcul n'entre pas le coût nerveux et psychologique de millions de déplacements journaliers répétitifs dans des encombrements ahurissants...

On me dira que le comparai-son pêche par la base. Bien sûr, les services rendus par ces deux modes de transport ne sont pas comparables et les domaines géographiques différents.

Cela est vrai, mais on pourrait ramener une partie des kilomètres-passeurs de la route par l'équivalent rail, notamment dans le fret, où la situation concurrentielle des transporteurs a abouti aux abus régulièrement constatés.

Et puis le train est cher, dit-on. Cela est également vrai, mais nos dirigeants ont vu l'intérêt de construire des liaisons autoroutières transver-sales, mais pas celui de construire des voies ferrées rapides équivalentes. On en arrive au paradoxe suivant : pour se rendre en train de Lyon à Bordeaux, il faut mieux passer par Paris...

Peut-être n'est-il pas trop tard, à cette époque de sous-emploi, pour lancer une vraie politique nationale de transports en commun.

LOUIS AGHETTA  
Paris

## INSTITUTIONS

## Quel devoir de réserve ?

Certains parlementaires se sont étonnés de ce que M. Badinter, s'efforçant de son devoir de réserve, s'auto-rise à répondre aux critiques adressées par le premier ministre au Conseil constitutionnel. Pour ma part, c'est cet étonnement qui me surprend.

L'obligation de réserve des membres du Conseil constitutionnel découle de l'article 3 d'une loi organique du 7 novembre 1958. Selon cette disposition, les membres du Conseil jurent de garder le secret des délibérations et des votes et de ne prendre aucune position publique, de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence du Conseil.

M. Badinter, n'a, en rien méconnu ces obligations en publiant son article dans le *Monde* du 23 novembre dernier intitulé : « Le pouvoir et le contre-pouvoir ».

L'obligation de réserve, bien évidemment, n'interdit pas la prise de toute position publique. Elle interdit de prendre publiquement position sur une question susceptible de relever de la compétence du Conseil. Elle ne concerne que les décisions rendues par le Conseil et non l'institution elle-même. Il serait parfaitement absurde, par exemple, de vouloir interdire à un juge constitutionnel de proposer une conférence sur le rôle de cette juridiction dans nos institutions. Par ailleurs, personne ne s'est étonné lorsque M. Badinter a proposé, il y a quelques années, dans votre journal, d'étendre le compétence du Conseil constitutionnel aux lois en vigueur par le vote de l'exception d'inconstitutionnalité.

En revanche, on peut légitimement s'étonner des déclarations du premier ministre qui, elles, paraissent certainement choquer à plus d'un observateur étranger. On imagine mal, en effet, le chancelier Kohl critiquer le Tribunal constitutionnel allemand devant le Bundestag ou le président Clinton mettre en cause le Cour suprême américain devant le Congrès.

LOIC PHILIP  
professeur à l'université d'Aix-Marseille

## GRAPHOLOGIE

## La fiabilité de l'expertise

Le récent défilé des experts et leurs témoignages au procès Villain posent une fois de plus la question de la fiabilité de l'expertise en écritures.

Si l'on considère que cette discipline ne peut être assimilée à une science exacte, il est alors surprenant d'entendre des spécialistes émettre des conclusions formelles, surtout quand un document examiné est de très mauvaise qualité. En effet, l'écriture étant un geste émanant d'un psychisme, de l'intelligence et de la volonté d'un scripteur, on ne peut le mettre en équation et lui appliquer des normes quantitatives si mesurables : car l'être humain n'est pas un robot — il

lui est d'ailleurs impossible de reproduire de manière totalement identique les mêmes formes de lettres dans différents documents.

Dans le cas de lettres anonymes, l'auteur s'efforce le plus souvent de camoufler son écriture en adoptant un tracé conventionnel en cursive ou en script. Lorsque l'expert a à comparer des écrits de suspects, il ne se contente pas d'observer la dimension ou la forme des lettres, mais il examine aussi attentivement l'ordonnance, les intervalles, les ponctuations, la pression, les traits, les lettres comme les initiales et les finales. Dans son travail de comparaison, il doit pouvoir observer plusieurs documents spontanément émanant d'une même personne, car le « dicté de mot », effectué trop souvent par des non spécialistes dans de mauvaises conditions et dans un contexte émotionnel « stressé », ne peut constituer à elle seule un document de comparaison suffisant.

En outre, l'expert doit pouvoir consulter le document de bonne qualité pour pouvoir accomplir sa mission. Si un document est altéré ou détérioré, l'expert doit émettre des réserves dans sa conclusion, car — et c'est un des principes de l'expertise — « l'expert n'a pas une obligation de résultats, mais une obligation de moyens » ; et, s'il ne dispose pas de moyens appropriés, il peut se résigner, soit partiellement, soit totalement.

Ainsi, l'expert en écritures doit savoir « résister » à la fois aux pressions extérieures, bien entendu, mais aussi à sa propre certitude qui, parfois, peut être confortée par sa longue expérience.

JEAN-PAUL GAUTHIER  
expert judiciaire en écritures près la cour d'appel de Lyon, président de la Fédération nationale des graphologues professionnels.

## ÉPARGNE

## Ne touchons pas au livret A

L'Association française des banques a récemment demandé au ministre de l'économie que le taux d'intérêt du livret A des caisses d'épargne soit diminué. Les banques estiment en effet que la rémunération versée à ce type de placement est devenue excessive en raison de la baisse générale du coût du crédit. Il conviendrait d'harmoniser les rendements proposés aux épargnants, en tenant compte à la fois de la liquidité du placement et des risques encourus.

Un tel souci paraît, à première vue, méritoire et du bon sens. Quoi de plus normal que les banques se préoccupent des conditions de la collecte de l'épargne. D'ailleurs, ne font-elles pas ainsi preuve de constance pour avoir toujours pu obtenir l'ouverture à leurs guichets ?

Leur démarche serait cependant plus convaincante si, à la fois, elles s'étaient inquiétées du sort réservé aux titulaires de livrets, qui ne percevaient qu'un intérêt de 4,5 % alors que des placements non moins liquides, mais certes fois-ci soustraits sous leurs auspices, offraient un rendement de plus de 10 %.

Au-delà des considérations purement professionnelles des banques, il en est une, celle-là simplement morale, qu'il faudrait cependant garder à l'esprit : le livret de caisse d'épargne constitue l'exemple même de l'épargne populaire. Il s'adresse essentiellement à des personnes qui, pour diverses raisons, n'ont pas le loisir de choisir d'eux-mêmes le mode de placement pour leurs modestes éco-

## TRAIT LIBRE



nomies. Quoi que l'on fasse, on n'arrivera pas ces gens à diriger leur épargne vers les produits qui proposent les meilleurs rendements. Alors à quoi bon vouloir diminuer le taux d'intérêt des livrets des caisses d'épargne, qui, cette année, ne se traduiront que par un rendement net hors inflation de 2 % ? Est-ce si exagéré quand, dans le même temps, on se félicite de la bonne tenue de la Bourse et des profits confortables que cette-ci procure à des publics plus avertis ?

JEAN PÉTROPOULOS  
Directeur général de la Banque de France

## DROIT PUBLIC

## Les recalés de l'ENA

*Le Monde* a publié, dans son numéro du 3 novembre, un article de M. Odon Vallet intitulé « Ces Juges qui nous gouvernent ».

Sans prendre parti sur le fond de la démonstration, on ne peut

laisser s'écarter l'idée qu'en France près de la moitié des professeurs de droit public se sont présentés sans succès au moins une fois au concours de l'ENA et que le concours d'agrégation serait ainsi en quelque sorte une possibilité de repêchage offerte aux recalés de l'ENA. Si l'on peut trouver quelques professeurs de droit public qui, dans un premier temps, après une licence ou un diplôme d'IEP obtenus en trois ans, se soient présentés et soient entrés à l'ENA, leur nombre est sans commune mesure avec celui avancé par M. Vallet. Après cet échec, ils se sont réorientés, ils ont entrepris de longues études couronnées par une thèse, ils ont mûri et se sont adonnés à la conception et aux règles du concours d'agrégation, mais différentes de celles de l'ENA ; ils ont été institués agrégés en moyenne une dizaine d'années plus tard. C'est pourquoi il est tout à fait vain de tenter d'établir un parallèle entre les deux concours : tous deux ont leur spécificité, leurs vertus et, bien sûr, aussi leurs faiblesses.

PHILIPPE ARDANT  
président de l'université Panthéon-Assas, Paris-II

## AGRICULTURE

## En monnaie sonnante et trébuchante

J'ai lu avec intérêt votre article intitulé « Le silence des agriculteurs » paru dans *Le Monde* du 16 novembre. Il me semble que, parmi les causes possibles que vous recherchez de ce « silence », vous en omettez une qui pourrait être essentielle. En effet, depuis la fin octobre, les agriculteurs ont tous reçu les aides directes liées au gel de leurs terres. Les montants ainsi versés dans chaque département se chiffrent en centaines de millions de francs.

C'est la première fois que des agriculteurs touchent directement, de l'Etat, de telles subventions. Pendant des dizaines d'années, ils ne les recevaient que de manière « indirecte » à travers les prix de vente de leurs produits. Il ne faut pas sous-estimer le choc psychologique de ces versements. Les agriculteurs sont fondamentalement des hommes du concret. Ils s'opposent à une réforme qui mettrait en cause la fonction sociale exclusivement nourricière de l'agriculture, et qui leur apparaissait, dans une certaine mesure, trop théorique : on voit ce qu'on perd, mais pas ce qu'on gagne... ni comment.

Aujourd'hui, ils sont amenés à réfléchir, à l'échelle de leur propre personne, sur le pourquoi

des subventions qu'ils reçoivent. S'ils peuvent éventuellement bénéficier de ces aides, pendant un an ou deux, à titre de « réparation de dommages matériels et moraux » (ceux créés par une réforme que la puissance publique n'a pas eu le temps et en heure), dans le dur, ils devront bien lui donner un contenu positif. S'ils ne le faisaient pas, nombre de citoyens, et surtout, notamment, seraient en droit de leur demander des comptes.

MICHEL FORESTIER  
Paris

## HAÏTI

## Soixante-quatre couleurs de peau

Dans la situation actuelle d'Haïti, le plus dangereux pour l'avenir serait, dans une vision manichéenne, l'aggravation de l'affrontement de classes et de races, qui a fait déjà, dans un passé récent, de très graves dégâts. C'est le président Souloque (Faustin I<sup>er</sup>) qui, au milieu du dix-neuvième siècle, voulait massacrer les mulâtres, à bout de la séparation de la partie orientale de l'île, devenue la République Dominicaine, beaucoup plus facile que la partie occidentale, avec une population deux fois moins nombreuse.

Depuis 1945, tous les présidents de la République (Estimé, Magloire, Duvalier père et fils) n'ont pas des mulâtres. Le duvalisme, en créant le mécontentement et en écartant l'armée et la police, en massacrant ou en poussant à l'exil une grande partie des forces vives de ce pays, en a détruit la structure sociale qui, même si elle était loin d'être parfaite, avait permis la succession, pratiquement sans effusion de sang, des présidents de la République depuis la fin de l'occupation américaine en 1935.

Pour améliorer durablement la situation, Haïti a besoin de la coopération de toutes les communautés qui y vivent, quelles que soient leur classe ou leur race (Moreau de Saint-Méry y avait distingué soixante-quatre couleurs de peau, ce qui relativise les termes de Noir et de mulâtre). Il appartient aux membres les plus modérés de ces communautés d'y parvenir, avec l'appui des instances internationales qui joueraient, dans ces conditions, un rôle plus utile que par un blocus naval, dont souffrirait toute la population, et au premier chef les plus démunis.

JACQUES BUTTERLIN  
Professeur émérite à l'Institut de physique du globe de Paris.

## UN LIVRE

GÉNÉRATION GALÈRE  
de Gérard Bardy  
Albin Michel, 331 p., 98 F.

« Je ne laisserai dire à personne que vingt ans est le plus bel âge de la vie », écrit Paul Nizan. Un demi-siècle après sa mort, cette phrase, un peu démodée de son sens, peut paraître singulièrement d'actualité. On ose à peine souligner, tant le constat est banal, que l'entrée dans la vie adulte se fait aujourd'hui sous le double signe du chômage et du sida.

Gérard Bardy élargit la perspective. Si les dix-huit-vingt-cinq ans sont une génération sinistère, affirme-t-il, ce n'est pas seulement parce que l'emploi se fait rare et l'amour dangereux. Ils subissent en réalité les effets d'une crise multiforme, à la fois économique, morale et politique, dans laquelle celle de la famille est la plus grave et la plus durable. Quand un mariage sur trois aboutit à un divorce — sans compter les séparations —, cela est forcément des effets négatifs sur une partie des enfants.

Méheux, les dix-huit-vingt-cinq ans ? Pas vraiment. Mais pas vraiment heureux non plus. Ils sont surtout désenchantés, remarque le directeur de la rédaction du *Pélerin*, qui a écrit un livre vif et très documenté, à mi-chemin de l'étude exhaustive et du pamphlet. Ces

## Nés trop tard...

jeunes, élevés par des parents copains qui avaient eux-mêmes vingt ans en mai 68, ont le sentiment d'être nés trop tard : trop tard pour profiter de l'abondance des « trente glorieuses », trop tard pour trouver un emploi, trop tard pour participer à la libération sexuelle...

Bien sûr, il faut tenir compte des différences de milieux sociaux. Mais certains traits sont communs à toute cette « génération latex », nourrie de musique, éduquée par la télé et le malade de zapping. Une génération entrée très tôt dans l'adolescence mais contrainte de retarder son entrée dans la vie adulte. Une génération qui ne connaît pas la morale mais en éprouve l'impérieux besoin.

Gérard Bardy souligne les nombreuses contradictions de ces « huit millions de jeunes dans la tourmente ». Par exemple, le peur de s'engager en amour n'empêche nullement chez eux une permanence, et même un regain, des sentiments de tendresse et de fidélité. De même, cette génération qui ne sait pas dire bonjour en entrant chez le boulanger, classe la politesse parmi les valeurs auxquelles elle est la plus attachée...

L'auteur ne porte pas les socialistes dans son cœur, notamment le plus haut placé d'entre eux, accusé de flatter la jeunesse et de lui mentir depuis plus de douze ans. La « généra-

tion Mitterrand » serait avant tout une génération floue... Mais Gérard Bardy est forcé de constater que le camp d'en face ne répond pas davantage aux aspirations d'une jeunesse sans espérance, obligée de chercher ses modèles chez des « anciens » comme l'abbé Pierre ou le commandant Cousteau.

Les jeunes eux-mêmes ne semblent pas attendre grand-chose des « Guguignols » et des héros du « Sébaste show ». Se sentant hors-jeu socialement, ils ont tendance à se mettre hors-jeu en politique. Comment les séduire et les reconforter ? Par un « plan Marshall pour l'emploi », affirme Gérard Bardy. Mais aussi en apprenant aux jeunes à redécouvrir le France qui, si elle n'est plus une grande puissance, reste une grande nation, avec d'énormes atouts économiques, sociaux et culturels, une démocratie plus solide que beaucoup d'autres... Les dix-huit-vingt-cinq ans sont eux-mêmes pleins de ressources, car ils craignent à juste titre le chômage et le sida, ils n'ont peur ni de la mobilité, ni de l'Europe, ni du monde extérieur.

Faut-il exclure une révolte de la « génération gelbra » ? Ce serait beaucoup plus grave que mai 68, souligne Gérard Bardy, mai 68 avait échoué parce que ceux qui la faisaient avaient eu une enfance heureuse...

ROBERT SOLÉ



# INTERNATIONAL

## La mort du chef du cartel de Medellín

### Le sens de la famille a perdu Pablo Escobar

BOGOTÁ

correspondance

**LA MORT DE PABLO ESCOBAR.** Le roi de la cocaïne, Pablo Escobar, a été tué jeudi 2 décembre, dans sa ville de Medellín, par un groupe spécial de l'armée. Il a été abattu alors qu'il tentait de fuir par les toits d'une résidence située dans l'ouest de la ville. Il semble qu'il ait été localisé après avoir passé des coups de téléphone à des médias et à sa famille.

**UN PETIT TUEUR DEVENU PARRAIN.** Les forces colombiennes ont mis un terme à l'aventure criminelle de cet homme de quarante-quatre ans, ancien tueur à gages devenu parrain. Depuis son évasion rocambolesque en 1992 d'une prison dorée, il était toujours parvenu à échapper, non seulement à la police, mais également aux chasseurs de primes et aux tueurs à gages lancés à ses trousses. La disparition d'Escobar ne signifie pas, pour autant, la fin des narco-trafiquants : la relève est assurée par un cartel plus discret, celui de Cali.

**LES RÉACTIONS.** Le président colombien Gaviria a estimé que la mort de Pablo Escobar constituait « un pas vers la fin du trafic de drogue » et montrait qu'il « est possible de vaincre le mal ». Le président Clinton a, quant à lui, félicité son homologue colombien et les forces de sécurité colombiennes pour « le travail courageux et efficace » réalisé (lire page 4).

Le roi de la cocaïne a été tué, jeudi 2 décembre, vers 15 heures (heure locale), dans sa ville de Medellín, par un groupe spécial de l'armée. La mort du chef du cartel de Medellín a aussitôt été confirmée par les autorités. Pablo Escobar a été abattu alors qu'il tentait de fuir d'une résidence située près d'un centre commercial dans l'ouest de la ville. Une brigade du groupe de recherche (Brique de búsqueda), le groupe spécial de l'armée qui le traque depuis quatorze mois, a fait irruption dans la maison où il se cachait. Le narco-trafiquant s'est enfui par le toit. Un échange de tirs a eu lieu. Pablo Escobar a été abattu en même temps que deux de ses lieutenants, dont son beau-frère Carlos Mario Henao.

La nouvelle a aussitôt fait le tour du pays. Des 19 heures, la télévision colombienne diffusait des images de la dépouille mortelle du capo. Les deux plus grands quotidiens nationaux, *El Tiempo* et *El Espectador*, ont publié dans la soirée une édition spéciale. « Enfin il est tué », titrait *El Tiempo*. Depuis le 22 juillet 1992, date de son évasion, Pablo Escobar était recherché et traqué par quelque deux mille policiers.

Juste là, le groupe de recherche avait mené des centaines d'opérations sans succès contre l'ennemi public numéro un. Sa tête était mise à prix 7 millions de dollars et le gouver-

nement avait lancé des appels à la délation. Il y a à peine trois semaines, le pays avait été tenu en haleine pendant trois jours et trois nuits à l'annonce de l'arrestation imminente de Pablo Escobar. La ville de Medellín avait alors été bouclée par l'armée, sillonnée par des chars et surveillée sans interruption par des hélicoptères. Mais le narco-trafiquant était parvenu à s'échapper. Cette fois, le dispositif de l'armée a été beaucoup plus discret. « Une opération éclair », a confirmé le ministre de la défense.

#### Des coups de fil fatals

Il semblerait que ce soit son sens de la famille qui ait perdu Pablo Escobar. Sa famille, sa femme, son fils de dix-sept ans et la fiancée de celui-ci avaient tenté de quitter la Colombie le week-end dernier. Sans succès.



Refoulé par les autorités allemandes, la famille avait dû rentrer de force en Colombie et habitait depuis dans un hôtel luxueux de la capitale. Le rapatriement forcé de sa famille a fait sortir Escobar de sa réserve.

Selon le ministère de la défense, plusieurs coups de téléphone du narco-trafiquant, notamment à des médias colombiens, pour dénoncer l'attitude du gouvernement allemand, ont permis de le localiser. Mercredi matin, Pablo Escobar aurait même téléphoné à son fils à Bogotá, signalant ainsi son arrêt de mort. L'armée a aussitôt lancé son plan d'alerte qui s'est terminé par l'assaut et la mort d'Escobar.

Cette disparition, annoncée depuis plusieurs semaines par certains membres haut placés du gouvernement qui déclaraient qu'il n'était plus question de l'arrêter vivant, est sans conteste une victoire pour le gouvernement Gaviria. Le président a déclaré : « La communauté internationale ne peut plus avoir de doute sur la volonté de la Colombie dans la lutte contre les cartels. » Il a ajouté que son gouvernement possédait à présent « tous les éléments, tous les instruments pour démanteler les organisations criminelles en activité » dans son pays. Une tâche qui paraît encore titanesque, compte tenu de l'importance de la corruption et du trafic de drogue dans ce pays.

A quarante-quatre ans, Escobar terminait une longue carrière criminelle qui aura, entre autres, coûté la vie à quatre candidats à l'élection présidentielle, un ministre, de nombreux juges et plus de cinq cents policiers, sans compter tous les Colombiens anonymes. Sa mère, qui s'est aussitôt rendue sur les lieux, s'est écriée, en voyant le corps de son fils : « Gracias a Dios ! »

La fin du cartel de Medellín signifie-t-elle pour autant la fin des cartels ? Les activités du cartel de Medellín sont depuis longtemps largement dépassées par celles du cartel de Cali. En tout cas, et à l'heure du début de la campagne électorale pour l'élection présidentielle, qui aura lieu l'année prochaine, c'est une victoire pour le gouvernement colombien. Et un espoir pour que cette campagne soit plus calme qu'à son début : elle a déjà coûté la vie, le mois dernier, au vice-président du Sénat.

ANNE PRDENZA

### La longue traque d'un encombrant parrain

CARACAS

de notre envoyé spécial

Mort ou vif ! Tous, et ils étaient nombreux ceux qui faisaient la chasse à Escobar, le voulaient mort ou vif. D'abord les policiers et les soldats d'élite du groupe spécial de recherche, à pied d'œuvre à Medellín depuis le 22 juillet 1992, date de « l'évasion » spectaculaire et rocambolesque de Pablo Escobar de sa fausse prison d'Envigado, une résidence luxueuse sans vraies portes, organisée et arrangée, on le sait aujourd'hui, avec le gouvernement de Gaviria lui-même.

Des hommes d'élite, surentraînés, qui avaient en seize mois réalisé quelque vingt mille perquisitions à Medellín même et dans toute la région, très boisée et accidentée, où le parrain possédait de très nombreuses propriétés, et donc des caches possi-

aux Etats-Unis et en Europe, s'ajoutait la haine qui se nourrit de la trahison.

Escobar dénonçait sans cesse les liens du cartel de Cali avec certains hauts fonctionnaires et accusait même carrément le gouvernement de Bogota de « connivence » avec des parrains, plus discrets et plus « civilisés », qui ont su, bien mieux que lui, se gagner la vraie complicité chapeau de certains secteurs de la société de la troisième ville du pays.

#### Les exécutions d'Envigado

Le voulaient et le traquaient aussi, et avec une barge particulière, les familles et les proches de certains de ses anciens associés dans le cartel de Medellín, qu'il avait convoqués dans sa prison d'Envigado « pour rendre des comptes » et qu'il avait fait exécuter sur place par ses lieutenants « incarcérés » avec lui. Ces associés avaient conservé pour eux quelques millions de dollars prélevés sur les recettes d'un trafic qu'Escobar continuait de diriger derrière ses fausses grilles dorées et électrifiées.

« Il s'agissait de sommes réellement très importantes, plusieurs dizaines de millions de dollars », confiait récemment le procureur général de Greif, chargé de l'instruction des crimes du parrain. Les PEPES (le sigle espagnol pour : personnalités poursuivies par Escobar) est la plus connue de ces bandes armées constituées pour frapper le chef du cartel, ses amis et aussi sa famille. C'est parce que la pression des PEPES contre la femme et les enfants d'Escobar - bénéficiant pourtant d'une forte protection policière dans et autour de leur résidence du quartier du « poblado » de Medellín - était devenue trop forte ces derniers jours qu'ils avaient fait un voyage aller-retour sans grand espoir en Allemagne.

Des mercenaires américains, israéliens et autres, alléchés par la prime de plusieurs millions de dollars offerte par le gouvernement de Bogota et les organismes gouvernementaux anti-drogue des Etats-Unis, le recherchaient également avec avidité. Ils travaillaient dans des conditions encore plus difficiles et certains avaient abandonné une traque où les dés étaient pipés puisque le parrain pouvait compter sur des complicités au plus haut niveau de l'appareil d'Etat.

Les tuteurs à gage du cartel de Cali, rival de celui de Medellín, le poursuivaient également. De sanglants règlements de comptes avaient opposé les deux cartels : ils ont fait, en trois ans, des centaines de morts. A la rivalité traditionnelle de trafiquants, en conflit pour le contrôle de la commercialisation de la drogue

Refoulés, ils ont demandé mercredi la protection des Nations unies et une intervention, refusée, de la Guatémaltèque Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix. Le cercle se resserrait, la femme et les enfants d'Escobar étaient parqués dans un grand hôtel de la capitale avec une impressionnante escorte policière.

Escobar avait accumulé trop de charges criminelles contre lui, petitement rassemblées par M. de Greif, pour espérer éventuellement des peines de prison réduites malgré les dernières modifications envisagées du code de procédure pénale qui incitent encore plus les trafiquants de drogue colombiens à négocier avec la justice, à avouer des délits mineurs et à accepter une collaboration avec les autorités en échange de très importants avantages.

#### Les cadavres ne parlent pas

Ce nouveau système pourrait permettre aux principaux dirigeants du cartel de Cali de s'en tirer à très bon compte et de jouir tranquillement de leur fortune. Ce que ne pouvait plus espérer Pablo Escobar, gangster en cavale, devenu pour tous de plus en plus gênant, surtout après les dernières révélations de Meuricio Vargas, ancien ministre de l'information jusqu'en mai 1992 du président Gaviria, mettant carrément en cause le chef de l'Etat dans le scandale suscité par sa « reddition » en juin 1991, puis dans sa fausse évasion en juillet 1992.

Tout un contexte juridico-politique qui explique, s'il en faut croire, le scepticisme avec lequel la version officielle de la mort de Pablo Escobar est accueillie dans certains milieux. Seuls les cadavres ne parlent pas.

M. N.

### Cali, la nouvelle organisation

Le cartel de la cocaïne de Medellín de Pablo Escobar est, selon les services anti-drogue américains et colombiens, largement dépassé par l'organisation rival de Cali. D'après la DEA, le service antidrogue américain, le cartel de Medellín est devancé par les « narcos » de Cali qui fournissent plus de 70 % de la drogue qui arrive aux Etats-Unis ou en Europe.

Ce retournement tient essentiellement au fait que le cartel de Medellín a été la cible prioritaire des services colombiens de lutte antidrogue au cours des dernières années, tandis que l'organisation de Cali n'a été que très rarement inquiétée. A la différence du cartel de Medellín, celui de Cali, qui serait dirigé par Gilberto Rodri-

quez Orejuela, dit « le joueur d'échecs », son frère Miguel et José Santacruz Londono, a toujours préféré la discrétion pour mener ses affaires.

Contrairement à Escobar, les « narcos » de Cali n'ont jamais eu d'ambition politique et ont préféré avoir recours à des moyens plus discrets que le « narco-terrorisme » de Medellín pour faire pression sur les autorités. Souhaitant sortir de la clandestinité, les chefs du cartel de Cali ont même proposé au gouvernement d'arrêter le trafic de drogue à condition qu'ils ne soient pas inquiétés par la justice et que leur fortune ne soit pas saisie. - (AFP.)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Un enjeu géopolitique

**LA DROGUE, NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL.** Observatoire géopolitique des drogues. Héchette, 1993. 320 pages, 120 F.

La fin des « blocs » et les désordres du monde font la part belle au trafic de stupéfiants. Aussi le marché de l'offre et de la demande est-il connu en 1992 un nouveau bond en avant, que le premier rapport de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) enlève au plus près. Sans s'embarrasser des réserves diplomatiques d'usage, cette organisation non gouvernementale privilégie une approche géopolitique qui ne cache rien de ces dossiers aux implications économiques, politiques et militaires.

#### Le Maroc et le haschich

Le rapport compile donc utilement les deux principaux documents publiés jusqu'aujourd'hui sur la question, l'un par le département d'Etat américain (DEA), l'autre par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) des Nations unies. Recueillie par un réseau de chercheurs, de journalistes et d'économistes présents dans soixante pays, la somme des informations de l'OGD contredit les simplismes opposant les pays consommateurs du Nord aux producteurs du Sud sans, pour autant, hésiter à désigner les Etats entretenant des relations de duplicité ou de complicité avec les trafiquants.

Dans la géographie des zones de production et des flux de trafics, le Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan et Iran) et le Triangle du même nom (Thaïlande, Laos, Birmanie) arrivent toujours en tête des producteurs-exportateurs d'héroïne. Même si la « narco-dictature » birmane a poussé ses avantages, l'Observatoire note que d'autres régions d'Asie sont entrées dans la concurrence. En Chine, la province du Yunnan semble ainsi en passe de retrouver le rôle qui était le sien avant la révolution communiste.

Dans les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, surtout, les champs de pavots à opium, ainsi que de haschich, ont fleuri. Continuant par continence, le rapport mêle de la

sorte les faits et les analyses. Il est notamment rappelé que le Maroc reste le quatrième exportateur mondial de haschich (et le premier fournisseur de la France), tandis que les Etats-Unis disputent au Mexique le titre de premier producteur mondial de marijuana. Le chapitre des conflits régionaux financés ou suscités par les super-profits du trafic est illustré par une longue liste de pays, de l'Afghanistan au Nigeria-Karabakh, du Cachemire à la Birmanie, de l'ex-Yougoslavie à la Somalie. Quel autre commerce offre des profits aussi rapides et considérables à des régions déstabilisées par des conflits locaux ou par la crise économique ?

« Les difficultés économiques traversées par les pays riches dans les années 90 font que les gouvernements du tiers-monde et les nouvelles démocraties de l'Est ont pris conscience qu'ils n'avaient plus grand-chose à attendre des démocraties occidentales », conclut le rapport. La tendance généralisée est donc de chercher à financer le retour à la démocratie, le développement économique, ou la sécurité militaire, par tous les moyens disponibles... »

ERICH INCIVAN

### La drogue dans « le Monde »

**L'ECONOMIE MONDIALE DE LA DROGUE** de Jean-Claude Grimal, Le Monde éditions-Marabout, collection Le Monde-poche, 180 pages, 37 francs.

De la révolution industrielle à l'avènement de la drogue en tant que marchandise, des différents types de produits stupéfiants aux risques physiques et psychiques engendrés par leur consommation, des zones de production dans les pays sous-développés aux réseaux du trafic mondial, des circuits du blanchiment de l'argent sale à la « guerre économique » et sociale naissante, un petit ouvrage synthétique rassemble les articles majeurs publiés dans *le Monde* et *le Monde diplomatique* sur ces questions. Tableaux et statistiques complètent le synthèse. Un document de référence.

« Cavanna s'insurge et donne la parole à trois générations de mineurs avant qu'elles ne s'éteignent. Un album essentiel. »  
Le Monde

« Le texte vibre d'allégresse populaire. »  
Le Magazine littéraire

« Un livre percutant sur les mineurs et sur le genre humain. »  
Midi libre

hoëbeke

149 F



## INTERNATIONAL

## AMÉRIQUES

La mort du chef du cartel de Medellín

## Le président colombien assure qu'il est possible de vaincre le mal

Le président colombien César Gaviria a estimé jeudi 2 décembre, que la mort de Pablo Escobar, constituant «un pas vers la fin du trafic de drogue», et montrant qu'il «est possible de vaincre le mal». Le président Bill Clinton a, quant à lui, félicité son homologue colombien pour «le travail courageux et efficace» qui a permis d'abattre le «baron» de la drogue.

«Des centaines de Colombiens - de courageux policiers et des innocents - ont perdu la vie, victimes du terrorisme d'Escobar», déclare-t-il dans un message adressé à M. Gaviria : «Votre travail honore la mémoire de toutes les victimes.» La Maison Blanche a également affirmé que Washington poursuivra sa coopération avec la Colombie pour lutter contre le trafic de drogue.

D'autre part, le fils de Pablo Escobar, Juan, dix-sept ans, a dans un premier temps, juré qu'il vengerait la mort de son père : «Je tuerai de mes propres mains les fils de... qui ont tué mon père», a-t-il lancé avec rage, lors d'une interview télévisée. Il devait, peu après, revenir sur ses déclarations en demandant aux partisans de son père de ne pas venger sa mort. Il a également lancé des appels à la paix. Si les autorités de Bogotá ont salué le succès des forces spéciales engagées dans la traque de l'un des plus grands trafiquants de drogue, les Colombiens qui bénéficiaient des largesses du chef du Cartel de Medellín n'ont pas exprimé une semblable satisfaction : un millier de personnes se sont rassemblées sur les lieux où avait eu lieu la fusillade et certaines ont hué les forces de l'ordre. (AFP, AP, Reuters).

## Narco-terroriste

Suite de la première page

Il possédait au Poblado, le Neulley de Medellín, un immeuble, le Monoco, détruit par un attentat du cartel de Cali, où il recevait dans un bureau doté d'un système sophistiqué de protection électronique. Sur l'un des murs, son portrait géant à côté du drapeau national colombien.

Car Pablo se proclamait aussi fier patriote, aimant son pays, ses compatriotes et «respectueux» du gouvernement. C'est pour, disait-il, en juin 1991, «participer au processus de paix engagé par le gouvernement Gaviria» qu'il avait consenti à se rendre, à ses conditions, il est vrai, à la justice colombienne, afin d'être assuré de n'être jamais extradé aux États-Unis (où la justice américaine le réclamait pour divers crimes et délits) et de bénéficier d'importantes réductions de peine.

S'il avait, en 1989, déclaré la guerre à l'État, déclenchant une effrayante vague de narco-terrorisme (assassinats de personnalités et de dirigeants politiques, destruction de bâtiments publics et dynamitage du siège de la police politique, sabotage d'avions en vol, massacres systématiques de policiers, de juges, de journalistes, enlèvement de notables) c'était, répétaient les communiqués du groupe des extraditables, bras armé du cartel, pour empêcher l'extradition aux États-Unis des trafiquants de drogue détenus. Le seul vrai cauchemar de Pablo, c'était d'être traité devant un tribunal américain. Comme Noriega.

L'hypothèse d'un enlèvement organisé par des agents de la DEA (administration américaine de lutte contre la drogue), éventualité envisagée et admise aussi par le gouvernement, l'obsédait dans sa prison de «haute sécurité». Et c'est d'abord pour échapper à ce péril qu'il avait pris la fuite, le 22 juillet 1992, acceptant en principe de se rendre - une nouvelle fois - à condition que toutes les garanties lui soient de nouveau reconnues par un gouvernement qui le traitait depuis juin 1991 comme un VIP, une personnalité vraiment importante à qui l'on doit tous les égards.

## Bonnes œuvres

Quelle revanche pour le petit malingre plutôt malingre qui avait commencé dans la délinquance dans les années 60 en volant des voitures ! Il était devenu surtout très vite pistoleiro, tueur à gages, tout en travaillant, pour la façade, comme chauffeur chez Carlos Julio Echeverri, un industriel connu et important dans le textile à Medellín. Pendant plusieurs années, il ne fut réellement qu'un truand quelconque avec de bonnes manières pourtant, flicur d'élite à l'occasion, aimant passionnément le football, et les chevaux pour le standing et l'élégance. Des années noires, en somme, alors qu'il répétait à sa mère, dona Herminia : «Ne te fais pas de soucis, mami, un jour, moi aussi, je serai aussi riche que mon patron don Carlos».

Comme tous les sicarios de Medellín qui sèment la mort dans les quartiers populaires du Nord-est (misérable pépinière d'hommes de basse besogne). Escobar avait, et a toujours, le culte de la mère, et de la Virgen Marie. Une croix en or sur le torse et un revolver à la ceinture. Bon mari, bon père de famille, Pablo Escobar n'est que le produit caricatural et monstrueux d'une culture de mort et de la violence poussée à ses extrêmes. Celle où toute conscience du mal semble abolie.

Premier accroc en 1974 : on le

dénonce pour vol d'automobile. Il s'en tire. Déjà à l'époque les juges savaient être compréhensifs. En 1976, le journal de Bogotá, *El Espectador*, de la famille Cano, publie sa photo alors qu'on vient de l'arrêter avec un chargement important de cocaïne. Affaire sans suite, elle aussi. Un incendie détruit providentiellement son dossier au tribunal. On le voit beaucoup sur les stades, entouré de jeunes footballeurs reconnaissants pour ses largesses (il achète des terrains vagues à Envigado et dans certains quartiers pauvres pour construire des stades de football rustiques). Il distribue aussi, à l'occasion, des billets de banque à ses admirateurs. Il fonde même une œuvre, Medellín sans taudis. Mais il semble que la légende lui accorde plus de réalisations qu'il n'en a patronné effectivement.

## Armée privée

Il aurait pourtant déjà qu'on le compare à Robin des Bois et il songerait sérieusement à la politique. Un vœu rapidement exaucé grâce aux innombrables amitiés et contacts que lui ont valu ses bonnes œuvres. Il ne sera cependant pas admis au Club Campestre, l'un des plus chics de la bourgeoisie de Medellín. Un affront qu'il n'oubliera jamais. Mais en 1982 il entrait enfin au Congrès de Bogotá, comme simple suppléant sans doute d'un député du groupe dit de l'Alternative libérale de Santofimio, une dissidence modérée du parti au pouvoir. Il apparaît alors en public entouré d'une escorte spectaculaire de pistoleiros.

«Sa Roche tarपीenne» l'attend en 1983 quand des hommes politiques courageux, comme le libéral Carlos Lemos et le ministre de la justice du gouvernement Bonaccini, Rodrigo Lara Bonilla, dénoncent ses activités de trafiquant. Lara Bonilla est assassiné à Bogotá en avril 1984. Coup de tonnerre dans la capitale. Le rouge est mis. Escobar se croit déjà assez puissant pour défier l'État. Mais la réaction des autorités le contraint à une clandestinité relative.

Il se réfugie près de Medellín dans son hacienda Naples, où il a installé un zoo. Il est alors gardé par une véritable armée privée. *El Espectador* même campagne vigoureusement contre lui. En décembre 1986, le directeur et propriétaire du journal, Guillermo Cano, est assassiné à la sortie de son bureau. Escobar échappe encore à cinq reprises à une capture. Policiers et militaires lancés à sa recherche échouent car le parrain est parfaitement informé de leurs déplacements.

L'assassinat en 1989 de Luis Carlos Galán, candidat libéral à la présidence et adversaire proclamé des trafiquants de drogue, déclenche la «guerre à mort» avec le gouvernement. La suite est connue : des centaines de morts, une société pétrifiée, un gouvernement terrorisé et disposé à tout lâcher pour mettre fin au narco-terrorisme. La fin de son histoire a été écrite jeudi 2 décembre par les hommes du *bloque de busqueda* (bloc de recherche), un groupe de soldats et de policiers spécialement créés et entraînés pour la capture de ce parrain colombien.

MARCEL NIEDERGAANG

## Scrutins sous haute surveillance militaire au Venezuela

Les élections présidentielle et législatives du 5 décembre se dérouleront dans un pays hanté par le spectre du coup d'État

## CARACAS

de notre envoyé spécial

Les élections générales au Venezuela, qui auront lieu dimanche 5 décembre, sont placées sous très haute surveillance militaire. Le plan, annoncé par l'amiral Radames Muñoz, ministre de la défense et homme à poigne, prévoit l'intervention immédiate des troupes en cas de troubles à Caracas ou en province ainsi que le contrôle rigoureux des réseaux de télévision. «Pour éviter, dit le ministre, sans sourire, que quelqu'un soit tenté de s'emparer. Comme ce fut le cas lors du second putsch militaire, le 27 novembre 1992...»

Les militaires ne votent pas mais ils gardent les bureaux de vote et transportent les urnes. Exceptionnellement, des détachements militaires doivent, cette fois, protéger toutes les installations de radio et de télévision. «Pour éviter, dit le ministre, sans sourire, que quelqu'un soit tenté de s'emparer. Comme ce fut le cas lors du second putsch militaire, le 27 novembre 1992...»

Le spectre du coup d'État hanté, décidément, tous les esprits à Caracas alors que dix millions d'électeurs doivent désigner un président et renouveler le Parlement. Mais les généralistes, incertitudes, crise économique, sociale et morale, hausse spectaculaire de la délinquance et offensive des trafiquants : les enjeux du 5 décembre dépassent un simple transfert de pouvoir politique.

## Exercice d'exorcisme

Le Venezuela repart aujourd'hui de zéro. Tout est possible : une consolidation du système démocratique, avec des aménagements politiques et économiques, ou l'éventualité... Les «jules» enragés, incessamment des dirigeants et des notables illustrent une inquiétude latente face à des lendemains incertains. Rumeurs et polémiques alimentent les tensions : des militaires impliqués dans les soulèvements de 1992 et incarcérés réclament des communications, donnent des interviews, affirment que des armes ont été distribuées à un mouvement politique, la Causa R (populiste et syndicaliste), lancent des consignes de vote ou d'abstention.

«Non, je ne regrette rien...», affirme le colonel aviateur Jorge Garrido, en prison depuis la rébellion avortée de novembre 1992 : «Nous avons donné le signal de départ d'un nouveau Venezuela.» L'armée, relief d'une société perturbée, apparaît clairement divisée en deux camps. «C'est vrai, admet le général Ochoa Antich, ex-ministre de la défense et actuel ministre des affaires étrangères, mais les forces armées n'ont pas le droit de se tromper. Si elles ne respectent pas le résultat des élections, elles conduiront le pays à la guerre civile.»

A une semaine du scrutin, le président par intérim, R. J. Velásquez, élu en mai dernier après la suspension de M. Pérez, a réuni au palais de Miraflores les dirigeants politiques, de l'armée, de l'Église et du secteur privé pour un rejet solennel de toute solution de force. La cérémonie, morose et formelle, n'a guère convaincu. Les principaux candidats à la présidence n'ont pas accepté de signer une déclaration s'engageant à accepter sans rechigner le verdict des urnes. Chacun semble tellement persuadé de l'emporter ! «Des journaux très durs nous attendent», avoue l'amiral Radames Muñoz.

«Il y a un vide évident du pouvoir», affirme M. Pérez qui dénonce les «graves irrégularités» commises, selon lui, dans l'interminable instruction du procès qui lui est intenté pour malversation de fonds publics. «Le gouvernement Velásquez est faible et irresolu», ajoute-t-il, retranché dans ses bureaux particuliers d'une tour résidentielle, «La Caverna d'Al-Baba», résident des chauffeurs de taxi, perquisitionnés à deux reprises par la

PÉROU : le Sentier lumineux plonge Lima dans la noir. Des rebelles maoïstes du Sentier lumineux sont parvenus, jeudi 2 décembre, à plonger Lima dans l'obscurité, de même que certains autres secteurs de la côte pacifique. Ils ont, par ailleurs, fait exploser une voiture piégée devant les locaux du quotidien gouvernemental *El Peruano*, faisant sept blessés. (Reuters, AP).

justice. Optimiste impénitent, il veut croire malgré tout à la victoire improbable de son parti le 5 décembre. Il dénonce «l'infiltration croissante des trafiquants de drogue dans la société» et les «manœuvres de certains hommes d'affaires qui défendent à Washington la solution militaire».

Professeur intègre, historien respecté, M. Velásquez, propulsé malgré lui à la présidence, n'a pas su ou pas pu imposer les mesures radicales, notamment en économie, qu'il s'imposait. Son règne provisoire a été marqué par des rumeurs de complots mystérieux et de coups d'État, de trafics d'armes et de dénonciations répétées sur le financement de la campagne électorale par les trafiquants. La routine, en somme, depuis deux ans, mais qui a affecté cet intellectuel soucieux de gérer en douceur les affaires courantes.

## Une population inquiète

«C'est à l'été du 5 décembre qu'incommença de prendre les élections importantes», dit-il. «C'est déjà un miracle, estime un diplomate, que le gouvernement Velásquez ait pu mener le pays jusqu'aux élections». Amorce de récession, taux d'inflation de 45 %, déficit budgétaire important, taux d'intérêt exorbitants, plan de privatisation en panne, conscience négative à la fin 1993 : «La situation économique est plutôt préoccupante», constate un professeur de l'université catholique.

Cette morosité ne contribue pas à remonter le moral d'une population inquiète, sceptique et déabusée. Les supermarchés ont été dévalisés par des ménagères qui s'attendaient au pire. Les collègues ont été prévenus mais en vacances anticipées à la suite de manifestations de rue au début de la semaine.

Les démenties de M. Pérez, la levée de l'immunité parlementaire de son prédécesseur et compagnon de parti, Jaime Lusinchi (accusé, lui aussi, de malversations des deniers publics), enfin l'amnistie du président Velásquez accordée par erreur au trafiquant de drogue Larry Torres (il a, semble-t-il, été défilé trompé par son

entourage soudoyé par les «narco-cos»), ont rappelé que la corruption n'a plus haut niveau reste l'une des plaies les plus graves. Le rejet des partis politiques traditionnels, rendus responsables de la décadence des institutions, est tellement ancré dans la population que des surprises importantes ne sont pas exclues dimanche.

La désaffection politique qui fait craindre un fort taux d'abstention n'a pourtant pas découragé les candidats. Dix-huit pour le seul magistrature suprême. Un record. Mais quatre seulement ont une chance de l'emporter : Rafael Caldera, fondateur, en 1946, de COPEI et ancien président (1969-1974) ; Osvaldo Alvarez Paz, gouverneur de l'État pétrolier du Zulia (Maracaibo) ; Claudio Fermín, ancien maire de Caracas et Andrés Velásquez, bouillant leader de la Causa R et gouverneur à succès de l'État de Bolívar, en Guyane, où est concentrée l'industrie lourde.

A soixante-dix-sept ans, Rafael Caldera tente un retour audacieux. «J'ai l'expérience, dit-il. C'est ce que veulent les jeunes.» Sa candidature, lancée par le MAS (socialiste), est soutenue par le Parti communiste (qui a violemment combattu dans le passé) et plusieurs petites formations de gauche et même de droite : la Convergence démocratique. Il a quitté son parti, COPEI, sans renoncer, dit-il, à ses options chrétiennes de toujours et il a reconquis une grande popularité en février 1992 en justifiant publiquement le premier putsch militaire.

Sa réputation d'«homme à la personne» est sans faille ainsi que sa ténacité. C'est la septième fois qu'il est candidat. Il jure de combattre la corruption et de remettre en cause le plan d'austérité : c'est d'abord, bien sûr, ce que réclame la rue. Aux élections, reste-t-il en tête des sondages ? Les experts ne jugent cependant pas très crédibles ces chiffres mais il est sans doute l'homme à battre dimanche.

Osvaldo Alvarez Paz, cinquante et un ans, est le jeune loup de COPEI dont il est le candidat officiel, ce qui n'est pas forcément un atout. Il s'est lancé très vite dans la bataille et a très tôt, dit-on, épuisé tous ses arguments. La direction démocrate chrétienne a même paru prendre ses distances avec lui mais on assure qu'il a, en revanche, la

préférence du haut état-major de l'armée. Il symbolise la continuité, défend, avec des bémols, le programme économique du gouvernement. Il est l'homme de l'alternance logique et rassurante : COPEI après AD. Mais la logique n'est pas vénézuélienne en 1993.

Claudio Fermín, quarante-trois ans, jovial et chaleureux ancien ministre de Caracas où il a plutôt bien réussi, est le candidat officiel démocrate, ce qui implique un net désavantage. Fermín, maître athlétique, ne se bat pas vraiment contre les autres candidats mais plutôt contre l'image désastreuse de son parti. L'AD, longtemps majoritaire et toute puissante, est aujourd'hui discréditée, divisée, à bout de souffle ne sachant comment se défendre de ses deux anciens présidents élus au pilori : Pérez et Lusinchi. Fermín, lui-même, a été poursuivi pour corruption, puis libéré et amnistié. Paradoxalement, il séduit les chefs de file d'un secteur privé inquiet de la montée du populisme et du protectionnisme.

Enfin, Velásquez, quarante ans, est l'inconnue du scrutin. Le tribunal dépeint comme un «ballon gonflé» par M. Pérez ou comme le vainqueur certain dans la capitale par la vox populi. Avec sa façade, ses coups de gueule, son assurance, il inquiète ou séduit. Simple ouvrier électricien, syndicaliste, qui a combattu les syndicats officiels de l'AD et de COPEI, il a été brillamment élu et réélu, avec 75 % des voix, gouverneur de l'État de Bolívar où flambent les hauts-fourneaux. Il s'avance en conquérant : «Nous allons gagner par une avalanche», annonce-t-il, résolu à lancer ses milliers de partisans dans la rue si on lui vole la victoire. La même avalanche, disent ses partisans, qui a porté, il y a un an à la mairie de Caracas Aristobolo Ibarra, un ancien instituteur noir. Son mouvement, la Causa R (R pour radicale), est issu du Parti communiste dans les années 70 mais il s'est implanté dans tout le pays en s'appuyant sur les syndicats indépendants. Populiste, avec un brin de provocation, il brandit comme drapeau «la lutte contre la corruption». Mais il n'est plus le seul à le faire et l'on dit que l'armée - encore elle - ne verrait pas de tout sa victoire d'un bon œil.

M. N.

## REPÈRES

## EGYPTE

Condamnation à mort pour l'assassinat d'un écrivain anti-islamiste

La Haute Cour de sécurité de l'État au Caire a condamné à mort, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, Abdel Chafi Ramadan, le principal accusé dans le procès de l'assassinat, en juin 1992, de Farag Foda, écrivain qui s'était consacré à la dénonciation de l'extrémisme musulman. La Cour a reporté au 30 décembre le verdict pour onze autres accusés dont deux sont en fuite. C'est la première fois depuis le procès des assassins du président Sadate qu'une cour civile condamne à mort un extrémiste musulman pour un meurtre politique.

Par ailleurs, un officier de la police secrète et son adjoint ont été tués par balles, jeudi 2 décembre, à Dairout, en Haute-Egypte, par un commando soupçonné d'appartenir à un groupe islamiste. (Corresp.)

## GUINÉE ÉQUATORIALE

Le parti au pouvoir remporte les élections législatives

Le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), ex-parti unique toujours au pouvoir, a remporté sans surprise les premières élections législatives pluripartites du pays, après l'appel au boycottage des principaux partis d'opposition. Selon les résultats officiels du scrutin du 21 novembre, rendus publics jeudi 2 décembre à Malabo, le PDGE a obtenu soixante-huit des quatre-vingt sièges que comptera l'Assemblée nationale.

Trois des sept partis d'opposition qui ont accepté de participer à ce scrutin ont récolté douze sièges, répartis entre l'Union démocratique et sociale (UDS) - cinq sièges, - la Convergence sociale démocratique et populaire (CSDP) - six sièges - et le Parti libéral (PL) - un siège.

Aucune indication n'a été donnée sur le taux de participation, élément essentiel du scrutin après l'appel au boycottage. L'opposition compte demander au chef de l'État, le général Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, de nouvelles élections législatives ou la formation d'un gouvernement de «concentration». (AFP.)

## JORDANIE

Léger remaniement ministériel après les élections législatives

Le roi Hussein de Jordanie a reconduit, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, Abdel Salam Mejali à la tête d'un nouveau gouvernement légèrement remanié. Ce remaniement, attendu, touche huit ministères, surtout techniques. Deux vice-premiers ministres ont été désignés. Il s'agit de Mean Abou Nouar, qui était ministre de l'information, et Sedd El Tall, membre du Sénat, à qui a été confié le ministère de l'enseignement supérieur.

Une femme, Rima Khalef, fait son entrée au gouvernement, nommée ministre du commerce et de l'industrie. Les autres changements touchent les ministères de l'eau et de l'irrigation, de la culture, du transport, de la justice, des travaux publics et de l'habitat, ainsi que deux ministères d'État. Le gouvernement sortant de M. Mejali, formé le 29 mai dernier, était transitoire

et avait pour mission première l'organisation des élections législatives du 8 novembre qui ont marqué un net recul de l'opposition, notamment islamiste. (AFP.)

## UKRAINE

Les Occidentaux demandent à Kiev un désarmement nucléaire

L'OTAN exclut l'Ukraine des accords de coopération militaire prévus avec les anciens pays du pacte de Varsovie si Kiev ne se débarrasse pas de ses armes nucléaires stratégiques, a déclaré, jeudi 2 décembre, le ministre belge des Affaires étrangères, Willy Claes.

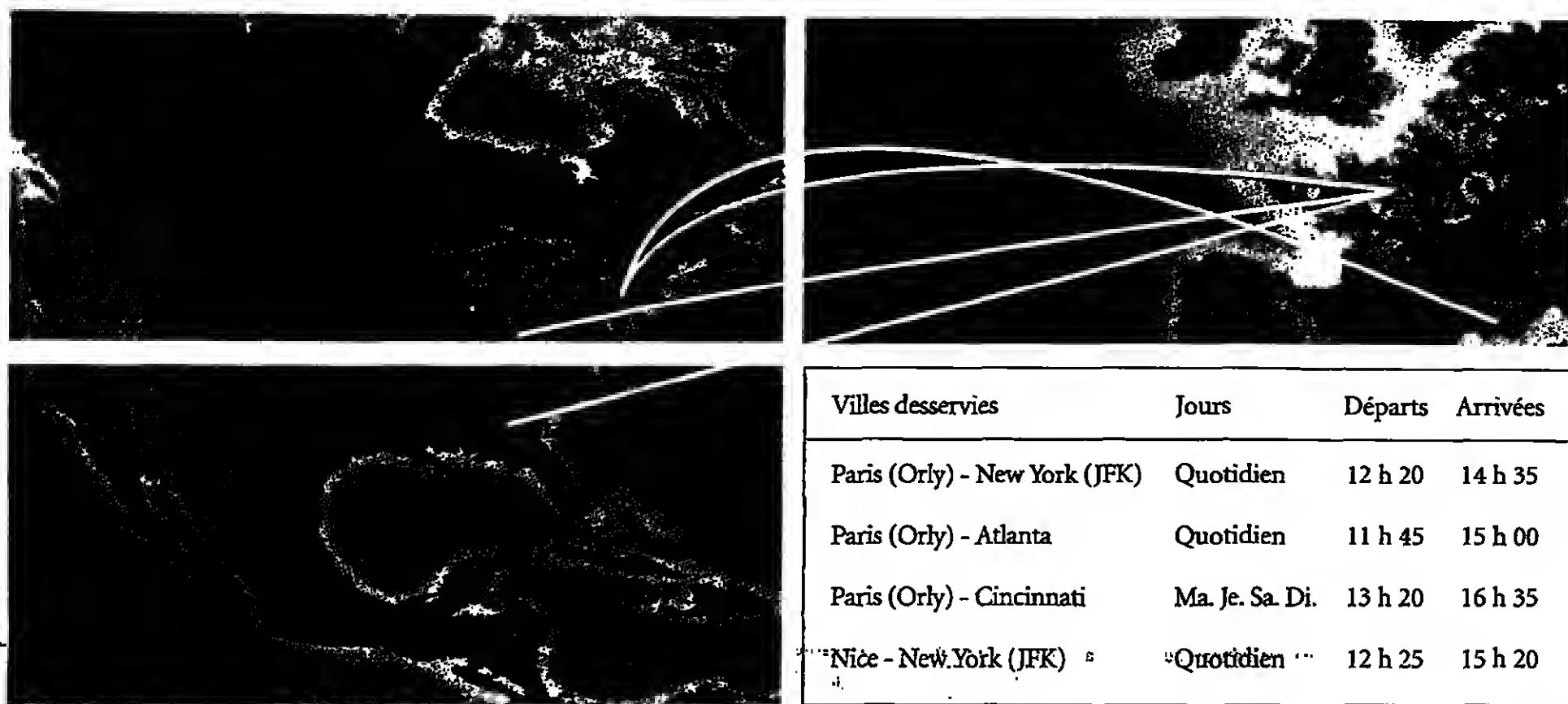
Il a ajouté que lui-même et ses homologues de l'OTAN étaient convenus d'accroître la pression sur l'Ukraine pour qu'elle achève le traité de non prolifération nucléaire et se débarrasse de toutes les armes nucléaires héritées de l'URSS. La Grande-Bretagne a souligné, pour sa part, que si Kiev n'appliquait pas dans leur totalité les dispositions du traité Start-1 sur la réduction des armements nucléaires stratégiques, elle pourrait également être exclue du Conseil de coopération de l'Atlantique nord (COCONA). Le Parlement ukrainien avait ratifié, le mois dernier, le traité Start-1 mais en assortissant son vote de conditions. Les députés ont ainsi affirmé que l'Ukraine n'était tenue à se débarrasser que de 42 % des mille six cents ogives héritées de l'URSS. A Kiev, le président Léonid Kravtchouk a réaffirmé qu'il était hostile aux conditions posées par son Parlement mais il a demandé aux Occidentaux de ne pas exercer de pressions. «Nous ne devons pas avoir à prendre une décision à genoux», a-t-il dit. (Reuters.)

4 Vols D  
Plus De  
C'est Fo



مكازم لآل

# 4 Vols Directs Par Jour\*. Plus De 250 Destinations Aux USA. C'est Forcément Delta Air Lines.



| Villes desservies             | Jours           | Départs | Arrivées |
|-------------------------------|-----------------|---------|----------|
| Paris (Orly) - New York (JFK) | Quotidien       | 12 h 20 | 14 h 35  |
| Paris (Orly) - Atlanta        | Quotidien       | 11 h 45 | 15 h 00  |
| Paris (Orly) - Cincinnati     | Ma. Je. Sa. Di. | 13 h 20 | 16 h 35  |
| Nice - New York (JFK)         | Quotidien       | 12 h 25 | 15 h 20  |

Paris-New York, Nice-New York, Paris-Atlanta, Paris-Cincinnati, Delta Air Lines vous propose chaque jour 4 vols directs vers les Etats-Unis\*. De là, notre réseau vous permet de rejoindre plus de 250 villes à travers tout le pays.

Pour plus d'informations et pour toute réservation, contactez votre Agent de voyages ou appelez au 47.68.92.92 pour Paris et au N° vert 05.35.40.80 pour la province, ou tapez sur Minitel 36 15 GO US rubrique Delta.



\*Sauf lundi, mercredi, vendredi : 3 vols par jour. © 1993 Delta Air Lines, Inc.



## EUROPE

## ITALIE

## L'aveu de M. La Malfa

L'ancien secrétaire national du Parti républicain italien (PRL), Giorgio La Malfa, a reconnu, jeudi 2 décembre, devant le tribunal de Milan, avoir reçu 300 millions de lire (environ 1 million de francs) de l'ancien directeur général du groupe chimique Montedison, Carlo Seme, pour la campagne électorale d'avril 1992.

Giorgio La Malfa est le premier secrétaire de parti à comparaître comme témoin dans le procès de Sergio Cusani, présenté comme l'homme-clé de l'affaire Enimont, l'alliance ratée entre les groupes énergétiques public ENI et privé Faruzzi-Montedison. M. La Malfa a raconté comment s'était déroulé le rachat par l'ENI des 60 % du capital que détenaient le groupe Faruzzi-Montedison et ses alliés, parmi lesquels le banquier français Jean-Marc Varnas. M. La Malfa a affirmé qu'il assumait « toutes ses responsabilités » en matière de violation de la loi sur le financement des partis politiques. — (AFP.)

## ALLEMAGNE

## Le président de la République a été légèrement blessé lors d'une agression

Le président de la République fédérale d'Allemagne, Richard von Weizsäcker, a été agressé devant un théâtre de Hambourg, jeudi soir 2 décembre, et légèrement blessé au nez et à une lèvre par un homme qui l'a frappé d'un coup de poing et l'a jeté à terre avant d'être interpellé.

M. von Weizsäcker, qui est âgé de soixante-trois ans, a été soigné par un médecin à l'hôpital du théâtre et s'est ensuite rendu à la représentation. L'agresseur se trouvait parmi un groupe de badauds rassemblés devant le théâtre à l'occasion de la venue de M. Weizsäcker. Il a bété le président avant de le frapper au visage. Il a été immédiatement maîtrisé par les gardes du corps.

Des tracts accusant M. Weizsäcker d'être « un nazi, un capitaliste et un soutien de Saddam Hussein » ont été distribués devant le théâtre sans que l'on sache si l'agresseur était aussi le diffuseur de ces tracts. Le président allemand n'a jamais été accusé d'avoir été un nazi. Mais son père, Ernst von Weizsäcker, a été condamné comme criminel de guerre à Nuremberg après la deuxième guerre mondiale. Il avait été secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Adolf Hitler. Depuis 1990, plusieurs personnalités, dont deux hommes politiques, ont été victimes en Allemagne d'attentats de psychopathes. — (AFP.)

## Un nouveau ministre-président CDU pour le Land de Saxe-Anhalt

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl a réussi, jeudi 2 décembre, à conserver le gouvernement du Land de Saxe-Anhalt, dans l'ex-RDA, après la démission, dimanche, de l'exécutif CDU compromis dans un scandale financier. Christoph Bergner, un Allemand de l'Est de quarante-cinq ans, a été élu ministre-président par le Parlement régional de Magdebourg.

Il remplace un chrétien-démocrate de l'Ouest, Werner Münch. L'affaire a provoqué une crise entre la CDU et le Parti libéral (FDP). A la suite du scandale, les libéraux — également alliés de la CDU au gouvernement fédéral à Bonn — avaient refusé de reconduire la coalition régionale avec la CDU et réclamé des élections anticipées. Mais la CDU avait refusé en raison de sondages qui ne lui attribuaient plus que 11 % des voix contre 39 % il y a trois ans.

M. Bergner a été élu grâce à des voix de dissidents libéraux favorables à la poursuite de la coalition et une querelle a éclaté au sein du FDP pour savoir si le parti doit ou non participer finalement à un nouveau gouvernement de coalition.

M. Bergner est le troisième ministre-président CDU de Saxe-Anhalt depuis les élections régionales de 1990. Le prédécesseur de M. Münch avait déjà dû démissionner, en 1991, à la suite d'un scandale. — (AFP.)

Un soldat britannique, qui patrouillait à pied dans le village de Keady, dans le sud de l'Irlande du Nord, a été tué, jeudi 2 décembre, par un tireur isolé, a annoncé la police. Six membres des forces de sécurité ont été tués par des tireurs isolés depuis le début de l'année dans des attentats revendiqués par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). — (AFP.)

La Russie s'est engagée à livrer à la Slovaquie cinq avions de chasse MIG-29 et des pièces de rechange pour divers types d'armes d'une valeur de 180 millions de dollars pour combler une partie de la dette de l'ex-URSS, selon un protocole inter-gouvernemental russo-slovaque signé, mardi 30 novembre, à Bratislava. D'après le vice-premier ministre russe, Iouri Iarov, Moscou pourrait « rembourser le reste de la dette (dont le montant est de 1,5 milliard de dollars) sous forme de livraisons de pétrole et de gaz et par la participation de la Russie à la construction et la modernisation d'installations nucléaires ». La Russie avait déjà livré vingt-huit MIG-29 à la Hongrie dans le cadre du remboursement de sa dette. — (AFP.)

## BOSNIE-HERZÉGOVINE

## Les négociateurs se séparent sans accord

## GENÈVE

de notre correspondant

A ce croire Radovan Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie, les négociations de paix, engagées lundi à Genève et qui se sont poursuivies jusqu'à jeudi 2 décembre au soir, auraient été fructueuses et se seraient déroulées dans une « atmosphère encourageante ». « Des progrès » auraient été enregistrés, selon lui. Quant au responsable des Croates bosniaques, Mate Boban, il a quitté Genève en annonçant une reprise des négociations le 15 décembre et en se déclarant convaincu que Serbes et Musulmans étaient sur la voie d'un règlement.

Ainsi, Serbes et Musulmans seraient-ils tombés d'accord sur les modalités d'un éventuel partage de Sarajevo. M. Karadzic a évoqué, à ce sujet, la transformation de la ville en deux cités jumelles. En revanche, le président (musulman) bosniaque, Alija Izetbegovic, annonçant son départ de Genève, a affirmé que l'on ne pouvait se prévaloir « d'aucun progrès sur aucun point ».

L'ambassadeur de Bosnie auprès des Nations unies, Mohamed Sacirbey, s'est exprimé sur le même ton, reprochant notamment aux Serbes de ne faire aucun cas du projet européen de rétrocession territoriale au profit des Musulmans.

Malgré ces contradictions, il semble bien que les parties aient réellement envisagé la division de Sarajevo, à raison de deux tiers — soit le centre de la ville où ils sont majoritaires — pour les Musulmans et d'un tiers pour les Serbes. M. Sacirbey a estimé que « puisque personne ne vient à notre aide, c'était là une solution révolutionnaire mais préférable aux assassinats ».

De son côté, John Mills, porte-parole des médiateurs David Owen (Union européenne) et Thorvald Stoltenberg (ONU), a déclaré à la presse que l'on avait pu « constater des progrès lents mais réels ».

D'autres sujets de discorde séparent toutefois les négociateurs. C'est ainsi que la voix vers l'Adriatique, jugée indispensable par les Musulmans, se heurte toujours au refus des Serbes, car une telle solution couperait en deux les terres

qu'ils ont conquises. Les Serbes souhaitent, d'autre part, supprimer deux, au moins, des esclaves musulmans subsistant en Bosnie orientale. Tout se passe comme si les Serbes, satisfaits qu'il n'y ait pas de rupture à propos du sort de Sarajevo — la discussion est entamée depuis plusieurs mois à l'aéroport de la capitale, — se refusent à toute concession sur le reste de la Bosnie.

ISABELLE VICHNIAC

## RUSSIE

## La commission électorale refuse d'interdire deux partis d'opposition

## MOSCOU

de notre envoyé spécial

« N'importe quelle coalition électorale ou n'importe quel simple citoyen peut faire campagne pour ou contre le projet de Constitution » : à dix jours des élections législatives et du référendum sur la Constitution du 12 décembre, la commission électorale russe a décidé, jeudi 2 décembre, de ne pas donner suite à la demande exprimée par le premier vice-premier ministre, Vladimir Choumeiko, d'exclure de la compétition les partis faisant campagne contre le projet présenté par Boris Eltsine.

Si la commission électorale remet les procédures à l'heure, en rappelant tout simplement les principes de base d'une élection démocratique, cet épisode a néanmoins encore terni l'image de l'équipe présidentielle. Le chef de l'Etat avait lui-même menacé, dans un premier temps, de priver de télévision les partis s'opposant « au président et au projet de Constitution ». Certes, il était revenu sur cette menace en déclarant, mercredi, que « la critique constructive du projet de Constitution est une manifestation normale et naturelle de la diversité des partis politiques ». Pour ajouter, aussitôt, que le « rejet gra-

tué et mal fondé » du projet et « la révision nihiliste du processus constitutionnel » n'étaient « pas admissibles ».

La principale coalition gouvernementale, le Choix de la Russie, avait été plus nette dans ses critiques à l'égard de la déclaration de M. Choumeiko. Le champion d'échecs Gary Kasparov, qui participe activement à la campagne électorale pour la coalition pro-eltsinienne, a ainsi fustigé le « jeu politique personnel de M. Choumeiko ».

J.-A. F.

Cinq cents observateurs de la CSCE aux élections. — La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a annoncé, mercredi 2 décembre, qu'elle enverrait plus de cinq cents observateurs internationaux en Russie pour suivre les élections législatives du 12 décembre. Ils seront surtout concentrés dans les régions de Moscou et de Saint-Petersbourg. L'Union européenne (UE) compte aussi envoyer un contingent d'observateurs. — (Reuters.)



## INTERNATIONAL

## DIPLOMATIE

Warren Christopher entame  
une nouvelle tournée au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, devait entamer, vendredi 3 décembre, à Jérusalem, sa troisième tournée au Proche-Orient pour tenter de relancer le processus de paix, au moment où les négociations israélo-palestiniennes butent sur des obstacles importants.

Selon le ministère israélien des affaires étrangères, M. Christopher doit rencontrer, samedi soir, le premier ministre, Itzhak Rabin, et, dimanche, le chef de la diplomatie, Shimon Peres, avant de partir pour Damas. Son programme inclut la Jordanie, l'Egypte et le Maroc et prévoit deux rencontres avec le chef de l'OLP, Yasser Arafat. L'une aurait lieu, dès lundi, à Amman et l'autre, le 10 décembre, à Tunis, au terme de la tournée. Aucune étape au Liban n'est officiellement prévue, mais les visites du secrétaire d'Etat dans ce pays ne sont jamais annoncées à l'avance pour des raisons de sécurité.

La diplomatie américaine, persuadée que la Syrie ne doit pas être laissée pour compte de l'accord entre l'OLP et Israël, souhaite obtenir un échange de lettres d'intention entre Jérusalem et Damas sur leur engagement respectif, ont indiqué des responsa-

bles américains parlant sous le couvert de l'anonymat. Le gouvernement d'Itzhak Rabin affirmait que l'Etat juif n'a pas l'intention de rester sur le Golan et celui d'Hafez el Assad se déclarerait prêt à normaliser complètement ses relations avec Israël.

En attendant, dans un communiqué publié jeudi à Tunis, l'OLP a réclaté une intervention « rapide » des co-partis du processus de paix, les Etats-Unis et la Russie, pour assurer la mise en œuvre de l'accord conclu le 13 septembre avec Israël et « une protection internationale » pour la population des territoires occupés. L'OLP réclame le respect du calendrier et dénonce les « attentements » d'Israël, responsables de « l'impasse qui menace la crédibilité » de l'accord.

Selon la radio israélienne, M. Rabin a réaffirmé, jeudi, à Bonn, qu'à son avis, un accord avec l'OLP sur l'application du document du 13 septembre serait obtenu « quelques semaines après la date fixée » du 13 décembre. « Les négociations se poursuivent. La phase actuelle est sensible et il faut s'armer de patience », a ajouté M. Rabin, selon lequel l'OLP « crée une crise artificielle à des fins tactiques ». — (AFP)

Pékin et Londres s'affrontent  
à propos de Hongkong

La Chine et la Grande-Bretagne, engagées depuis avril dans de longues négociations sur l'avenir de Hongkong, en sont arrivées, jeudi 2 décembre, au bord de la rupture. M. Chris Patten, le gouverneur, a en effet confirmé qu'il présentera au Legco (Conseil législatif de la colonie), le 15 décembre, un projet de réforme électorale, en dépit de la vive opposition de Pékin.

Le gouvernement chinois, par la voix de son porte-parole Wu Jianmin, a aussitôt menacé de rompre les négociations. Les relations ont en lieu en vaio à Pékin. Les Chinois accusent M. Patten de vouloir miser le terrain politique avant son départ. Ils reprochent aussi à Londres de se découvrir un peu tard une vocation démocratique dans la colonie, qui doit être rétrocédée à la Chine à la mi-1997. Pékin menace d'organiser après cette date des élections selon ses propres critères.

« Il est peu probable que le gouverneur fasse une nouvelle fois marche arrière, et d'ailleurs les Chinois déclarent en privé ne pas s'y attendre », a commenté un diplomate à Pékin. La crise avait débuté en octobre 1992 lorsque M. Patten a présenté pour la pre-

mière fois un projet de réformes devant régir les deux derniers scrutins avant la rétrocession : 1994 (élections locales) et 1995 (élections au Parlement). Le plan à venir doit être publié au *Journal officiel* le 10 décembre. Londres a renouvelé jeudi son « plein soutien » à M. Patten.

« Pékin n'admet pas que Patten impose unilatéralement son plan, indique la même source. Même si les Chinois ont accepté certaines de ses réformes, comme l'abaissement à 18 ans du droit de vote, ils refusent le diktat du gouverneur et veulent le cantonner dans un rôle de sous-siffler, juste bon à apposer son tampon sur un futur accord entre Pékin et Londres. »

M. Patten a réitéré jeudi devant le Conseil législatif qu'il faisait que Hongkong ait, après 1997, un système électoral « juste, ouvert et crédible ». Le gouverneur veut notamment accroître le nombre de membres élus au Parlement et introduire le système électoral britannique basé sur le principe d'une voix par électeur et d'un siège par circonscription. En mars, la tension était montée avec la publication du projet quelques jours avant sa présentation au Legco. — (AFP)

L'OTAN approuve l'émergence  
d'une politique européenne de défense

## BRUXELLES

de notre correspondant

Réunis à Bruxelles jeudi 2 décembre, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN ont « exprimé leur soutien total à l'identité européenne de sécurité et de défense en voie d'émergence et à la poursuite du développement, entre l'OTAN et l'UEO, d'une étroite coopération fondée sur la transparence et la complémentarité ».

Ce passage du communiqué final donne satisfaction à Alain Juppé qui, dans son intervention devant ses pairs, avait dit attendre « une manifestation politique de soutien, sans réserve et sans équivoque, à l'Union européenne de la part des Etats-Unis et de nos alliés non membres de l'Union ». Il y a une évolution de Washington en faveur de la reconnaissance du fait européen, s'agisse des « crispations » de naguère, dit-on de source française.

Le prochain sommet de l'alliance devrait permettre de clarifier les choses en ce qui concerne l'autonomie de décision de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et la mise à sa disposition

de moyens militaires appropriés, y compris les moyens collectifs : logistique et renseignements, par exemple. Les ressources apportées par ses membres européens à l'alliance doivent « être séparables mais non séparées », estime le secrétaire général, Manfred Wörner, en pensant aux missions propres à l'UEO. Reste à inscrire cela dans les faits.

Une autre question à éclaircir est celle des nouvelles missions de l'OTAN pour le maintien de la paix et « la gestion des crises ». Contrairement à d'autres alliés, Français et Allemands considèrent que l'OTAN est un « prestataire de services » mais n'a pas de légitimité propre pour s'assigner des missions autres que la défense collective de ses membres, sauf si elle agit avec un mandat de l'ONU.

Les ministres ont aussi « noté avec satisfaction que le concept de partenariat pour la paix (élaboré par Washington) et les propositions connexes ont déjà donné un bon départ aux débats sur l'évolution de l'OTAN, en prévision du sommet ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## Avec l'affaire Clinton

La bataille entre Strasbourg et Bruxelles  
tourne au ridicule

## BRUXELLES (Union européenne)

de notre envoyé spécial

Le Parlement européen a tenu, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, sa troisième et dernière session de l'année à Bruxelles. En 1994, quatre rencontres sont prévues dans la capitale belge. L'idée des partisans d'un transfert à Bruxelles du siège du Parlement est d'en accroître le nombre au fil des années et d'effacer ainsi Strasbourg de la vie parlementaire de l'Union européenne. A ce stade, le bilan est plutôt maigre et la querelle tourne au ridicule.

L'organisation de mini-sessions à Bruxelles (en fait, deux demi-journées) a pour conséquence de désorganiser le travail des commissions parlementaires. L'absentéisme des eurodéputés y est encore plus élevé que lors des réunions plénières à Strasbourg et la presse ne s'y intéresse guère. La session qui s'est tenue à la mi-octobre avait drainé moins de la moitié des parlementaires alors qu'il s'agissait de débattre des perspectives de l'emploi dans les Etats membres. Jacques Delors n'a guère eu plus de succès lorsqu'il a présenté, jeudi, son Livre blanc sur le sujet.

La bataille entre Bruxelles et Strasbourg ne diminue pas pour autant en intensité. L'affaire Bill Clinton est en est le dernier épisode. Le président des Etats-Unis, qui doit participer au sommet de l'OTAN le 10 janvier à Bruxelles avant de s'en aller pour

Moscou, se proposait de rendre visite le dimanche 9 au siège du Parlement, c'est à dire à Strasbourg. Leo Tiodemans (démocrate-chrétien belge), président du groupe du PPE (Parti populaire européen), a fait savoir qu'il était difficile pour les eurodéputés de sacrifier le « jour du seigneur ».

De son côté, Raymond Dury (socialiste belge), parlant au nom de la formation présidée par son époux, Jean-Pierre Cot (PS), arguait des contraintes de la vie familiale pour refuser de se déplacer à cette occasion. Les deux groupes les plus nombreux étant opposés à Strasbourg, la visite de M. Clinton a été annulée. Washington, ne voulant pas s'immiscer dans une querelle de clochers, a refusé d'annuler le calendrier du président afin qu'il puisse intervenir devant l'hémicycle bruxellois.

Dans une lettre adressée à l'ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles, M. Dury disserte néanmoins sur les raisons pour lesquelles M. Clinton doit venir à Bruxelles et non pas à Strasbourg en faisant une distinction subtile entre « session ordinaire » et « session additionnelle ». Elle achève sa missive par cette considération : « Il me semble qu'une session additionnelle à Bruxelles serait plus conforme aux traités, plus efficace et moins contraignante pour le Président comme pour les députés européens ».

MARCEL SCOTTO

## ASIE

## JAPON

La démission du ministre de la défense  
crée une brèche dans la coalition

La coalition soutenant depuis août le gouvernement de M. Hosokawa a été secouée, jeudi 2 décembre, avec la démission du directeur général (ministre) de l'Agence de défense. M. Nakanishi venait de se prononcer pour une révision de la Constitution, permettant au Japon de jouer un plus grand rôle militaire.

Alois que M. Hosokawa est tenu par les sondages pour le chef de gouvernement le plus populaire depuis la guerre, M. Nakanishi a ouvert une brèche en disant que « s'en tenir pieusement à un document écrit il y a un demi-siècle n'est pas malin à une époque de changements dramatiques ». Ces propos ont aussitôt été interprétés comme un appel à modifier l'article 9 de la Constitution, qui interdit au pays de faire usage de la

force pour régler un différend international. M. Nakanishi, un des principaux leaders du Shinseito, le Parti du renouveau, s'est déjà prononcé plus d'une fois pour une participation plus active du pays aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Jeudi, l'opposition, vite rejointe par la plus importante formation de la coalition, le Parti socialiste, a réclamé le départ du ministre. Le Parlement a interrompu ses débats. L'écotourage de M. Hosokawa a voulu calmer le jeu en proposant les excuses de l'imprudent ; mais la démission de M. Nakanishi est vite apparue comme l'unique solution pour éviter une crise au sein d'une coalition fragile et hétéroclite. — (AFP)

1884.

Les ordures ménagères  
partent s'entasser  
à la campagne.



2002.

75% des emballages  
usagés sont transformés  
en matière première  
ou en énergie.

Programme National de Recyclage



# Le Monde de l'éducation

## LE PALMARÈS 93 DES CLASSES PRÉPAS COMMERCIALES

Les résultats aux concours de trente-deux écoles de commerce : les cinq « grandes », le concours Ecricome, les ESC de province.

**- A lire absolument avant de choisir une prépa -**

## FORMER LES MANAGERS DE LA CRISE

- Les grandes écoles de gestion ont connu ces dernières années un développement et un succès considérables.
- Avec la concurrence des universités et la crise économique, elles sont amenées à réfléchir sur l'orientation qu'elles donnent aux études, à l'image des business schools américaines, ainsi que sur leur modèle de fonctionnement.

*Un débat à découvrir  
dans le Monde de l'éducation*

**Le Monde de l'éducation**  
LA RÉFÉRENCE et L'EXPERTISE



En vente chez votre marchand de journaux - 25 F





## ESPACE EUROPÉEN

## Comment se fait la politique européenne de la France

Issus du même moule, les conseillers de François Mitterrand et ceux d'Edouard Balladur parlent le même langage et partagent la même culture administrative

LES échos en provenance de l'Elysée comme de Matignon sont à l'unisson : la cohabitation dans le domaine de la politique européenne est au beau fixe. « Il y a une bonne coopération » entre les deux maisons, explique-t-on dans l'entourage du premier ministre en précisant que la France ne peut se permettre de présenter un front divisé. A l'Elysée, on confirme également l'absence de parasites. Les affaires du GATT, par exemple, sont pilotées, même si Matignon est, politiquement et administrativement, en pointe : le secrétaire général de l'Elysée, Hubert Védrine, ou, plus souvent, son adjoint, Anne Lauvergeon, participent aux réunions de Matignon à propos de cette négociation. Si le président de la République le décidait, un conseil interministériel pourrait parfaitement se tenir à l'Elysée sur ce sujet. Et, jusqu'à présent, François Mitterrand a apporté un soutien sans faille au premier ministre sur ce dossier, que ce soit sur le volet de l'agriculture ou sur celui de la culture.

La présence à la présidence de la République, comme conseiller chargé des questions européennes, de l'inspecteur des finances Thierry Bert, quarante et un ans, et au même poste, à l'Hôtel Matignon, du diplomate Yves-Thibault de Silguy, quarante-cinq ans - qui est également patron du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI), cette structure assurant une bonne coordination de la politique française dans le domaine européen -, facilite la communication et la concertation.

Ces deux conseillers à l'Elysée se connaissent bien et ont d'ailleurs

vécu la première cohabitation... dans le même camp : Thierry Bert était conseiller technique au cabinet d'Edouard Balladur et Yves-Thibault de Silguy officiait dans celui de Jacques Chirac. Les relations nouées à cette époque ont leur importance aujourd'hui, même si l'Europe transcende les courants politiques ; il faut chaque jour éviter que la France puisse être affaiblie à Bruxelles par la dyarchie ou le sommet du pouvoir.

Les deux hommes ont des profils et des tempéraments complémentaires : normalien et énarque, philosophe passionné de théologie, Thierry Bert est un calme plutôt prudent tandis que son « compère », diplomate (ENA) passé par Usioor-Sacilor, se montre plus bouillant et fougueux. Le premier manie le verbe avec mesure, même s'il sait se montrer direct, tandis que le second ne s'embarrasse guère de tournures diplomatiques.

#### L'état-major européen du SGCI

Yves-Thibault de Silguy cumule deux fonctions qui lui assurent une position stratégique ; il est conseiller pour les affaires européennes du premier ministre et secrétaire général du SGCI. Un énoncé interminable qui cache une pièce fondamentale et méconnue de coordinateur au quotidien de la politique européenne française.

La France et la Grande-Bretagne « sont les seuls Etats membres de la Communauté qui ont confié la coordination administrative des positions qu'elles négocient à Bruxelles à une structure qui dépend directement du chef du gouvernement », souligne Christiano

Lequesne, auteur d'un livre sur la politique européenne de la France (1). Dans les autres pays, cette coordination a été confiée aux affaires étrangères ou à un secrétariat d'Etat aux affaires européennes qui lui est rattaché.

En France, ce rôle échappe donc au ministère des affaires étrangères. Celui-ci, flanqué du ministère des affaires européennes, joue toutefois un rôle essentiel dans la politique européenne de la France, notamment à travers son droit de regard horizontal sur les initiatives des institutions européennes. Le Parlement français a, quant à lui, commencé à prendre sa place depuis la réforme de la Constitution liée à Maastricht en se prononçant sur les propositions d'actes communautaires qui lui sont soumises.

Equivalant de l'European Secretariat britannique, le SGCI français est une sorte « d'état-major » tourné vers l'Europe. Il cherche à éviter que les ministères, souvent aux prises avec des intérêts divergents, ne tirent chacun de leur côté à Bruxelles. « C'est une idée très astucieuse qui correspond bien à la mentalité française », estime Yves-Thibault de Silguy.

Cet état-major planifie et harmonise les positions françaises sur les dossiers européens en cours, à charge pour les « troupes » françaises qui se trouvent à Bruxelles sous le commandement d'un « général » (l'ambassadeur de France représentant permanent auprès des Communautés européennes, Pierre de Boissieu depuis quelques jours) de mener la bataille sur le terrain avec ses collègues des Douze réunis au sein du COREPER, le comité des représentants permanents (2). Cent cio-

quante personnes travaillent pour le SGCI, dont une quinzaine dans la garde rapprochée du secrétaire général. Ils permettent à cet organisme d'être un instrument de coordination, d'information et d'expertise. Aussi la vie du SGCI est-elle rythmée par des réunions interministérielles où chacun défend sa position face aux propositions de Bruxelles.

Les conseillers du SGCI doivent parfois « faire sortir du bois » les ministères qui traînent pour exposer leur position sur une proposition de directive communautaire en espérant un empiètement du dossier. Les relations personnelles entre les membres du SGCI et les fonctionnaires des ministères les plus concernés par l'Europe sont importantes pour faire avancer les dossiers et éviter les pertes de temps : l'homogénéité assez forte de ces « Européens-français » facilite le travail, même s'ils ne sont pas tous issus des mêmes corps.

Le SGCI constate s'il y a consensus ou aide à l'élaboration d'un compromis. En cas de désaccord persistant entre plusieurs ministères, le dossier remonte au premier ministre. C'est là que la double casquette de l'actuel patron du SGCI est d'une grande utilité. Sa fonction de conseiller du premier ministre lui donne un poids supplémentaire car, si le dossier va sur le bureau du premier ministre, il ne tombera pas bien loin du sien.

« Les demandes d'arbitrage en cas de désaccord ne concernent que 20 % des dossiers », affirme Yves-Thibault de Silguy. Si le sujet est éminemment sensible, comme le GATT, les réunions interministérielles ont lieu en présence du premier ministre. « Comme nous

sommes en dyarchie, il y a une possibilité d'appel devant le président de la République », souligne Christian Lequesne.

Les principaux collaborateurs du « patron » du SGCI sont branchés sur ceux de la représentation permanente (RP) de la France auprès des Communautés européennes, éfio que la position française puisse être « ajustée » en fonction des négociations. Symbole de ce cordon ombilical qui unit la RP de Bruxelles aux services du premier ministre, une liaison directe par télécopie rapide a été installée entre Paris et Bruxelles. La maison débite trois millions de photocopies par an : « Tous les papiers partent également vers l'Elysée », précise Yves-Thibault de Silguy, qui travaille avec Thierry Bert lors de la préparation des conseils européens. Le SGCI veille ensuite à la bonne application du droit communautaire. Ce travail, qui a pris, ces dernières années, une ampleur croissante se fait en étroite collaboration avec le secrétariat général du gouvernement (SGG).

#### Une pépinière créant un état d'esprit commun

Le SGCI joue non seulement un rôle-clé dans l'élaboration de la politique européenne française mais c'est également une pépinière : Thierry Bert est vice (il y fut secrétaire général adjoint) tout comme Elisabeth Guigou, ancien secrétaire général et conseiller de la présidence, devenue ministre des affaires européennes en octobre 1990 (elle est aujourd'hui revenue à l'Elysée), Pierre Sellal, actuellement à Bruxelles à la représentation permanente de la France

auprès des Communautés européennes, y a travaillé tout comme Pascal Andrieux, passé du SGCI à la direction du cabinet du ministre des affaires européennes, Alain Lamassoure. Ce moule commun facilite la circulation de l'information et crée un état d'esprit commun. « C'est vrai que nous nous reconnaissons les uns les autres parce que nous venons automatiquement des choses en perspective européenne. Il y a une certaine de fonctionnaires français qui partagent cette culture : il peut arriver que nous nous engueulions en défendant des positions différentes mais il y a indiscutablement une espèce de fraternité entre les gens du SGCI et les « européens » des ministères », explique Thierry Bert.

Yves-Thibault de Silguy estime, pour sa part, qu'ils « parlent le même langage, partagent la même culture administrative. C'est un club élitiste, un monde un peu à part ». « Mais, souligne-t-il, ils n'ont pas toujours le sens politique, ni celui du terrain. Il faut apprendre à communiquer sur l'Europe. Quand je suis arrivé au SGCI, il y a quelques mois, je ne comprenais rien aux notes sur le GATT qui arrivaient sur mon bureau. Elles étaient rédigées dans un style parfaitement obscur. » Aussi se félicite-t-il d'avoir eu, avant d'arriver à ce poste, l'expérience d'un détachement au sein d'Usioor-Sacilor : « Cela donne un « touché » de l'Europe plus pratique et moins administratif ».

PIERRE SERVANT

(1) Paris-Bruxelles, comment se fait la politique européenne de la France. Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques 288 p., 170 francs.  
(2) Le Monde du 25 septembre.

## TRIBUNE

## Des objectifs ambitieux pour la CSCE

par Beniamino Andreatta

L'Italie assume depuis le 1<sup>er</sup> décembre, et pour un an, la présidence de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe). Dans cet article, le ministre italien des affaires étrangères décrit les objectifs ambitieux que son pays assigne à cette organisation, qui rassemble cinquante-trois pays européens, nord-américains, ou héritiers de l'ancienne URSS.

Nous vivons une de ces époques très particulières où tout l'édifice des relations internationales peut être refaçonné. Comme ce fut le cas après tout conflit important dans l'histoire moderne, la fin de la guerre froide nous offre l'occasion et nous impose le devoir de reformuler la base de la politique entre les nations. D'autres tentatives antérieures, Westphalie,

Utrecht, Vienne, Versailles et Potsdam n'ont que partiellement réussi à établir un ordre européen de paix et de coopération. L'échec en Yougoslavie a amené maints observateurs à prédire d'autres déceptions. Je crois cependant que ces prédictions sont étonnantes. Quel qu'il en soit, l'argile n'a pas séché, et nous pouvons encore la modeler. Nous devons à nous-mêmes et aux générations futures de ne pas manquer cette occasion.

En examinant la présidence de la CSCE, l'Italie se rend parfaitement compte de la nécessité cruciale de mobiliser l'appui actif de l'opinion publique, lors de la mise au point d'initiatives capables d'assurer la coopération et la stabilité sur le continent européen, avec l'indispensable contribution des Etats-Unis et du Canada. Les mécanismes de la CSCE, dont les succès sont méconnus, constituent le cadre le plus approprié.

Nous pourrions bien sûr rappeler la signification originelle de l'Acte final d'Helsinki, en 1975, ainsi que la contribution de la CSCE à la chute du Mur et à la

construction de ponts entre les deux Europes, pour la sécurité, les échanges économiques et les droits de l'homme. Mais nous devons souligner l'importance de la CSCE aujourd'hui, dans les nouvelles conditions internationales produites par la fin de la guerre froide.

#### Avantages comparatifs et valeur ajoutée

Nous devons démontrer pratiquement ces « avantages comparatifs » par rapport aux autres institutions. La « valeur ajoutée » la plus significative de la CSCE consiste dans sa capacité d'intégration, son rôle dans la formation d'un consensus, son dispositif de prévention et sa fonction éducative.

Fondamentalement, elle représente un forum paneuropéen avec des liens transcontinentaux, comprenant aussi bien l'Amérique du Nord que les Républiques d'Asie centrale de l'ex-URSS. Elle est donc beaucoup plus qu'une organisation régionale. En outre, du fait de l'élargissement actuel des institutions d'Europe occidentale, il est essentiel de disposer d'une instance pour entreprendre ensemble la transition vers une nouvelle structure de sécurité européenne.

La CSCE est située à la limite de nombreuses institutions ; il s'agit donc d'un cadre unique par son ampleur et sa flexibilité pour contenir et légitimer les architectures régionales et opérationnelles les plus variées. Nous devrions essayer de combler le fossé entre les aspirations et les processus de réforme en cours dans les pays en transition de l'Europe centrale et orientale, ainsi que de l'ex-URSS.

Les procédures de la CSCE reposent sur le consensus et visent à favoriser la formation de ce consensus. La règle du consensus demeure essentielle pour rassurer les divers protagonistes, ce qui ne nous empêche pas de rechercher des mécanismes capables de faciliter les initiatives communes. Elle constitue un instrument précieux pour dissiper tout soupçon de contrainte, pour promouvoir la participation et les intérêts de chacun, pour permettre l'art de la

persuasion politique, au lieu de l'exclusion et de la confrontation.

Fondamentalement, la mission de la CSCE, après le traité de Paris de 1975, est d'assurer toute l'Europe dans son processus actuel de transition, de promouvoir une loi commune établissant des critères de comportement qui devraient être l'objectif de tout Etat membre. Cela permettrait d'acquiescer le sens d'une appartenance et d'une responsabilité communes, supérieure à l'instinct élémentaire des souverainetés nationales. Un système de contrôle multilatéral et de mécanismes d'équilibre pourrait ainsi se consolider progressivement sur le continent, en empêchant tout retour en arrière, soit à la politique de force, soit aux guerres civiles.

Il devrait être évident maintenant qu'il est difficile politiquement, coûteux économiquement et risqué militairement d'essayer d'intervenir dans un conflit après que la seule de la confrontation a été franchie.

#### Le cadre politique le plus adéquat

En faisant face à ces situations difficiles, la CSCE est particulièrement bien équipée pour les actions préventives : à cause du rôle qui peut être confié à son président, à cause de l'activité très importante de son haut commissaire pour les minorités nationales, à cause de l'expérience née de son action de contrôle, à cause de son approche tous azimuts dans le maintien de la paix.

Le caractère fédérateur de la CSCE offre le cadre politique collectif le plus adéquat pour les interventions d'urgence et la gestion des crises à l'échelle continentale : la rôle de la CSCE est reconnu par les Nations unies au titre du chapitre 8 de la Charte. Des consultations mixtes pourraient être envisagées dans le cadre du COCONA ou de l'UEO, en vertu du programme de « partenariat pour la paix » proposé par l'Alliance atlantique. Les initiatives visant à établir la paix et à la maintenir, légitimées de façon appropriée et contrôlées étroitement à un niveau continental et multilatéral, devraient être mises en œuvre par les organismes et

les parties les plus efficaces et les plus concernées. La CSCE stimulerait donc le partage des responsabilités, empêcherait la manifestation de tendances hégémoniques et donnerait corps à un système européen répondant au besoin de sécurité qui s'est manifesté depuis la fin de la guerre froide.

#### L'éducation et l'éthique

Un rôle moins traditionnel pourrait être exercé au carrefour de l'histoire, de la politique, de l'éducation, de la psychologie et de l'éthique. Nous sommes en droit de dire que les conflits ne sont pas les produits mécaniques des divergences d'intérêts, économiques ou territoriaux. L'opinion de l'adversaire ne devient un ennemi que lorsque la différence se transforme en discrimination.

La dimension humaine de la CSCE devrait être valorisée non seulement pour empêcher les violations des droits de l'homme, garantir ceux des minorités, promouvoir la démocratie, mais aussi pour rétablir la conscience que l'Europe s'est développée à travers les siècles pour le meilleur et pour le pire, entre des hommes et des groupes nationaux, entre des ethnies, des religions et des engagements politiques différents. Autrement dit, nous devrions utiliser les instruments de la CSCE pour remettre en question l'image négative de la diversité telle qu'elle nous a été transmise de génération en génération.

Il faudrait créer un ombudsman qui puisse identifier toute désinformation, délibérée ou non, dans la presse ou les livres scolaires, propre à exalter le nationalisme agressif ou l'exclusion, au lieu de mettre en exergue le patrimoine commun et les responsabilités partagées. La « construction institutionnelle », en termes de protection des droits civiques et de structures sociales et économiques compatibles, deviendrait ainsi une entreprise commune, sous l'égide également du Bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme de la CSCE.

Le travail qui nous attend est immense, et les circonstances ne sont pas toujours encourageantes. Mais, si nous réussons dans notre tâche, nous aurons contribué à assurer la paix et la coopération. La CSCE ne sera donc plus un sigle mystérieux dans le jargon des évènements internationaux, mais elle contraindra un point de relèvement vital et concret.

Si nous voulons jeter les fondations d'une paix perpétuelle et de ce que Kant appelait la « fédération pacifique de toutes les nations civilisées », nous devons maintenant faire des pas décisifs pour établir les nouvelles bases de la sécurité européenne. Sur-tout, nous devons manifester la volonté politique de la famille européenne des nations et abandonner toute recherche anachronique d'avantages unilatéraux. L'Union européenne, l'OTAN, l'UEO, le Conseil de l'Europe, sont chacun des piliers indispensables dans la construction de l'édifice européen ; la CSCE doit en être le toit.

#### Le Monde

Edité par le SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lamouré, gérant directeur de la publication Bruno Pissart directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général  
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Gode (adjoint au directeur de la rédaction) Thomas Fereon Bernard Le Garrec Jacques-François Simon Daniel Vernet (éditeur des relations internationales)  
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1980) Jacques Fauriol (1980-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1989)  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-89  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BENOIT-MÉRY 94002 IVRY-SEINE-CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-28 Télécopieur : 40-60-30-10

#### LES COLLOQUES DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET DU CADAS



Gérer la complexité dans la société contemporaine

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL Le Monde

Les actes du colloque qui s'est tenu le 3 novembre 1992 sont disponibles au : CADAS : 16, rue Mazarine 75006 PARIS Tél. : 44.41.44.00 (prix unitaire 150F)

مكتبة الأنجلو



France

POLITIQUE

Deux variétés de centrisme à l'épreuve des urnes

# Bernard Stasi tente de reconquérir la Champagne

ÉPERNAY (Marne)  
de notre envoyé spécial

■ LE DÉFENSEUR DES IMMIGRÉS. Bernard Stasi, l'une des figures humanistes du CDS, avait subi, en mars dernier, le contrecoup de ses conceptions courageuses - exprimées notamment dans l'immigration, une chance pour la France (éditions Robert Laffont, 1984) - face à un candidat « divers droite » que soutenait une large fraction des militants locaux du RPR et qui lui avait ravi son siège de député. Après l'annulation de cette élection par le Conseil constitutionnel, les mêmes adversaires se retrouvent, dimanche 5 décembre, devant les électeurs, M. Stasi ayant reçu le soutien, sur place, de Jacques Chirac.

■ L'ADVERSAIRE DES « GHET-TOS ». Condamné pour complicité de discrimination raciale, le 16 novembre dernier, pour avoir refusé un logement à un Maghrébin en arguant de son origine, Jean Mouton, maire de Pierrelatte, président du conseil général de la Drôme, incarne un autre type de centrisme. Il remet en jeu son mandat de maire devant les électeurs, provoquant ainsi un débat sur la place des immigrés dans cette cité de douze mille habitants.

Le vitalisme est posé sur un coin de son bureau. Une lettre, quelques lignes, une signature : le ministre de l'Intérieur y assure le maire d'Épernay de son amitié, forcément indéfectible, et de son soutien, naturellement sans réserve. « Je m'en servirai peut-être pour le second tour », indique le candidat centriste. Des lettres, Bernard Stasi en reçoit beaucoup, signées d'Édouard Balladur, Jacques Chirac ou Charles Pasqua. Il n'est pas sûr que cette riche collection d'autographes suffise à compenser l'air du temps, un rien maussade, qui règne dans la Marne.

« Quand on vient voir se qui se passe sur place, convient un proche du maire d'Épernay, le résultat des dernières élections s'explique plus facilement. » Fichu mois de mars ! M. Stasi avait la tête ailleurs. Insouciant en Champagne, affairé à Paris, il s'efforçait, alors, de troquer son habit de spécialiste des affaires étrangères et humanitaires contre un frac d'ami des arts et des artistes. Le gouvernement d'Édouard Balladur se faisait et se défaisait sur les bistrots, et il pouvait raisonnablement espérer en être. Il n'avait pas pris garde au score modeste grappillé, au premier tour, par un vigneron parfaitement inconnu. En une semaine, pour quarante-neuf voix, le maire d'Épernay avait pourtant été rattrapé, puis dépassé par le temps, qui avait décidé, au soir du second tour, de s'appeler Philippe Martin.

« Il a vraiment découvert qu'il était toléré et non aimé, qu'on ne votait pas Stasi pour ce que cela représentait, mais parce qu'il n'y avait jamais eu une autre offre à droite. C'est terrible pour quelqu'un d'aussi affectif », explique Michel Thomas (PS), conseiller municipal d'Épernay, qui avait été l'adver-

saire malheureux du vice-président du CDS en 1988. L'examen de conscience est rude. Usure de l'homme, élu député pour la première fois en 1968, et maire depuis 1977 : exaspération d'un électoral droitier, à tendance xénophobe, devant son humanisme courageux et sa grande habileté médiatique ; crise du vignoble champenois, trop longtemps synonyme d'opulence pour que l'on n'en inquiète : les raisons de la cote s'additionnent et se multiplient.

L'invalidation de M. Martin par le Conseil constitutionnel (le Monde du 8 octobre) donne à M. Stasi l'occasion de laver l'affront. Méthodiquement, l'ancien député a préparé sa réplique. Pour se garder sur sa droite, il a choisi

comme suppléant un conseiller général RPR, Bernard Doucet, qui remplace le vice-président du syndicat des vignerons, devenu impopulaire à la suite des mesures de restriction prises pour casser la spirale de la baisse des prix. Le soutien appuyé de la direction nationale du RPR n'a pourtant pas suffi.

## L'énarque et le vigneron

Au contraire, le 29 novembre, une fronde a éclaté au sein de la fédération du parti néo-gaulliste. Une partie des militants du RPR ont bravé les consignes et décidé de soutenir le député invalidé. La visite de Jacques Chirac au maire d'Épernay, le 2 décembre, n'a pas

réduit leur animosité (lire l'encadré ci-dessous).

Sur le terrain, M. Stasi, qui a décidé de visiter toutes les communes de la circonscription - ce qu'il n'avait pas fait en mars - est également à la peine. Il prend la mesure du rejet qu'il suscite et il brouille une nouvelle fois son image en donnant l'impression d'enfiler les vêtements de son adversaire. « Il n'y a un réel problème de positionnement politique, explique M. Thomas. Il ne peut pas taper sur Martin ni sur le gouvernement. Il est en train de découvrir, à ses dépens, que le suffrage universel peut être injuste. » La campagne de son adversaire se calque, en effet, sur son propre rejet et glisse sur la crise viticole. Réduit à sa plus sim-

ple expression, le discours de M. Martin tient en peu de mots : « Les gens ne veulent plus de Stasi », « la base ne supporte plus les manœuvres politiciennes qui viennent de Paris », « ils veulent du concret ».

« Je suis allé dans des communes qui n'avaient jamais vu le député depuis douze ans. À l'Assemblée, j'ai rencontré des gens comme moi, des horticulteurs, des agriculteurs, des gens qui savent gérer », explique placidement M. Martin, qui siège au groupe République et liberté (le groupe des non-inscrits de l'Assemblée nationale) et que l'entregent de M. Stasi impressionne peu. Il est difficile d'imaginer une meilleure antithèse au maire d'Épernay, énarque, mandarin et brillant, que ce vigneron passé par l'école des curés et par celle d'œnologie d'Avize, qui anime, avec les drôles de mots de ceux qui parlent peu, les réunions publiques où se retrouvent ses fidèles. « C'est le vide total », estime, consterné, M. Stasi à propos de son adversaire.

Face à ce Pinay du vignoble qui s'est fait, sans le vouloir, la tête de ses électeurs, M. Stasi risque gros. Outre M. Martin, deux candidats de l'extrême droite, un écologiste, un communiste et un socialiste sont également sur les rangs. La marge de manœuvre du maire d'Épernay est des plus réduites. En se marquant nettement à droite, il prend le risque de se couper d'une partie de l'électorat de gauche, dont l'apport pourrait être capital. M. Thomas assure, néanmoins, qu'à titre personnel il préférerait « l'humanisme ouvert au corporatisme étroit » au second tour.

Le coût de cette campagne à l'arrachée est déjà élevé. Contraint de s'en remettre à MM. Chirac et Pasqua, M. Stasi a dû rentrer dans le rang. Quelques mois avant les élections municipales, un nouveau revers risquerait de déchirer définitivement son manteau d'Arcien politique.

G. P.

G. P.

## M. Chirac : « En pleine négociation du GATT... »

MONTMIRAIL (Marne)

de notre envoyé spécial

« Stasi au placard ! » Jacques Chirac s'est retourné d'un bloc. « Si c'est le seul argument politique que vous avez, jauna l'homme, il est un peu court des jambes de devant ! » Succès à gauche, mutisme à droite. Accusé par des pancartes « Oui à Chirac, non à Stasi », le maire de Paris se retrouvait, jeudi 2 décembre, face à des militants du RPR acquis à la cause de Philippe Martin et venus chahuter Bernard Stasi dans la salle du foyer culturel de Montmirail.

« Il ne faut jamais, en politique, se tromper de combat, commence, tranquillement, M. Chirac. Il faut savoir si nous allons sortir la France de la situation où nous l'avons trouvée ou si nous allons

cultiver l'impudence et le zébrage. Nous n'avons pas été élus pour nous disputer, alors, ne rajoutons pas nos petits états d'âme personnels, aussi justifiés soient-ils, à cette tâche de redressement difficile », poursuit-il imperturbable, alors que M. Stasi se tasse un peu plus dans son coin.

« Si l'ensemble des dirigeants du RPR, à l'unanimité, a pris la décision de soutenir la candidature de Stasi, pensez-vous que vous pouvez avoir raison ? » demande M. Chirac. « Oui ! » hurle un « anragé ». « Si on fait ça, on ouvre la porte au désordre et à la débâcle », réplique M. Chirac, furibond. Est-ce que cette réplique peut entrer dans vos petites têtes ? Applaudissements à gauche, bronca à droite. Le président du RPR pousse son avan-

tage. « Si, en pleine négociation du GATT, le candidat de la majorité est battu, cela affaiblira le gouvernement, assure-t-il sous les huées. Si vous protestez, c'est bien que vous ne vous sentez pas bien dans vos baskets, relève-t-il. Ça n'est pas la meilleure façon de me soutenir que de faire bruler le candidat que je suis venu soutenir, ajoute-t-il, à bout d'arguments. Il y a des raisons nationales. Je demande solennellement à chacun d'y penser. »

A la mairie de Montmirail s'achève, au même instant, la réunion publique de Philippe Martin. Les « énarques parisiens » en prennent pour leur grade. Applaudissements, embrassades : « On les aura ! »

G. P.

## Le maire de Pierrelatte mobilise ses électeurs contre les « délinquants venus d'ailleurs »

PIERRELATTE (Drôme)  
de notre bureau régional

C'est certain : dimanche 5 décembre, Jean Mouton (UDF-CDS) sera de nouveau - virtuellement, car le conseil municipal devra le réélire - maire de Pierrelatte. Il en est persuadé, ses adversaires aussi. D'ailleurs, depuis le 17 novembre dernier, jour où lui-même et les vingt-sept conseillers municipaux de droite s'étaient réunis collectivement de leur mandat, M. Mouton n'a guère quitté son bureau de l'hôtel de ville, continuant à recevoir des visiteurs comme si sa démission n'était qu'une parenthèse. Une seule question préoccupe M. Mouton, qui est aussi président (UDF-CDS) du conseil général de la Drôme : le taux de participation. « À 60 %, c'est un plébiscite », annonce-t-il. Il prévoit de recueillir, dès le premier tour, entre 70 % et 80 % des suffrages exprimés. Encore mieux que les 59,89 % de 1989.

Alors, il s'estimerait blanchi par les électeurs. Blanchi de la « fébrilité » de sa condamnation, le 16 novembre, par le tribunal correctionnel de Grenoble, à deux mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende pour « complicité de discrimination raciale » (le Monde du 20 novembre). La plainte venait du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) : en 1989, son adjoint au logement - condamné lui aussi - avait refusé d'accorder un appartement dans la cité HLM du Roc à un Marocain, arguant « de nombreuses agressions perpétrées par des Maghrébins » dans ce quartier.

Condamnation, démission et fort probable réélection : M. Mouton aime à battre le fer quand il est chaud. Il regrette seulement que son adjoint, dont il se déclare entièrement solidaire, ait notifié par écrit les motifs du refus. « Ce n'est pas du racisme pur, soutient-il. Si l'on avait logé ce Maghrébin, dans l'état d'excitation où se trouvait la population, on aurait eu des incidents. » Et puis, affirme-t-il, « tous les maires font pareil ». En témoignent, selon lui, les nombreux messages de ses collègues drômois.

Les quatre députés du département, tous de droite, sont de son côté : pour eux, M. Mouton a raison de vouloir contrôler l'attribution des logements, pour « éviter les ghettos ». Il en va, répètent-ils, d'une « bonne intégration ». Même si Hervé Mariton (UDF-PR) met un bémol à cette partition unitaire. « Sur le fond politique, dit-il, l'attitude de Jean Mouton est saine, mais je ne comprends pas tout à fait cette manière de faire contraindre une décision de justice par le suffrage universel. »

## Le CDS aux abonnés absents

Le maire de Toulouse, Dominique Baudis, ne s'embarrasse pas de ces nuances. Dans une lettre écrite à Jean Mouton (qu'il prénomme Michel), le président exécutif du CDS indique qu'il comprend « les préoccupations du maire de Pierrelatte et qualifie cette condamnation d'« inadmissible ». Mise à part cette prise de position, les autres chefs de file centristes sont, étrangement, aux abonnés absents, tout comme le président (UDF-PR) du conseil régional Rhône-Alpes, Charles Millon.

Le Front national, lui, se sentant en pays de connaissance, s'est engouffré dans la brèche de cette démission-élection pour soutenir la liste de M. Mouton : « Le maire de Pierrelatte est victime d'une persécution judiciaire orientée contre la préférence nationale, martèle Bruno Gollnisch, membre du bureau poli-

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : le RPR soutient l'UDF pour la législative partielle. - Le bureau politique de l'UDF a investi, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, Francis Galizi (UDF-CDS) pour l'élection législative partielle provoquée dans la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence par l'invalidation du député RPR Pierre Rinaldi par le Conseil constitutionnel. M. Galizi, conseiller général, était le suppléant de M. Rinaldi, et celui-ci a souhaité que ce soit lui qui lui succède. Le RPR a décidé de ne pas s'opposer à ce vote et de soutenir M. Galizi.

tique et responsable du mouvement d'extrême droite en Rhône-Alpes. La démarche de M. Mouton n'est pas celle du CDS, elle ne peut avoir l'aval de Bernard Stasi. » Surtout, pour M. Gollnisch, le scrutin de Pierrelatte « a valeur de référendum local ». M. Mouton se défend de toute collusion avec l'extrême droite, qui, dit-il, « a l'impression qu'on lui mange dans son assiette », mais les traits de sa liste « Pierre-latte d'abord » piochent allègrement dans la dialectique « immigrés-insécurité ». Ils demandent aux électeurs de voter « pour avoir le droit de [se] promener dans des rues tranquilles ». « Notre France, si généreuse, qui sait accueillir les hommes de bien, doit-elle garder son territoire les délinquants venus d'ailleurs, au risque de mettre en péril la paix civile ? », demandent-ils.

Pour répondre à cette question, M. Mouton a failli être seul en

piste. « Heureusement, le PC présente une liste : sinon la situation aurait été intenable », concède-t-il. Le Parti communiste (5,5 % des voix aux cantonales de 1992) a choisi, en effet, de « ne pas rester silencieux », alors que le PS (7,4 % des suffrages), le MRG, les Verts et Génération Ecologie ont préféré d'un commun accord, « laisser le soin à M. Mouton d'assumer jusqu'au bout le triste spectacle de ce scrutin », qu'ils qualifient de « parade de démocratie ».

Cette élection n'a de municipale que le nom. Pas de programme, pas de promesses, pas de projets. Juste, au fond des urnes, dimanche, la place des immigrés dans la cité. A partir de lundi, M. Mouton attendra que la cour d'appel statue sur son sort judiciaire, mais, prévient-il, même si la condamnation est confirmée, il restera maire.

BRUNO CAUSSÉ

## COMMENTAIRE

### La thèse du complot

LES centristes seraient, selon Jacques Barrot, les victimes d'un complot médiatique. Après s'être autoproclamé « garde rapproché » d'Édouard Balladur, le CDS semble découvrir avec effarement que le propre de ce métier est, précisément, qu'on y prend des coups. L'agacement des centristes serait plus légitime s'ils n'avaient contribué à alimenter les critiques par les maladroites de ceux des leurs qui siègent au gouvernement. « L'influence positive des démocrates-sociaux pour réduire les fractures du pays et y restaurer le respect des principes de notre État de droit », qu'évoque M. Barrot serait assurément mieux reconnue si le CDS avait eu le courage de s'exprimer clairement au sujet de l'élection municipale partielle de Pierrelatte, provoquée par un maire et président de conseil général « démocrate-social » pour faire avaliser par les électeurs la discrimination qu'il avait pratiquée à l'encontre d'un Maghrébin.

Le dossier centriste aurait été encore plus facile à défendre s'il n'avait subi les contrecoups de la campagne feutrée qui oppose Bernard Bosson, secrétaire général, à Pierre Méhaignerie, l'actuel président, pour le contrôle du CDS, remis en jeu à l'occasion du congrès prévu en avril à Rouen. Est-ce pour améliorer son image, ternie par le conflit d'Air France, que M. Bosson, ministre de l'équipement, préside à la remise en question de la législation contre la corruption et laisse passer un article d'amnistie au faveur des élus qui ne l'avaient pas respectée ? (le Monde du 3 décembre). Réunis chez René Monory, président du Sénat, mercredi soir 1<sup>er</sup> décembre, les ministres du CDS se retrouveront avec Édouard Balladur, le semaine prochaine, pour un déjeuner. Le CDS sera prié de resserrer les rangs et de présenter un profil bas, ce qui ne devrait pas desservir son actuel président.

GILLES PARIS

LE CONFORT SUBLIME DE JOHN LOBB.

JOHN LOBB

PARIS

Boutiques John Lobb : 1, rue François I<sup>er</sup>, Paris 8<sup>e</sup> ; 2, rue de la Harpe, Paris 5<sup>e</sup> ; 3, boulevard Saint Germain, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. 45 44 77 77.

Et également chez Hermès, dans les magasins de chaussures disponibles chez John Lobb : tél. 43 47 58 14.



Contredisant la commission des comptes

## Le Conseil constitutionnel valide l'élection de M. Tapie

Le Conseil constitutionnel a refusé, jeudi 2 décembre, d'annuler l'élection de Bernard Tapie dans la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône. Appliquant une jurisprudence constante, mais contredisant la commission nationale des comptes, le Conseil estime que le député n'a pas dépensé pour sa campagne plus d'argent que la loi ne l'y autorisait.

Les députés vont devoir prendre leurs responsabilités. Contrairement à ce que beaucoup d'entre eux espèrent, le Conseil constitutionnel ne les a pas dispensés de se prononcer sur la levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie. En validant, jeudi 2 décembre, l'élection du député des Bouches-du-Rhône, membre du MRG mais qui siège au groupe République et Liberté, le juge de l'élection savait qu'il allait décevoir beaucoup de monde. Aussi a-t-il pris la précaution de préparer un document prouvant que tous ses arguments pour repousser la demande d'invalidation s'appuient sur une jurisprudence constante.

Cette décision n'allait pas de soi,

puisque la commission nationale des comptes de campagne avait estimé que M. Tapie avait dépensé plus des 500 000 francs autorisés. De peu, c'est vrai, puisqu'elle avait fixé la totalité de ses dépenses à 516 248 francs. Pour arriver à ce chiffre, elle avait réintégré le coût (94 800 francs) d'un sondage réalisé début février. Or le Conseil a considéré que cette enquête portait « exclusivement sur la notoriété des candidats potentiels et les intentions de vote des électeurs ».

### Places gratuites pour un match de l'OM

Dès qu'il avait eu à se prononcer sur l'application de la loi de 1990 relative au plafonnement des dépenses, le Conseil avait décidé que de tels sondages ne devaient pas être mis à la charge des candidats, contrairement à ceux qui « servent à l'orientation de leur campagne ». C'est d'ailleurs cette jurisprudence qui lui a fait refuser l'annulation de l'élection de Bertrand Cousin (RPR) dans le Finistère (le Monde du 26 novembre).

L'adversaire de M. Tapie, Hervé Fabre-Anbrosy (RPR), avait fait valoir que le président de l'OM

avait fait distribuer des places gratuites pour un match de son équipe pendant la campagne électorale. Le Conseil s'est livré à une enquête serrée, dont il est ressorti qu'il s'agit là d'une « pratique habituelle », même si cette fois la distribution a été particulièrement généreuse, mais il observe que celle-ci passe essentiellement par l'intermédiaire du conseil général et que « l'instruction n'a pas établi que cette distribution ait bénéficié d'une manière privilégiée aux électeurs de la dixième circonscription ».

Seule création jurisprudentielle à l'occasion de ce dossier : la décision de ne pas inclure dans les comptes d'un candidat les frais de déplacement et d'hébergement des personnalités venues le soutenir, mais le Conseil en a aussi fait application au voyage d'un responsable RPR à la Réunion, ce qui a évité à André-Maurice Pibouche, élu (RPR) de ce département, de voir son élection annulée. Le Conseil estime, en effet, que dans le cas contraire, il créerait une inégalité entre les candidats selon l'éloignement de leur circonscription par rapport à Paris.

THIERRY BRÉHIER

## M. Marchais juge « inutile » la levée d'immunité

Georges Marchais, secrétaire général du PCF, juge « inutile » la demande de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, dans un entretien publié par le Parisien vendredi 3 décembre. Évoquant la date du 7 décembre, retenue pour le vote en séance publique à l'Assemblée nationale, soit une quinzaine de jours avant la clôture de la session, M. Marchais ajoute : « Je comprends mal pourquoi nous devrions nous précipiter puisque, alors, l'immunité ne jouant plus, la justice pourrait convoquer normalement Bernard Tapie ».

M. Marchais estime, toutefois,

que « quand il s'agit de dossiers touchant la vie personnelle des élus ou de problèmes financiers, il ne faut pas que les députés bénéficient de prérogatives par rapport aux autres citoyens ». Dans l'affaire Tapie, observe-t-il, « il s'agit de questions touchant à la gestion d'une entreprise », et c'est la raison pour laquelle le représentant du PC à la commission ad hoc s'était prononcé en faveur de la levée de cette immunité, indique M. Marchais. Le secrétaire général précise que le groupe communiste de l'Assemblée « n'a pas encore pris sa décision » sur son vote, mais que « d'autres

camarades pensent, comme [lui], qu'il est inutile, dans de telles conditions, de lever l'immunité du député des Bouches-du-Rhône ».

Ces déclarations de M. Marchais sont très vivement critiquées par Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis), qui juge « incompréhensible » ce « revirement ». M. Brard affirme que d'autres députés communistes contestataires pourraient, comme lui-même, voter la levée de l'immunité de M. Tapie. Pour M. Brard, il est « normal, dans une affaire de droit commun, qu'un honnête politique ne soit pas protégé par son mandat ».

Ancien dirigeant du PCF et du PSU

### Victor Leduc est mort

Victor Leduc s'est éteint, jeudi 2 décembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Par le titre de son autobiographie, parue en juin 1986, ce vieux penseur de la gauche avait lui-même résumé sa vie : « Les Tribulations d'un idéologue ». Issu d'une famille de petits bourgeois juifs, russes et révolutionnaires, réfugiés en France après la révolution de 1903, il s'était engagé très jeune dans le mouvement révolutionnaire, incarné, à ses yeux, par le PCF, l'URSS et « le génial Staline ».

Animateur de 1944 à 1949 de l'hebdomadaire Action, fondé dans la clandestinité, auteur d'ouvrages théoriques tels que *Le marxisme est-il dépassé ?* et *la Coexistence pacifique*, Victor Leduc aura la responsabilité de la section idéologique du PCF.

### Dissidence et rupture

La révélation des crimes de Staline, l'écrasement de la révolution hongroise en 1956, les pleins pouvoirs accordés par le PCF à Guy Mollet dans le conflit algérien et, pour finir, l'entrée des troupes soviétiques à Prague, en août 1968, avaient poussé Victor Leduc, progressivement, vers la dissidence. La rupture s'était faite en octobre 1970, avec son exclusion du PCF, qui n'était plus, pour lui, qu'une « association d'aliénation mutuelle ».

Avec d'autres bannis, il crée les Centres d'initiative communiste, avant d'adhérer, en 1974, au socialisme autogestionnaire du PSU, dont il sera également un élu. Hostile à la participation du PSU au gouvernement de gauche, Victor Leduc poursuivra ses « tribulations » en compagnie des refondateurs communistes, avant de devenir président d'honneur de l'ADS (Alternative pour la démocratie et le socialisme).

D. C.

Une décision du tribunal administratif de Marseille

## Les communes n'ont pas le droit de subventionner des groupes politiques

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A la suite d'une requête introduite par deux élus écologistes, le tribunal administratif de Marseille vient d'annuler une délibération du 25 mars 1991 approuvant le budget de la commune d'Istres (Bouches-du-Rhône), où avaient été inscrites des subventions en faveur des groupes politiques du conseil municipal. Le tribunal a fait application de la loi du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique, qui, en son article 11-4, précise que « les personnes morales de droit public ne peuvent effectuer aucun don à une association de financement ou à un mandataire financier d'un parti politique ».

Dans le budget 1991 de la commune d'Istres figurait une subvention de 14 000 F, attribuée aux groupes politiques du conseil municipal sur la base de 3 000 F par élu de chaque groupe (soit 78 000 F pour le PS, majoritaire, 15 000 F pour le PC, 12 000 F pour l'opposition de

droite et 9 000 F pour les écologistes). Bien qu'ayant voté contre la délibération, le groupe écologiste, avait effectivement reçu la somme qui lui revenait, mais deux de ses membres, Guyline Cozza (Verts) et Guyline Cozza (Génération écologie), avaient déposé un recours devant le tribunal administratif, contre la commune d'Istres, pour excès de pouvoir.

### Un jugement sans précédent

Si plusieurs jugements ont déjà sanctionné la violation de la loi de 1988, la décision d'annulation d'une décision budgétaire, pour ce motif, n'a pas de précédent. En exécution du jugement, le conseil municipal devra prendre une nouvelle délibération en retranchant du budget 1991 les subventions accordées illégalement. Parallèlement, celles-ci devront être remboursées à la commune par leurs bénéficiaires.

GUY PORTE

### EN BREF

**LA RÉUNION** : M. Sudre proteste contre l'éventuelle libération du président du conseil général. — La mouvance « Freedom », à la Réunion, réagit très mal à l'éventualité d'une remise en liberté d'Eric Boyer, sénateur (apparenté RPR) et président du conseil général, mis en examen pour corruption et placé en détention provisoire à la prison du Port depuis le 22 août dernier. Ayant appris que la chancellerie est sur le point de transmettre au parquet général de la cour d'appel de Saint-Denis-de-la-Réunion des réquisitions en vue de libérer et de placer sous contrôle judiciaire M. Boyer, Camille Sudre, ancien président du conseil régional, a

déclaré, vendredi 3 décembre, sur les ondes de sa radio, « Freedom », qu'une telle libération pourrait remettre en cause la lutte contre la corruption à la Réunion. Selon lui, l'intervention du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, est « maladroite ». — (Corresp.)

**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** : M. Rocard dénonce l'utilisation du débat « à des fins électorales ». — A l'occasion d'une réunion, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), Michel Rocard a stigmatisé le « débat national » sur l'aménagement du territoire, lancé par le gouvernement, qui, selon lui, est, « d'abord, un simulacre de

démocratie, qui utilise le thème de la reconquête des territoires à des fins électorales ».

**COUR DES COMPTES** : M. Besson est nommé conseiller-maire au tour extérieur. — Le conseil des ministres a nommé, mardi 30 novembre, au tour extérieur, conseiller-maire à la Cour des comptes Jean-Pierre Besson, ancien directeur du cabinet de Bernard Bosson, ministre de l'équipement et des transports. Ancien élève de l'ENA et, d'abord, membre du corps préfectoral, M. Besson avait été membre des cabinets de Pierre Méhaignerie à l'Agriculture, puis à l'Équipement. Directeur d'Aéroport de Paris de 1988 à 1993, il avait donné sa

Les travaux du Parlement

## Les députés élargissent le champ de la solidarité rurale

Les députés ont adopté, vendredi 3 décembre, le projet de loi réformant la dotation globale de fonctionnement (DGF), présenté par Daniel Hoefel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales. Les groupes UDF et RPR ont voté « pour », ceux du PS et du PC ont voté « contre ». L'Assemblée a adopté un amendement élargissant le champ des bénéficiaires de la dotation de solidarité rurale (DSR), créée afin de lutter contre la désertification rurale.

C'est le principal concours financier de l'État aux collectivités locales. Affluée du sigle barbare de « DGF », la dotation globale de fonctionnement, créée en 1979, est, avant tout, un thermomètre ultrasensible de la décentralisation. Or, aujourd'hui, la DGF est en crise. Enkystée par la sédimentation des « droits acquis » et asphyxiée par le ralentissement de la croissance, elle ne parvient plus à assumer ce qui était sa mission première, c'est-à-dire la péréquation et la redistribution au profit des communes les plus déshéritées.

Adopté par le Sénat le 29 octobre dernier (le Monde du 30 octobre), ce projet de loi a pour objectif de contourner ces fameux « droits acquis », afin de dégager une nouvelle marge de manœuvre au profit de l'exigence de péréquation, celle-ci étant notamment orientée vers le monde rural. A cette fin, le texte institue une dotation, dite forfaitaire (absorbant des diverses dotations existantes), dont le montant de 75,5 milliards de francs sera gelé en 1994, avant de croître à partir de 1995 suivant un rythme modéré. En complément, une dotation dite « d'aménagement », regroupant la dotation de solidarité urbaine (DSU), la dotation de solidarité

rurale (DSR) et une dotation destinée aux groupements de communes — est créée dans le but de réhabiliter la mission redistributive initialement assignée à la DGF.

Présentant son projet, M. Hoefel a insisté sur le « contexte extrêmement difficile » que traversent actuellement les finances publiques et rappelé que la DGF était arrivée à « une situation de blocage ». « Ce mécanisme, qui n'a jamais joué son rôle en période de croissance, a-t-il affirmé, ne remplit plus, aujourd'hui, ses fonctions ». Si les députés de la majorité ont globalement soutenu le bien-fondé de cette réforme, ils n'en ont pas moins exprimé leurs réserves.

### « Désengagement de l'Etat »

Leur principal grief tient à l'austérité budgétaire imposée par la loi de finances pour 1994, celle-ci prévoyant, par exemple, la désindexation du montant de la DGF par rapport à la croissance de la PIB. « La coupe est pleine ! s'est ainsi exclamé Arnaud Cazio d'Honin (UDF, Finistère), rapporteur de la commission de lois. Un certain nombre de villes devront, l'année prochaine, diminuer leurs investissements ou augmenter leurs impôts ». Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes), lui, s'est surtout fait l'écho de l'inquiétude de nombreux élus qui contestent la nécessité de fonder la dotation touristique dans la dotation forfaitaire, ainsi que le prévoit le texte. « Vous risquez de prendre à contre-pied, a-t-il averti, notre politique de restructuration et de redynamisation du monde rural ». A gauche, l'hostilité s'est exprimée sans ambiguïté. Les socialistes ont abondamment puisé dans l'arsenal des techniques d'obstruction. A coups de motions de procédure et question

préalable (toutes deux rejetées) — le tout agrémenté du dépôt de cinq cents amendements. « Les communes les plus riches vont devenir encore plus riches, a prévenu Bernard Derosier (PS, Nord), et les communes les plus pauvres vont se trouver confrontées à de plus en plus de difficultés ». Jean Tardito (PC, Bouches-du-Rhône) a, lui aussi, repris le thème de « la paupérisation des collectivités locales », en y ajoutant celui du « désengagement de l'Etat ».

### Une nuit d'exégèse laborieuse

Entamé mercredi soir, le débat ne s'est achevé que vendredi, au petit matin, après une nuit entière d'exégèse laborieuse de la masse d'amendements défendus par l'opposition. Globalement, le texte en ressort peu réécrit. M. Ollier n'a pas obtenu satisfaction sur la dotation touristique, même si un amendement de la commission des lois, adopté par les députés, doit permettre de mieux l'« identifier » au sein de la dotation forfaitaire. L'Assemblée a adopté un autre amendement de la commission des lois, qui intègre le critère du revenu par habitant dans le calcul d'affectation de la dotation de solidarité urbaine (DSU).

Enfin, les députés ont suivi les recommandations de la commission, qui souhaitait étendre le bénéfice de la dotation de solidarité rurale (DSR) aux communes dont la population est comprise entre dix mille et vingt mille habitants, alors que le texte initial réservait cette dotation aux seules communes de moins de dix mille habitants. Afin de ne pas susciter de nouvelles disparités liées à la différence de population, l'amendement précise, toutefois, que la DSR, allouée à une commune de vingt mille habitants, sera identique à celle qui sera affectée à une commune de dix mille habitants.

FREDERIC BOBIN

## Le Sénat adopte les crédits de l'intérieur et de la défense

Le Sénat a poursuivi, mercredi 1<sup>er</sup> décembre et jeudi 2 décembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1994. Il a adopté, successivement et sans modification, les crédits des ministères de l'aménagement du territoire, présenté par Daniel Hoefel, et de l'intérieur, présenté par Charles Pasqua, puis ceux du ministère des entreprises et du développement économique, défendus par Alain Madelin, et ceux du ministère de la défense, présentés par François Léotard.

Ces quatre budgets ont reçu l'approbation des groupes de la majorité, tandis que les communistes votaient contre. Le groupe socialiste a voté contre les trois premiers budgets ; en revanche, il s'est abstenu sur celui de la défense, estimant que ce dernier s'inscrit dans le prolongement de la loi de finances pour 1993, défendue, l'an dernier, par Pierre Joxe.

A l'occasion de l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, M. Pasqua a évoqué le projet de loi d'orientation sur la police qu'il entend présenter. Il a indiqué que ce texte portera, à la fois, sur la police nationale et sur les polices municipales, dont il prévoit de confier la direction « à des fonctionnaires de la police nationale ». Enfin, ce texte concernera également les sociétés privées de gardiennage et de sécurité. « L'Etat agréera ces sociétés et leur personnel et définira leurs tâches », a précisé M. Pasqua.

**PRÉCISION** : La Fédération des biologistes de France nous demande de préciser que la limitation du tiers payant aux personnes en difficulté, objet d'un amendement adopté par les députés lors de l'examen du projet de loi sur la santé publique (le Monde du 2 décembre), ne concerne que les actes de biologie médicale, et non l'ensemble des secteurs de la médecine et de la pharmacie.

### REPÈRES

#### JUSTICE

La commission des lois de l'Assemblée adopte la perpétuité « réelle »

La commission des lois de l'Assemblée nationale a examiné, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, les articles du projet de loi instituant une peine de perpétuité réelle, présentée par Pierre Méhaignerie. Elle a rejeté un amendement de Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes), qui tendait à rétablir le dispositif initialement prévu par le ministre de la justice, en excluant toute possibilité de réexamen d'une condamnation à perpétuité prononcée contre l'auteur d'un meurtre accompagné de sévices sexuels ou de violence sur un mineur. Favorable à l'assouplissement du dispositif introduit par les sénateurs au premier tour, la commission a modifié une des étapes de la « grâce judiciaire » ouverte après trente ans d'emprisonnement : elle a supprimé l'intervention du garde des sceaux, qui, dans le texte issu du Sénat (le Monde du 23 novembre), peut décider, après l'avis rendu par le collège d'experts médicaux, de saisir une commission composée de magistrats de la Cour de cassation chargée de se prononcer sur la révision de peine.

#### SONDAGE

57 % des Français attribuent au gouvernement de Vichy une responsabilité dans le génocide des juifs

Un sondage effectué par l'institut Louis-Harris-France (1 046 personnes interrogées par téléphone les 8, 9 et 10 octobre) à la demande de l'American Jewish Committee montre que, cinquante ans après la seconde guerre mondiale, les Français gardent « une bonne connaissance » du génocide des juifs par les nazis. 68 % d'entre eux sont spontanément capables de restituer le contexte historique de l'extermination des juifs. 88 % estiment essentiel ou très important que « tous les Français soient informés et comprennent ce qui s'est passé ». 86 % assurant qu'il existe encore, aujourd'hui, dans le monde, « des situations de nature comparable », 54 % des Français interrogés se prononcent pour l'interdiction et la sanction des thèses négationnistes, qui prétendent que le génocide n'a pas eu lieu. 57 % jugent que le gouvernement de Vichy est responsable de la déportation des juifs de France vers les camps d'extermination ; 29 % sont d'un avis contraire ; 14 % ne se prononcent pas.

démission de la direction du cabinet de M. Bosson à la suite de la grève à Air France. Il est, depuis le 7 novembre dernier, président du conseil d'administration de Météo-France.

**PRÉCISION** : Dans l'article consacré aux auditions de la commission des lois de l'Assemblée nationale sur le projet de perpétuité réelle (le Monde du 2 décembre), nous avons attribué par erreur à Jacques Léautaud, professeur de droit pénal, des propos sur la prise en charge psychiatrique « notoirement insuffisante » des pervers sexuels en prison, qui avaient en fait été tenus par Bernard Cordier, psychiatre.



SOCIÉTÉ

Après le lancement de la navette Endeavour pour une mission de onze jours dans l'espace

# Sept astronautes vont tenter de réparer le télescope Hubble

CAP CANAVERAL (Floride)  
de notre envoyé spécial

Jusqu'au bout, la météo avait maintenu la suspense. Tout s'est passé comme si, avant même le lancement de la navette Endeavour, la nature s'était chargée de rappeler aux hommes combien cette mission de réparation en orbite du télescope Hubble est tributaire d'une multitude d'éléments sur lesquels ils n'ont aucune prise. Les responsables de la NASA sont parfaitement conscients des risques qu'ils prennent. Ils se sont efforcés de les réduire au minimum. « Nous avons envisagé tous les scénarios possibles, tous les pépins imaginables », explique Randy Brinkley, directeur de mission.

« Il nous a fallu prévoir l'imprévisible », réchérchit Joe Rotherberg, responsable du programme de vol du télescope Hubble. Que faire de plus quand on a multiplié les simulations et les scénarios d'entraînement, déployés des trésoirs d'imagination pour mettre au point les quelque 200 outils et accessoires qui devraient faciliter au maximum la tâche des astronautes ? Croiser les doigts et faire confiance aux hommes.

## Des hommes d'expérience

Les astronautes choisis pour cette mission collectionnent les records et possèdent une solide expérience, notamment en matière de sorties extravéhiculaires (EVA). Le plus expérimenté d'entre eux est probablement Story Musgrave, qui dirigera les opérations de réparation. Agé de cinquante-huit ans, cet ancien pilote des Marines (17 000 heures de vol) est barde de diplômes dans des domaines aussi différents que les mathématiques, la chimie, la médecine, la physiologie, la biophysique et la littérature. Ingénieur chez Kodak, il a été chirurgien, puis professeur-chercheur en médecine spatiale avant d'intégrer le corps des cosmonautes de la NASA en 1967. Il a effectué la première sortie dans l'espace depuis une navette, en avril 1983, testé à cette occasion un nouveau

type de scaphandre, et totalise aujourd'hui 598 heures passées dans l'espace en quatre missions.

Les autres membres de l'équipage combinent aussi les compétences scientifiques et l'expérience du travail dans l'espace. Kathryn Thornton (physicienne), et Tom Akers (ingénieur) ont participé tous deux au vol inaugural de la navette Endeavour en mai 1992. Une mission presque aussi délicate que celle d'aujourd'hui. Au cours de ce vol, quatre sorties avaient été réalisées, en effet, pour récupérer et réparer le satellite de télécommunications Intelsat VI F3 et tester de nouvelles techniques d'assemblage dans l'espace.

A cette occasion, Akers effectuait (avec deux autres astronautes) une sortie de 8 h 29 dans l'espace, pulvérisant le record détenu jusqu'alors par les astronautes d'Apollo 17

qui avaient séjourné 7 h 37 sur la Lune. Kenneth Bowersox, pilote, était aux commandes de Columbia en juin 1992, pour le vol le plus long jamais effectué par une navette (331 heures). Richard Covey, commandant de bord, pilotait Discovery en août 1985, lors de la mission de récupération et de réparation du satellite de télécommunications Syncom IV-3 placé sur une mauvaise orbite. Un satellite que Jeffrey Hoffman avait, quatre mois plus tôt, tenté vainement de récupérer « à la main ».

Hoffman, enfin, participe aussi au déploiement de la plate-forme récupérable européenne Eureka en août 1992, rencontrant sur cette mission l'astronaute suisse de l'Agence spatiale européenne, Claude Nicollier, astrophysicien comme lui. Nicollier, qui manipule le bras robot de la navette pour

cette opération, gagna à cette occasion auprès de ses collègues américains une solide réputation de virtuose en la matière. Cette compétence lui vaut aujourd'hui de se voir confier la tâche délicate de capturer le télescope et de guider depuis le bras l'un des astronautes en charge des réparations.

La NASA a donc rassemblé les meilleurs de ses éléments pour cette mission, car elle y joue sa réputation. Ces six hommes et cette femme savent ce que travailler en apesanteur veut dire. Leur expérience dans le sauvetage des satellites perdus leur a appris à faire face à toutes les situations, à improviser et à imaginer pour se tirer d'affaire le bricolage auquel les techniciens au sol n'avaient pas pensé. Ils n'auront pas trop de leur savoir-faire.

La mission qui les attend est, en

effet, sans précédent. La seule opération quelque peu comparable est celle réalisée, en 1984, sur le satellite scientifique Solar Max que les astronautes ont capturé difficilement pour changer le module de contrôle d'attitude et un instrument de mesure, le « coronographe polarimétrique ».

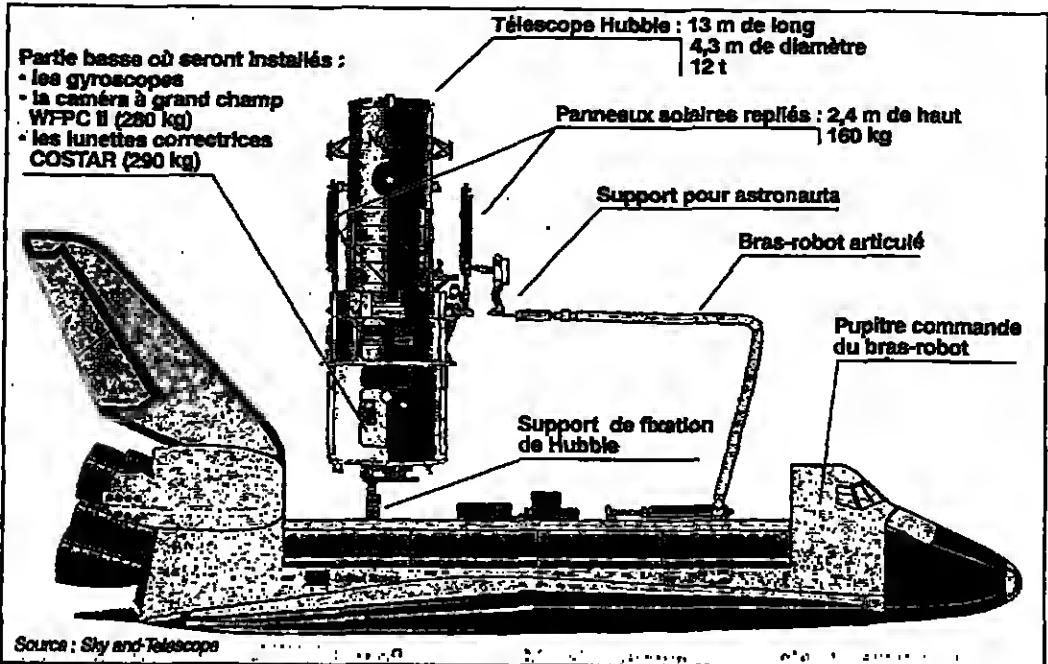
## Bricolage et improvisation

« Cette fois, la capture sera probablement beaucoup moins dangereuse pour les astronautes que lors des récupérations précédentes », estime un expert. Hubble a été conçu dès l'origine pour être réparé en orbite et les dispositifs d'amarrage dont il est doté devraient permettre de le saisir et le manipuler facilement. Les vraies difficultés viendront lorsque l'équipage commencera les réparations. Les pièces à changer, telles que les panneaux solaires soumis à rude épreuve pendant trois ans, se seront-elles pas trop abîmées, trop déformées ou trop bloquées, voire indémodables ?

Pour ces raisons, les tâches à accomplir par les astronautes durant leurs sorties ont été divisées en « modules » qui peuvent être facilement intervertis ou abandonnés au gré des circonstances. « S'ils se trouvent face à une impossibilité majeure, les astronautes le verront très vite et ils passeront alors au plus pressé. Ils devront décider très vite, trancher dans le vif ».

« C'est là que réside la supériorité de l'homme sur l'ordinateur et le robot », estime Roger Bonnet, directeur scientifique de l'Agence spatiale européenne, ajoutant que « si cette mission réussit, même partiellement, elle constituera une superbe démonstration des capacités et de l'utilité de l'homme dans l'espace ». Une démonstration nécessaire à l'heure où les vols habités sont peu enclins à financer de grandes structures permanentes comme la future station spatiale internationale.

JEAN-PAUL DUFOUR



Après avoir ouvert les soutes de la navette Endeavour et mené à bien les opérations de rendez-vous avec le télescope spatial, l'équipage saisira les 12 tonnes d'Hubble par l'intermédiaire du bras articulé. L'observatoire astronomique sera alors placé en position verticale au-dessus de la navette pour que les astronautes puissent intervenir, l'un depuis le bras robot et l'autre en toute autonomie. (D'après Sky and Telescope)

## CLÉS / Mission Hubble

■ Le coût de la réparation. — Selon la NASA, 251 millions de dollars ont été dépensés depuis 1990 pour la construction et les essais des instruments de remplacement du télescope Hubble. 86,3 millions de dollars ont été consacrés aux réparations optiques, dont 23,8 millions de dollars pour la réalisation de la caméra à grand champ WFPC II et 50 millions de dollars pour les lunettes correctrices COSTAR. Quelques millions de dollars supplémentaires ont également été investis dans la mise au point des 200 outils prévus pour cette « remise en forme ». Quant au vol de la navette Endeavour, la NASA le chiffre à 378 millions de dollars, ce qui est loin des estimations du Congrès américain : 413,5 millions de dollars !

■ Les atouts du télescope. — En se lançant dans l'assemblage coûteux — entre 1,5 et 2 milliards de dollars — des quatre cent mille pièces qui composent Hubble, l'agence spatiale américaine espérait offrir aux astronomes la possibilité de s'affranchir de deux problèmes posés par l'atmosphère : le brouillage des images et l'absorption de la lumière à certaines longueurs d'onde, en particulier dans l'ultra-violet. Malgré ces qualités, qui ne s'exprimeront pleinement qu'après la remise en état de Hubble, les observatoires terrestres ne sont nullement condamnés. Les progrès de l'optique et des techniques d'interférométrie leur promettent encore de belles années. En particulier pour les télescopes géants que les astronomes construisent ou envisagent comme le Keck américain ou la VLT européen à quatre miroirs.

# Quitte ou double pour la NASA

Suite de la première page

Perkin-Elmer, la filiale de Hughes chargée de son polissage, s'était trompée (2). Il s'écoulaient seulement d'un peu plus de 2 millièmes de millimètre. Même pas, et de loin, l'épaisseur d'un cheveu. Mais c'était encore trop pour produire des images nettes.

De même, le télescope spatial souffrait d'un autre défaut de conception dû aux très grands panneaux solaires fournis par British Aerospace. Deux fois par orbite, à chaque passage du satellite côté jour et côté nuit, les variations de température modifiaient en effet leur structure de façon telle que les grandes ailes se mettaient à vibrer de plusieurs dizaines de centimètres et gênaient donc le pointage de Hubble sur les astres à observer.

S'il fut possible de s'accommoder, tant bien que mal, de ses légers tremblements, il fut en revanche plus difficile d'observer le ciel dans de bonnes conditions avec cet instrument qui devait pourtant affranchir

les astronomes des perturbations de l'atmosphère. Fort heureusement, l'erreur de polissage « était presque parfaite », ce qui permit aux ingénieurs de trouver des moyens de traitement informatique adaptés et de sauver en partie la mission (3).

Ainsi, malgré ses tares, Hubble put-il accomplir quelques premières : le suivi, en 1990, d'une gigantesque tornade qui se développait, tous les trente ans environ, dans l'atmosphère de Saturne ; observation, dans la constellation d'Orion, d'une pouponnière d'étoiles ; recueil d'indices sur l'existence de trous noirs supermassifs dans des galaxies comme M 32 d'Andromède ou NGC 4261 de l'amas de la Vierge ; photo spectaculaire de l'anneau de matière formé par l'explosion de la supernova 1987 A observée voici sept ans dans le Grand Nuage de Magellan ; mise en évidence de mirages gravitationnels lors de l'étude d'un quasar dans l'amas AC 114. De quoi donner de l'appétit aux chercheurs — environ cinq cents

pour toute l'Europe — qui ont utilisé ces résultats.

Malheureusement, après trois ans passés dans l'espace, Hubble a subi « une usure considérable », constate l'Agence spatiale européenne, partenaire de la NASA dans ce programme. Sur les six gyroscopes chargés d'assurer sa stabilisation et son pointage, trois sont hors d'usage. Qu'un quatrième vienne à tomber en panne, et c'est la catastrophe ! Un des trois senseurs stellaires utilisés pour effectuer un pointage précis sur les étoiles ne fonctionne plus et l'un des deux systèmes électroniques de commande d'orientation des panneaux solaires montre des signes de faiblesse.

## Des lunettes d'une merveilleuse précision

Il est donc temps de remettre Hubble en état et la NASA ne s'était pas trompée lorsqu'elle avait prévu, dès l'origine du programme, de soumettre cet instrument, tous les trois ans, à une visite de contrôle (4). Celle qui est engagée aujourd'hui arrive donc d'autant plus à point qu'elle permettra à la fois de remplacer les éléments défectueux et de moderniser le télescope.

Sept opérations sont prévues par la NASA et beaucoup s'inscrivent dans un programme de remise en état aussi lourd imposé aux astronautes d'Endeavour. Au cours de leurs sorties dans l'espace, ils vont devoir successivement changer deux paires de gyroscopes, remplacer les deux panneaux solaires, puis redonner à Hubble la vue d'aigle qu'il aurait toujours dû avoir.

Dans un premier temps, ils remplaceront la caméra à grand champ du télescope par une toute nouvelle de 280 kilos, la WFPC II (Wide Field and Planetary Camera), dotée de ses propres systèmes de composition optique. Puis, dans un second, ils se feront ophtalmolo-

gistes et opticiens en dotant Hubble de la plus extraordinaire paire de lunettes jamais imaginée par l'homme : le COSTAR (Corrective Optics Space Telescope Axial Replacement).

Ce dispositif de 290 kilos et 2 mètres de long, aussi discret qu'une cabine téléphonique et qui prendra la place de l'instrument scientifique le moins utilisé sur le télescope — le photomètre rapide (HSP) — est une merveille de précision. Ce n'est pas tout à fait une paire de lunettes au sens habituel du terme, dans la mesure où la correction optique n'est pas assurée par des lentilles de verre transparent, mais par huit petits miroirs réfléchissants de la taille d'un ongle.

C'est grâce à cet ensemble, poli de façon telle que les bosses résiduelles présentes à la surface de ces miroirs « ne dépassent pas l'épaisseur d'une dizaine d'atomes », que Hubble et sa caméra à objets faiblement lumineux (FOC), conçue par

Matra et Dornier, devrait enfin recouvrer la vue et, qui sait, découvrir demain peut-être l'un de ces systèmes planétaires en formation après lequel toute la communauté astronomique court toujours.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(2) Perkin-Elmer a accepté, début octobre, de verser 25 millions de dollars pour le préjudice fait à la NASA.

(3) Du fait des défauts de polissage de son miroir principal qui souffre d'« aberration de sphéricité », le télescope de Hubble ne concentre que 15 % de la lumière qu'il reçoit et non 70 % comme prévu initialement. Pour cette raison, seules les images d'astres isolés et relativement brillants se forment au centre de ce miroir sont utilisables. Avec le COSTAR, ce pourcentage devrait passer à 80 % et même, à ce croire certains, à 85 %.

(4) Le télescope de Hubble a été construit pour durer quinze ans. C'est pourquoi il a été conçu, dès l'origine, en 1977, pour faciliter le travail des astronautes durant leurs opérations de réparation.

**Collection Manuels DROIT DES AFFAIRES**  
Les cadres généraux Concurrence - Prix - Monnaie - Crédit  
L'entreprise Notion - Organisation - Concentration - Traitement des difficultés  
Les activités Production - Distribution - Consommation  
par **ÉLIE ALFANDARI**  
Professeur à l'Université de Paris-Dauphine  
Directeur de l'Institut de droit économique, fiscal et social

**itec**  
27, place Dauphine 75001 PARIS / 26, rue Soufflot 75005 PARIS

**itec**  
CODE DE COMMERCE 1994  
à jour au 22 septembre 1993

Annoté par **Mario-Jeanne CAMPANA**  
Professeur agrégé des Facultés de droit

**CODE DE COMMERCE**  
2258 pages  
240 F  
(Franco : 270 F)

En vente chez votre librairie spécialisée ou  
**itec**  
27, place Dauphine 75001 PARIS / 26, rue Soufflot 75005 PARIS  
158, rue Saint-Jacques 75005 PARIS

## JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

## Autopsie d'une garde à vue

Un mois après l'ouverture du procès, la cour d'assises de la Côte-d'Or a examiné, jeudi 2 décembre, les conditions dans lesquelles Murielle Bolle a mis en cause Bernard Laroche dans l'assassinat du petit Gregory avant de se rétracter. Un débat plus minutieux encore que tous ceux soumis à la cour jusqu'alors et qui, une fois de plus, permet de mettre en lumière les étranges pratiques utilisées lors des gardes à vue.

## DIJON

## de notre envoyé spécial

Un malaise peut en cacher un autre. Au trouble laissé par la lecture des procès-verbaux de Murielle Bolle accusant Bernard Laroche et par les dénégations maladroites de la jeune femme, est venue s'ajouter une autre impression désagréable. Une fois de plus, l'enquête n'a pas été faite avec la rigueur nécessaire. Rendu inquiet par l'incontestable effet négatif produit par l'examen des dépositions de Murielle Bolle, les avocats de la belle-sœur de

Bernard Laroche ont lancé sur les gendarmes une offensive qui a porté plus sur la forme que sur le fond. Elle n'en fut pas moins efficace.

Le témoignage des gendarmes a en effet permis d'établir qu'ils avaient déjà étudié, avant l'audition de Murielle, un itinéraire menant de son école à la Volonne, en passant par la maison des Villamin et par la poste de Léopanges. Certes, ce n'était qu'un itinéraire parmi tant d'autres, mais le simple fait que les militaires l'aient envisagé permet d'écarter l'idée qu'ils ignoraient tout et ne pouvaient donc pas, volontairement ou non, influencer la jeune fille lors de son interrogatoire. Par ailleurs, d'autres précisions figurant dans les dépositions viennent conforter leur authenticité. Mais cette authenticité est parfois affaiblie par la formulation employée.

Dans une déposition, figure la phrase : « Il est exact qu'à Léopanges Bernard Laroche s'est arrêté ». A l'évidence, il ne s'agit pas d'une déclaration spontanée, mais d'une réponse à une question qui n'y figure pas. Car l'usage veut que les questions ne soient

pas transcrites dans les procès-verbaux. Tout au plus, l'enquêteur prudent mettra les deux lettres « S. I. » - « sur intervention » - en tête de la réponse. Ce qui permet dans les cas limites d'être une intarminable déclaration de plus d'un feuillet, alors que dans la réalité, la personne interrogée aura seulement répondu « oui » à une longue question. Ce cas de figure n'est pas excessif et peut d'ailleurs s'observer couramment à l'audience.

Mais il y a plus grave, car les débats font apparaître que Murielle a tracé un itinéraire sur un plan qui a été dessiné par un gendarme, sans que ce fait apparaisse dans le procès-verbal où il est seulement noté : « Le croquis que je vous ai établi correspond à l'itinéraire suivant... »

## « On discutait tranquillement »

Enfin, deux officiers, le colonel Charles Chailland et le commandant Etienne Sesmat, reconnaissent ingénument que les temps de repos prévus par la loi ont été partiellement utilisés pour relire ou vérifier les procès-verbaux avec

Murielle. Le colonel Chailland parle de « quelques questions » et semble étonné que M. Paul Prompt s'en indigne. « C'était pas une audition, c'était une discussion, on discutait tranquillement de l'affaire », explique l'officier. Et il ajoute : « Je ne pense pas que ça l'ait fatiguée ». Tout ça lui semble presque normal et même l'avocat général, Jacques Kohn, ne paraît pas scandalisé par ces libertés prises avec le code de procédure pénale lors de l'interrogatoire d'une jeune fille de quinze ans.

« Je ne peux pas dire qu'il y ait eu des temps de repos utilisés pour lui nuire », plaide le commandant Sesmat, qui semble lui aussi très surpris qu'on le tague « sur des questions de forme ». L'officier paraît sincère et les irrégularités ne remettant pas totalement en cause des procès-verbaux dont le poids est encore considérable. D'autre part, selon un médecin venu examiner Murielle, l'émotion qui régnait à la gendarmerie n'était pas tendue et elle lui a même déclaré que les militaires étaient des « copains » en les considérant comme « vachement sympas ».

« Si c'est un scénario, comment

a-t-elle pu répéter notre scénario au magistrat instructeur ? », soupire, amer, le commandant Sesmat. Car, outre le fait que certains éléments de la déclaration contestés par Murielle Bolle sont confortés par des témoignages, il est exact que la jeune fille a fait, trente-six heures après, la même déposition devant le juge Larnbert, qui a refait l'itinéraire avec elle en voiture. Il reste que, le lendemain de l'inculpation de Bernard Laroche, Murielle Bolle s'est rendue chez le juge, accompagnée de sa mère, pour se rétracter.

Mais, à ce propos, un gendarme a apporté à l'audience un nouvel élément. Selon ce militaire, « une personne proche du domicile » de Murielle lui a révélé que, la soir de la mise en détention de son beau-frère, il avait entendu « des éclats de voix et des cris » et que la jeune fille avait « passé la nuit dans une grange ». L'information a son importance, mais que vaut-elle, alors que les déclarations de ce voisin discret n'ont fait l'objet d'aucun procès-verbal ?

MAURICE PEYROT

## FAITS DIVERS

A Toulon (Var)

## Une avocate disparaît avec mari, enfants et près de 6 millions de francs escroqués

Une avocate au barreau de Toulon (Var), Monique Cohen-Scali, a disparu depuis le 22 novembre, en compagnie de ses deux enfants, de son époux et d'un vaticque de près de 6 millions de francs escroqués à quelques-uns de ses clients. Cette femme de quarante-quatre ans, installée à Toulon depuis deux ans, s'occupait notamment de ventes de fonds de commerce. Les sommes qu'elle percevait étaient bien consignées pendant trois mois sur un compte séquestre de la CARSAT (Caisse de règlement et service des avocats du barreau de Toulon), afin de laisser aux créanciers du vendeur la possibilité de formuler des oppositions, mais, à l'issue de ce délai, l'avocate versait ces sommes sur son compte client puis les transférait sur celui d'une société de recouvrement de créances dont le responsable - huissier de justice jusqu'en 1988 - n'était autre que son époux, Henri-Claude Cohen-Scali. C'est ainsi que le couple a rapidement accumulé un butin de 5,5 millions de francs empruntés à des commerçants ou amis qui ont reçu en garantie des chèques, aujourd'hui, sans la moindre valeur. (Corresp.)

**CORRUPTION** : deux habitants de Fréjus autorisés à se constituer partie civile dans le dossier Port-Fréjus. - Dans un arrêté du 26 novembre, le tribunal administratif de Nice autorise deux habitants de Fréjus à se constituer partie civile « aux lieu et place » de la commune dans le dossier de corruption active et passive qui concerne la construction du mur d'enceinte de l'ancienne propriété de François Léotard.

Séverin et Gory Millanello, qui avaient été expropriés de Port-Fréjus, peuvent désormais, « à leurs frais et risques », tenter d'obtenir devant une juridiction la réparation du préjudice subi par la commune, qui avait refusé, le 24 septembre, de se constituer partie civile. M. Jean-Marc Varaut, l'un des avocats François Léotard, a indiqué qu'il avait fait appel de cette décision.

## HANDICAPÉS

A l'occasion d'une première « Journée européenne »

## Un « parlement » de la différence se réunit à Bruxelles

Un « parlement européen des personnes handicapées » devait tenir sa première session, vendredi 3 décembre, à Bruxelles. Cinq cent dix-huit personnes victimes d'un handicap, déléguées des douze pays membres de l'Union européenne, étaient attendues pour discuter de la nécessité d'une législation communautaire et réaffirmer leurs droits civiques, bafoués à travers toute l'Europe.

En Allemagne, des hospices pour personnes handicapées ont été attaqués par des bombes incendiaires. Des indésirables au corps disgracieux ont été chassés des plages de la mer du Nord. Un couple de touristes s'est vu dédommager par son agence de voyage parce que le restaurant de l'hôtel où il séjournait accueillait aussi des gens différents. En Belgique, plus de 3 000 personnes handicapées mentales seraient encore, aujourd'hui, internées dans des institutions psychiatriques. Au Royaume-Uni, le pourcentage d'étudiants handicapés est évalué à 0,3 % de la totalité des effectifs des universités et 65 % de la population frappée par un handicap vit dans la pauvreté. En Bosnie, 40 % des civils blessés de guerre resteront définitivement infirmes.

## Participer aux prises de décision

L'Europe n'est pas à l'abri de ces attitudes discriminatoires qui vont jusqu'au meurtre en d'autres points du globe. La France non plus. Grâce à un « programme commun » engagé par l'Organisation mondiale des personnes handicapées (Disabled People's International) et financé par le programme HELIOS de la commission des Communautés européennes, la tenue de la première assemblée parlementaire composée des principaux intéressés, accompagnés de leurs parents et amis, devait éveiller les consciences pour une nou-

velle Journée européenne désormais annuelle.

Au siège du Parlement européen, à Bruxelles, les responsables des institutions européennes étaient solennellement conviés à signer une « affirmation d'engagement » au Programme d'action mondiale des Nations unies en faveur des personnes handicapées. En octobre 1992, l'assemblée générale des Nations unies avait en effet adopté, pour célébrer la Décennie des personnes handicapées, une résolution instituant une Journée internationale en leur faveur, le 3 décembre de chaque année. Le 5 mars dernier, la commission onusienne des droits de l'homme demandait aux pays membres d'« encourager la célébration de la Journée internationale (...) en vue d'assurer la jouissance sans réserve et égale des droits de l'homme et la participation à la société des personnes handicapées ».

En paraphrasant le texte lors de cette première Journée européenne, les signataires devaient s'engager à « formuler des plans d'action et des objectifs réalisables et valables d'ici l'année 2000 et au-delà » et à reconnaître eux-mêmes l'invalidité de l'esprit, de la chair et des sens, le droit de « participer aux prises de décisions concernant les politiques et les programmes qui influencent leur vie ».

Pour les associations membres de l'Organisation mondiale des personnes handicapées (1), le « problème » du handicap est une question de point de vue. Leur définition de l'invalidité repose sur le concept de « modèle social du handicap », qui prend en compte les « environnements handicapant de la société et les barrières des comportements, au lieu de se limiter aux seuls individus concernés » : 35 millions de personnes sur le Vieux Continent.

LAURENCE FOLLÉA

(1) Correspondant en France : GFFH (groupement français des personnes handicapées), 10 rue Georges-de-Pont-Riche, 75014 Paris. Tél. : 43-95-66-36.



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Après l'attentat de 1981

## Le pape aurait été contaminé lors d'une transfusion sanguine

M. Joaquim Naverro-Valls, directeur de la salle de presse du Vatican, a fait une mise au point, jeudi 2 décembre, après qu'un journaliste de la télévision italienne ait déclaré que le pape avait été contaminé par un virus, souvent associé à celui du sida, le cytomegalovirus. « C'est vrai, a dit le porte-parole. Le pape a contracté le cytomegalovirus, vraisemblablement à cause des nombreuses transfusions sanguines

subies à la suite de l'attentat de 1981, pour lequel il a été soigné et dont il est guéri. Mais tout cela s'est passé il y a douze ans et l'opinion publique a été informée par les bulletins de santé signés par des médecins prestigieux. Il a rappelé que tous les virus avaient en commun d'être transmissibles notamment par transfusion de sang infecté.

La veille, lors d'une émission de la Cinque consacrée à la jour-

née mondiale du sida, un présentateur, Mino Damato, avait dit que le pape avait contracté le cytomegalovirus par transfusion sanguine. Il avait ajouté que ce virus était souvent associé à celui du sida, provoquant la stupeur de son auditoire. Le présentateur avait précisé : « Je ne dis pas que le pape a une infection provoquée par le sida, mais qu'il pourrait avoir un virus qui est la cause de ses malaises. » — (AFP).

## Le cytomegalovirus : un virus ubiquitaire

Le cytomegalovirus tire son nom des modifications de structures qu'il induit dans les cellules qu'il infecte. C'est un virus du groupe herpes, ubiquitaire, présent dans une grande partie de la population : 60 % des plus de quarante ans ont, dans leur sang, les stigmates biologiques d'une infection ancienne. Les « portes d'entrée » du virus dans l'organisme sont très variées : orale, sanguine, placentaire, vénérienne, par l'intermédiaire du lait maternel ou des selles.

Chez l'enfant et l'adulte sain l'infection par ce virus peut provoquer différents tableaux cliniques comportant une fièvre élevée, l'apparition de ganglions ainsi que d'une hépatosplénomégalie et différentes anomalies biologiques (syndrome mononucloé-sique). Ces symptômes peuvent apparaître dans les semaines qui suivent une transfusion de sang contaminé par ce virus.

Les suites ne posent généralement aucun problème. Il en va différemment chez les personnes

souffrant d'une altération de leur système immunitaire, notamment les greffés ou les nouveau-nés chez lesquels l'infection va évoluer sur un mode chronique, touchant différents tissus de l'organisme. On ne dépiste pas cette infection chez les donneurs de sang, compte-tenu de la grande fréquence des porteurs d'anticorps. Seuls de petits volumes sanguins séro-négatifs vis à vis de ce virus sont recueillis pour certains malades à hauts risques.

J.-Y. N.

Quand la cartographie du génome humain sera achevée

## Des biologistes français vont rechercher les gènes impliqués dans les cancers

Le professeur Daniel Cohen (Centre d'études sur le polymorphisme humain, Paris) a indiqué, jeudi 2 décembre à Amsterdam, à l'occasion de la conférence « De l'ADN aux médicaments » organisée par la revue scientifique britannique « Nature », que son équipe est « en train d'achever la cartographie du génome humain ». Une fois cette cartographie achevée, cette équipe entreprendra l'identification systématique de tous les gènes impliqués dans les processus cancéreux.

## AMSTERDAM

de notre envoyé spécial  
Dix ans après la mise en route du programme génome humain et la création, avec le professeur Jean Dausset, du Centre d'études sur le polymorphisme humain (CEPH), Daniel Cohen touche enfin au but. Dans quelques semaines, par l'intermédiaire d'une publication dans une revue scientifique internationale, il devrait annoncer qu'il a achevé la cartographie du génome

humain. « Il ne s'agit que d'une première carte, un peu comme la carte de la Terre réalisée par Christophe Colomb, nous a-t-il expliqué. Viendront ensuite des cartes de plus en plus fines de deuxième et de troisième génération. Dans quinze ans, je pense que nous disposerons d'une carte du génome humain comparable à celle que les satellites aujourd'hui réalisent de la Terre. »

Dans quelques semaines, quelques mois au maximum, la communauté scientifique internationale aura — gracieusement — à sa disposition, la cartographie de chaque chromosome humain. Cet énorme livre, les chercheurs sont pour l'instant capables de le lire mais n'en comprennent pas le sens. « L'analyse de son contenu demandera de très nombreuses années », estime Daniel Cohen. Le temps de repérer l'ensemble des gènes inscrits sur les chromosomes, d'apprendre à connaître leur structure et leur fonction et les substances (protéines) dont ils assurent la production. Le temps également de comprendre quel rôle éventuel chaque gène (ou chaque groupe de gènes) joue dans l'apparition d'une maladie.

Cet inventaire du vivant, qu'il soit normal ou pathologique, aucune équipe au monde n'est capable à elle seule de le mener à bien. C'est pourquoi l'équipe de Daniel Cohen a décidé de poursuivre et d'intensifier sa collaboration avec d'autres grands laboratoires internationaux, parmi lesquels ceux de David Bentley (université d'Oxford) et d'Eric Lander (Whitehead Institute, Cambridge, Massachusetts).

## « Faire les bonnes alliances »

Parallèlement à ce travail de décryptage du génome humain, l'équipe de Daniel Cohen va se lancer dans un nouveau et ambitieux projet consistant à identifier l'ensemble des gènes impliqués dans les cancers humains. « Je crois que, plutôt que de continuer à piocher au hasard comme on le fait actuellement, il vaut mieux rattacher systématiquement l'ensemble du génome à la recherche de ces gènes », explique-t-il. Grâce aux techniques que nous avons mises au point pour établir la cartographie du génome, une telle entreprise n'est pas techniquement insurmontable.

Le principe en tout cas est d'une grande simplicité : il consiste à comparer deux à deux le génome de chaque type de cellules cancéreuses appartenant à toutes les formes possibles de cancer au génome d'une cellule normale. La compétition dans ce domaine sera particulièrement vive tant les enjeux sont grands. D'autres laboratoires américains en particulier sont aidés massivement par quelques-unes des principales firmes pharmaceutiques mondiales. « Chaque gène de cancer, ou plutôt chaque application de ces gènes va être brevetée », ajoute Daniel Cohen. Derrière cette course au

brevet, se jouera pour l'industrie pharmaceutique une partie essentielle dans la mesure où l'on peut espérer qu'ainsi de nombreux nouveaux médicaments vont être découverts.

« Grâce au Téléthon, nous étions fantastiquement placés pour gagner la course de la cartographie du génome humain », souligne Daniel Cohen. Pour ce qui est du cancer, parce que, éthiquement, il nous est impossible de recourir à ce financement, la partie s'annonce plus difficile. Il estime que pour ce projet, le principal laboratoire américain, celui du professeur Collins, va bénéficier d'un budget de 30 millions de dollars par an, chiffre que l'industrie pharmaceutique devrait multiplier par dix. Pour le même projet, le CEPH-Fondation Jean Dausset devrait avoir entre 40 et 80 millions de francs par an. « A nous de faire les bonnes alliances », explique Daniel Cohen, mais aussi aux pouvoirs publics de comprendre qu'il y a un enjeu fantastique. C'est la médecine de demain qui se joue aujourd'hui. »

Le professeur Cohen a, d'autre part, annoncé qu'il lancerait prochainement un vaste projet de recherche concernant les principales maladies sévissant à l'état endémique dans les pays en voie de développement ainsi qu'une fondation dénommée Africa, dont l'objet principal sera de financer une analyse génomique systématique de l'ensemble des agents (parasites, virus, bactéries) responsables de ces maladies.

Ces projets interviennent alors que n'est toujours pas réglé au niveau international le problème essentiel que constitue la brevetabilité des gènes. Si la position française sur ce point est bien connue — le brevet sur un gène n'est pas acceptable car les gènes font partie du patrimoine commun de l'humanité — celle des Américains en revanche n'est toujours pas arrêtée. En 1992, à la suite de la demande de brevets d'un chercheur du NIH, Craig Venter, portant sur deux mille cinq cents séquences partielles d'ADN ne contenant aucune information biologique, les autorités fédérales avaient demandé un audit sur la brevetabilité du génome. Les conclusions de cet audit ne sont pas encore connues.

Dans le récent rapport sur la bioéthique qu'il a remis à Edouard Balladur, le professeur Jean-François Mattéi écrivait que de toutes les questions examinées par sa mission, « la brevetabilité des gènes est celle dont les conséquences scientifiques et industrielles sont, à long terme, les plus importantes ». L'extraordinaire essor de la génétique moléculaire devrait inciter la communauté scientifique internationale à tout faire dès aujourd'hui pour qu'un tel cadre réglementaire et éthique reconnu partout dans le monde soit élaboré au plus vite.

FRANCK NOUCHI

## REPÈRES

## EUTHANASIE

Relance de la polémique entre les Pays-Bas et le Vatican

L'adoption définitive de la loi néerlandaise sur la « mort douce » (le Monde du 2 décembre) a été vivement condamnée par l'Osservatore Romano : « On ne comprend pas comment des représentants du peuple peuvent avoir osé voter une loi qui viole le droit primordial de la personne humaine », écrit le quotidien du Saint-Siège qui voit dans l'euthanasie « l'expression d'une conscience de la vie dénuée de valeurs ». Ces propos ont amené le ministre néerlandais de la Justice, Hirsch Ballin, lui-même catholique pratiquant, à inviter le rédacteur en chef de l'Osservatore Romano pour un entretien de clarification. En février dernier, après la première lecture de la loi par les députés, le Vatican avait dénoncé le « culte de la mort » prôné par les Pays-Bas.

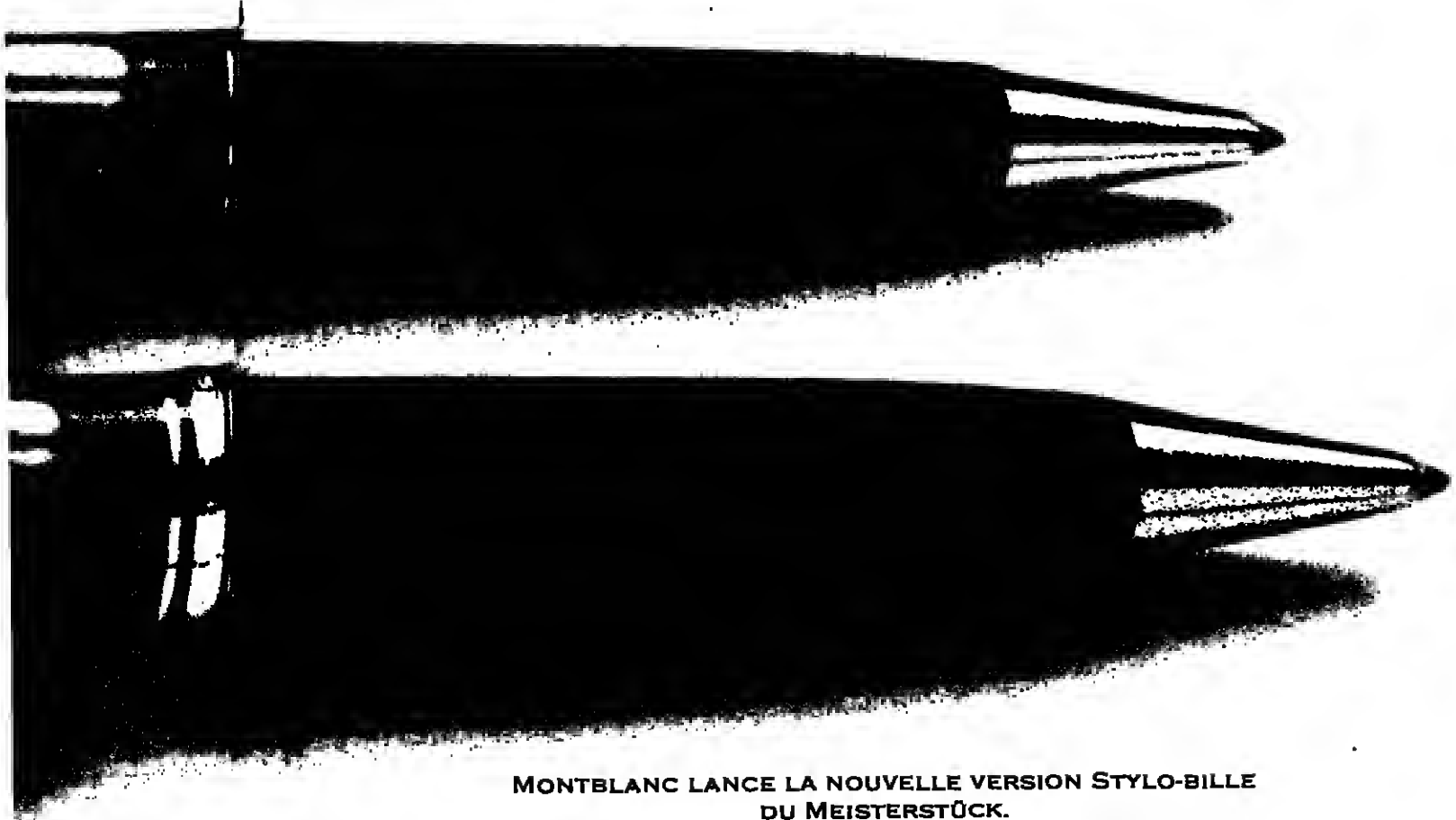
## PROTESTATION

Une manifestation en faveur des Kurdes à Paris

François Mitterrand a signé les deux décrets ordonnant la dissolution des organisations Comité du Kurdistan et Yakkom Kurdistan (le Monde du 2 décembre) qui viennent d'être publiés au Journal officiel du 3 décembre. Une manifestation de trois à quatre mille personnes a protesté, jeudi 2 décembre à Paris, contre l'interdiction de ces associations et les arrestations qui l'avaient précédée, la 18 novembre, dans les milieux proches du Parti des travailleurs du Pakistan (PKK). Cette manifestation était appelée par une vingtaine d'organisations syndicales et de partis politiques dont le parti communiste français, la CGT, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), SOS-Racisme, la Ligue communiste révolutionnaire et Yakkom-Kurdistan.

LE PETIT STYLO À BILLE MONTBLANC

EST HEUREUX

DE VOUS ANNONCER LA NAISSANCE  
DE SON GRAND FRÈRE.MONTBLANC LANCE LA NOUVELLE VERSION STYLO-BILLE  
DU MEISTERSTÜCK.

POUR CONNAÎTRE LE REVENDEUR AGRÉÉ MONTBLANC LE PLUS PROCHE, TÉLÉPHONER AU (1) 40.43.42.40

MONT  
BLANC

THE ART OF WRITING

## Craintes et perplexité à RFO-Guadeloupe

هكذا من الأصل

Le son ou les ci

## L'enjeu du Festival de

Vous trois



# CULTURE

## MUSIQUES

LES QUINZIÈMES RENCONTRES TRANSMUSICALES à Rennes

## Le son ou les chansons

RENNES

de notre envoyé spécial

«Aimez-vous les expériences?», interroge un diable rouge suspendu au-dessus de l'entrée de la petite église du Vieux Saint-Etienne. La question est pleine de promesses. Plus de trois cents personnes se sont donc pressées, jeudi 2 décembre, à la première de *Killer's Trip*, comédie musicale proposée en apéritif de trois soirées des Transmusicales de Rennes.

Écrit et réalisé par Billy Ze Kiek et Les gamins en folie, deux groupes locaux, ce spectacle met en scène un jeu de rôles à la croisée des univers de Philip K. Dick et de l'orchestre du Splendid. Le récent album contenant la bande originale de *Killer's Trip* collectionne les chansons espagnoles, mais la bonne humeur des comédiens et quelques trauvailles visuelles n'ont pas suffi ici à masquer l'inconsistance du propos. Espérons que les prochaines représentations permettront au moins de régler de graves problèmes de sonorisation.

On devait d'ailleurs se heurter à ce mur du son tout au long de cette soirée du 2 décembre, à la salle omnisports. D'une capacité de six mille places, ce lieu accueille les têtes d'affiche malgré sa froideur. Pour ne rien arranger, le programme du jour n'avait pas attiré la foule. A peine plus de trois mille per-

sonnes s'étaient déplacées pour No One Is Innocent, Jesus Lizard, Suede et CNN.

La maison de disques Island-Berclay aurait payé très cher le droit de publier le premier album de No One Is Innocent. Adepte d'un genre en vogue qui additionne les énergies du rock et du rap, ce quatuor français s'est appliqué à parfaire un son à l'indispensable puissance. Leur concert est allé crescendo. Tout en révélant aussi leurs points faibles : un modèle américain parfois trop servilement copié (le groupe Rage Against The Machine en particulier), un recours systématique à l'anglais malgré un accent défilant. Leurs textes en français permettent pourtant à la voix de Kmar Gubbenkian de prendre plus d'ampleur et à leurs morceaux (le feu, la peau) de gagner un impact inédit.

Chez Jesus Lizard aussi tout est affaire d'impact. Ces Américains, bons camarades de Nirvana (le groupe de Seattle a partagé avec eux une face de 45 tours l'an passé), sont menés par David Yow, un chanteur qui commence sa prestation en hurlant «I can swim!», porté à plat ventre par les premiers rangs de spectateurs. Le groupe impressionne par des sons d'une violence inouïe et aux textures étonnantes. Il retrouve par moments l'instabilité et le plaisir du danger qui firent la grandeur des Stonges d'Iggy Pop. Même s'il

arrive que cette fougue bestiale, propulsée par un rock convulsif et destructeur, échoue parfois sur les écueils de la caricature.

On croyait la majorité du public venue pour Suede, groupe anglais en cours d'introduction internationale. L'accueil réservé à Brett Anderson et ses musiciens fut glacé. Le contraste sans doute était trop violent entre les impeccables débuts soniques qui avaient précédé et la bouillie sonore infligée par les Britanniques.

L'indéniable panache de leur premier album s'y engouffrait et le chanteur perdait tout sex-appeal en mimant dans le vide ses minauderies androgynes. Suede était pourtant le seul groupe à proposer ce soir-là des chansons dignes de ce nom, dont une belle poignée de nouveaux titres.

Leur sens de la provocation avait poussé les programmeurs à placer CNN à la suite de Suede. Ce trio britannique a en effet décidé de prendre comme tête de turc le groupe de Brett Anderson, publiquement insulté dans l'une des premières chansons publiées par CNN, *Young, Stupid and White*. Après la déconfiture, on attendait le coup de grâce. Mais avec une musique robotique et linéaire, CNN est mal placée pour donner la leçon.

STÉPHANE DAVET

## A. J. Croce pousse ses études

RENNES

de notre envoyé spécial

A vingt et un ans, l'âge d'A. J. Croce, la plupart des musiciens de rock américains s'émerveillent de découvrir Lad Zepplin ou les Beatles. Lui peut dissenter savamment de la main gauche de Little Brother Montgomery, pianiste de La Nouvelle-Orléans ou de la technique vocale de Jimmy Rushing, chanteur de Count Basie. Sans jamais aller à l'école, A. J. Croce a fait des études. Il devait en finir le fait, aux spectacles rennais, ce 3 décembre. Les autres peuvent la découvrir sur son premier album, mélange savant de chansons anciennes, antiques presque, et d'originaux, enregistrés en compagnie de musiciens prestigieux, le batteur Jim Keltner, le guitariste Robben Ford ou le contrebassiste Ron Carter.

Ce petit jeune homme est musicien professionnel - pianiste et chanteur - depuis l'âge de treize ans. Il a commencé par jouer «dans les mariages, dans les bars-mitave. On me mettait dans une pièce en me disant : «Surtout ne jouez pas trop fort et on me laissait tout seul. Du coup, quand je me suis retrouvé devant des gens qui écoutaient, je me suis senti très à l'aise.»

Mais comment aurait-il pu ne pas être musicien? Son père, Jim Croce, a eu le temps de devenir une star grâce à des chansons fortes - *You Don't Mess Around With Jim*, *Bad, Bad Leroy Brown* - avant de mourir à trente ans dans un accident d'avion, le 20 septembre 1973. «Je n'ai rien appris de sa technique, j'étais trop petit. Mais j'ai gardé de son écriture le sens de l'histoire. Il n'y a aucune raison de chanter une chanson, à moins qu'elle ne raconte une histoire. Et il n'y a pas forcément besoin de mots.»

Pour raconter ses histoires, A.



A. J. Croce musicien professionnel depuis l'âge de treize ans

J. Croce puise dans sa culture musicale. Sa discographie est impressionnante. «J'ai commencé par m'intéresser à des artistes, Fats Waller, Jelly Roll Morton, puis Count Basie, Art Tatum. J'ai voulu remonter jusqu'à leurs racines, à chaque fois je me suis retrouvé à La Nouvelle-Orléans. En chemin, il s'est arrêté à Memphis (pour la soul des années 60), à Kansas City (pour les shouter qui y inventèrent le rhythm'n'blues dans les années 40) et à Nashville.

A chaque fois, il a essayé de combiner ces expériences musicales vécues par procuration : «Pour ce disque, je n'ai retenu qu'un blues du delta, *She Wouldn't Give Me None*, de Memphis Minnie. Mais j'ai préféré le jouer dans le style jug band (groupes qui réunissaient des musiciens qui soufflaient dans des jasses de terre cuite).

A la place des jugs, j'ai pris une petite trompette bouchée, une clarinette, un tuba et un harmonica chromatique. Avec une

batterie simple et deux guitares. On sent bien dans l'énoncé de cette combinaison, qu'A. J. Croce croit aux vertus du savoir musical. Tout comme il est convaincu des bienfaits de la technique, même pour jouer des musiques aussi simples que le blues. «A chaque fois que j'en ai l'occasion, je demande aux musiciens que je rencontre de me donner une leçon. Que ce soit un saxophoniste ou un guitariste. Je m'intéresse aux détails techniques, à la manière de faire sonner un chorus, mais surtout à la théorie.»

THOMAS SOTINEL

► 1 CD Private Music 01003 82108 2, distribution BMG.

La Philharmonie de Vienne en conflit avec Gérard Mortier

## L'enjeu du Festival de Salzbourg

VIENNE

correspondance

Le toréador brûle entre Gérard Mortier, intendant du Festival de Salzbourg, et l'Orchestre philharmonique de Vienne, sur lequel reposent traditionnellement la plus grande partie des manifestations musicales estivales. La prestigieuse formation menace ouvertement de couper les ponts avec Salzbourg après 1993, date d'expiration de son contrat.

L'orchestre a annoncé, dans un communiqué de presse, à l'issue d'une réunion plénière, son intention d'«annuler ou éventuellement reporter à une date ultérieure une tournée prévue en octobre 1996 au Japon et organisée en coopération avec le Festival». Aucune décision n'a été prise pour ce qui concerne le renouvellement des contrats. Pourtant, en raison des attaques diffamatoires dont l'orchestre se considère victime de la part de M. Mortier, son président a été chargé d'examiner les propositions avancées par le maire de Vienne, Helmut Zilk, d'un festival d'été qui aurait lieu dans la

capitale autrichienne. Rien n'a été avancé de précis sur le financement et le projet artistique de ce festival «alternatif». Mais plusieurs institutions culturelles viennoises semblent prêtes à en soutenir l'initiative pour relancer le tourisme.

Récidive

Arrivé en «renovateur» aux commandes du Festival de Salzbourg il y a deux ans, Gérard Mortier avait d'emblée irrité la Philharmonie de Vienne en la qualifiant d'«orchestre le plus naïf au monde». Il ferait «perdre de l'argent au festival» en exigeant des répétitions supplémentaires pour des œuvres n'entrant pas dans son répertoire. La Philharmonie de Vienne, qui a fêté en grande pompe son 150<sup>e</sup> anniversaire l'an dernier, s'est défendue en rappelant qu'elle pouvait compter sur le soutien sans faille du public viennois et de la presse autrichienne, restée très réservée à l'égard de Mortier. Le critique musical du quotidien viennois *Die Presse*, Wilhelm Sinkovitz, estime en particulier que la crise du Festival de Salzbourg est une

réalité, qu'on y inclue ou non le conflit avec la Philharmonie de Vienne, parce que Gérard Mortier n'a toujours pas présenté de concept musical satisfaisant. L'intendant salzbourgeois et les musiciens viennois avaient décidé, selon un porte-parole de l'orchestre, de ne plus évoquer leurs divergences en public et de réexaminer leur coopération lors d'une rencontre en octobre à Vienne. Mais, entre-temps, l'orchestre - en tournée en Asie - apprenait avec quelques semaines de retard que Gérard Mortier avait récidivé et s'était plaint, en marge d'une conférence des directeurs des festivals européens, des coûts excessifs des Viennois et de leurs réticences à jouer de la musique contemporaine. Walter Reel, porte-parole du président de l'orchestre, n'a pas exclu d'attaquer Gérard Mortier en diffamation. Tandis que le gouverneur de Salzbourg, Hans Katschthaler, invitait par sucoi d'apaisement les parties intéressées à se rencontrer le 10 janvier prochain dans la ville de Mozart.

WALTRAUD BARYLI

LES ARPEUTEURS DE DENIS COLIN au Théâtre Dunois

## Nous trois

Cordes, vents et peaux : violoncelle (Didier Petit), clarinette basse (Denis Colin) et zarb (Pablo Cueco). Difficile d'être plus net, plus simplement complexe que Les Arpeuteurs. *Nous trois* (We three) est un titre du pianiste Phineas Newborn. Jean Echenoz s'en est bien souvenu pour marquer le terrain de son dernier livre (Éditions de Minuit). Les choses ont partie liée. «Colin, Petit et Cueco, écrit Hervé Quesson, recroisent ici, en un classicisme oulipien, une panoplie de procédés (transpositions, rétrogradations, permutations, inversion des rôles et des dynamiques) qu'ils nettoient, recyclent et inventent».

Le Dunois est un théâtre à lumière douce, mi-cabaret, mi-salle de spectacles, sans micros, sans amplis, juste pour la musique. Le trio s'y établit, rend à l'idée de la musique, à son éventualité, à sa venue, sa dimension simplement humaine. C'est cette

idée qu'on allait oublier. Renouveau avec une musique d'après l'apocalypse, une sorte de composition verte pour écolos sonores? Ou alors un essai postmoderne ou, pour mieux dire, post-humain, avec citations, allusions de free, allusions ethniques, complices, musicales, ironie noire et distance.

Rien de tout cela. Le trio de Denis Colin va à l'essentiel parce qu'il raconte de brèves histoires, ne dissimule rien, n'a rien à cacher et capte toute l'attention. C'est une musique innocente d'avant l'innocence, heureuse parce qu'elle fait le pari de l'amitié, du lien et du hasard donné. Sans micros, sans filets et sans recours, sans électricité, le jeu ne pardonne pas. Tout passe, tout s'entend. Il faut une précision d'enfer, une écoute diabolique, une entente que les instruments, dans leur stricte nudité, permettent de prévoir.

D'où cette impression de rêve

pacifié, gai, sympathique, sans souffrance. On peut passer à Paris une soirée qui ne ressemble à nulle autre, comme un enfant découvrirait le théâtre (tous trois sont drôles ou trop sérieux), comme un enfant découvrirait la musique (que l'exercice de bruit, de matériel, de prothèses a fini par écarter) ou comme il découvrirait le silence du rire. On peut passer cette soirée d'étonnement et de douceur. Il suffit d'écouter le trio des Arpeuteurs. C'est l'aventure la plus moderne, la plus ancienne de ce début d'hiver. La plus délicate en tout cas.

FRANCIS MARMADE

► Théâtre Dunois, 108, rue du Chevaleret, 75013 Paris. Tél : 45-84-72-00. Les 4 et 5 décembre, à 20 h 30.

► Discographie : *Trois, Denis Colin trio*. In situ, 590138. Distribué par Adda.



OCTOBRE 1993

## BANQUE NATIONALE DE PARIS

PLACEMENT INTERNATIONAL  
DE 22 504 493 ACTIONS

Pour le compte de la  
République Française

Coordinateur global des offres : Banque Nationale de Paris

Banque Nationale de Paris

Lazard Frères et Cie

Offre Hors des États-Unis et du Royaume-Uni de 14 177 831 actions

Banque Nationale de Paris

Lazard Frères et Cie

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

CS First Boston France

Banque Indosuez

Banque Paribas

Société Générale

Goldman Sachs International Limited

Lehman Brothers

Morgan Stanley International

Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais

Daiwa Europe Limited

Deutsche Bank France S.N.C.

Lehman Brothers

Merrill Lynch International Limited

Société de Banque Suisse (France) S.A.

HSBC Investor Banking Group

UBS France S.A.

ABN Amro Bank N.V.

Argemaria Bols, S.V.B., S.A.

Banque Bruxelles Lambert S.A.

IMI Capital Markets (UK) Limited

JP Morgan & Co S.A.

Kleinwort Benson Limited

NM Rothschild and Smith New Court

Robert Fleming & Co Limited

Nomura International

Offre au Royaume-Uni de 5 266 051 actions

BNP Capital Markets Limited

Lazard Frères et Cie/Lazard Brothers & Co. Limited

Barclays de Zoere Wedd Limited

Banque Indosuez

NM Rothschild and Smith New Court

CS First Boston

Kleinwort Benson Limited

Offre aux États-Unis de 3 060 611 actions (Règlement 144 A)

Merrill Lynch & Co.

Lazard Frères & Co.

Goldman Sachs & Co.

JP Morgan Securities Inc.

CS First Boston

Banque Nationale de Paris

Donaldson, Lufkin & Jeorette Securities Corporation

Lehman Brothers

Morgan Stanley & Co Inc.

Salomon Brothers Inc

Conseil du Gouvernement : Lazard Frères et Cie

Ces actions ayant été initialement vendues, ces avis d'apparition qu'à titre d'information seulement.



## MUSIQUE

MICHEL HERMON aux Bouffes du Nord

## Retrouver Piaf

Il est blond, grand et beau, et il chante *Mon légionnaire*. Pas à la manière de Gainsbourg. En un tour de chant, accompagné à l'accordéon par Gérard Barreaux et mis en scène par Tilly, Michel Hermon interprète à nouveau son immense amour pour Piaf, aux Bouffes du Nord. La première fois, c'était en 1984 au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, dirigé alors par René Gonzales — qui lui a ouvert le Théâtre Vidy à Lausanne, dont il est actuellement directeur, pour cette reprise. C'est au TGP que Michel Hermon avait fait ses débuts de chanteur, en 1979, sur des textes de Tilly et de lui, très durs, très noirs. Des textes de l'oubli, enragés, de l'oubli l'arsouille cultivant la dérision, sur une voix enveloppante de crooner délectable.

En même temps, Michel Hermon présentait à la Cartoucherie de la Tempête, la première pièce de Tilly, *Charcuterie fine*, un fait divers traité dans l'épure d'un cérémonial tragique. Après un *Britannicus* dans l'esprit du Théâtre de la Cruauté, en 1968, Michel Hermon s'était fait connaître comme acteur, voué aux héros ambigus (Edouard II, Coriolan, Hamlet, Tête d'or), comme metteur en scène d'œuvres échevelées : *Peer Gynt*, *Domage qu'elle soit une putain*, *Lulu*, *Penthesilée*, et aussi *Don Juan revient de guerre* de Horvath — en 1972 — dans lequel des femmes carnassières, fardées comme des travestis expressionnistes encroûtent l'homme détruit. C'est en voyant ce spectacle que Tilly a voulu rencontrer Michel Hermon, et il a fallu huit ans pour que cette rencontre les amène à la chanson.

Il a fallu également qu'Ingrid Caven, chantant Fassbinder au Pigal's, donne à Michel Hermon la dédicace nécessaire. Avec un frère



Michel Hermon et son accordéoniste, Gérard Barreaux

guitariste et un autre saxophoniste — plus un grand-père artiste de café-conc' — il pouvait se sentir à l'aise dans la chanson. Mais d'une part, il avait une idée très précise de ce que serait son répertoire et d'envisageait aucune concession. D'autre part, il devait d'abord — selon son expression

favorite — «larguer» ses activités théâtrales. C'est un besoin chez lui, quand il s'engage sur un chemin nouveau, de fermer les portes derrière lui. Cela ne s'est pas fait en une seule fois : en 1982, il monte au TGP la seconde pièce de Tilly, *Spaghetti bolognaise*, puis, cherche une pro-

duction pour une opérette, toujours de Tilly. En vain. Il ne se décourage pas, il se révolte, envoie balader le théâtre et la subvention qui va avec — un cas unique.

Pourtant, manquant de fortune personnelle, il doit gagner sa vie, et va voir René Gonzales, qui, immédiatement, lui propose le cabaret du TGP, pour deux mois et dans deux semaines : «Le spectacle était déjà monté, nous l'avions essayé plusieurs fois, personne ne l'avait vu. J'espérais d'ailleurs que personne n'en parlerait, mais finalement, ça ne s'est pas passé comme ça, et nous l'avons ennuagé en tournée pendant trois ans.»

Tout le monde en a parlé : c'était magnifique, ce garçon qui restituait l'émotion, le choc-Piaf : «Pour oser reprendre son répertoire, le décalage est indispensable. Ingrid Caven a pu le faire parce qu'elle est allemande. Mais imaginons une fille en robe noire essayant d'imiter Piaf, ce serait insupportable.» Puis après ses trois ans de Piaf, il «largue» le cabaret, et se consacre à son grand rêve : chanter le lied et l'opéra. «Le lied, dit-il, est une forme savante de la chanson... et quand même quelque chose de plus. Mais c'est un floc.»

Il s'exerce avec fureur, galère dans des chœurs pour gagner de quoi se payer ses leçons, chante dans des productions pas assez prestigieuses pour faire la «méc» des médias, et s'obstine. Pendant sept ans. Un moment, Michel Hermon imagine de fonder une équipe avec laquelle il inventerait une sorte d'«opéra alternatif». Il renonce bientôt : «Pas seulement par manque de moyens. Je ne sais pas si je suis assez motivé. J'aime l'opéra, mais j'y ai retrouvé les mêmes problèmes artistiques qu'au théâtre, en plus accentués. De plus, les rôles y sont très définis : très sexuels. Moi qui ai un emploi plutôt androgyne, sans genre, en tant que baryton-basse je suis voué aux personnages de machos. Depuis longtemps je rêve d'un spectacle sur les *Lieder* de Schubert. Une vraie forme dramatique, avec un quatuor à cordes, un piano, une chanteuse et moi. J'y arriverai. Le retour à Piaf représente une pose dont j'ai besoin. J'attends, je suis dans le possible.»

COLETTE GODARD

» Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, métro La Chapelle. Du mardi au samedi à 20 h 30. Ombre à 17 heures. Jusqu'au 31 décembre. Tél. : 46-07-34-50. Prix des places : 50 F, 80 F, 110 F.

## CINÉMA

SIDA, PAROLES DE L'UN A L'AUTRE, de Paul Muxel et Bertrand de Solliers

## Le silence et le courage

Donner à voir et, surtout, à entendre. Donner à voir les visages de ces neuf personnes séropositives, sept hommes, une femme, un enfant, filmés en plans serrés, par une seule caméra, sans aucun effet. Donner à entendre leur voix, leurs mots, leur histoire, leur présent. Déjà diffusé par France 2 le 27 novembre dernier dans le cadre de l'émission «La vingt-cinquième heure», ce film, qui sera complété, en janvier, par un deuxième volet concernant les médecins, n'a pas d'autre ambition. Et c'est une ambition étonnante.

Dans leurs mots, il y a le silence. D'abord, celui du monde politique face au SIDA. «Pour eux, il s'agit de ne pas affoler plutôt que de prendre des mesures...» L'ambition de beaucoup est que la maladie se limite à une certaine catégorie de gens, qu'ils aimeraient bien voir disparaître. L'homme qui parle est un ancien toxicomane, il a du mal à prononcer certains mots et donne l'impression qu'il n'ira pas jusqu'au bout de sa phrase. Il y arrive pourtant. Il dit que le discours sur les «comportements à risques» a en pour effet d'affirmer la culpabilité des malades, de creuser un fossé entre les séropositifs et le reste de la société.

Le silence, encore. Celui qui s'installe entre une mère et son fils de dix ans. Elle n'a pas osé lui dire que son père est mort du sida («Officiellement, c'était une crise cardiaque») et pense pourtant qu'il faut parler aux enfants. «Mais comment leur dire et quoi leur dire? Ma situation est liée à une partie de ma vie dont je ne suis pas très

fière.» Elle n'a pas encore trouvé les mots.

Trouver les mots, trouver la force. Celle de ne pas se refermer sur soi, aussi. Pour continuer à vivre et à aimer. Savoir attendre que la relation ébauchée s'affirme, pour ne pas provoquer le rejet de l'autre, qu'il faut bien mettre au fait de son état. Certains, pourtant, préfèrent ne pas savoir ni de rien de continuer comme si de rien n'était. Comme le déplore une des personnes interrogées, «l'être humain possède des ressources pour tolérer l'intolérable».

Trouver la force, aussi, d'affronter la peur. Pas celle de la mort, ni même celle de la souffrance, mais celle de la déchéance des dernières semaines : «Pourvu que la maladie soit assez forte pour me supprimer promptement. Sinon, je serai obligé de m'isoler...» Même voix tranquille chez cet enfant, hémophile contaminé par les transfusions qui devaient le faire vivre et qui, calmement, parle de hasard et de malchance, quand sa mère crie sa révolte contre le système qui a jugé les coupables «comme des voleurs de bicyclettes».

Au-delà des drames personnels, évoqués avec une dignité bouleversante, ces «paroles» disent encore une autre vérité : comment l'apparition du sida a mis au jour les tares d'une société fondée sur la recherche du profit immédiat, une société de la santé et du sport, qui refuse de voir que la maladie et la mort sont toujours là.

PASCAL MÉRIGEAU

LOVE FIELD de Jonathan Kaplan

## «Road movie» en noir et blanc

Le film commence le 22 novembre 1963, quand John Kennedy arrive à Dallas. Jeune Texane blonde comme Marilyn, Lurene (Michelle Pfeiffer) se sent si proche de Jacqueline Kennedy (dont elle copie les vêtements) qu'après l'assassinat elle plante là son mari et son foyer sans enfant, se donnant pour mission d'assister aux obsèques du président. Dans l'autocar qui la conduit à Washington, bavarde comme une pie, elle se lie à un Noir, Paul Carter (Dennis Haysbert), accompagné d'une gamine qu'il présente comme sa fille — mais on soupçonne vite un kidnapping. Un accident d'autocar force le trio à poursuivre son chemin en voiture, et *Love Field* devient un «road movie» à travers le sud des États-Unis.

En apparence, les dés sont pipés : les deux personnages sont presque des saints. Ouverte et pleine de bonne volonté, Lurene est dépourvue de préjugés (raciaux) sinon d'idées préconçues. Grand, élégant, voix profonde et haute

moralité, Dennis Haysbert rejoint Sidney Poitier dans la galerie des Noirs assez vertueux pour avoir droit d'écran dans le cinéma des Blancs.

C'est compter sans la subtilité des deux interprètes, et sans le réalisateur Jonathan Kaplan : *L'Accusée* le prouve déjà, Kaplan a une manière bien à lui de rendre les portraits incisifs et de faire passer le comédien social (*L'Accusée* traitait de viol). L'aridité du mariage de Lurene la conduit à constamment se réinventer ; sa bonne volonté se double d'une maladresse propre à égarer Paul Carter, si retenu soit-il en présence des Blancs : «Kennedy a beaucoup fait pour la condition des Nègres», dit-elle, pour s'attendre répondre : «Regardez autour de vous, madame ; vous voyez quelque chose de changé?»

HENRI BÉHAR

**Le Monde PHILATELISTES**  
DÉCEMBRE 1993 L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE EN FRANCE

NOUVEAUTÉS FRANCE

Cadeau des Nations unies voir p. 5

• Nouvel ogramme Airbus A340  
• Vieira da Silvo

Cette lettre vaut 20 millions ! Voir p. 70

**Décembre. En vente en kiosque**

**BON DE COMMANDE DU N° 480 DU « MONDE DES PHILATELISTES »**

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)  
Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 30 F = \_\_\_\_\_ F  
(Les virements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à  
LE MONDE, service vente au numéro, 15, rue Faiguère, 75501 PARIS CEDEX 15

Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal

Ecoutez voir



TORITO

MISE EN SCÈNE CHARLIE NELSON MUSIQUE LIVE QUARTET UPPERCUT jusqu'au 11 décembre

V THEATRE A CHATILLON — 46 57 22 11 —

"En prise avec les mots, la musique, le public, Charlie Nelson est un acteur-boxeur de premier ordre."

O.SCHMITT - LE MONDE

La liste des salles participantes et les films sortis le samedi 11 décembre figure page 19 Seul dans votre édition Rhône-Alpes

Ecoutez voir

PETIT MONTPARNASSE 43.22.77.30

DERNIERES

David WARRILOW

Robert PINGET

Joël JOUANNEAU

"C'est drôle, inquiétant, étourdissant." LA CROIX

"D'une justesse miraculeuse, bouleversant." LE FIGARO

"Quelle réussite... prodigieuse." LE CANARD "Un moment de pur bonheur." LE QUOTIDIEN



JUSQU'AU 5 DÉCEMBRE

CENTRE GEORGES POMPIDOU

BILL T. JONES

ARNIE ZANE

DANCE COMPANY

LOC. 42 96 96 94

LUNDI 6 DÉCEMBRE

THEATRE DU CHATELET

JOHN ADAMS

LOC. 40 28 28 40

هكزام الأهل



## ILE-DE-FRANCE

Alors que s'achève l'enquête d'utilité publique

# Le projet d'urbanisation du plateau de Saclay est contesté par des associations

A la suite de l'enquête d'utilité publique pour l'acquisition ou l'expropriation de 525 hectares de terres agricoles, sur six communes du plateau de Saclay dans le département de l'Essonne, qui doit s'achever samedi 4 décembre, des associations locales de défense de l'environnement contestent les projets d'urbanisation du district.

L'ouverture de l'enquête d'utilité publique, le 2 novembre, a surpris la plupart des habitants de la région. L'actualité nationale sur l'aménagement du territoire ne semble pas favorable aux projets d'urbanisation en Ile-de-France. Alors que le nouveau projet de schéma directeur est sur le bureau des ministres, ceux-ci hésitent à relancer le développement de la région dans les prochaines années. Car quelles qu'en soient les limites, il sera probablement jugé trop généreux par les élus de province.

Malgré ce contexte hostile, le préfet de l'Essonne a lancé l'enquête d'utilité publique sur les communes de Gif-sur-Yvette,

Orsay, Palaiseau, Saclay, Saint-Aubin et Vauhallan. Elle vise à obtenir de l'Etat une déclaration d'utilité publique (DUP) dite « réserves foncières ». Celle-ci porte sur 525 hectares de terres agricoles, concentrées sur la bordure sud-est de ce plateau de 5 000 hectares, et concerne plusieurs types de propriétaires : l'Etat, les organismes paraspubliques comme la Caisse des dépôts et consignations, un grand exploitant pour 140 hectares et une cinquantaine de petits propriétaires pour 90 hectares.

Ces terres font partie de 640 hectares, « susceptibles d'être urbanisés dans les vingt-cinq ans qui viennent » dans le schéma directeur local. Celui-ci a été rédigé par le District intercommunal du plateau de Saclay (DIPS) qui regroupe quatorze communes des départements de l'Essonne et des Yvelines sur lesquelles sont installés 110 000 habitants. Les objectifs fixés par l'Etat en 1988 et 1989 sont la préservation de l'activité agricole, le développement du pôle de recherche, et l'organisation d'infrastructures en particulier d'une nouvelle liaison autoroutière est-ouest. Ces modifications ont été

rendues possibles par un décret de révision du schéma directeur d'Ile-de-France, signé par Edith Cresson à quelques heures de son départ du gouvernement en mars 1992.

### Agriculture et espaces naturels menacés

Pour Robert Trimbach (RPR), président du DIPS et maire de Gif-sur-Yvette : « La DUP en cours ne vise pas à acquiescer les terrains dans l'immédiat, mais à en assurer la maîtrise foncière dans les années à venir. Les zones d'aménagement différé (ZAD) créées en 1991 par l'Etat n'étaient pas suffisantes contre le risque de spéculation et de densification. Nous voulons poursuivre le développement du pôle de recherches du plateau, pour qu'il garde une envergure internationale. Cela passe effectivement par la construction de 3 000 logements et la création d'environ 15 000 emplois ».

Ces objectifs effraient tous les sympathisants des associations de défense du plateau de Saclay. En 1990, une pétition contre les projets d'urbanisation dans la région avait recueilli près de 15 000

signatures. La procédure engagée aujourd'hui semble avoir pris de court tous ces défenseurs de l'environnement. « Aucun bulletin municipal des communes concernées n'avait annoncé la DUP », explique Gérard Delattre, président de l'Union des associations de sauvegarde du plateau. « Mais nous nous opposerons coûte que coûte, comme nous l'avons déjà fait devant le Conseil d'Etat et le tribunal administratif à des projets qui menacent l'agriculture et les espaces naturels de la « ceinture verte ». Cette dernière a toujours été une priorité de l'action régionale ».

Les associations craignent que l'Etat n'impose aux communes de construire 10 000 logements dans les bords des vallées de la Bièvre et de l'Yvette en échange des projets d'urbanisation sur le plateau. Elles appellent également que 150 hectares du plateau soient menacés par le projet de tracé de l'autoroute A126. L'urbanisation du plateau de Saclay augmentera en effet les difficultés de circulation dans le sud-ouest de la région parisienne, proche actuellement de la paralysie.

CHRISTOPHE DE CHENAY

## REPÈRES

### SOLIDARITE

Fermeture des stations de métro refuge

Si les conditions météorologiques clémentes se poursuivent, la RATP pourrait fermer, lundi 6 décembre, les stations Saint-Martin et Champ-de-Mars mises à la disposition des Sans-domicile fixe. Ces stations ouvertes lors de la vague de froid, dans la nuit du 21 au 22 novembre, ont permis d'héberger 1 519 personnes (1 070 à Saint-Martin et 449 au Champ-de-Mars), dont environ 8 % de femmes.

Des Sans-logis ébriétés au Champ-de-Mars s'inquiétaient, jeudi 2 décembre, de ce projet de fermeture en soulignant que « les personnes qui mangeaient et dormaient dans ces stations risquaient de se retrouver à nouveau dans la rue ». Au même moment, le Collectif solidarité Paris regroupant des associations humanitaires de toutes confessions réclame l'urgence l'accélération de la construction de logements sociaux, le fin des expulsions sans rélogement, l'utilisation des logements vides. « Les travailleurs sociaux qui s'occupent des SDF butent sur la carence d'un hébergement décent à Paris », déclarent les responsables du collectif.

### JUMELAGE

Versailles se lie avec une ville royale de Hongrie

La ville de Versailles signera, au début de 1994, une charte d'amitié et de collaboration avec la ville royale de Hongrie, Szekesfehervar, qui compte cent vingt mille habitants. Une cité qui fut, jusqu'au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, le lieu de couronnement et de sépulture des souverains hongrois. Un passé qui a facilité l'agrément d'André Osmien (UDF-CDS), maire de Versailles, une fois acquis le principe d'une charte d'amitié. Des liens semblables unissent déjà Versailles à Saint-Petersbourg, en Russie.

Des contacts entre des élus hongrois et la ville ont été établis, jeudi 25 novembre, à l'occasion de la visite dans les Yvelines d'une soixantaine de maires et de secrétaires généraux de communes hongroises. A l'occasion d'une initiative informelle du ministère de l'Intérieur, ces élus et agents administratifs sont venus étudier le fonctionnement de l'administration française et l'articulation entre le pouvoir d'Etat et les collectivités territoriales. Ils ont été reçus par le préfet, le président du conseil général et les services de la mairie de Versailles.

## CINÉMA

### LES FILMS NOUVEAUX

#### A PARIS

**ACTION MUTANTE.** Film espagnol de la Iglesia, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-30) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; 36-65-70-74 ; Boulevard Montparnasse, 15 (36-65-70-38) ; v.l. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; 36-65-70-23) ; Gaumont Gobelins, 13 (36-68-75-55).

**DOUBA DOUBA.** Film russe d'Alexandre Khvan, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ; 36-65-70-43).

**LITTLE BUDDHA.** Film américain de Bernardo Bertolucci, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 36-65-70-33) ; Gaumont Haussmann, 6 (36-65-75-55) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; 36-65-70-88) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; 36-68-75-55) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-04-67) ; UGC Biaritz, 6 (46-62-20-40) ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra France, 6 (36-68-75-55) ; 14 Juliette Bastille, 11 (43-57-00-81) ; Gaumont Grand Esne Italia, 13 (36-68-75-55) ; UGC Alésia, 14 (36-69-75-55) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) ; 36-65-70-81) ; v.f. : Orégon, 6 (36-65-70-37) ; Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-57-35-43) ; 36-65-71-68) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-56-31) ; 36-65-70-19) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-84) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 16 (36-68-20-22).

**LOVE FIELD.** Film américain de Jonathan Kaplan, v.o. : La Batz, 8 (45-61-10-50) ; v.f. : Montparnasse, 14 (36-68-75-55).

**SIDA, PAROLES DE L'UN A L'AUTRE.** Film français de Paul Muxel et Bertrand de Stiller : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Utopie, 5 (43-26-84-85) ; Saint-André-des-Arts 1, 8 (43-28-48-18).

**TAXI DE NUIT.** Film français de Serge Leroy : Europe Pantheon (ex-Réflex), Pantheon, 5 (43-54-15-04).

**TOUT LE MONDE N'A PAS EU LA CHANCE D'AVOIR DES PARENTS COMMUNISTES.** Film français de Jean-Jacques Zillbmann : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 36-65-70-33) ; 14 Juliette Odéon, 6 (43-25-59-33) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-64-64) ; 36-65-70-73) ; Gaumont Marignan-Concorde, 6 (36-68-75-55) ; Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-57-35-43) ; 36-65-71-68) ; UGC Normandie, 9 (46-93-15-15) ; 36-65-70-82) ; Max Under Panorama, 6 (48-24-88-00) ; UGC Opéra, 6 (45-74-95-40) ; 36-65-70-44) ; 14 Juliette Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Lynn Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-85) ; 36-65-70-45) ; Miroir, 14 (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 16 (36-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86) ; 36-65-71-44).

### La pratique de l'équitation dans la capitale

## Quatre-vingts chevaux à La Villette

Le 22<sup>e</sup> Selon du cheval et du poney ouvre ses portes vendredi 3 décembre au Parc des expositions de la porte de Versailles. Jusqu'au 12 décembre, les visiteurs pourront voir des poneys Connemara et des chevaux lusitaniens ou lipizzans, assister à des compétitions de horse-ball, sorte de basket à cheval, et à des concours de dressage. Une occasion de sortie pour les jeunes qui fréquentent le club hippique de La Villette, le seul centre équestre situé dans Paris.

Coïncé entre la Cité des sciences, la Géode et la boulevard périphérique, l'endroit manque certes de charme bucolique. Près de quatre-vingts chevaux et poneys y ont pourtant élu domicile il y a trois ans et se sont mis à la disposition des Parisiens en mal de contact avec « le plus noble conquête de l'homme ». Ce centre équestre est né à la fin des années 70, lors que le parc de La Villette n'était encore qu'un vaste chantier. A l'époque, les installations étaient sommaires et soumises à de fréquents déménagements.

En 1990, le centre équestre s'est fini par trouver sa place et s'est doté d'équipements en dur. Aujourd'hui, les cavaliers disposent d'un grand manège couvert de 65 mètres sur 25, modulable et divisible en plusieurs parties. A l'extérieur, ils peuvent s'entraîner sur un espace de 50 mètres sur 30. Attendants au manège, les écuries hébergent trente poneys Shetland, l'animal idéal pour l'initiation de jeunes enfants, vingt doubles-poneys d'une stature plus proche du cheval et vingt-cinq chevaux anglais-arabes ou sels-français.

Le club accueille les débutants, en particulier les groupes d'enfants, mais aussi les cavaliers plus confirmés. Comme dans tout autre centre équestre, il est possible de passer les différents examens fédéraux et de goûter à la compétition. « Ce centre est à l'équitation ce que les piscines est à la mer : résumé la directrice Florence Roguin, en évo-

quant son environnement urbain. « Nous sommes là pour initier ou pour dérouter les cavaliers qui préparent par exemple des randonnées pour leurs vacances ».

Les activités du club de La Villette comportent aussi des sorties dans les forêts d'Ile-de-France, comme celles de Chantilly ou de l'Isle-Adam. Il est également propriétaire d'une ferme en Sologne, près de Romorantin, où des stages pour les enfants sont proposés durant les vacances scolaires. C'est dans cette ferme que les chevaux passent quelques mois au pré avant de réintégrer leur domicile parisien.

### Une pédagogie basée sur le jeu

« Ma fille de cinq ans vient à La Villette tous les mercredis », raconte une mère qui suit les évolutions de son enfant au manège. Cette habitante du dix-neuvième arrondissement apprécie la proximité du centre, mais aussi les méthodes d'enseignement : « Les enfants n'apprennent pas seulement à monter, mais aussi à s'occuper de l'animal ». A l'écurie, par petits groupes, les bambins, brosse en main, s'appliquent effectivement à lustrer les pelages et démailler les crinières.

Avec ses trois moniteurs diplômés d'Etat, le club hippique de La Villette revendique une pédagogie basée sur le jeu. « Avec la démocratisation de l'équitation, souligne la directrice, ce sport a heureusement perdu le côté rigide, quasiment militaire, qui était le sien il y a encore une vingtaine d'années ». Le centre fonctionne tous les jours de la semaine. Les cavaliers doivent posséder une tenue de base, à savoir de simples vêtements de sport, une paire de bottes en caoutchouc. Les bombes, dont le port est obligatoire, sont prêtées sur place.

LAURENT DOULSAN  
► Centre équestre de La Villette, 9 bd McDonald, 75019 Paris. Tél. : 40-34-33-33. Fédération Française d'équitation, 25-27, rue de Tolbiac, 75013 Paris. Tél. : 40-77-86-80.

### Pour aider les handicapés

## La RATP et la SNCF s'associent pour mettre en place un service d'accompagnement

Francis Lorentz, PDG de la RATP, et Jacques Fournier, président de la SNCF, ont signé, jeudi 2 décembre, une convention créant une association, baptisée Les compagnons du voyage, destinée à aider les personnes handicapées à se déplacer sur leurs réseaux en Ile-de-France.

A partir d'une interrogation sur l'action des jeunes en situation de TUC (travaux d'utilité collective), est née en 1986, l'idée de créer à la RATP un service gratuit d'accompagnement en faveur des personnes handicapées. Très vite, l'opération « Voyage accompagné » a été dépassée par l'ampleur de la demande. Les bras ont manqué pour guider dans leur déplacement les personnes à mobilité réduite, les enfants sourds ou aveugles, handicapés mentaux, à travers les dédales du métro.

Victime de son succès, le service d'accompagnement s'est complété trois ans plus tard par

une association, payante cette fois-ci. Les compagnons du voyage, soutenus par la Régie et la SNCF. Aujourd'hui, quelque 175 personnes sous statut de Contrat emploi solidarité (CES) apportent leur appui aux handicapés.

### Des services payants

La convention signée entre les deux opérateurs de transports publics fusionnent les deux initiatives au profit d'un nouveau service, qui conserve la dénomination Les compagnons du voyage. Elle va permettre une montée en puissance de l'association avec l'objectif, dans un premier temps, de 500 accompagnateurs sous statut CES, soit un millier d'accompagnement par jour.

Les services seront payants, avec des tarifs variables suivant qu'ils s'adressent à des établissements spécialisés dispensant de financements spécifiques ou à des particuliers. Un premier centre est installé 17, quai d'Austerlitz

et dans le courant de l'année prochaine quatre autres centres seront ouverts à Paris et en proche banlieue (Aubervilliers-Pantin, Issy-les-Moulineaux, Créteil-Saint-Maur et Argenteuil). « Si la demande correspond à ce que nous avons projeté, nous envisageons de créer une cinquantaine de centres d'une centaine d'accompagnateurs, dans les prochaines années », estime Jean-Paul Bailly, directeur général adjoint chargé de l'exploitation commerciale à la RATP.

Les estimations du conseil national des transports porte à 1,25 million de déplacements annuels la demande potentielle, ce qui correspond à un effectif de plusieurs milliers d'accompagnateurs. Si l'opération réussit, la tâche d'accompagnateur pourrait évoluer vers un vrai métier qualifié et s'étendre au-delà des frontières d'Ile-de-France.

M. L.

► Rens. su 49-59-96-00.

## LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

RADIO TÉLÉVISION

Le Monde

PUBLICITÉ ÉVASION

Renseignements : 46-62-73-22



Après l'annulation du projet de regroupement

## L'hôtel Matignon estime que la fusion Renault-Volvo « reste une bonne solution »

■ LE PROJET DE FUSION PROVISOIRESMENT ANNULÉ. Face à la fronde des actionnaires suédois et à l'opposition croissante au sein même de la direction de Volvo, le conseil d'administration de la firme suédoise a renoncé jeudi 2 décembre à la fusion envisagée avec Renault. Le président du conseil d'administration, Pehr Gyllenhammar, a donné sa démission. L'assemblée générale des actionnaires, prévue le 7 décembre, est annulée. Pour sa part, le gouvernement français a fait savoir, vendredi, que le projet de regroupement restait, à ses yeux, « une bonne solution ».

■ MANQUE DE CLAIRVOYANCE. Cet échec témoigne d'un grand manque de clairvoyance. Côté suédois, les actionnaires ont réagi de façon passionnée, et n'ont pas supporté de devoir vendre leur fleuron industriel national. Mais ils ont aussi été insuffisamment informés des modalités de la fusion.

■ DÉCEPTION. Cet abandon est jugé très décevant chez Renault mais pas irrémédiable. La firme au losange devra réorienter sa stratégie en particulier dans les véhicules hauts de gamme où l'apport de Volvo aurait été appréciable. Les difficultés pourraient être davantage d'ordre financier qu'industriel, dans la mesure où les deux firmes détenaient des participations croisées.

L'échec de la fusion entre Renault et Volvo n'était plus vraiment une surprise lorsque l'information a été annoncée, jeudi 2 décembre, à l'issue du conseil d'administration de Volvo convoqué d'urgence dans l'après-midi. Mais il laisse abasourdi tous les acteurs de l'affaire, dont aucun ne sortira grand, tant cette nouvelle témoigne d'une immense impréparation.

La tentation est grande de faire porter le chapeau aux dirigeants de l'entreprise suédoise. Pehr Gyllenhammar, artisan de la fusion pour Volvo, en tant que président de son conseil d'administration, n'en est pas à son premier échec. Déjà, en mai 1978, il avait dû retirer un projet d'alliance avec des investisseurs norvégiens en raison de l'opposition de ses actionnaires. En 1992, il avait également dû remettre en cause la fusion annoncée avec le groupe suédois spécialisé dans la pharmacie et l'agro-alimentaire Procordia, faute d'en avoir informé son principal actionnaire, l'Etat suédois. Comment n'a-t-il pu ne pas se méfier de la réaction des actionnaires de Volvo et minutieusement préparer le terrain de la fusion avec Renault ?

Certes, le rejet de la fusion est loin d'être purement rationnel. « Tout a été confondu, les questions techniques sur la structure de l'accord avec des questions politiques ou purement émotionnelles. Et les arguments ont varié, au fur et à mesure que des réponses étaient données aux questions difficiles », explique Pehr Gyllenhammar dans la lettre annonçant sa démission. La fronde n'est pas exempte de chauvinisme (mais qu'aurait pensé l'opinion française si Renault avait dû être vendue à une firme étrangère, même européenne ?). D'autant plus que l'insécurité et le repli sur soi tiennent avec crise économique. On peut comprendre que les milliers de petits actionnaires de Volvo, et en particulier ceux représentés par la Fédération des

actionnaires, aient manifesté leur hostilité pour ces raisons plus affectives qu'économiques. Il est plus douteux de croire que les grands investisseurs que sont les fonds de pension ou les compagnies d'assurance n'aient pas agi plus rationnellement.

### L'action spécifique

Le peu d'information qui leur a été fournie a mis le feu aux poudres. Aucune valorisation de l'entreprise n'a jamais pu être précisée. L'existence d'une action spécifique n'a visiblement pas été expliquée clairement. Cette action était destinée à protéger Renault-Volvo d'un investisseur étranger hostile. Absence des premiers projets de fusion du précédent gouvernement, elle a été introduite par les services du ministre de l'Industrie, Édouard Balladur, pour protéger le capital de Renault-Volvo, une fois l'entreprise privatisée.

Malgré les dénégations de ces dernières semaines, il était clair que cette action avait aussi pour but de protéger l'entreprise fusionnée d'un contrôle de Volvo. Elle stipulait que la participation directe du constructeur suédois ne devait pas dépasser 20 % du capital de Renault-Volvo. On comprend que M. Gyllenhammar ait préféré rester discret sur l'existence d'une telle clause. Mais, en agissant de la sorte, il a joué perdant. La révélation de l'existence de l'action spécifique est apparue comme un coup foudroyant. Le retour de bâton n'en a été que plus sévère.

Les modifications que le gouvernement français a ensuite apportées à cette action spécifique, autorisant alors Volvo à détenir 35 % du capital de Renault-Volvo en direct, ont été perçues comme un compromis suffisant. Le coup était parti et il était plus possible de l'arrêter. D'autant que l'actionnariat de Volvo, très dispersé, se plaignait déjà d'être

mis trop souvent devant le fait accompli par son président, lui reprochant en particulier sa politique de diversification.

Tous les arguments les plus fallacieux ont alors pu s'exprimer. Parmi ceux-ci, la crainte que Volvo ne soit plus qu'un conglomérat financier, dont on sait que la rentabilité boursière est toujours inférieure à celle d'un groupe spécialisé. Mais aussi les inquiétudes concernant la privatisation de Renault ont été mises en avant. Les Suédois redoutaient que cette privatisation n'ait jamais lieu et ils voyaient d'un mauvais œil le projet de l'industrie nationale passer sous le contrôle de l'Etat français. Alors que, dans le précédent projet, cette privatisation n'était même pas envisagée, la fusion avait pourtant reçu l'approbation du conseil d'administration de Volvo et en particulier de son PDG, Sören Gyll, qui a mené au sein même de Volvo une campagne contre M. Gyllenhammar.

Car la fusion Renault-Volvo est aussi la victime d'une guerre des chefs que se livraient MM. Gyll et Gyllenhammar. Comment ce dernier a-t-il pu lui faire confiance au point de lui déléguer « la responsabilité du contenu des documents financiers sur la fusion, destinés aux administrateurs, ainsi que la responsabilité de toute l'information interne comme des contacts avec les marchés boursiers » ? M. Gyll était alors dans une position royale pour miner le terrain de son adversaire, ce qu'il ne s'est apparemment pas privé de faire.

Côté français, confiance et refus d'ingérence dans les affaires suédoises ont aussi conduit à un certain aveuglement. « On ne peut rien sur le fait qu'un président n'a pas la confiance de ses actionnaires », explique Thierry de Mazoncourt, conseiller technique d'Édouard Balladur. « Nous ne pouvons pas négocier directement avec les actionnaires. Nous n'avons pas à intervenir », ajoute-t-il. Attitude qui, semble-t-il, aurait aussi prévalu

chez les précédentes équipes gouvernementales, « d'autant plus que les liens entre les deux entreprises étaient déjà très étroits. Il n'y avait donc pas de raison de les mettre en doute ».

Mais aussi, le gouvernement Balladur a multiplié les gaffes. Son intervention dans le conflit Air France a été exploitée intensément par les opposants à la fusion Renault-Volvo. Les parallèles ont vite été dressés entre les deux affaires. Si le gouvernement français baissait si vite les bras devant les grévistes de la compagnie aérienne, pourquoi en situation économique dramatique, n'aurait-il pas fait de même à la première difficulté du groupe automobile, les actionnaires en étant pour leurs frais ?

Reste à savoir quelles seront les conséquences de ce mariage avorté. Chez Renault, chacun regrette « l'opportunité qui n'a pu être saisie ». Mais cet échec, « très ennuyeux », « ne met pas en cause la stratégie de la firme ». Les économies d'échelle ne pourront pas être réalisées et au lieu de devenir l'un des principaux constructeurs mondiaux, Renault devra demeurer à sa place de constructeur généraliste de taille moyenne. Les liens industriels et les différentes coopérations entamées, dans les achats en particulier, se défont petit à petit. En revanche, la rupture des liens capitalistiques risque d'être plus délicate.

La vraie crainte réside plutôt du côté de Volvo. Il semble peu probable que la firme suédoise pourra continuer de vivre seule dans cette industrie de plus en plus compétitive et consommatrice de capitaux qu'est l'automobile. La crainte de voir Volvo s'effriter ou se faire racheter par un constructeur japonais est vive. Ce qui serait alors un vrai coup de poignard, non seulement pour Renault, mais aussi pour toute l'industrie automobile européenne.

ANNIE KAHN

## Le coup d'État de Sören Gyll

### STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

« Je suis triste. Cette affaire montre en réalité que nous, Suédois, nous ne sommes pas prêts à entrer dans l'Europe, à franchir le pas. Nous sommes repliés sur nous-mêmes, et nous nous méfions de tout ce qui est en dehors de nos frontières. A mon avis, c'est malheureux, cela témoigne d'une peur, d'un manque de confiance en soi. Espérons que l'optimisme reviendra bientôt dans notre pays... » Il est 18 heures 30, jeudi 2 décembre, à Stockholm. Les membres du conseil d'administration de Volvo viennent de quitter l'un après l'autre les bureaux du groupe de la capitale et s'engouffrent dans des voitures, sans donner le moindre commentaire sur l'issue de la réunion, qui a duré environ deux heures. Pehr G. Gyllenhammar restera seul, face à la presse. Il annonce sa démission immédiate, son départ de l'entreprise, l'annulation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui devait se tenir le 7 décembre à Göteborg et partant, l'arrêt définitif des projets de fusion avec Renault.

Sans avertissement apparent, il rappelle un peu plus tard à la télévision que, voici seulement quelques mois, la direction du groupe était « unanime », qu'une grande partie des employés et des syndicats de Volvo soutenaient l'affaire. Et puis le vent a tourné. Plusieurs membres du conseil d'administration ont également donné leur démission : Raymond H. Lévy, Ulf G. Linden, Poul J. Svanholm et Lydia Dunn. D'autres ont mis leur siège à disposition. Sören Gyll, Ulf Laurin, président du patronat, Sven Agrup (directeur d'AGA), les représentants des syndicats et Bo Rydin, président de la Fédération des industries et vice-président de Volvo. Ce dernier assurera la présidence du conseil d'administration jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit désigné lors d'une assemblée dont la date n'a pas encore été fixée.

### « Bonne nuit Renault »

« Bonne nuit Renault ! », titrait déjà le matin le quotidien financier *Dagens Industri*, sentant que les rangs de l'opposition au projet grossissaient à l'approche de cette fameuse assemblée générale. L'ennemi intime de M. Gyllenhammar, Sören Gyll, directeur général d'AB Volvo, était, lui, serein. Hostile à la fusion, il avait, ces derniers jours, réuni une large majorité des membres du conseil d'administration

autour de lui pour tirer un trait sur l'affaire. Mercredi, Björn Wolrath, patron de la compagnie d'assurances Skandia, avait durci ses critiques en indiquant que, dans le nouveau groupe, « les intérêts français allaient dominer à tous les niveaux » et que les Suédois ne disposeraient, en gros, que de trois fauteuils au sein du conseil d'administration. Il accusait plus ou moins M. Gyllenhammar de brader Volvo, d'avoir mal géré l'entreprise et mal conduit les négociations. Ces déclarations, qui s'ajoutaient au « non » antérieur du troisième actionnaire de Volvo, le Fonds d'investissement de la Suède, n'ont pas dû surprendre Sören Gyll, puisque les deux hommes s'étaient rencontrés quelques jours plus tôt, lors d'un dîner, d'une partie de chasse. La « révolution de palais », comme on l'appelle ici, avait été bien préparée, et elle a réussi.

Certes, le comité directeur de Volvo a publié son propre communiqué - poli, et lu publiquement par le président évincé : « Nous avons décidé aujourd'hui de ne pas présenter la proposition de fusion des activités automobiles de Volvo et Renault lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire d'actionnaires. La direction a soutenu unanimement cette affaire et estime toujours, pour sa part, que le rapprochement serait le meilleur moyen d'assurer, à long terme, le développement du secteur « véhicules » de Volvo. Mais elle considère toutefois que la direction générale conseille, à présent, de ne pas réaliser ce projet. (...) Les réactions négatives de certains actionnaires, la possibilité d'utiliser l'action spécifique, indiquent qu'il est improbable que le projet puisse réunir une majorité de voix lors de l'assemblée générale. Dans ces conditions, la direction ne voit pas d'autre issue que de retirer la proposition ».

### Une opposition social-démocrate déçue

Comme il se doit dans ces circonstances, Sören Gyll, le maître d'œuvre du « coup d'État » - bien qu'il s'en défende - et qui apparaît comme le nouvel homme fort de l'entreprise, aujourd'hui, « regrette » le départ de M. Gyllenhammar et estime que la situation était « malheureuse » pour Volvo, qui négociait la plus grosse affaire de son histoire. Mais, à ses yeux, il est impossible de mener à bien un tel projet sans l'approbation des employés. Or, selon lui, il y avait « une inquiétude croissante dans les différentes catégories de personnel (notamment parmi les cols blancs), bien que Volvo ait reçu du gouvernement français des précisions satisfaisantes sur la privatisation de Renault. Mais cela n'a pas suffi... »

### CLÉS/Chronologie

- 1990
  - 23 février : signature d'une lettre d'intention entre Renault et Volvo
  - 27 septembre : signature de l'accord de coopération
  - 18 janvier : échanges des participations financières.
- 1993
  - 6 septembre : annonce de la fusion entre Renault et Volvo. Volvo prend - directement et indirectement - 35 % du capital de Renault-Volvo. Le reste demeure détenu par l'Etat français, via Renault SA, jusqu'à la privatisation de cette dernière. Car accord reste soumis à l'approbation des actionnaires.
  - 5 octobre : la Fédération des actionnaires, qui porte les pouvoirs d'environ 3 % des actionnaires de Volvo, se prononce contre la fusion.
  - 1<sup>er</sup> novembre : devant l'hostilité croissante des actionnaires de
- Volvo, le conseil d'administration de l'entreprise suédoise décide de reporter d'un mois, au 7 décembre, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée le 9 novembre, pour voter pour ou contre la fusion.
- 10 novembre : Sören Gyll, PDG de Volvo, estime qu'une renégociation de l'accord avec Renault serait sans doute nécessaire.
- 22 novembre : le gouvernement français modifie les modalités d'application de l'action spécifique à l'annonce de la fusion. Volvo peut désormais détenir directement 35 % de Renault-Volvo et non seulement 20 % comme c'était le cas jusqu'alors.
- 2 décembre : le conseil d'administration de Volvo est réuni d'urgence. Le projet de fusion est retiré. L'assemblée générale du 7 décembre est annulée. Pehr Gyllenhammar, président du conseil d'administration, démissionne.

## Pehr Gyllenhammar : « Nous sommes trop petits pour nous en sortir seuls »

### STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

« Nous sommes trop petits pour nous en sortir indéfiniment tout seuls ». Cette phrase, Pehr G. Gyllenhammar, aimait à la répéter et estimait qu'elle était applicable à la fois à son entreprise et à son pays, qu'il juge par trop isolationniste. Il comptait sans doute couronner sa carrière à la tête de Volvo pendant vingt-deux ans par l'accord de fusion avec Renault, une société qu'il a toujours respectée. Il entre en 1971 chez Volvo. Il a 36 ans, il vient de la compagnie d'assurances Skandia, dont le directeur actuel, ironie de l'histoire, se retourne contre lui. Très rapidement, il devient une personnalité charismatique, même au dehors du monde des affaires. Son objectif : l'expansion du groupe Volvo en dehors du secteur proprement automobile trop sensible aux conjonctures. Il y parvient progressivement.

« PG », comme on l'appelle, est alors considéré comme un roi dans son fief de Göteborg, « Volvograd », qu'il défend fièrement contre « les gens de Stockholm ». Il est populaire et la demeure jusqu'au hit-parade des hommes les plus admirés de Suède, il figure régulièrement en haut de la liste. Même lorsqu'il subit des revers et il en a connus plusieurs, parfois de taille. En 1977, d'abord, lorsqu'il propose une fusion avec Saab-Scania, estimant que la petite Suède ne peut pas, à long terme, avoir deux constructeurs automobiles. Si ce projet a finalement capoté, c'est en grande partie en raison des réticences des syndicats de « cols blancs » du concurrent et parce que Pehr G. Gyllenhammar s'attaquait à une des entreprises de l'empire Wallenberg, cette famille de banquiers et d'industriels, qui contrôlait toujours à l'époque, directement ou indirectement, plus de 40 % de l'industrie du pays.

« PG » connaît d'autres tempêtes, d'autres déceptions, dans les années 1980 et 90 avec l'échec du rapprochement avec Fermenta (dont le patron, Hefest El Seyed, avait « trafiqué » les comptes et « acheté » ses diplômes scientifiques), puis avec Procordia, le holding des entreprises d'Etat, peu nombreuses



grosse entreprise de papier et pâte à papier dont il devient le PDG en 1981. Avant de prendre la direction de Procordia.

Au lendemain de sa démission, Pehr G. Gyllenhammar persiste et signe : « Je pense toujours que nous sommes trop petits pour survivre seuls à long terme ». A ses yeux, c'est lorsqu'une entreprise est relativement bien portante qu'elle doit s'engager dans des projets de coopération avec d'autres : « C'est dans cette situation que nous pouvons poser nos conditions à nous, car nous sommes en position de force. Mais selon certains actionnaires, il faut apparemment attendre... qu'il soit trop tard ». Amer, il l'est, mais en dépit de sa mise à l'écart, il garde son aplomb et son sourire un peu cynique. Que va-t-il faire à présent, à 59 ans ? « Attendez un peu, répond-il, qu'on me fasse des propositions ». Il y a fort à parier qu'il ne restera pas muet.

A. D.



ÉCONOMIE

entre les constructeurs français et suédois

# Alliances et mésalliances des fabricants d'automobiles européens

Le divorce entre Renault et Volvo n'est pas le premier échec du genre. Depuis trente ans, plusieurs projets de rapprochement ont tourné court

L'échec de la fusio entre Renault et Volvo n'est pas le premier du genre dans l'industrie automobile européenne. D'autres alliances, annoncées avec tambours et trompettes, ont jamais vu le jour ou ont échoué après quelques jours, mois ou années. Aucun de ces échecs n'a été fatal pour les entreprises concernées.

**« Vendredi soir, jour de l'annonce de l'association entre Peugeot et Renault, les représentants des deux sociétés ne cachaient pas leur satisfaction, et M. Dreyfus était particulièrement rayonnant... Il a insisté sur « le climat très loyal et d'amical collaboration » qui a présidé aux négociations, le regroupement des entreprises étant désormais nécessaire pour pouvoir rivaliser avec la concurrence internationale, extrêmement vive... Désormais les décisions prises par les deux sociétés seront sur une base paritaire, les domaines communs concernant la recherche technique et les études, les fabrications et les achats. En outre, les deux firmes entendent rationaliser leurs investissements et améliorer leurs prix de revient, collaborer à l'étranger. Toutefois, ni Renault ni Peugeot n'apporteront de changement à leurs réseaux de distribution. »** C'était le 24 avril 1966. A la une du *Monde*. Toute ressemblance avec une situation récente ces dernières semaines serait évidemment fortuite.

« Impensable de se lier avec un étranger »

L'échec de la fusion entre Renault et Volvo n'est pas le premier du genre. Depuis des décennies, les constructeurs automobiles ont multiplié des alliances dans le monde entier. Ce qui se s'est pas fait sans casse. Les trente dernières années pullulent de fiançailles non concrétisées, ou de contrats de mariage réussis, succédant éventuellement d'ailleurs à d'anciennes ruptures. Les revirements sont nombreux et donc tous les espoirs permis.

1963. Six ans après la signature du traité de Rome. Automobiles Peugeot se cherche un allié pour se développer à l'exportation et mieux lutter contre la concurrence étrangère. « Impensable de se lier avec un étranger », se souvient Yves Rapilly, alors respon-

sable du service contentieux de la firme de Sochaux, aujourd'hui retraité, après avoir été membre du directoire de PSA. Parmi les Français, le choix était réduit. « Renault, c'était le diable! On ne leur parlait pas. Simca était soupçonné d'être dans l'orbite de Fiat. Citroën était une société capitaliste, comme Peugeot, française, et avait un actionnaire convenable (NDLR : Michelin). Certes, cette firme était beaucoup plus importante qu'Automobiles Peugeot. S'allier avec eux signifiait se faire dominer. Mais c'était ça ou mourir seul. »

En novembre 1963, un « accord de coopération » est signé entre les deux constructeurs automobiles. Son objectif était d'aboutir à une fusio à terme. Dans un premier temps, les deux firmes créent une filiale commune à 50-50, la SAFA, dans laquelle chacune apporte une usine de composants mécaniques. Le président venait de chez Citroën et le directeur général de chez Peugeot. Petit à petit, toutes les unités de production devaient y être regroupées. Mais rapidement l'ambiance se détériore. Paul Berco, le patron de Citroën, qualifié par certains d'« autocrate et orgueilleux », et la direction de Peugeot s'accrochent mal. « Dès que la société a été constituée, on a invité les gens de Citroën à visiter l'usine que nous apportions à la société commune, se souvient M. Rapilly. A l'inverse, personne de chez Peugeot n'a jamais pu visiter l'usine Citroën. Pas même son directeur général! » Cooséquences : les beaux projets de fusion tombent à l'eau.

Pour Peugeot, c'est une énorme déception. Mais la firme au lion ne modifie pas sa stratégie : il lui faut trouver un partenaire. « L'Ecole polytechnique a fait le lien. » Chez Peugeot, Francis Rouge, directeur général adjoint, connaît bien son camarade d'école Christian Beullac, alors chez Renault. Ils parlent de rapprochement : « Renault souffrait de vivre dans un ghetto, sans contact avec le reste de l'industrie française. » Ce qui paraissait absurde est devenu une excellente idée. Et le rapprochement mentionné plus haut est devenu réalité. « Renault était nationalisé. Aucun échange capitalistique n'était possible entre les deux firmes, et donc personne n'avait peur de perdre son indépen-

dance. » Ironie de l'histoire, ce qui fait aujourd'hui la faiblesse de Renault, à savoir son statut d'entreprise nationale, était alors perçu comme un atout!

« On était enthousiasmés. Tout le monde y croyait. Les gens de tous niveaux se rencontraient et s'appréciaient. Peugeot résorbait son complexe d'infériorité et Renault était content de coopérer. C'était étonnant! Il fallait plutôt freiner les gens pour éviter qu'ils n'apportent tout ce qu'ils avaient dans leurs tiroirs... ce qui arriva finalement! Tous les projets, les plans, étaient ouverts... On vivait comme deux frères jumeaux. » Huit ans plus tard, cette belle fraternité vole en éclats. Michelin, dôt dépend Citroën, vient jouer les trouble-fêtes. En juin 1974, les dirigeants du fabricant de pneumatiques viennent frapper à la porte de Peugeot. Car la firme au chevron vient aussi de vivre un divorce.

Retour en arrière : le 29 octobre 1968, l'alliance entre Fiat et Citroën fait à son tour la « une » des journaux. Alors que Peugeot et Renault vivent leur lune de miel, Fiat acquiert 15 % de Citroën, malgré les fortes réticences du général de Gaulle, président de la République. A nouveau, les coopérations prévues sont nombreuses, tant dans le domaine de l'automobile que dans celui du poids lourd. Elles s'étendent même au commercial, les réseaux de l'un devant permettre d'écouler les véhicules de l'autre. En 1970, l'accord se renforce : Fiat acquiert 49 % du holding qui contrôle Citroën. Fiat et Michelin doivent diriger conjointement la firme au chevron. Et c'est là que le bât blesse. L'astère M. Berco supporte mal son actionnaire italien. De son côté, Fiat est excédé par son partenaire français. En 1973, c'est la rupture. Fiat revend ses parts à Michelin.

En 1974, la firme de Clermont-Ferrand se retourne doc vers Peugeot. Oublié le divorce de 1966. Il faut à François Michelin un sauveur pour Citroën. En outre, en huit ans, le rapport de force s'est inversé. Avec 19 % des immatriculations françaises, Peugeot dépasse Citroën d'une courte tête. La firme du qual de Javel a perdu 10 points de part de marché en une décennie. Mais François Michelin souhaite Peugeot pour allié. Pas Peugeot-Renault. Peugeot est tenté. D'autant plus qu'une dispute avait éclaté quelques temps auparavant entre les deux frères jumeaux à l'occasion du lancement par Peugeot d'une 104 trois portes sur un segment de marché qu'un accord taite réserverait à la Régie. Peugeot cède aux sirènes et se fiance avec Citroën, délaissant Renault. Deux ans plus tard, le 10 avril 1976, Peugeot prend le contrôle total de Citroën.

Outre-Atlantique, rien n'est oon plus jamais acquis. En 1979, Renault, qui a le vent en poupe, se paie 46 % d'un constructeur américain, American Motors Corp. Retournement de conjoncture, la firme au losange se voit contrainte de revendre cette participation à Chrysler en 1987. Hors de l'Hexagone, les accords et revirements sont également nombreux. Volvo n'est pas en reste. En 1971, Volvo, Renault et Peugeot créent une société commune, PRV, pour la production en commun d'un moteur V6. Quelques années plus tard, Volvo s'en retire, ne voulant pas contribuer aux investissements nécessaires.

En 1971, Renault et Volvo signent un important accord de coopération industrielle, technique et financière. Renault acquiert 15 % du capital de Volvo Car Corporation, avec une option pour 5 % supplémentaire. En 1985, Renault, dont les pertes ont culminé à 12,5 milliards de francs en 1984 et atteignent 11 milliards de francs en 1985, revend cette participation.

Le 9 mai 1977, « Volvo absorbe

Saab-Scania », annonce la presse. Le 30 août de la même année, le projet de fusio est abandonné, en raison des réticences des salariés et des actionnaires du second constructeur suédois. Nouvel échec, en mai 1978, Volvo annonce la signature d'un accord avec le gouvernement norvégien. Volvo troque 40 % de son capital à des investisseurs norvégiens contre la possibilité de prospecter du pétrole en mer du Nord, sur le socle continental norvégien. Cinq jours avant l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prévue pour ratifier cet accord, le PDG du constructeur suédois, Pehr Gyllenhammar, retire son projet devant l'hostilité grandissante des Suédois.

En 1992, c'est avec le groupe pharmaceutique et agroalimentaire suédois Procordia que Pehr Gyllenhammar décide de fusionner Volvo. Mais il avait visiblement omis de consulter l'autre principal actionnaire de Procordia, l'Etat suédois, qui s'oppose au projet tel qu'annoncé deux jours avant. Il faudra dix-huit mois pour que les protagonistes mettent un terme à leur désaccord et finissent par s'entendre sur un montage qui n'a plus rien à voir avec le projet initial.

## Séparations fracassantes

En dehors des deux pays actuellement sur la sellette, la France et la Suède, l'italien Fiat a souvent défrayé la chronique. On a vu ses débâcles avec Citroën. Il en eut aussi avec Ford. En avril 1985, Ford Europe et Fiat sont sur le point de coélérer un accord de coopération. Mais, en octobre, le projet est abandonné. Derrière les « différences de culture managériale » se cache une querelle de chefs. Tout avait été réglé, sauf la question de savoir qui dirigerait l'entreprise. Les deux voulant tenir les rênes là où il y avait de place pour un seul. Le dossier fut enterré.

Plus récemment, en 1990, Mercedes et Mitsubishi annonçaient une coopération globale. L'aéroautique ou présentait l'axe majeur, mais elle devait trouver des prolongements dans l'automobile. On n'en parle plus que pour des accords très marginaux.

## L'hôtel Matignon demande aux Suédois de clarifier leur position

Dans un communiqué publié vendredi 3 décembre, l'hôtel Matignon a réagi à l'échec de la fusion Renault-Volvo dans les termes suivants : « Le gouvernement français a donné son accord au projet de fusion des activités automobiles du groupe AB Volvo avec la Régie nationale des usines Renault. Le nouveau groupe Renault/Volvo aurait du être créé le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et devenir à cette date le second groupe européen dans le secteur de l'automobile. Cette fusion était la suite logique des accords liant les deux constructeurs depuis trois ans. Il avait permis à chacun d'être eux de se renforcer sur les plans économique, industriel et commercial à un moment où la compétition mondiale s'accroît. »

La décision prise hier par Volvo rend cette perspective beaucoup plus lointaine. Il est trop tôt aujourd'hui pour déterminer les effets de cette décision sur la stratégie de Renault. Le gouvernement français quant à lui continue à considérer que la fusion reste une bonne solution. Il est nécessaire cependant que les positions se clarifient au sein du groupe Volvo afin que nous sachions effectivement ce que souhaitent nos interlocuteurs. »

## CLÉS/ Chiffres

■ Chiffres d'affaires. - En 1992, Renault a réalisé un chiffre d'affaires de 179,4 milliards de francs, et Volvo de 83 milliards de couronnes (58 milliards de francs). Mais pour les neuf premiers mois de 1993, Renault a vu son chiffre d'affaires régresser de 8,3 %, à 124,191 milliards de francs, tandis que Volvo accroissait le sien de 2 % hormis les fluctuations monétaires. Ce chiffre a atteint 73,5 milliards de couronnes.

■ Bénéfices. - En 1992, Renault dégagait un bénéfice record de 5,68 milliards de francs tandis que Volvo terminait l'exercice sur une perte de 2,6 milliards de francs. En revanche, les comptes de Volvo se sont redressés sur les neuf premiers mois de 1993 avec un résultat avant impôt de 1,059 milliard de couronnes (762 millions de francs), tandis que les résultats de Renault fléchissaient tout au long de l'année, à 1,032 milliard de francs. Il faut néanmoins noter que, sur les neuf premiers mois, les résultats de Volvo Car, la branche automobile de Volvo, sont restés négatifs.

■ Conglomérats. - Volvo n'est pas seulement un constructeur d'automobiles et de poids lourds. C'est en fait un conglomérat ayant également des participations dans l'agroalimentaire (il contrôle 100 % de Branded Consumer Product, dans la pharmacie (25 % de la Pharmacia), dans les moteurs marins, les moteurs et composants aéronautiques et spatiaux, le matériel de travaux publics.

■ Participations croisées. - Suite à l'alliance conclue entre Renault et Volvo le 27 septembre 1990, Volvo détient 20 % du capital de Renault SA et 45 % du capital de Renault Véhicules Industriels. Symétriquement, Renault détient 25 % du capital de Volvo Car Corporation, et 45 % du capital de Volvo Truck Corporation.

(Avis d'enquête)

## PRÉFECTURE DU DOUBS AVIS D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

- sur le projet de réalisation de la rocade nord-ouest de Besançon dite « Voie des Monthoucons » ;
- sur la mise en compatibilité avec le projet du POS de Besançon secteur nord ;
- sur le classement de la nouvelle voie en route express.

Par arrêté préfectoral en date du 30 novembre 1993, a été prescrite l'ouverture de l'enquête prévue du 20 décembre 1993 au 4 février 1994 inclus dans les communes de Besançon et Ecole-Valentin.

Pendant cette période, le public pourra consulter les dossiers soumis à enquête :

- à la préfecture du Doubs (direction des collectivités locales et de l'environnement, bureau des affaires départementales et de l'urbanisme), siège de l'enquête, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
- à la mairie de Besançon : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
- à la mairie d'Ecole-Valentin : le lundi et mercredi de 14 heures à 16 heures et le vendredi de 16 heures à 19 heures.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter ses observations sur les registres ouverts à cet effet ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête :

M. Le Président de la commission d'enquête  
rocade nord-ouest de Besançon  
Préfète du Doubs

Direction des collectivités locales et de l'environnement  
Bureau des affaires départementales et de l'urbanisme  
25035 Besançon Cedex

La commission d'enquête comprend les membres suivants désignés par le Président du tribunal administratif :

- Président : M. Henri BRIOT, géomètre-expert honoraire  
10, rue du Dr-Grenier, 25300 Pontarlier
- Membres : M. Armand SARRON, lieutenant-colonel du Génie en retraite, 15, rue de l'Etang, 25200 Monthéillard
- M. Alain BESNARD, ingénieur agricole, chef de section à la Chambre d'agriculture de la Haute-Saône, 18, rue des Fougères, 70000 Pusey

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- à la mairie d'Ecole-Valentin : vendredi 28 janvier 1994 de 16 heures à 18 heures.
- à Besançon, Palais des Congrès Micropolis, salle 2 : samedi 8 janvier 1994 de 15 heures à 18 heures, vendredi 14 janvier 1994 de 15 heures à 18 heures.
- à la mairie de Besançon : lundi 27 décembre 1993 de 15 heures à 18 heures, vendredi 7 janvier 1994 de 15 heures à 18 heures, samedi 15 janvier 1994 de 9 heures à 12 heures, mercredi 19 janvier 1994 de 15 heures à 18 heures, samedi 29 janvier 1994 de 9 heures à 12 heures, vendredi 4 février 1994 de 15 heures à 18 heures.

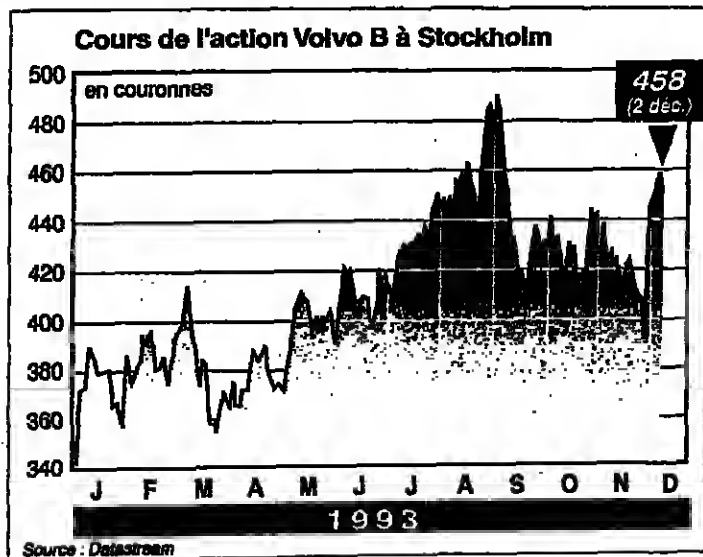
Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture du Doubs ainsi que dans les mairies des communes précitées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions par la préfecture du Doubs, dans les conditions fixées par la loi du 17 juillet 1978 (titre 1<sup>er</sup> de la liberté d'accès aux documents administratifs).

Pour le Préfet,  
le secrétaire général

Janine PICHON

## En hausse à la Bourse de Stockholm



Bien avant l'annonce de l'échec de la fusion Renault-Volvo, jeudi 2 décembre, en fin d'après-midi, des révélations faites le matin par le quotidien suédois Göteborgs-Posten, selon lesquelles le directeur général de Volvo et plusieurs responsables du groupe pourraient se prononcer contre le projet de fusion, avaient « dopé » le titre.

L'action « B » de Volvo, dite de référence, a gagné 14 couronnes par rapport à son cours de clôture de la veille, à 459 couronnes (320,60 francs), dans un marché très actif. Le volume d'affaires sur les titres de Volvo a été très important, totalisant quelque 499,1 millions de couronnes (349,4 millions de francs) et 1,09 million de titres ont changé de mains, selon des intervenants.

Mardi, l'action « B » de Volvo avait déjà été en nette hausse par rapport à mardi, traduisant la satisfaction des investisseurs devant la nouvelle montée de l'opposition au projet de fusion Renault-Volvo.

le regroupement  
- Volvo

l'annuaire :  
trop petits  
pour seuls





## هكزام: الأصل



ECONOMIE

Après une nouvelle rencontre Brittan-Kantor

# Les grandes lignes d'un accord sur le GATT pourraient être présentées le 6 décembre à Bruxelles

Les grandes lignes d'un accord au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) devraient être présentées, lundi 6 décembre à Bruxelles, au conseil des ministres des affaires étrangères des Douze, après une nouvelle rencontre entre négociateurs européens et américains dans la capitale belge. Après les deux jours d'entretiens Brittan-Kantor, mercredi 1<sup>er</sup> et jeudi 2 décembre à Bruxelles, la Maison blanche s'est déclarée «optimiste». «Les discussions se sont bien passées», selon le porte-parole de la présidence. «Les choses bougent, c'est évident», a confirmé de son côté Jean Puech. Mais, le ministre français de l'Agriculture a qualifié de «très insuffisantes» encore les offres américaines.

Sur le fond des choses, les progrès varient de façon sensible selon les dossiers. Les efforts de rapprochement n'ont apparemment rien donné sur l'audiovisuel, mais en revanche, l'affaire agricole, pomme de discorde principale du cycle de l'Uruguay, est en voie de règlement, même si des divergences d'interprétation subsistent. Ainsi en est-il du point crucial pour l'équilibre futur de la nouvelle politique agricole commune (PAC) et, en particulier de son marché des céréales. Le projet d'accord indique que les parties contractantes devront faciliter l'importation de 3 %, portée progressivement à 5 %, des produits consom-

més. Comment traduire cet engagement dans la réalité? En calculant par famille de produits? (céréales, produits laitiers, viandes). Ou bien, produit par produit? (blé, orge, maïs, sorgho). La formule retenue ne devrait entraîner qu'une augmentation très limitée de nos importations agricoles. Les Américains ont consenti à un geste appréciable. Cette concession serait cependant assortie de quelques contreparties, à savoir pour des produits bien spécifiques, des engagements d'importation portant, dit-on, sur des quantités limitées, souscrits par l'Union. C'est ce type de détail qu'il faudra aller regarder de près lundi! Toujours en matière agricole, M.M. Brittan et Steichen auraient obtenu une rédaction de la «clause de paix» plus sécurisante pour les paysans des

Douze. En clair, les Américains s'engageraient à ne pas remettre en cause la PAC au-delà des six ans inscrits dans le pré-accord de Blair House. S'agissant des engagements à l'exportation, la récolte des négociateurs communautaires est moins séduisante, mais non dénuée d'intérêt. La règle demeurerait que les exportations subventionnées devront être réduites de 21 % en volume au bout de six ans. Cependant il est acquis que les livraisons effectuées au titre de l'aide alimentaire ne seront pas affectées par cette contrainte; et que l'écoulement sur le marché mondial des stocks existants (27 millions de tonnes de céréales, 700 000 t. de viande bovine) en sera également partiellement exempté. Enfin, le «lissage» des engagements pris à l'exportation devrait permettre de

limiter l'effort à accomplir dès la première année d'application de l'accord. En matière industrielle, les résultats atteints sont mitigés. Les États-Unis refusent toujours de confirmer les engagements pris de réduire de 50 % la quasi-totalité de leurs «pics tarifaires», c'est à dire des droits de douane supérieurs à 15 %. Gérard Longuet, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a relevé quelques points de satisfaction ayant trait aux échanges de produits sidérurgiques (proposition d'élimination complète des droits faite par les Américains) et à l'aéronautique: les aides pour la recherche et le développement accordées par les pouvoirs publics aux constructeurs d'avions seraient déclarées licites. La guerre Boeing contre Airbus serait enterrée

pour quelque temps. On a pas beaucoup entendu parler jeudi des services financiers; à suivre donc le lundi 6, en se souvenant que l'essentiel du contentieux oppose les États-Unis et l'Europe, au Japon et à ses voisins asiatiques d'autre part. M. Juppé a expliqué que le 11 décembre, une fois réglés le différend avec les Américains, il entendait obtenir des partenaires de l'Union qu'ils se dotent d'un arsenal de protection unilatérale à l'image des Américains. Les Allemands seraient désormais d'accord... Plus difficile, le gouvernement, entend que dans l'hypothèse où l'Union devrait réduire sa production agricole pour respecter les engagements pris au GATT, l'opération se fera autrement que par une extension de l'obligation de gel des terres.

PHILIPPE LEMAITRE

BRUXELLES  
(Union européenne)

de notre correspondant

Les conversations euro-américaines de mercredi 1<sup>er</sup> et jeudi 2 décembre ont permis une importante percée, notamment sur les dossiers agricoles même si, côté européen et notamment français, on entend demeurer prudent tant que les pourparlers ne seront pas achevés et qu'un texte écrit permettant d'évaluer dans le détail la portée des engagements pris ne sera pas disponible. «Nous avons fait la démonstration que lorsque l'Union européenne prend une position à Douze, se montre claire, déterminée, elle parvient à faire bouger le jeu. Cependant, dans l'état actuel des choses, les bases d'un accord ne sont pas encore réunies», a commenté Alain Juppé.

Les conclusions publiées par la présidence belge du Conseil d'adoption pas, ou ton enthousiaste, comme si le moment n'était vraiment pas encore venu de relâcher l'effort. Éléments psychologiques non négligeables, ce texte fait état de la confiance du Conseil dans l'action de la Commission européenne, laquelle, y lit-on, «peut s'appuyer sur la cohésion et la solidarité entre les États».

«Aller défrayer les autres»

Le calendrier des travaux se déroule conformément aux souhaits de la France. L'équipe de négociateurs - Sir Leon Brittan et René Steichen pour l'Union, Mickey Kantor et Mike Espy pour les États-Unis - se retrouvera lundi 6 décembre à Bruxelles pour une nouvelle session avec l'idée de boucler et d'être en mesure de présenter aux Douze, de retour eux aussi le même jour dans la capitale belge, le résultat de leurs travaux. S'ils obtiennent leur feu vert, ils partiront alors à Genève pour tenter de convaincre, avant le 15 décembre, la centaine de «parties contractantes» qui attendent la fin de la partie de bras de fer transatlantique.

Européens et Américains disposeraient d'une semaine pour, comme le dit un haut-fonctionnaire français, «aller ensemble défrayer les autres», c'est à dire, ces «parties contractantes» d'Asie et d'Amérique latine, seuls pays du monde à bénéficier

Manifestation de la Confédération paysanne à Genève le 4 décembre. - La Confédération paysanne, syndicat agricole minoritaire orienté à gauche, a indiqué, jeudi 2 décembre, qu'elle espérait réunir samedi 4 décembre à Genève quelque 10 000 manifestants contre le GATT, dont 5 000 Suisses. Une délégation rencontrera le directeur général du GATT, Peter Sutherland. Les manifestants demandent la suspension des négociations du cycle de l'Uruguay, la mise en œuvre de son droit de veto par la France en cas de projet d'accord, et un nouveau débat pour rechercher une organisation du commerce mondial plus équitable. Cette action est soutenue par plusieurs organisations agricoles, dont le MODEP, et par une quinzaine d'organisations non-agricoles dont la CGT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration d'ISM SA, société détenue à 78 % par la Compagnie de Suez, s'est réuni le 23 novembre 1993 sous la présidence de Michel Hémar pour examiner l'activité et les perspectives de résultats de la société et de ses principales filiales pour l'exercice en cours.

Celles-ci n'ont pas échappé aux difficultés résultant de la crise économique et qui se traduisent par l'augmentation des contentieux de recouvrement de loyers et l'accroissement des locaux vacants. Leurs conséquences pèsent logiquement sur les résultats.

Mais la nature non spéculative de l'immobilier d'entreprise dans lequel elles interviennent limite les effets négatifs et l'importance de leurs fonds propres leur permet de traverser la période actuelle. En outre, ISM SA n'est pas restée passive: elle a créé le réseau «LES CYCLADES» pour redresser la situation des hôtels en difficulté et lancé «SELECTIMUR», un nouveau produit de placement immobilier attractif pour les particuliers.

Les Conseils d'Administration des sociétés cotées ont pris connaissance des principaux éléments caractéristiques les concernant, à savoir:

| SELECTIBANQUE                              |         |
|--|---------|
| (en MF)                                    |         |
| • Engagements bruts totaux au 30.09.93     | 6.277,7 |
| • Nouveaux engagements du 1.01 au 30.09.93 | 202,5   |
| • Résultat net au 30.06.93                 | 98,7    |

| BAIL INVESTISSEMENT                        |         |
|--|---------|
| (en MF)                                    |         |
| • Engagements bruts totaux au 30.09.93     | 5.542,6 |
| • Nouveaux engagements du 1.01 au 30.09.93 | 362,2   |
| • Résultat net au 30.06.93                 | 122,5   |

| ICC  |         |
|--|---------|
| (en MF)                                    |         |
| • Engagements bruts totaux au 30.09.93     | 3.043,6 |
| • Nouveaux engagements du 1.01 au 30.09.93 | 260,1   |
| • Résultat net au 30.06.93                 | 30,3    |

| CODETOUR                                   |       |
|--|-------|
| (en MF)                                    |       |
| • Engagements bruts totaux au 30.09.93     | 832,6 |
| • Nouveaux engagements du 1.01 au 30.09.93 | 2,5   |
| • Résultat net au 30.06.93                 | 6,3   |

La crainte des épargnants devant l'avenir a provoqué la chute de la collecte des huit SELECTINVEST qui atteignait néanmoins F 93 millions au 31 octobre 1993. La rentabilité distribuée en 1993 reste tout à fait attrayante au regard de l'évolution des taux financiers depuis le début de l'année, puisque le souscripteur actuel peut obtenir entre 6,22 et 7,78 % de rendement selon les SELECTINVEST concernées.

Par ailleurs, la spécificité du produit de résidence de tourisme a permis à la chaîne ORION de faire progresser son chiffre d'affaires de 1 % au 30.09.1993 et de continuer à se développer, puisqu'elle ouvre une résidence à LONDRES le 15 décembre prochain, a retenu une nouvelle résidence en plein Paris et devrait engager, en fin d'année, la construction d'une résidence à LISBONNE en centre ville.

Quant à la chaîne des parcs de stationnement CODEPARC, son chiffre d'affaires annuel, en léger recul, devrait néanmoins atteindre F 86 millions.

Au total, les résultats des filiales au 30 juin 1993 sont en diminution de 3 à 27 % par rapport à ceux de l'an dernier à pareille date. Toutefois, ces comptes intermédiaires ne sont pas caractéristiques puisqu'il est probable que BAIL INVESTISSEMENT et SELECTIBANQUE maintiendront leurs résultats annuels, ceux d'ICC et de CODETOUR accusant un certain fléchissement.

Quant à ISM SA, son résultat prévisionnel consolidé part du Groupe devrait s'élever à F 142 millions.

Une rigueur et une efficacité de gestion encore accrues ont donc permis de résister à la crise.

## Procter & Gamble rachète l'allemand VP Schickedanz

**P.-A. G.**

## TAT European Airlines maintient son réseau européen

**MARTINE LARONCHE**

## Michel Pelège reprend trois cabinets d'administrateurs de biens

F. V

## RÉSULTAT

## ACTIONNARIAT

## CRISE

## JUSTICE

LTV et USX concluent un accord dans un procès antitrust. — LTV Corp., troisième compagnie sidérurgique américaine, a déclaré, mardi 30 novembre, la conclusion d'un accord antitrust avec USX, aux termes duquel ce groupe lui versera 575 millions de dollars (2,2 milliards de francs) dans le cadre d'un procès antitrust. Cette transaction judiciaire intervient contre une filiale d'USX, Bessemer and Lake Erie Railroad Company. Le produit de ce règlement, qui sera versé par tranches, sera alloué au plan de retraite de LTV, et permettra de réduire de moitié le montant annuel des cotisations et montant non assés du plan de retraite ainsi que ses charges annuelles dans ce secteur.

## PARIS, 3 décembre ↓ Le fait accompli

**NEW-YORK. 2 décembre ↑ Légère avance**

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est monté à 6,26 % contre 6,25 % mercredi soir.

| VALEURS              | Cours de<br>1 <sup>re</sup> décembre | Cours de<br>2 décembre |
|----------------------|--------------------------------------|------------------------|
| Alcoa                | 70 1/4                               | 70 3/8                 |
| AT&T                 | 64 1/4                               | 64 1/2                 |
| Bloking              | 38                                   | 37 3/4                 |
| Chem. Manhattan Bank | 33 7/8                               | 34                     |
| De Pont de Marbrons  | 67 1/2                               | 67 3/4                 |
| Eastman              | 61 7/8                               | 62 1/4                 |
| Exxon                | 82 1/2                               | 82 3/8                 |
| Ford                 | 82 5/8                               | 82 1/4                 |
| General Electric     | 98 5/8                               | 100                    |
| General Motors       | 53 1/4                               | 53 1/2                 |
| Goodyear             | 45 3/8                               | 46 1/2                 |
| IBM                  | 53 1/8                               | 53 1/4                 |
| ITT                  | 97 3/8                               | 98 2/8                 |
| Mobil Oil            | 76 3/4                               | 76 1/2                 |
| Rockwell             | 53 1/8                               | 53 1/2                 |
| Van Schwamheger      | 57 3/8                               | 58 7/8                 |
| Yacumo               | 83 1/2                               | 83 3/8                 |
| U.S. Corp. ex-Minghe |                                      | 195                    |
| United Capital       | 20 5/8                               | 20 3/8                 |
| United Tech.         | 61 1/2                               | 62 1/8                 |
| Westinghouse         | 82 1/2                               | 83 1/8                 |
| Windschilling        | 82 1/8                               | 82 3/8                 |

## LONDRES, 2 décembre ↓ Prises de bénéfice

| VALEURS      | Cours du<br>1 <sup>er</sup> décembre | Cours du<br>2 décembre |
|--------------|--------------------------------------|------------------------|
| Allied Lyons | 6,00                                 | 6,07                   |
| BP           | 3,37                                 | 3,36                   |
| BTTR         | 3,60                                 | 3,62                   |
| Cadbury      | 4,71                                 | 4,73                   |
| De Sours     | 13                                   | 13,25                  |
| Glaxo        | 8,92                                 | 8,88                   |
| GUS          | 5,86                                 | 5,81                   |
| ICI          | 7,66                                 | 7,67                   |
| Reunives     | 17,20                                | 17,20                  |
| RTZ          | 7,34                                 | 7,41                   |
| Shell        | 6,94                                 | 6,94                   |
| Unilever     | 11,61                                | 11,61                  |

**TOKYO, 3 décembre = Inchangée**

bué à compenser les pertes du début de séance, beaucoup d'intervenants bouclant leurs positions en prévision du week-end.

| VALEURS             | Cours de<br>2 décembre | Cours de<br>3 décembre |
|---------------------|------------------------|------------------------|
| Affancomet          | 1 210                  | 1 210                  |
| Adagratone          | 1 260                  | 1 240                  |
| Cerna               | 1 410                  | 1 410                  |
| Fuji Bank           | 1 960                  | 1 980                  |
| Honda Motors        | 1 400                  | 1 400                  |
| Mitsubishi Electric | 1 430                  | 1 400                  |
| Mitsubishi Heavy    | 648                    | 648                    |
| Sony Corp.          | 4 930                  | 4 930                  |
| Toyota Motors       | 1 740                  | 1 730                  |

## CHANGES

## BOURSES

1<sup>er</sup> déc.      2<sup>dec.</sup>

(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 993,59 602,20  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 ..... 2 153,98 2 160,45

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

|                    | COURS COMPTANT |        | COURS TERME TROIS MOIS |        |
|--------------------|----------------|--------|------------------------|--------|
|                    | Demandé        | Offert | Demandé                | Offert |
| \$ \$-U            | 5,9300         | 5,9300 | 5,9145                 | 5,9795 |
| Yen (100)          | 5,4408         | 5,4322 | 5,9074                 | 5,5152 |
| Rou                | 6,6119         | 6,6103 | 6,6095                 | 6,6193 |
| Deutschmark        | 3,4425         | 3,4440 | 3,4453                 | 3,4484 |
| Pounds sterling    | 3,6612         | 3,6632 | 3,6614                 | 3,6676 |
| De Hollande (1000) | 3,6612         | 3,6648 | 3,4879                 | 3,4937 |
| Libre sterling     | 8,9830         | 8,9117 | 8,9236                 | 8,8420 |
| Pesetas (100)      | 4,1654         | 4,1715 | 4,1404                 | 4,1484 |

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

|                       | UN MOIS |        | TROIS MOIS |        | SIX MOIS |        |
|-----------------------|---------|--------|------------|--------|----------|--------|
|                       | Demande | Offert | Demande    | Offert | Demande  | Offert |
| \$ W-1                | 3       | 5/16   | 3          | 5/16   | 3        | 1/2    |
| Yes (100)             | 2       | 1/16   | 2          | 3/16   | 3        | 1/16   |
| Deutchmark            | 6       | 1/4    | 6          | 1/4    | 6        | 1/4    |
| Deutchmark            | 4       | 1/2    | 6          | 3/8    | 5        | 11/16  |
| Franc suisse          | 4       | 1/2    | 4          | 5/8    | 4        | 1/2    |
| Libe inflation (1986) | 1       | 1/4    | 1          | 3/16   | 8        | 13/16  |
| Libe sterling         | 5       | 3/8    | 5          | 3/8    | 5        | 3/8    |
| Peseta (100)          | 9       | 3/16   | 9          | 1/2    | 8        | 13/16  |
| Franc français        | 6       | 5/8    | 6          | 3/4    | 6        | 1/8    |

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

REPRODUCTION INTERDITE

**Le Monde**  
**L'IMMOBILIER**

**appartements ventes**

**7<sup>e</sup> arrdt**

Imm. récent, 21 ét., 4 ét.

**N° OIROC 97 M²**  
 15 mt balcon, soléil, park.,  
 liv., 2 chbres, cuis., bains.  
 14, rue Duval  
 samedi, dimanche 18 h 17 heures

**9<sup>e</sup> arrdt**

Près Jardy Lamarine, 8 pces  
 205 m², balc., 2<sup>e</sup> asc., poss.  
 box. 15, rue Oudinot F.  
 Tél. 42-61-10-60.

**13<sup>e</sup> arrdt**

Argo, m. 3-4, bath. h. not. red.  
 20 m², g-j, p. 36 m², 2 ba,  
 terrasse 20 m², balc. soléil, cuis.,  
 poss. park. urgé 43-35-16-36

**20<sup>e</sup> arrdt**

**EXCEPTION NEUF**  
 IDEAL DÉFALCATION  
 Ultra 4900 00 F  
 2 P., 750 000 F. Anjoule  
 b.p., cantein, 42-71-23-30

**bureaux**

**Locations**

VOTRE SIÈGE SOCIAL

**DOMICILIATIONS**  
 et services. 43-55-17-50

**villas**

**SAINTE-MAXIME**  
 Domaine du golf  
 vue Nerbouze 7 allures du golf  
 et la baie de Saint-Tropez  
 ville gd stand. 130 mt habit.  
 décoration, rénové.  
 Livrable 68 94.  
 Prix: A 200 000 F TTC.  
 16 111 52-02-95-50

**locations**

**non meublées**  
**demandes**

**EMBASSY SERVICE**

recherche APPARTEMENTS  
 DE GOUT CLASSE  
 VIEUX ou MEUBLES  
 GESTION POSSIBLE

**L'AGENDA**

**Artisans**

T<sup>e</sup> travaux peinture et décoration.  
 Travail de qualité, devis gratuits et  
 rapide. Prix très étudiés.

**S.N.G.B.**  
 333, av. de La Dhuna  
 93440 MONTFERMEIL  
 Tél. 43-98-10-30  
 Fax: 43-98-96-98

**Vacances.**

**tourisme,**  
**loisirs**

**SKI DE FOND**

en maison d'hôte  
 HT-JURA, 5 H PARIS TVG  
 Yves et Liliane vous accueillent  
 dans une ancienne ferme XVII<sup>e</sup>,  
 superbe, restaurée, meublée.  
 Ambiance chaleureuse et conviviale  
 (cuisine, d'été) 16 pers.  
 Table d'hôte, Café, piscine base  
 gratuite, matériel, pain maison cuit  
 au feu de bois. Autres prestations  
 randos, potlées, VTT l'air!  
 tout confort, linéaire complet + vin +  
 accompagnateur, mat. ski de  
 2 400 F à 1 100 F par semaine.  
 Ecrire:  
 Le Gîte/Agens  
 23500 LA KENNELLE  
 Tél. (08) 31-38-12-61

**DEMANDES D'EMPLOI**

**SECRÉTAIRE DE REDACTION**

Xpense et illustrateur.  
 60 mnt. d'exp. reqs. +  
 presse quinqu. + Infor.  
 connaissance C.F.P.  
 Bruno DELBECQ  
 (1) 46-94-03-59

**Jeune fille (28 ans),**  
**impédire**

actuellement Japon,  
 japonais + russe, anglais,  
 japonais, française  
 cherche emploi en  
 relations internationales  
 sous rél.:  
 La Monnaie Publique  
 15-17, rue du Col-P-Arte  
 75002 Paris Cedex 15

**automobiles**

**ventes**

**(moins de 5 CV)**

A vendra 4 000 F, 2 CV,  
 100 km/h, 1000 km, 100 km  
 recharge. Tél.: 47-74-50-54  
 le matin de 8 h à 10 h.

UNIVERSITY OF PARIS III

هكذا من الأصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 3 DÉCEMBRE

**Liquidation : 24 décembre**  
**Taux de report : 7,13**

Cours relevés à 13 h 30  
C 40 : - 0,06 % (2159,13)

CAC 40 - 0,06 % (2159,13)

# Réglement mensuel

| Quotable | VALEURS     | Cours précédent | Dernier cours | % +/- | Quotable | VALEURS     | Cours précédent | Dernier cours | % +/- | Quotable | VALEURS     | Cours précédent | Dernier cours | % +/- | Quotable | VALEURS       | Cours précédent | Dernier cours | % +/- |
|----------|-------------|-----------------|---------------|-------|----------|-------------|-----------------|---------------|-------|----------|-------------|-----------------|---------------|-------|----------|---------------|-----------------|---------------|-------|
| 5        | BBK-SP-24   | 5700            | 5720          | +0,35 | 10       | BBK-SP-24   | 5700            | 5720          | +0,35 | 15       | BBK-SP-24   | 5700            | 5720          | +0,35 | 20       | BBK-SP-24     | 5700            | 5720          | +0,35 |
| 10       | BALF (T.P.) | 1000            | 1000          | -0,40 | 25       | BALF (T.P.) | 1000            | 1000          | -0,40 | 30       | BALF (T.P.) | 1000            | 1000          | -0,40 | 35       | BALF (T.P.)   | 1000            | 1000          | -0,40 |
| 15       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 40       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 45       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 50       | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 20       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 55       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 60       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 65       | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 25       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 70       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 75       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 80       | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 30       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 85       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 90       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 95       | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 35       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 100      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 105      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 110      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 40       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 115      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 120      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 125      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 45       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 130      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 135      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 140      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 50       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 145      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 150      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 155      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 55       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 160      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 165      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 170      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 60       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 175      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 180      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 185      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 65       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 190      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 195      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 200      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 70       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 205      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 210      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 215      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 75       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 220      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 225      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 230      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 80       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 235      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 240      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 245      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 85       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 250      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 255      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 260      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 90       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 265      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 270      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 275      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 95       | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 280      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 285      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 290      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 100      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 295      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 300      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 305      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 105      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 310      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 315      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 320      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 110      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 325      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 330      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 335      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 115      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 340      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 345      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 350      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 120      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 355      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 360      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 365      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 125      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 370      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 375      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 380      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 130      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 385      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 390      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 395      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 135      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 400      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 405      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 410      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 140      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 415      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 420      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 425      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 145      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 430      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 435      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 440      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 150      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 445      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 450      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 455      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 155      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 460      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 465      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 470      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 160      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 475      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 480      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 485      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 165      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 490      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 495      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 500      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 170      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 505      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 510      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 515      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 175      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 520      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 525      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 530      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 180      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 535      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 540      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 545      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 185      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 550      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 555      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 560      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 190      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 565      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 570      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 575      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 195      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 580      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 585      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 590      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 200      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 595      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 600      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 605      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 205      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 610      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 615      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 620      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 210      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 625      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 630      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 635      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 215      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 640      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 645      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 650      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 220      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 655      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 660      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 665      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 225      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 670      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 675      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 680      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 230      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 685      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 690      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 695      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 235      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 700      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 705      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 710      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 240      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 715      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 720      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 725      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 245      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 730      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 735      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 740      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 250      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 745      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 750      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 755      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 255      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 760      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 765      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 770      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 260      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 775      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 780      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 785      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 265      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 790      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 795      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 800      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 270      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 805      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 810      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 815      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 275      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 820      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 825      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 830      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 280      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 835      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 840      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 845      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 285      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 850      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 855      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 860      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 290      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 865      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 870      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 875      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 295      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 880      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 885      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 890      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 300      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 895      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 900      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 905      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 305      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 910      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 915      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 920      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 310      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 925      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 930      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 935      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 315      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 940      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 945      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 950      | BALF (T.P.)   | 1010            | 1000          | -0,40 |
| 320      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 955      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 960      | BALF (T.P.) | 1010            | 1000          | -0,40 | 965      | BALF (T.P.)</ |                 |               |       |

**Comptant (selection)**[illegible]

1

[illegible]

**Sicav** (élection) 2 décembre

[illegible]

---

[illegible]

**ors-cote** (sélection)

|        |                        |      |
|--------|------------------------|------|
| 312    | Medex                  | 130  |
| 390    | Oil Corp. Pipes *      | 920  |
| 280    | Pacific Powder *       | 320  |
| 267    | Pavement               | 295  |
| 70,20  | St. Domingue Fuel      | 154  |
| 90,20  | St. Johns Embank *     | 1085 |
| 4      | Schillingberger Ind. * | 377  |
| 497    | SEPA *                 | 130  |
| 500    | SP4 "D" room           | 350  |
| 332    | Tactical Amphibious    | 382  |
| 248    | Wetness                | 1760 |
| 77     |                        |      |
| 225,18 |                        |      |
| 148    |                        |      |
| 359    |                        |      |
| 73,30  |                        |      |

**and morohé**

|        |        |                    |        |
|--------|--------|--------------------|--------|
| 23,90  | -      | Salicor            | 602    |
| 23,90  | 808    | L.C.C. 2           | 523    |
| 23,92  | 222    | Edwards            | 125    |
| 23,98  | 178    | Samy's Food. 2 #   | 3072   |
| 152    | 372    | Int. Computer      | 125    |
| 152    | 1365   | IPBM               | 1070   |
| 152    | 175    | N.S.C. Schen.Ny    | 274    |
| 152    | 235    | Supra              | 244    |
| 152    | 32     | Tr-1               | 475    |
| 152,50 | 158,50 | Thermador Hold'g'y | 298    |
| 152,50 | 295    | Unico              | 352,70 |
| 151    | 150    | Viel et Compagnie  | 352,70 |
| 151    | 138    | Wierie et Chaz     |        |
| 151    | 92     |                    |        |
| 270    | 370    |                    |        |
| 176,40 | 170    |                    |        |
| 260    | 260    |                    |        |
| 600    | 50     |                    |        |
| 260    | 160    |                    |        |
| 158,28 | 158,28 |                    |        |

| VALEURS | Cours<br>Préc. | Dernier<br>cours | Prem.<br>Février<br>Bourse |
|---------|----------------|------------------|----------------------------|
|---------|----------------|------------------|----------------------------|

[illegible]

Marché des C

| Cours indicatifs           | Cours préc. | Cours 02/03 |
|----------------------------|-------------|-------------|
| Crats Unis (1 USD)         | 5,3365      | 5           |
| EU                         | 66,9390     | 6           |
| Marremgus (100 dm)         | 126,5573    | 344         |
| Malpigne (100 E)           | 190,1870    | 107         |
| Rea (100 E)                | 307,3590    | 16          |
| Rea (1000 fms)             | 3,4559      | 3           |
| Denmark (100 fms)          | 67,3200     | 87          |
| lande (1 fms)              | 8,3875      | 8           |
| de-Britagne (1 L)          | 8,7815      | 8           |
| de-Britagne (100 drachmes) | 10,1500     | 2           |
| de-Britagne (100 E)        | 385,9700    | 358         |
| de-Britagne (100 fms)      | 63,9000     | 78          |
| de-Britagne (100 L)        | 79,4700     | 48          |
| de-Britagne (100 sch)      | 48,1030     | 48          |
| de-Britagne (100 pes)      | 4,2505      | 4           |
| de-Britagne (100 ass)      | 4,5750      | 3           |
| de-Britagne (100 ass)      | 4,6352      | 4           |

|          |              |
|----------|--------------|
| Changres | Marché libre |
|----------|--------------|

| Lignes | Cours des billets |       | Monnaies et devises  | Coût |
|--------|-------------------|-------|----------------------|------|
|        | achat             | vente |                      |      |
| 1225   | 5,70              | 6,20  | Or (à 100 en barres) | 785  |
| 1230   | 333               | 359   | Or (en lingots)      | 785  |
| 1240   | 18,90             | 19,90 | Napoleon (207)       | 4    |
| 1250   | 259               | 317   | France Suisse (207)  | 4    |
| 1252   | 3,25              | 3,70  | France Latine (207)  | 4    |
| 1260   | 81                | 91    | Souverain            | 4    |
| 1265   | 7,45              | 8,20  | 200 Francs           | 13   |
| 1270   | 2950              | 3,20  | France 10 dollars    | 23   |
| 12815  | 2,69              | 3,06  | France 5 dollars     | 4    |
| 1284   | 364               | 494   | France 100 Francs    | 2    |
| 1285   | 55                | 64    | France 5 Francs      | 4    |
| 12860  | 75                | 84    |                      |      |
| 13100  | 47,80             | 50,60 |                      |      |
| 13150  | 4,30              | 4,75  |                      |      |
| 13170  | 3,25              | 3,75  |                      |      |
| 13180  | 3,90              | 4,30  |                      |      |

### RÈGLE

Lundi des billets : 9 h. de 10 h.  
coupon - Mercredi : 10 h. de 11 h.

de l'or LA BOURSE SUR MIN

| Cours<br>éc. | Cours<br>02/12 |
|--------------|----------------|
| 150          | 7129           |
| 100          | 7130           |
| 50           | 408            |
| 55           | 379            |
| 105          | 408            |
| 105          | 405            |
| 115          | 415            |
| 115          | 2255           |
| 110          | 1480           |
| 145          | 755            |
| 100          | 285            |
| 24           | 405            |

|  |                         |
|--|-------------------------|
| UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE<br>FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION | WASHINGTON, D. C. 20535 |
|--|-------------------------|

|  |                    |         |  |
|--|--------------------|---------|--|
| 5<br>NDE   | NOTIONNELLE        |         |  |
|  | Nombre de contrats |         |  |
|  | Cours              | Mars 94 |  |
| E<br>E<br>5  | Dernier.....       | 127,70  |  |
|  | Précédent...       | 127,98  |  |
| <b>ABRÉVIATIONS</b><br>B = Bordeaux      U = Lille<br>Ly = Lyon      M = Marseille |                    |         |  |

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |     |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----|

| MARCHÉ À TERME INTERNATIONAL DE |         | 2 DÉCEMBRE 1993 |            |
|---------------------------------|---------|-----------------|------------|
| DEL 10 %<br>estimées : 205 565  |         | CAC 40<br>Volum |            |
| Juin 94                         | Déc. 93 | Cours           | Janvier 94 |
| 127,68                          | 124,10  | Dernier...      | 2178       |
| 127,42                          | 124,20  | Précédent...    | 2180,50    |

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie :  
 ■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour

[illegible]

|            |         |
|------------|---------|
| A TERME    |         |
| : 21882    |         |
| Février 94 | Déc. 93 |
| 2202       | 2173    |
|            | 2169    |

3 - \* valeur éligible au PEA  
 ♦ cours précédent

**EMENT MENSUEL (1)**

até jeudi : paiement dernier coupon - Jeu

### ABRÉVIATIONS

Ly = Lyon M = Marseille

## SYMBOLS

■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour

\_\_\_\_\_

3 - \* valeur éligible au PEA  
4 - ♦ cours précédent

## CARNET

## Naissances

Sylvie de GUNZBURG  
a la grande joie d'annoncer la naissance de

François,  
fil de  
Nathalie WEIL et Alexandre BOUDET,  
à Paris, le 18 novembre 1993.  
2, rue Paul-Albert,  
75018 Paris.

Cyrille et Diana de GUNZBURG  
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille,

Sasha, Louise,  
le 15 novembre 1993.  
22, avenue de l'Observatoire,  
75014 Paris.

## Décès

- Ses amis ont la grande tristesse  
d'annoncer la mort de

Adrienne.

[Elle s'appelait Adrienne Penner, mais on ne la connaissait que par son prénom. New-Yorkaise de naissance, elle s'était installée à Paris. Personne ne peut dire qu'elle n'a fait le pont entre la langue américaine, qu'elle s'exprimait un moment, entre autres, aux collaborateurs du Monde, et la nôtre. Personne ne s'est donné autant de mal pour faire entrer dans son vocabulaire l'anglais tel qu'on le parle, avec ses verbeuses agencements à créer des mots nouveaux, souvent des néologismes, et à modifier les postures. Mais elle a fait la même chose pour apprendre le français à ses compatriotes, et s'est donnée à l'enseignement de l'allemand son travail pédagogique. Le livre dont elle était la plus fière était son grand Dictionnaire de l'anglais parlé, outil indispensable à quiconque utilise beaucoup de termes techniques dans la langue qui n'est déjà plus celle de l'anglais. Grande et belle fille, rieuse, enthousiaste, Adrienne avait été frappée il y a sept ans par la sclérose en plaques. Malgré la grande fatigue qu'elle éprouvait, elle s'était mise à travailler avec une ténacité et une énergie qui ont permis de publier ce livre. Elle a été atteinte physiquement et nerveusement. Elle a été atteinte par la maladie, mais son action n'était pas loin d'être finie. Elle était une personne qui vivait. - A. J.]

- M<sup>me</sup> Lucienne Brand,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Laurence Brand  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Rigaud  
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René BRAND,  
survenu le 30 novembre 1993, à l'âge  
de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
samedi 4 décembre, à 10 h 30, en  
l'église de Moreuil, dans la Somme.

Il sera inhumé au cimetière de  
Thennes (Somme).

Le carnet du monde  
Renseignements :  
40-65-29-94

- La direction,  
Et l'ensemble du personnel du  
groupe Transblois-Brand,  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur président-directeur général,

M. René BRAND,  
survenu le 30 novembre 1993, à l'âge  
de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
samedi 4 décembre, à 10 h 30, en  
l'église de Moreuil, dans la Somme.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
de Thennes (Somme).

Transblois-Brand,  
164, rue du Landy,  
93210 La Plaine-Saint-Denis.

- M<sup>me</sup> Suzanne Mahé,  
son épouse,  
Marie-Yvonne et Edmond Goubet,  
Alain et Michèle Mahé,  
ses enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-  
enfants,  
font part du décès, à l'âge de quatre-  
vingt-sept ans, de

Jean MAHÉ,  
ingénieur TPE divisionnaire,  
proche de l'officier IV D (Silésie)  
de 1940 à 1945.

Le défunt ayant légué son corps à la  
médecine, une messe sera célébrée,  
le samedi 4 décembre 1993, à 11 heures,  
en l'église Saint-Jean de Caen.

26, rue d'Auvergne,  
14000 Caen.

- M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Léon Reisser,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Reisser-Toussaint,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Reisser-Brunot,  
M. René Patard,  
Ses parents et alliés,  
M. Paul-Marie Coutaux,  
M. Stanislas Coutaux,  
M. Xavier Luciani,

et ses amis Cécile, Christine, Cyril,  
Eric, François, Marco, Michel, Scott,  
ont la tristesse d'annoncer la mort de

Didier REISSER,  
éditeur,

né le 28 avril 1961, survenu le mer-  
credi 1<sup>er</sup> décembre 1993, à Paris, après  
avoir supporté une maladie cruelle.

Les cérémonies religieuses auront  
lieu le lundi 6 décembre, à 9 heures, en  
l'église Saint-Eustache, place du Jour,  
Paris-1<sup>er</sup>, et le même jour, à 15 heures,  
en l'église de Corcy-sur-Moselle, où  
aura lieu l'inhumation.

« Lorsque la vie a fini de jouer, la  
mort nous emmène sur une autre  
étoile. »  
Vincent Van Gogh.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Reisser,  
c/o de Beva,  
57680 Corcy-sur-Moselle.  
M. Paul-Marie Coutaux,  
8, rue Bachaumont,  
75002 Paris.

Le carnet du monde  
Renseignements :  
45-66-77-13

- M<sup>me</sup> Marie Maurel,  
M<sup>me</sup> Marcoussia Myriam Maurel,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Maurel,  
Ainsi que leur famille et leurs amis,  
ont la tristesse de faire part du décès  
subit de

M. Jean MAUREL.

L'inhumation a eu lieu le 3 déc mbre  
1993, à 13 h 30, au nouveau cimetière  
de Courbevoie, 2, rue du Révérend-  
Père-Cloarec.

- M<sup>me</sup> Simone Rouah,  
son épouse,  
Michel et Françoise Rouah,  
Evelyn Rouah,  
ses enfants,

Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Serge ROUAH,  
avocat honoraire au barreau de Paris,  
survenu le 28 novembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité, le jeudi 2 décembre.

25, rue Raynouard,  
75016 Paris.

- Ses enfants,  
Radhia, Fouzi,  
Leila, épouse Béghoum,  
Aly et son épouse Evelyn,  
Mohamed Ali Ben Amara,  
Ses petits-enfants et ses arrière-  
petits-enfants,

font part du décès de

capitaine Mahmond SAIEB,  
survenu à La Marsa, le 14 novembre  
1993.

44, rue des Haffides,  
2070 La Marsa (Tunisie).

- Colomb-Béchar, Paris, Beersheva.

M. Roger Sebban,  
et son épouse, née Nadège Levy,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. Gilbert Bensussan,  
et son épouse, née Paule Sebban,  
M. Albert Abiteboul,  
et son épouse, née André Sebban,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. Guy Dahan,  
Ses enfants et petits-enfants,  
M. Jean-Claude Hird,  
et son épouse, née Renée Sebban,  
et leurs enfants,

Le docteur André Levy,  
et son épouse, née Michèle Sebban,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur père, grand-père et arrière-grand-  
père,

M. Jacob Haim SEBBAN,  
à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation a eu lieu le vendredi  
3 décembre, à 15 h 30, au cimetière  
parisien de Pantin, entrée principale.

- Le directeur régional,  
Et l'ensemble du personnel de la  
direction régionale des affaires sani-  
taires et sociales d'Ile-de-France,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacqueline THIERRY,  
chef de service,

survenu le 29 novembre 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
mardi 7 décembre, à 8 h 15, en l'église  
Sainte-Cécile, à Boulogne (Hauts-de-  
Seine).

- Le Père Francis Trupit,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Philippe Bataillon,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Sylvie Trupit-Quignard,  
Et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger Jean TRUPIT,  
officier de la Légion d'honneur,  
chevalier du Mérite maritime,  
survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1993, dans sa  
quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
en l'église Notre-Dame de Neufchâtel-  
en-Bray (Seine-Maritime), le mardi  
7 décembre, à 10 h 30.

19, rue Marsollier,  
75002 Paris.  
4, allée Auguste-Renoir,  
92300 Levallois.  
18, rue du Plateau-Saint-Antoine,  
75130 Le Chénay.

- Aix-en-Provence, Saint-Dyé.

M<sup>me</sup> Lucie Varenne,  
son épouse,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne VARENNE,  
survenu le 14 novembre 1993, à l'âge  
de quatre-vingt-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu à Aix-en-  
Provence, le 17 novembre.

DEVCOM 93  
4<sup>ème</sup> Salon  
des Associations  
Le carrefour professionnel  
du monde associatif  
du 15 au 17 décembre 1993  
Palais des Congrès - PARIS  
THEMATICA  
sa. (1) 34 24 90 90

- M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André Vallette-Marchal,  
leurs enfants et petit-fils,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Philippe Vallette-Peyzaret,  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Paul Vallette-Chiny,  
leurs enfants et petits-fils,  
seus enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Guericolas-Boussier,  
M<sup>me</sup> Bousier,  
M<sup>me</sup> Georges Wormser,  
M<sup>me</sup> René Vallette,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Ducrot-Vallette,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Jean VALLETTE,  
officier de l'ordre national du Mérite,

entrée dans le Mystère de Dieu le  
1<sup>er</sup> décembre 1993.

La cérémonie des obsèques aura lieu  
en l'église Saint-Fiacre de Nancy, le  
samedi 4 décembre, à 10 heures.

L'offrande tiendra lieu de condo-  
léances et le présent avis de faire-part.

Hameau de Montecourt,  
80200 Péronne.  
Chalet « Puy Salé »,  
38360 Les Deux-Alpes.  
133, rue Jeanne-d'Arc,  
54000 Nancy.

Remerciements

- Christiane Chabert,  
Anouk et Pascale,  
ses enfants,

Ainsi que leur famille,  
ont été profondément touchées par les  
nombreux témoignages d'affection et  
de sympathie reçus lors du décès de

Jean-Marc CHABERT.

De la part de ses parents, amis et  
collaborateurs, elles adressent à tous  
ceux qui les ont entourées dans leur  
affliction l'expression de leur vive gra-  
titude.

- M<sup>me</sup> Marguerite Eugène Farnoux,  
sa mère,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Abel Farnoux,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Salignon,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André Farnoux,  
des Sœurs blanches,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Paul Mathieu,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Maurice Laine,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Marcelle Farnoux,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Mireille Farnoux,  
ses frères, sœurs, belle-sœur et beaux-  
frères,

Leurs enfants et petits-enfants,  
ses neveux et nièces,  
profondément touchés par les marques  
de sympathie témoignées lors du décès de

Laurent FARNOUX,

expriment leurs vifs remerciements.

Route de Thor,  
84320 Entraignes-sur-Sorgues.  
2, avenue du Parc,  
92170 Vanves.

- M. Claude Lucas  
Et ses amis,  
profondément touchés par les marques  
de sympathie témoignées lors du décès de

Laurent FARNOUX,

expriment leurs vifs remerciements.

55, rue Jean-Jaurès,  
92170 Vanves.

Avis de messes

Une messe sera célébrée le mardi  
7 décembre 1993, à 18 heures, en  
l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, à la  
mémoire de

René BROUILLET,  
rappelé à Dieu le 28 novembre 1992.

Anniversaires

Pour le cinquantième anniversaire de  
la disparition de

Roger NETTER,  
une pensée est demandée à tous ceux  
qui l'ont connu et aimé.

- Il y a cinquante ans,  
Alice SALOMON,  
qui dirigeait le Centre de la Verdité, à  
Marseille, s'est jointe volontairement  
au convoi de femmes et enfants juifs,  
qu'elle a tenu à accompagner jusqu'au  
bout. Elle-même a quitté Drancy par le  
convoi n° 62 et fut gazée le 25 novem-  
bre 1943.

Elle rejoignait ainsi dans le néant,  
sans le savoir, son époux, resté à Paris.

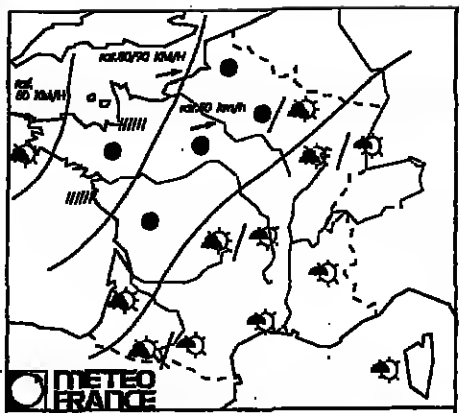
Marcel SALOMON,  
déporté de Drancy par le convoi n° 58  
du 31 juillet.

Leur fils, recapté,  
Georges-Michel SALOMON,  
qui n'a jamais oublié, souhaite que ce  
souvenir soit aujourd'hui partagé par  
tous.

Soutenances de thèses

- Constantine Bacalex soutient sa  
thèse de doctorat : « La notion de  
souveraineté chez Euripide : étude sémanti-  
que et thématique », le samedi  
4 décembre 1993, à 14 heures, univer-  
sité Paris-Sorbonne-Paris-IV,  
amphithéâtre Milne-Edwards,  
escalier B, 3<sup>e</sup> étage.

## METEOROLOGIE



TEMPS PREVU LE SAMEDI 4 DECEMBRE VERS MIDI

LEGENDA

☀️ SOLEIL  
☁️ CLOUDS  
☔️ PLUIE  
❄️ NEIGE  
⚡️ ORAGE  
🌪️ VENT

FRANCE

Samedi : beaucoup de nuages, surtout au  
nord de la Loire. Le matin, il pleuvra modé-  
rément sur la Bretagne et le vent de sud-ouest  
soufflera à 80 km/h en rafales. Des pays de  
Loire au Centre jusqu'aux régions Nord, le ciel  
sera couvert avec un vent de sud-ouest souf-  
flant à 60 km/h en rafales. De l'Aquitaine au  
Massif Central jusqu'au Nord-Est, le temps sera  
gri avec quelques brumes ; des Alpes au Sud-  
Est et en Corse, le soleil brillera largement. Sur  
le Languedoc-Roussillon, un petit vent d'autan  
apportera des nuages côtiers.

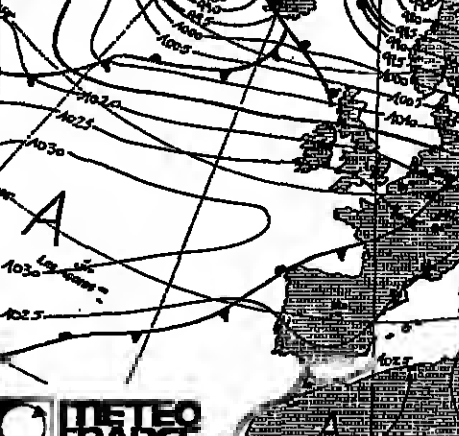
L'après-midi, les pluies gagneront les régions  
des Pays de Loire à la Normandie, puis du Cen-  
tre au Nord en fin de journée. De l'Aquitaine au  
Nord-Est, les quelques éclaircies du début  
d'après-midi laisseront place à un ciel très nuageux.  
Des Pyrénées à la Franche-Comté,  
nuages et éclaircies se partageront le ciel. Des  
Alpes à la Corse, il fera beau.

Le vent de sud-ouest soufflera sur les côtes de  
la Manche, jusqu'à 80 km/h par rafales.  
Les températures minimales seront générale-  
ment comprises entre 8 et 9 degrés, mais ne  
dépasseront pas 2 à 3 degrés sur le Nord-Est et  
le Centre-Est.

En cours d'après-midi, le mercure avoisinera 11  
à 12 degrés au Nord et 12 à 15 degrés au Sud.

(Document établi avec le support technique spécial  
de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 5 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



LE MONDE

diplomatique

Décembre 1993

- GATT : Complices ou insurgés ? par Claude Julien. - Le naufrage des industries textiles européennes, par Laurent Carroué. - Les paysans et les « voleurs de génies », par Mohamed Larbi Bouguerra. - Contre les aberrations du productivisme agricole, par Jacques Berthelot. - Risibles démocraties, par Ignazio Ramonet.
- ISLAM : Quand l'intégrisme menace le monde... par Alain Gresh.
- GÉOSTRATÉGIE : Comment l'alliance atlantique tente d'adapter son système de sécurité, par Paul-Marie de La Gorce. - Organisation de la défense, mais aussi prévention des conflits, par Jean Klein.
- EUROPE : Le nationalisme grec corseté par les pressions internationales, par Christophe Chictet. - La Lituanie hésite sur ses choix, par Karel Bartak.
- DÉVELOPPEMENT : De fastueuses banques, par Ibrahim Wardé. - Ces immigrés, attouts pour leur pays, par Charles Condomines.
- ASIE : Demain, 2,4 milliards d'habitants en ville, par Jacques Decrotoy.
- SOCIÉTÉ : Informatique et surveillance, par André Vitalis.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

SEMAINE NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

"GRAND JURY"  
RTL - Le Monde

ALAIN  
JUPPÉ

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE)  
PIERRE-MARIE CHRISTIN (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR  
RTL

DIFFUSION À 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

هناك الامم



RADIO-TELEVISION

VENDREDI 3 DECEMBRE

TF 1

- 15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt Noire.  
16.15 Jeu : Une famille en or.  
16.40 Club Dorothée.  
17.50 Série : Premiers balais.  
18.20 Série : Hélie et les garçons.  
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !  
Présenté par Christophe Pochavanne. Invité : Pierre Palmade.  
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.45).  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Une famille formidable. Dure, dure la rentrée de Joli Santoni (dernière partie).  
22.35 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. En Chine (1<sup>re</sup> partie).  
23.40 Magazine : Formule foot. Championnat de France.  
0.15 Série : Père d'as.

FRANCE 2

- 15.35 Variétés : La Chance aux châteaux.  
Emission présentée par Pascal Sevran. Le phono de papa.  
16.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
16.55 Magazine : Giga.  
18.30 Jeu : Un pou tout.  
19.10 Téléfilm 93.  
Emission présentée par Claude Sérillon et Gérard Holtz, en direct de l'Agota d'Évy et en multiplex avec les centres de promesses. Début des appels des donateurs au 3637 et sur le 01 38 15 15 15.  
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.  
20.00 Journal.  
Journal des courses, Météo et Point route.  
20.50 Téléfilm : Pleins feux.  
Spectacle présenté par Claude Sérillon, Gérard Holtz, Jacques Chancel, Michel Sardou (parain) et l'orchestre dirigé par Marc Goldfeder, en direct de l'Agota d'Évy. Avec Barbara Hendricks, Alain Souchon, Francis Cabrel, Kim Wilde.

22.30 Le Journal du Téléthon.

- 22.45 Téléfilm : Pleins feux (2<sup>e</sup> partie).  
0.02 Téléthon jazz.  
Emission présentée par Eve Ruggieri, Gérard Holtz, Claude Sérillon et Christine Morin. Avec Des Des Bridgeaux, Julie Migenes, Dany Brillant, Carlos, Claude Luter.  
1.25 Journal, Météo et Journal des courses.  
1.35 Téléthon talents.  
Emission présentée par Claude Sérillon, Mimi Mazy et Thierry Boccardo.  
3.35 Téléthon ligne ouverte.  
Emission présentée par Gilles Schneider, Olivier Minne et Antoine.

FRANCE 3

- 15.15 Série : Capitaine Furillo.  
16.10 Magazine : La Fière de l'après-midi.  
17.45 Magazine : Une pêche d'émir.  
18.25 Jeu : Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
James Bond tourne casse-cou, de Cyril Connolly.  
19.00 La 18-20 de l'information.  
De 18.00 à 19.31, le journal de la région.  
20.05 Divertissement : La Grande Classe.  
20.30 Le Journal des sports.  
20.45 INC.  
20.50 Magazine : Thalassa.  
Présenté par Georges Pernoud. La guerre des étoiles, de Bernard Rubinstein et Robert Pauly.  
21.50 Magazine : Faut pas rêver.  
Invité : Josiane Balasko. Italie : les violons de Crémone, de Jacqueline Banouillo et Guy Nevers ; France : le train des Pignes, de Dani Benkati et Yvon Bodin ; Belgique : les cinéphilas de Cougnon, de Régis Michel et Yvon Bodin.  
22.50 Journal et Météo.  
23.15 Magazine : Du côté de Zanzibar.  
Kaboul au bout du monde, documentaire de Christophe de Ponfilly.  
0.10 Court métrage : Libre court.  
Privé de violence, de Gail Colton.  
0.25 Continentales.

CANAL PLUS

- 15.10 Documentaire : National Geographic n° 1. Lions et hyènes, face-à-face mortel, de Derack et Beverly Joubert.  
16.00 Surprises.  
16.15 Cinéma : L'île aux baleines. ■■ Film britannique de Clara Ross (1989).  
17.50 Surprises.  
18.00 Canaille pechie.  
Baby Folies.  
— En clair jusqu'à 20.35 —  
18.30 Ce cartoon.  
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.  
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.  
20.30 La 18-20 de l'information.  
20.35 Téléfilm : Chambre froide. De Sylvain Madigan.  
21.50 Flash d'informations.  
21.55 Surprises.  
22.15 Magazine : Jour de foot.  
L'actualité des matchs de la 20<sup>e</sup> journée du championnat de France de D1.  
23.00 Cinéma : Hot Shots.  
Film américain de Jim Abrahams (1991).  
0.20 Cinéma : Ruby.  
Film américain de John Mackenzie (1992, v.o., dernière diffusion).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 —  
17.00 Documentaire : Les arts et métiers de la télévision (rediff.).  
17.55 Documentaire : Ladies Night.  
De Wolfgang Krause (rediff.).  
19.00 Série : The New Statesman.  
18.25 Documentaire : Ne dis jamais.  
Imo Moszkowicz, un metteur en scène allemand, de Wolfgang Dreier.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Téléfilm : La Peur.  
De Daniel Vigne.  
22.10 Documentaire : L'Histoire de Vinh.  
De Jean-François Sauzet.  
23.05 Cinéma : Les Enfants de la nature, un voyage. ■■ Film islandais de Thor Thorkrisson (1993).

M 6

- 17.00 Variétés : Multitop.  
17.30 Série : L'Étalon noir.  
18.00 Série : Code Quantum.  
19.00 Série : Deux filles à Miami.  
19.54 Six minutes d'informations.  
Météo.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.35 Magazine : Capital.  
20.45 Téléfilm : Filic et rebelle.  
De Kim Manners.  
22.40 Série : Mission impossible.  
23.40 Magazine : Les Enquêtes de Capital.  
Eurotunnel : le gouffre sous le Manche ? de Thierry Dussard et Marc Dumény.  
0.10 Magazine : Sexy Zap.  
0.40 Informations : Six minutes première heure.  
0.50 Musique : Culture rock.  
Le saga de Jim Morrison.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio archives.  
Adrienne Monnier et sa librairie, rue de l'Odéon.  
21.32 Musique : Black and Blue.  
King Montgomery, guitar.  
22.40 Les Nuits magnétiques.  
Les petites ordes.  
0.05 Du jour au lendemain.  
Jours de la bibliothèque de... Cees Nootboom.  
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (en direct de Francfort) : Concerto pour violoncelle et orchestre, de Ligeti ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1 en ut majeur Hob VIIb/1, de Haydn ; Symphonie n° 9 en ut majeur D. 944, de Schubert, par l'Orchestre radio-symphonique de Francfort, dir. Hugh Wolff.  
23.08 Jazz club.  
Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de La Villa à Paris : la Quintette de Sonny Fortune, saxophoniste avec Frank Amisalem, piano, Wayne Dockery, contrebasse, Keith Copeland, batterie.

Les interventions à la radio  
RTL, 18 heures : Michel Péricard  
RTL, 18 h 30 : Claude Cabanes et François d'Orléans  
France-Inter, 18 h 20 : Alain Lamassouse (émissions)

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Souffrances

GEORGES CHARPAK achetait vaillamment sa crosse dans une charcuterie de Carpiès. Devant les caméras, le Prix Nobel de physique haranguait des collégiens, signait des dédicaces à s'en engourdir la poignée, rendait visite aux enfants des rues de Bogota. Sous l'œil attendri de M. le maire, il coupait le ruban d'un « Salon des technologies avancées » à Toulouse. Mais qu'on ne s'y trompe pas : cette gloire lui pesait. Sautant d'une célébration à un vin d'honneur, suivi par « Envoyé spécial », il n'en finissait pas d'endurer la dure existence de Nobel.

Nous le montrant ainsi enlaid dans les corridors de la notoriété, « Envoyé spécial » ne se rangeait-elle pas elle-même parmi les tortionnaires de ce chercheur qui ne cherchait plus que la paix ? Pas du tout, vint répondre après le reportage le journaliste Philippe Rochot. Si Charpak avait accepté de se laisser suivre par la télévision, c'était pour délivrer un message : « Après le Nobel, j'ai accepté l'accablade que m'offrait la société. Maintenant, la fête est finie. J'ai la gueule de bois. Laissez-moi travailler. »

Où, comme elle semblait polissée, cette gloire non désirée ? Comme elle semblait raide et froide, cette statue de lui-même dans laquelle la notoriété l'avait brutalement enfoncé ? Le Nobel, pleurer ? « Après un prix Nobel, expulser Carlo Rubbia, patron du CERN de Genève, et donc patron de Charpak, lui-même

couronné en 1984, on n'est plus soi-même. » Le plus dur ? « L'obligation, pour un Nobel, d'être infatigable, quand la science est faite de difficultés, de tâtonnements. »

Faute de pleurer, on soupire donc sur le sort de Georges Charpak. Comme s'il était actuellement tacitement impossible, dans les émissions d'information, de montrer à la télévision d'autre spectacle que la souffrance. Comme si chaque visage connu devait prendre sa part, même minime, même illusoire, de la souffrance sociale qui nous submerge. C'est vrai, les chômeurs, les Bosniaques, les sidéens affrontent devant nous chaque soir, et les sans-abri autour de nous dans les rues. Vedettes et puissants, riches et bien-portants : chaque figure publique doit donc aujourd'hui s'inventer une posture autour de cette souffrance boursofflée, qui encombre seule le centre de l'écran. Mireille Dumas lui offre son écoute. Bernard Kouchner sa colère. Antoine de Caunes le revers de son veston, en y accrochant le ruban de la journée du SIDA. L'abbé Pierre ses dentelles forces. Edouard Belledur sa digne compulsion. Georges Charpak, qui participera au Téléthon, son temps et son énergie. « Envoyé spécial », trois minutes de temps d'attente à Charpak pour oser sa lassitude et son désir de paix. Tout est autorisé, sauf le spectacle indécent de l'insouciant bonheur. De la gloire, point d'autre usage n'est toléré que de l'expier sans fin.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

SAMEDI 4 DECEMBRE

TF 1

- 6.00 Série : Mémoires d'outre-tombe.  
6.30 Club mini Zig-Zag.  
Cococinel : SOS fantôme ; Cubitus ; Omer et le fils de l'étoile.  
7.20 Club mini.  
Sophie et Virginie, Sally la petite sorcière, Le Jardin des chansons.  
8.10 Télé-shopping.  
6.40 Club Dorothée.  
10.20 Télévision.  
10.43 Météo (et à 11.43).  
10.45 Magazine : Ça me dit... et vous ?  
Avec les séries : Dinosaures, La Maison en folie.  
11.45 Jeu : La Roue de la fortune.  
12.20 Jeu : La Juste Prie.  
12.50 Magazine : A vrai dire.  
12.55 Météo et Journal.  
13.15 Magazine : Reportages.  
Gascon, Tourangeau, Poitevin... compagnons du devoir, de Dominique Thuers et Jean-Michel Chappes.  
13.55 Jeu : Millionnaire.  
14.20 Le Jeu est à vous.  
Avec la série : Agence tous risques.  
17.30 Magazine : Trente millions d'amis.  
18.00 Divertissement : Les Rousserelles.  
18.30 Divertissement : Vidéo gag.  
19.00 Série : Beverly Hills.

3 JOURS EXCEPTIONNELS DE LIQUIDATION DES STOCKS  
DAVID SHIFF  
Costumes, bijoux, ventes, invendus

- 20.00 Journal, Tirois et Météo.  
20.45 Variétés : Gargon, la suite !  
Emission présentée par Patrick Sébastien. Hommage à Achille Zavatta.  
22.35 Téléfilm : Objection Central Park.  
De Steven Hillard Stern.  
0.30 Sport : Funboard. Coupe du monde à Hawaï.  
1.10 Journal et Météo.  
1.15 Magazine : Le Club de l'enjeu.  
1.45 TF 1 nuit (et à 2.20, 3.20, 4.20).  
1.55 Documentaire : Histoires naturelles (et à 3.30).  
2.30 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (4<sup>e</sup> épisode).  
4.30 Série : Mémoires d'outre-tombe.  
4.55 Musique.  
5.05 Documentaire : L'Équipe Costeau en Amazonie.

FRANCE 2

- 6.00 Téléthon Martin (et à 8.50, 7.40).  
6.45 Dessin animé (et à 7.35).  
8.30 Le Journal du Téléthon.  
8.50 Téléthon jeunesse.  
Emission présentée par Claude Sérillon, Pascal Sanchez et Liq Hennet. Avec Casimir, les Serbelloni, François Feldman.  
11.05 Téléthon Exploits.  
Emission présentée par Claude Sérillon et Didier Guéhen.  
12.00 La Grande Parade du Téléthon.  
Emission présentée par Claude Sérillon et François-Henri de Vieux. Diffusée en français. Variétés : Georges Zamfir.  
13.00 Journal et Météo.  
13.25 Le Téléthon des animaux.  
Emission présentée par Claude Sérillon et Alain Bougrain-Dubourg.  
14.45 Le Journal du Téléthon.  
15.05 Tirois.  
15.10 Téléthon passion (et à 16.20).  
Emission présentée par Claude Sérillon, Christine Caron et Patrick Laffont. Des exploits sportifs. Variétés : Alan Stivell, Des Des Bridgeaux.  
17.02 Téléthon dansant.  
Emission présentée par Claude Sérillon et Georges Gallier. Avec Sophie Marceau et Pascal Lavanchy, champions de France de patinage artistique. Variétés : Yvette Horner, les Vegabonds, les Domices, François Feldman, Jeane Manson.  
18.15 Les Espoirs du Téléthon.  
Emission présentée par Gérard Holtz, Claude Sérillon et Julien Lepers. Invités : Mins Moratto, Frédéric Chateau, le groupe Nerve, Pascal Obispo, Didier Barthe, Serge Foubert. Love bizarre.  
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).  
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.  
20.50 La Grande Fête du Téléthon.  
Emission présentée par Claude Sérillon, Gérard Holtz, Martine Allain-Regnault, François de Closets. Avec Michel Sardou, Alain Souchon, Claude Nougéro, Jill Caplan, le Story de Starmaria avec Fabienne Thibaut et Raoul Houdon, Marie Lefort, Pierre Perret, Sylvie Vartan, Mireille Mathieu, Julie Migenes.  
1.05 Le Tour de France du Caméthon.  
Emission présentée par Claude Sérillon, Gérard Holtz et tous les animateurs du Téléthon. Les vidéos sur la manifestation. Annonce du chiffre officiel des promesses de dons du 7<sup>e</sup> Téléthon.  
2.00 Documentaire : Dernier Far West, Canada.

- 2.55 Série : Eurofics.  
3.55 Documentaire : Courses d'océan.  
4.45 Dessin animé.  
4.55 Série : Les Histoires fantastiques.  
5.15 Documentaire : Les Sentiers de la favelle.

FRANCE 3

- 7.30 Magazine : L'Heure du golf.  
La magazine : La compétition : World Cup of Golf à Lake Mon (Etats-Unis).  
8.00 Magazine : Espace entreprises.  
Découverte d'une entreprise : L'Homme du jour.  
9.00 Magazine : Terres francophones.  
9.30 Magazine olympique.  
De Michel Dréty. L'actualité sportive.  
10.00 Magazine : Rencontres à XV.  
Présenté par Jean Abeilhout, Jean-Paul Cazeneuve et Marc Gillaume. La centre de formation du FC Grenoble : Les essais du championnat de France : Saint-Etienne de Bourgoin, le vie du plus petit club de Nationale.  
10.30 Magazine : Mascarnes.  
Présenté par Gladys Sarys.  
11.00 Magazine : Le Jeu des bêtes.  
Présenté par Pierre Rousselet-Blanc.  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 Sans adf chez vous (et à 14.50, 16.45).  
14.00 Série : La croisière s'amusse.  
17.40 Magazine : Montagne.  
Les montagnes du cinéma, de Pierre Bocou, 2. De Mort d'un guide (1975) à nos jours.  
18.25 Jeu : Questions pour un champion.  
Animé par Julien Lepers.  
18.50 Un livre, un jour.  
La bibliothèque des tout-petits : Cinq milliards de visages, de Peter Spier ; Sur les genoux de maman, d'Ann Herbert Scott et Gio Coelson.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.09 à 19.31, le journal de la région.  
20.05 Divertissement : Yacapa.  
Présenté par Pascal Brunner. Invités : Martine Viallonga, Jean Goudon, Nicole Rieu.  
20.30 Le Journal des sports.  
20.50 Série : La Guerre blanche.  
La Guerre des carrels, de Pedro Maso Paullet, avec Roland Girard et Daniel Aries.  
22.25 Journal et Météo.  
22.50 Jamais sans mon livre.  
Magazine présenté par Bernard Rapp. Invité : Bertrand Mery (La Photo sur le charnière, naissance d'un culte modeste).  
23.05 Série : Robert Bober (Qui de nous est le guerrier ?).  
Joc-

- ques Noëls (Georges Peres).  
23.45 Magazine : Musique sans frontières.  
Spécial rock catalan, à Barcelone, en collaboration avec TV 3 et son émission « Subtrix ».  
Paris-Métropole avec Khalid.  
0.30 Continentales Club.  
Meilleurs moments de la semaine.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 7.25 —  
7.00 CBS Evening News.  
Journal américain présenté par Don Rafter et Connie Chang.  
7.25 Les Superstars du catch.  
8.15 Surprises.  
8.25 Série : Le Juge de la nuit.  
9. La Cessante piégée, de Jeff Fowler.  
9.15 Téléfilm : Un otage de trop.  
De Philippe Galland.  
10.40 Le Journal du cinéma.  
10.45 Cinéma : Le petit prince a dit...  
Film franco-belge de Christine Pascal (1992).  
— En clair jusqu'à 14.00 —  
12.30 Flash d'informations.  
12.35 Magazine : 24 heures.  
Présenté par Erik Gilbert.  
13.30 Magazine : L'Œil du cyclone.  
Météo et passion, épisode 2818.  
14.00 Sport : Ski.  
Descente dames de la Coupe du monde, en différé de Tignes.  
15.20 Sport : Rugby.  
Barbarians All Stars. En direct de Cardiff.  
17.05 Sport : Football américain.  
Match de championnat de la NFL.

L'INTERVIEW DE JAMIROQUAI  
DANS LE PLEIN DE SUPER  
SUR CANAL + EN CLAIR  
CE SOIR À 19H30.

- En clair jusqu'à 20.30 —  
18.00 Décade pas Bunny.  
18.55 Série animée : Chip & Clyde.  
19.05 Dessin animé : Les Simpson.

M 6

- 6.40 Musique : Boulevard des clips (et à 1.35, 7.00).  
8.00 M 6 Kid.  
10.00 M 6 boutique. Télé-achat.  
10.30 Infoconsommation.  
10.35 Variétés : Multitop.  
11.50 Série : Les Années coup de cœur.  
12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.  
12.55 Le Saga des séries.  
Invité : Louis Vuitton.  
13.00 Série : Brigade de nuit.  
13.55 Série : Tonnerre mécanique.  
15.05 Série : Covington Cross.  
16.10 Série : Département S.  
17.15 Série : L'Aventurier.  
17.50 Série : Le Saint.  
18.45 Magazine : Les Enquêtes de Capital.  
19.15 Magazine : Turbo.  
Présenté par Dominique Chappet.  
19.54 Six minutes d'informations.  
Météo.  
20.00 Série : Classe mannequin.  
20.35 Magazine : Stars et couronnes (et à 1.25).  
20.50 Téléfilm : L'instinct d'une mère.  
De James Steven Sadwith.  
0.20 Série : Soko, brigade des stupés.  
1.15 Informations : Six minutes première heure.  
2.35 Rediffusions.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 —  
17.00 Documentaire : L'Histoire de Vinh.  
De Jean-François Sauzet (rediff.).  
18.00 Magazine : Méga-mix (rediff.).  
19.00 Magazine : Via Regio.  
Sur les traces de Sherlock Holmes, de Dracula et du commissaire Maigret. Transylvanie, Libge, Berna.  
19.25 Chronique : Le Dessous des cartes.  
Aborigènes, la conquête de l'Australie.  
19.35 Documentaire : Histoire parallèle.  
Actualités françaises et britanniques de la semaine du 4 décembre 1943.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Documentaire : Point de départ.  
De Robert Kramer.  
22.00 Soirée Hal Hartley.  
Surviving Desire, avec Martin Donovan, Mary B. Ward. A 23.00, Ambition, avec George Fauster, Patrick Sullivan. A 23.10, Theory of Achievement, avec Bob Gossa, Jessica Sager.  
23.25 Cinéma d'animation : Shark.  
Rêve de chien, de J. Falconer ; Deux chiens, de William Wegman ; Meris Munoz, de Joan Puig ; Volle, de Simon Pummel ; L'Escamoteur, d'Eve Rambou.  
23.55 Musique : Jazz Festival Berlin.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait.  
Hervé Léger, styliste.  
20.45 Dramatique.  
Métisses, de Claudine Galès ; 21.35, La Nuit des navigateurs, d'Eveline Pissier.  
22.35 Musique : Opus.  
Jean Barraqué (1928-1973), vingt ans après.  
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Soirée lyrique (concert donné le 25 août lors du Festival de La Chaux-de-Fonds) : La Représentation de l'âme et du corps, de Cavallieri, par le Chœur de Proque, le Chœur et l'Orchestre Della Cappella Musicale di San Petronio di Bologna, dir. Sergio Vartolo.  
23.00 Maestro, Erich Lohndorf, par Anne-Charlotte Remond.  
0.05 Carrefour de la guitare.

Les interventions à la radio  
France-Inter : 9 heures : Patrice Autaud ; 12 heures : Radio-Classique, 12 heures : Merc Villenot (« Questions crasses »).

## AU JOUR LE JOUR

## P'tit déj'

« Michel, vous prenez de la brioche ? »

— Monsieur le Président, comment dole-t-il le prendre ?  
— Comme vous l'entendez. Vous préférez peut-être beurrier légèrement une brioche sans œuf ?

— François, si vous permettez, je consens que vous tenez la forme !

— Vous savez, les grande dessein m'ont toujours stimulé.

— Toujours est-il que les omelettes aux truffes de

l'Elysée restent, elles aussi, exquises.

— Que d'œufs, que d'œufs !  
— Avez-vous déjà songé à faire calculer combien d'œufs, depuis le 10 mai 1981... ?

— L'idée m'avait effleuré ! Accepteriez-vous de diriger une mission d'enquête sur la question ?

— Je n'osais pas vous le demander.

PROCYON

## L'ESSENTIEL

## AU COURRIER DU MONDE

Les lettres de nos lecteurs. Un livre : « Génération galère », de Gérard Bardy (page 2).

## INTERNATIONAL

## Venezuela : le spectre du coup d'État

Les scrutins présidentiel et législatif du 5 décembre se dérouleront dans un pays sous haute surveillance militaire, hanté par le spectre d'un coup d'État (page 4).

## Premier scrutin présidentiel pluraliste au Gabon

Au Gabon, Omar Bongo, depuis 26 ans au pouvoir, est le favori du premier scrutin présidentiel pluraliste. Mais l'impréparation ainsi que les risques de fraudes font monter la tension et la contestation (page 9).

## ESPACE EUROPÉEN

## Des objectifs pour la CSCE

L'Italie assume depuis le 1<sup>er</sup> décembre et pour un en la présidence de la CSCE. Le ministre italien des affaires étrangères, Beniamino Andreatta, décrit les objectifs ambitieux que son pays assigne à cette organisation qui rassemble 53 pays, européens, nord-américains et les républiques héritières de l'ancienne URSS (page 10).

## POLITIQUE

## Le centrisme à l'épreuve des urnes

Deux variétés de centrisme affronteront l'épreuve des urnes ce week-end. Bernard Stasi, l'un des figures humanistes du CDS, a reçu le soutien, à Epemay, de Jacques Chirac. Jean Mouton, maire de Pierrelatte, président du conseil général de la Drôme, incarne un autre type de centrisme. Il remet son mandat en jeu à l'occasion d'une élection municipale partielle (page 11).

## SOCIÉTÉ

## La cartographie du génome humain

Le professeur Daniel Cohen a indiqué, jeudi 2 décembre à Amsterdam, que son équipe est « en train d'achever la cartographie du génome humain » (page 15).

## COMMUNICATION

## La réforme de l'audiovisuel à l'Assemblée

A l'Assemblée nationale, où commence le débat sur la réforme du système audiovisuel, le groupe UDF a annoncé son intention de supprimer la présidence commune de France Télévision (France 2-France 3) (page 16).

## CULTURE

## Michel Hermon, pour l'amour de Piaf

En un tour de chant, Michel Hermon interprète jusqu'au 31 décembre, son immense amour pour Piaf, aux Bouffes du Nord (page 18).

## ÉCONOMIE

## Baisse des taux allemands et français

La Banque de France a emboîté le pas à la Bundesbank — qui a abaissé d'un quart de point à 6 % (jusqu'au 5 janvier) le taux de ses prises en pension, — ramenant son taux d'appel d'offres de 6,45 % à 6,20 %. Cette mesure devrait entraîner une baisse parallèle du taux de base bancaire (page 22).

## Services

Abonnements..... IV  
Annonces classées..... 24  
Cartes..... 26  
Jeux..... XI  
Marchés financiers..... 24-25  
Météorologie..... 26  
Radio-télévision..... 27

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3617 LMDOC  
et 36-28-04-56

Ce numéro comporte un cahier :  
« Temps libre »  
folioté à XII

## Demain

## Heures locales

La région Midi-Pyrénées, débattant de son aménagement, a lancé une consultation et réuni près de 600 personnes pour discuter de son avenir dans la France de 2015. Sondage : les Français jugent positif l'état des transports dans leur région.

Le numéro du « Monde » daté vendredi 3 décembre 1993 a été tiré à 485 556 exemplaires

Refusant de communiquer à la justice les conclusions de son enquête

## Le président de la Commission de contrôle des écoutes téléphoniques s'abrite derrière le « secret défense »

Révisée en mars par Libération, l'affaire des écoutes téléphoniques pratiquées au milieu des années 80 par la cellule de l'Elysée et visant notamment des journalistes connaît un rebondissement judiciaire. C'est en effet le « secret défense » qu'a invoqué, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, devant le juge d'instruction Jean-Paul Valat, Paul Bouchet, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCS), pour refuser de communiquer au magistrat les conclusions de l'enquête dont l'aurait chargé le premier ministre, à l'époque Pierre Bérégovoy. Le magistrat a également entendu, le jeudi 2 décembre, Paul Béril, ancien membre de la cellule Elysée, qui s'est constitué partie civile. Il devait entendre Gilles Ménage, ancien directeur du cabinet du président de la République.

## Une heure d'entretien entre François Mitterrand et Michel Rocard

Cinq semaines après son élection au poste de premier secrétaire du PS, Michel Rocard a été reçu vendredi 3 décembre à l'Elysée pour un petit déjeuner avec François Mitterrand. A l'issue d'un tête-à-tête d'une heure, M. Rocard a qualifié cette rencontre de « normale et intéressante ». Il a précisé qu'elle s'était déroulée dans une ambiance « excellente », mais s'est refusé à révéler la teneur de « cette conversation privée ». Près de dire qu'il était content d'avoir revu le président de la République, il a simplement répondu « oui ». M. Rocard n'avait plus rencontré le chef de l'État depuis les obsèques de Pierre Bérégovoy, le 4 mai dernier à Nevers.

Lire également « Au jour le jour ».

## Déjeuner « privé » Chirac-Balladur

Edouard Balladur et Jacques Chirac ont déjeuné en tête à tête, jeudi 2 décembre, au Divorce, restaurant proche de l'Assemblée nationale et particulièrement fréquenté par les dirigeants politiques. Rien n'a filtré de cette rencontre gastronomique entre le premier ministre et le président du RPR, qui a été, cependant, l'occasion d'un reportage télévisé, jeudi soir, et d'une publication de la photo des deux intéressés, frigorifiés mais chaudement vêtus, en première page du Figaro, vendredi. Le cliché, chose rarissime, montre le chef du gouvernement un cigare à la main.

Ce tête-à-tête, qui entre dans la catégorie des déjeuners politiques à fonction médiatique, a toutes choses égales par ailleurs, un précédent célèbre. Le 7 septembre 1965, Georges Pompidou, premier ministre, et Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances, avaient déjeuné ensemble, côte à côte, dans un établissement plus abordable, la brasserie Lipp, en le montrant ostensiblement.

## Fusillade meurtrière au Malawi entre militaires et membres du parti au pouvoir

Au moins 16 personnes ont été tuées, vendredi 3 décembre, dans la capitale du Malawi, Lilongwe, lors d'affrontements entre des soldats et des forces paramilitaires dépendant directement du Parti du Congrès du président Kamuzu Banda, ont rapporté des témoins.

Les tirs ont éclaté alors que des commandants de l'armée et des responsables des « Jeunes pionniers du Malawi » s'entretenaient pour désamorcer la tension consécutive à une échauffourée, trois jours auparavant, lors de laquelle deux soldats ont été tués. Les « pionniers » (7 000 hommes) représentent une force redoutée du parti du président à vie. L'opposition a réclamé en vain, jusqu'à présent, la dissolution de cette organisation. — (Reuters.)

Tandis que le Canard enchaîné saluait, dans ses éditions du 1<sup>er</sup> décembre, le vingtième anniversaire de la tentative de pose de micros dont il avait fait l'objet de la part de la DST, sur ordre du pouvoir politique, l'histoire se répétait dans un cabinet d'instruction du palais de justice de Paris. On se souvient que le « secret défense » avait été invoqué par les gouvernements de droite successifs, dans les années soixante-dix, pour ne pas satisfaire les curiosités judiciaires dans l'affaire du Canard enchaîné qui, du coup, devait se terminer par un non-lieu. Or c'est le même argument qu'a avancé M. Bouchet, lors de son audition par le juge Valat.

## « Réveiller la conscience publique »

Dans sa déposition, d'une extrême concision, il s'est refusé à donner la moindre information sur les conclusions de l'enquête dont il avait été chargé par le premier ministre, après les révélations de Libération sur les écoutes pratiquées sur le téléphone privé de notre collaborateur Edwy Plenel. « Quelles sont les conclusions de votre commission ? » lui demande le juge Valat. Réponse de M. Bouchet : « S'agissant d'une enquête administrative effectuée sous couvert du secret défense, ses conclusions ne peuvent être communiquées qu'après accord préalable de l'autorité qui pourrait lever le secret défense, à savoir en l'espèce le premier ministre. Il appartient au premier ministre de déterminer ce qui relève du secret défense ainsi qu'éventuellement de lever ou non ce secret. »

Cette déposition du président de la CNCS est pourtant contradictoire avec ses premières déclarations publiques, en mars, quand fut relevée l'ampleur des écoutes attri-

bues à la cellule de l'Elysée, visant aussi bien des journalistes que des avocats, des personnalités, des responsables politiques, etc. Le 6 mars, dans un entretien au Monde, M. Bouchet déclarait : « Quelle que soit l'explication à laquelle nous arriverons, nous nous sommes avant tout écartés du style d'entrevue auquel nous avons eu droit l'affaire des micros du Canard enchaîné, le genre de dossier où l'on essaie de gagner du temps pour arriver à un non-lieu de résignation. Le dossier d'Edwy Plenel est bête, ou maudit comme vous voudrez, pour notre commission qui veut réveiller la conscience publique. »

Le 12 mars, dans un communiqué, M. Bouchet affirmait qu'en l'état actuel de son enquête, il pouvait d'ores et déjà affirmer que les écoutes révélées portaient « gravement atteinte, non seulement à la vie privée de leurs victimes, mais également au secret professionnel dont les journalistes et les avocats doivent bénéficier dans une société démocratique ». Affirmant qu'il

poursuivait « sans désespérer » ses investigations, il précisait qu'elles lui avaient déjà « permis de recueillir des informations précieuses » et que « divers éléments de réponse [étaient] susceptibles d'être d'ores et déjà rendus publics ». A l'époque, il n'invoquait pas le « secret défense », précisant dans un entretien à Libération du 15 mars que cet obstacle ne pouvait être opposé à la commission qu'il présidait.

Paul Bouchet est également président, depuis 1989, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme dont le décret de janvier 1989 qui en définit les missions précise, en son article 1<sup>er</sup>, que « son rôle est d'assister de ses avis le premier ministre pour toutes les questions qui concernent les droits de l'homme ». Reste désormais à savoir désormais quel sera le choix du premier ministre, entre le respect des droits de l'homme et celui d'un « secret défense » qui, à l'évidence, ne saurait protéger des écoutes pratiquées au domicile de journalistes.

## Air Inter : grève surprise des personnels navigants

Une quinzaine de vols d'Air Inter ont dû être annulés dans l'après-midi du jeudi 2 décembre, en raison d'une grève surprise des personnels navigants qui réclament le retrait de mesures portant sur l'ouverture progressive du ciel français à la concurrence à partir de 1995. Cette grève de certains syndicats de navigants est intervenue alors que six syndicats du personnel au sol avaient appelé à des

débrayages pour les mêmes raisons, à la suite de préavis de grève successifs annoncés le 15 novembre par l'intersyndicale d'Air Inter. La direction de l'entreprise a déclaré, dans un communiqué, qu'elle contestait « le caractère légal » de cette grève surprise en précisant que « les responsables des syndicats concernés ont empêché le personnel non gréviste de prendre leur vol ».

**DIMANCHE  
5 DECEMBRE  
-10%  
POUR TOUS  
SUR TOUT\*  
LE MAGASIN**



Ouverture magasins : Haussmann 10 h-19 h. Montparnasse 10 h 30-19 h.  
\*Sauf sur la librairie, l'alimentation, la restauration, les services et les points rouges.

échappée  
dimanche

vints d'Orien





Le Monde

# temps libre



STYLE

## La télé en costume de ville

Elle nous renvoie notre image, cette télévision dont les présentateurs, au fil des chaînes, au fil des émissions, des heures et des moins bonnes heures d'écoute, s'habillent selon les convenances du moment. Leurs caricatures et leurs marionnettes ne font pas autrement.

(Lire page IV.)

EXTERIEUR

## L'échappée du dimanche

Rien ne semble plus pouvoir résister à cette violente passion que les Français éprouvent pour la bicyclette. On les voit, on les rencontre partout. Et quelquefois même là où des « pros » hésiteraient à partir se dégourdir les jambes. Reportage dans les monts du Lyonnais.

(Lire page X.)

INTERIEUR

## Points d'Orient



Par quels mystérieux cheminements les tapis tissés en Chine, dans le Caucase ou les montagnes d'Iran arrivent-ils sur les marchés ? Dans quelles conditions les achète-t-on et de quels éléments doit-on disposer pour les comprendre et les acquérir ?

(Lire page IX.)

HORS-SERIE

## Observateur

### LA ROUTE DES ILES

Par Yves Berger Catherine Clément Patrick Chamoiseou Alain Decoux Michel Déon Dominique Fernandez Ernest Pépin Bertrand Poirot-Delpech John Saul Michel Tournier...

De Bali à Zanzibar, de la Sicile à Long Island, des rivages du Pacifique aux plages de l'océan Indien, des Inuit aux Maoris, de l'île au trésor à l'île mystérieuse, vingt écrivains, hardis navigateurs et insulaires de cœur, nous font découvrir l'île de leurs rêves sur les traces d'Ulysse, de Robinson et de Toussaint-Louverture.

40€ CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VOYAGE

ON demandait un jour à Jules Renard s'il connaissait l'Italie : « *Même pas de nom !* », répondait le farceur. Il lui aurait été plus difficile de faire l'amusant avec Venise. Car, à supposer que l'on n'ait jamais entendu parler de l'Italie, il est plus délicat d'affirmer ne pas connaître, même de nom, la cité des doges. Ne pas l'avoir fréquentée, ne serait-ce qu'une seule et unique fois, relèverait sans doute même d'un manque de curiosité froissant l'acte impie. C'est un pèlerinage que l'on se doit d'entreprendre, sans trop savoir pourquoi, mais dont il convient de présenter d'urgence les certificats d'authentification lors des multiples contrôles qui ne manquent jamais de vous tomber dessus. « Ah ! la Venise, Oh ! le musée Fortuny, et le musée Correr, et le Harry's bar, et Burano, et Murano... Et vous c'est quoi votre truc, là-bas ? » On peut, sans risquer l'opprobre, ignorer le reste du monde.

**Le voyage à Venise n'est pas obligatoire, il est indispensable. C'est du moins ce que pense la Sérénissime, et avec elle ceux qui l'ont visitée.**

Venise  
bis  
repetita

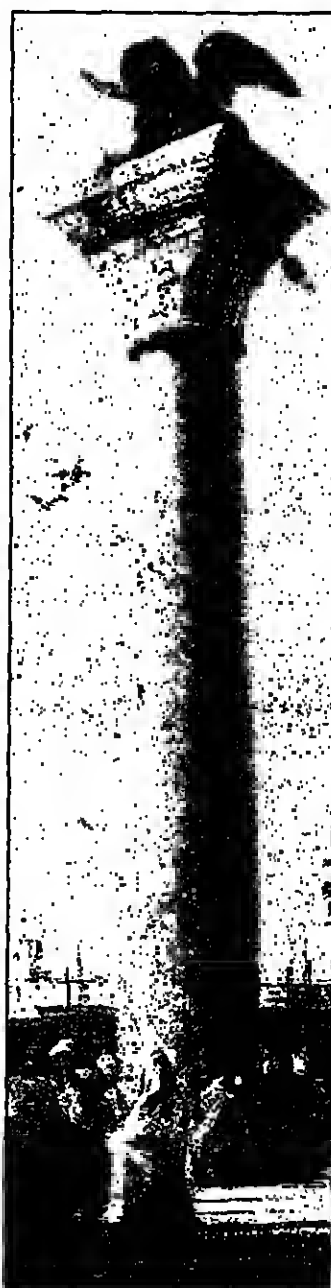
Venise, c'est plus dangereux. Si nous y retournons avec toujours autant d'entrain et d'excitation, c'est que rien, sans doute, ne nous y attire vraiment, sinon Venise elle-même. Ville-berceau d'un vague et puissant appel vers ce que nous savons ne plus pouvoir retrouver, tout en le retrouvant encore. Au moment où l'on donnait sa disparition comme proche, son retour au limon originel comme probable, le sentiment général ne fut ni la révolte ni l'apitoiement, mais plutôt une sorte de manque à gagner, de « mardi noir » à inscrire au tableau de l'incertaine cotation de nos émotions. Venise coulait et nous avec.

Ceux qui n'en avaient pas encore supporté toute la violente morsure se lamentèrent, comme d'une injustice à eux personnellement administrée ; les autres, les estampillés en Sérénissime, mirent un signet noir à leur missel de voyages, en espérant confusément être les derniers à pouvoir raconter les aventures sans importance qui leur étaient arrivées en patrouillant dans l'entrelacs bavard de la cité aux pieds froids. L'Internationale du sauvetage ne permit pas qu'on puisse, sans réagir, laisser glisser vers les abîmes ce témoin en activité des siècles d'or de l'élégance des républiques ploutocratiques, et Venise, bien naturellement, fut consolidée.

Elle est aujourd'hui de nouveau solidement arrimée à l'idée qu'elle se fait d'elle-même, plus festive que jamais, débordante de manifestations ; carnavalesque avec succès quand vient l'heure de singer cette vieille coutume retrouvée de s'habiller d'un morceau de velours pour masquer ses effrois ; nautique avec muscles quand, à la place du Bucentaure, sortent sur la lagune les escadres des godilleurs du dimanche ; gaie et sombre, ombrageuse et colorée, légère et musicale. Un moment grave et joyeux par temps de crise. Du superflu très nécessaire.

Venise, port franc de tous les soucis et de toutes les alarmes. Ville sans haine où le sang est peint en vermillon et où les larmes ne coulent que des mains des verriers. Avec justesse, on vient la visiter comme un entracte, un temps de répit, sans honte, ni même le sentiment de se détourner à bon compte des encombrants constats de l'époque. C'est sa force. Elle nous enseigne la guerre et la grâce, le pouvoir et ses limites, la puissance et ses faiblesses. Elle était Venise, une cité qui s'était faite seule, arrogante et intelligente, modèle à suivre et à ne pas suivre. Tout est dit sur les bords de sa lagune. Et tout reste à réinventer ailleurs.

Jean-Pierre Quélun  
(Lire pages VI et VII)



Lire aussi

Palais-Royal

Ancien lieu de tumultes et de désordres, le jardin du Palais-Royal dans le calme d'aujourd'hui.

(Lire page III.)

L'ŒIL DE CLAUDE SARRAUTE (Lire page IV.)

Givenchy

Un grand couturier fait le bilan de son travail et dresse le panorama d'une époque désormais révolue.

(Lire page XII.)

# Les rendez-vous

## ILE-DE-FRANCE

### Le Moyen Age vu de Hollywood

Hollywood a parfois puisé son inspiration dans le Moyen Age européen comme au début du siècle, jusqu'au 13 décembre, à l'auditorium du Musée des monuments français (palais de Chaillot, tél. : 44-05-39-10). Festival-panorama de vingt films, de la *Jeune d'Arc* de Cecil B. De Mille (1916) à la *Rose et la Fioche* de Richard Lester (1977) en passant par *Prince Vaillant* de Henry Hathaway (1954) ou les *Vikings* de Richard Fleischer (1958).

### Musées allemands anciens et nouveaux

Le Louvre invite ses cousins allemands pour une journée de conférences organisée avec le Goethe Institut, mercredi 8 décembre, à l'auditorium au 40-20-51-86 ou 3615 Louvre. Seront présentés la Nationalgalerie de Berlin (à 12 h 30), les musées de Cologne, Stuttgart, Münster et Francfort. Débat à 18 h 30 sur l'art contemporain dans les musées français et allemands.

### Paris en visites

Parmi les visites-conférences proposées par l'association A nous



deux Paris (renseignements et programme au 42-22-66-39), sont annoncées, samedi 4 décembre, du canal Saint-Martin à la rotonde de La Villette, via l'hôpital Saint-Louis (à 15 heures à l'angle du quai de Jemmapes et de la rue du Faubourg-du-Temple); mardi 7 décembre, le Marais-sud (à 14 h 30 devant l'église Saint-Ger-

vais); dimanche 12 décembre, le Marais-nord (à 10 h 30 à la station de métro Temple).

### Marchés de Noël

A Strasbourg, on l'appelle le *Christkindelsmarkt*, le marché de Noël et, cette année, il apporte ses traditions à Paris. Rue du Faubourg-Saint-Martin, le long de la gare de l'Est, une quarantaine de chalets abritent des artisans venus d'Alsace, mais aussi d'autres provinces françaises et même de Bavière et du Bade-Wurtemberg. On y dégustera les petits gâteaux de Noël aux fruits et aux épices et on pourra y acheter bougies, santons et jouets. Jusqu'au 26 décembre, de 9 heures à 20 heures. A l'intérieur même de la gare, ce sont les producteurs qui, du 6 au 17 décembre, proposent gastronomique alsacienne et produits du terroir.

### Chiens et chats à adopter

Une journée d'adoption organisée par la fondation Assistance aux animaux a lieu dimanche 5 décembre, de 11 heures à 19 heures, sur deux péniches amarrées au port de La-Bourdonnais, près de la tour Eiffel, à Paris. Auparavant, constatant que plus de 60 % des adoptants sont des

couples avec deux enfants, l'organisme a organisé une journée pédagogique sur le thème : « Mieux connaître l'animal pour mieux l'aimer et le protéger. »

### Crèche de Venise

L'histoire de la Sérénissime est le thème de la crèche en plusieurs tableaux présentée, jusqu'au 3 janvier, sur la place de l'Hôtel-de-Ville (de 18 heures à 20 heures jusqu'au 17 décembre, jusqu'à 22 heures ensuite). D'entrée : 30 F. Après les Andes, la Provence, Cracovie, Naples ou Madrid, c'est la dixième année qu'une telle manifestation est organisée.

### Salon nautique

La figure de proue du *Clipper-pour-la-France*, en construction pour le port-musée de Douarnenez, sera présentée au Salon nautique, à la porte de Versailles, jusqu'au 13 décembre (de 10 heures à 19 heures, nocturne vendredi 10 jusqu'à 23 heures), sur l'un des 900 stands et parmi les 116 bateaux de tous styles et de toutes tailles qui devraient attirer plus de 300 000 visiteurs. Si 20 % des Français pratiquent une activité nautique, 58 % rêvent d'en faire autant.

### Piscines en kit

Cinq mille bassins construits en 1971, 10 000 en 1981, près de 25 000 aujourd'hui : la piscine comme phénomène social. Complète ou en kit, entourée ou non d'équipements nommés spa, sauna, hammam, douche, massage, elle a son Salon. Du 3 au 13 décembre, la 30<sup>e</sup> édition réunit toutes ces spécialités au Parc des expositions de Paris, porte de Versailles.

### Paradis artificiels

L'exposition présentée à l'Arche de la fraternité, à la Défense sous le titre « Les jardins des paradis artificiels » n'a pas pour but d'inciter à la consommation. Photographies, cartes, graphiques et commentaires tendent à démontrer que la consommation de psychotropes (coca, cannabis, pavot) est aussi ancienne que le monde. La dérive actuelle en a fait un « marché » qui ne profite guère aux paysans producteurs. Un audiovisuel consacré aux agriculteurs paétoannes du Pakistan et d'Afghanistan développe ces thèmes. Jusqu'au 2 janvier 1994, tous les jours de 9 heures à 18 heures. A lire sur ce sujet : *la Planète des drogues, organisations criminelles, guerres et blanchiment*, d'Alain Labrousse (Seuil, 1993).

## VENTES

### Remonter le temps

Maintenant que la précision est à la portée de tous grâce au mouvement à quartz, les collectionneurs reviennent par réaction aux montres mécaniques, dont le remontoir rythme la course du temps. Deux ventes de montres-bracelets auront lieu à Drouot-Montaigne, l'une de praetiga avec catalinque le 12 décembre après-midi, l'autre la veille au soir sur liste, avec des modèles antra 3 000 et 20 000 francs.

Le glas de la montre de poche a sonné en 1906 quand l'aviateur Santos Dumont commande à son ami le joillier Louis Cartier une montre-bracelet. Cette innovation lui permet de piloter en consultant l'heure sans avoir à extraire une montre de son gousset. Personnalité très connue à l'époque, Santos Dumont lance cette mode dans le Paris de la Belle Époque parmi les mondains qu'il fréquente. A partir des années 20, c'est la ruée. L'antique montre de poche est abandonnée.

Sur le marché, où des ventes ont lieu d'une manière régulière depuis quelques années, l'intérêt des collectionneurs se concentre surtout sur six grandes marques. Patek-Philippe, Vacheron, Constantin, Audemars-Piguet, Cartier et Rolex, qui obtiennent les prix les plus élevés. Elles représentent le sommet de la qualité tant du point de vue technique qu'esthétique. La valeur dépend aussi de la matière : ainsi, la platine et l'or sont-ils plus recherchés que l'acier parce que plus rares. L'ancienneté joue aussi un rôle important : certains modèles des années 20 ou 30 valent à peu près le double de leurs frères des années 50, pourtant de fabrication et de qualité identiques. Comme il en va pour les estampes, les gros tirages sont moins recherchés que les éditions limitées. Les modèles de commande unique ou très peu tirés excitent la convoitise des amateurs. Toutefois, les grosses plus-values sont liées aux « complications » (en matière d'horlogerie, les perfectionnements les plus sophistiqués) : calendrier, chronomètres, phases de la lune, cycles des saisons, sonneries, répétitions, etc.

Les pièces les plus remarquables sont vendues dimanche 12 décembre après-midi à Drouot-Montaigne. Parmi elles, une Patek-Philippe, la marque de montres considérée dans le monde entier comme la *reine plus ultra* : un chronomètre en or avec bracelet assorti, un calendrier perpétuel et phases de la lune est estimé 350 000-400 000 francs.

Mais d'autres marques moins prestigieuses intéressent aussi les collectionneurs : Longines, Movado, Omega, Universal, Geiger-Lacouture entre autres, qu'ils trouveront dans la vente du samedi 11 décembre. Une « *Reverso* » Jaeger-Lecoultré en acier de 1935 est proposée entre 12 000 et 16 000 francs. Le même modèle en or cote autour de 40 000 francs.

Au fait, bracelet-montre ou montre-bracelet ? Les hommes préfèrent généralement les montres-bracelets, les bracelets-montres désignent un bijou féminin, un bracelet agrémenté d'une montre.

### Catherine Bedel

► Drouot-Montaigne, samedi 11 décembre, 21 heures, vente sur liste. Dimanche 12 décembre, 14 h 30, vente cataloguée. Exposition vendredi 11 décembre de 11 heures à 18 heures. Etude Briest, 24, avenue Matignon, 75008 ; tél. : 42-68-71-30.

## RÉGIONS

### Dieppe : histoire d'un château

C'est à Charles Desmarais ou des Marets qu'est attribué le mérite d'avoir construit le château que nous connaissons aujourd'hui. Ce château, c'est celui de Dieppe, campé depuis le quinzième siècle sur la falaise, face à la mer. Il était fatal qu'il se prit un jour comme objet d'étude. C'est chose faite, grâce à Pierre Bazin, son conservateur. « Histoire d'un château », jusqu'au 28 février 1994, tous



les jours sauf le mardi (tél. : 35-84-19-76). Le catalogue (50 F) ne manque pas de piquant.

### La mère et l'enfant en thalasso

Grandeur et servitude de la maternité. Les troubles de santé qui y sont liés sont bien connus : problèmes circulatoires, lombalgies, surcharges, pondérale, relâchement musculaire. Les spécialistes des instituts de thalassothérapie Louise-Bobert de Biarritz et de Port-Croix ont mis au point une cure post-natale (durée recommandée, sept jours) à n'entreprendre que huit semaines après l'accouchement. A Biarritz, l'Hôtel Miramar propose un forfait comprenant l'hébergement en pension complète, la cure (quatre soins quotidiens, thalasso et beauté) et l'accès aux installations de l'établissement : sauna, hammam, piscine chauffée, gym douce. Sans oublier les services d'une nurse, durant les soins, et tout le nécessaire pour bébé. 1765 F par jour, du 30 janvier au 9 avril, et 480 F par jour en pension complète pour l'accompagnant, qui est hébergé gratuitement. Renseignements au 59-24-20-80.

### Les bons comptes du Futuroscope

Euro Disney qui pleure, Futuroscope qui rit. Avec près de 2 millions de visiteurs en 1993 et sept années de croissance depuis sa création, en 1987, le Parc européen de l'Image, situé près de Poitiers (Vienne), affiche une fréquentation qui a doublé par rapport à 1991, mais aussi des résultats financiers à faire rêver Picasso et ses 5,34 milliards de pertes nettes consolidées : 300 millions de francs hors taxes de chiffre d'affaires et un cash-flow de 36 millions. De quoi donner des ailes à cette vitrine des nouvelles technologies de l'image, qui sera exceptionnellement ouverte à Noël (du 18 décembre au 2 janvier), en attendant le coup d'envoi de la saison 1994, le 12 février.

### Le Rubens de Soissons

La restauration du tableau de Rubens intitulé *L'adoration des bergers* de la cathédrale de Soissons aura duré deux ans. Coût pour l'Etat : 500 000 F. Ce travail a révélé la présence de deux tableaux, celui de la ville de Soissons et celui de son probable acquéreur, l'évêque Simon Le Gras de Vauvercy. Avant d'être accrochée à la cathédrale de Soissons, où cette œuvre se trouvait depuis plus de deux siècles, l'adoration des bergers sera exposée au musée municipal de Soissons à partir du 11 décembre et jusqu'en mai prochain. Publication, à cette occasion, par la direction régionale des affaires culturelles de Picardie, de *l'Histoire d'un tableau de Rubens*, avec le soutien financier des collectivités locales.

### Roubaix : art en direct

C'est un atelier d'artistes éphémère et public : 80 artistes européens sélectionnés et invités par la ville de Roubaix pour travailler pendant vingt-quatre



heures d'horloge (du 14 décembre à 20 heures jusqu'au 15 décembre même heure) sur des matériaux et des objets de récupération achetés chez Emmaüs. Pour la quatrième édition de cette « Braderie d'art » (les œuvres sont vendues entre 1 et 1 000 F), on ouvrira les anciens bords municipaux de style art déco, 26, rue des Champs, à Roubaix. Renseignements : Association Art majeur, 47, rue de Valmy, tél. : 16-20-05-85.

## ÉTRANGER

### L'Italie à prix « coups de cœur »

Pour renouer avec sa clientèle, après la période des grèves, Air France propose une liste de vingt-cinq destinations à prix « coups de cœur ». De la province et de Paris vers les Antilles, les Etats-Unis, le Mexique et Tahiti (valable jusqu'au 12 décembre), mais particulièrement vers l'Europe (jusqu'au 20 décembre). Pour l'Italie par exemple, Pise et Vérone sont proposées à 1 090 F aller-retour, Rome, Naples, Palerme et Venise à 1 190 F, au départ de Paris. En contrepartie, on ne peut modifier les dates du voyage une fois que la place est réservée et simultanément payée (au plus tôt sept jours avant le départ pour l'Europe). La liste des prix peut être consultée sur Minitel, 36-15 AF. Depuis leur création en février dernier, 30 000 billets « coups de cœur » ont été vendus par la compagnie nationale.

### Nefs romaines

A Rome, l'hiver, il y a des arbres toujours verts, les pins parasols. Des collines (au moins sept), des terrasses et des belvédères pour admirer la ville. Des jardins, dont ceux du Vatican avec la plus belle vue sur le dôme de Saint-Pierre,

basilique dans laquelle le voyageur Le Monde et son histoire (82, rue Taubout, 75009 Paris, (1) 45-26-26-77) propose, du 23 au 26 décembre, de vivre la messe de minuit. Avant d'assister, le lendemain, à la bénédiction papale de midi. A Rome, à Noël, il y a surtout une profusion d'églises : Saint-Jean-de-Latran, Sainte-Marie-des-Anges (au milieu des thermes romains), Saints-Jean-et-Paul (édifiée sur des villas romaines), ainsi que des mosaïques, des chefs-d'œuvre (trois Caravage à Saint-Louis des Français), des tombes illustres et les architectures rivales de Borromini et de Bernini. Prix : 7 500 F en chambre double, pension complète, conférencier et avion inclus.

### Seul en Birmanie

Le guide Lonely Planet Myanmar, c'est-à-dire Birmanie, vient de paraître en français. Un pays réputé pour ses sites parmi « les plus féériques du monde », pour son régime politique qui ne l'est pas du tout et pour sa foi en l'imperméabilité bouddhiste. Cette cinquième édition (171 p., 23 cartes, 90 F) vient à point, puisque l'on autorise désormais deux semaines sur place. Le voyageur suisse Artou, qui n'a jamais délaissé la Birmanie, consacre l'intégralité de son

voyage à ce pays. Plusieurs jours sur chacun des sites principaux : Mandalay (l'ancienne capitale), Pagan (plus de deux mille temples et pagodes d'une grande qualité artistique et architecturale), le lac Inle. Du 29 janvier au 13 février 1994, seize jours, 27 200 F pour une dizaine de participants guidés par Charles Genod, grand connaisseur du monde tibéto-birman.

### « L'Escalade » à Genève

En 1602, les Genevois repoussaient une attaque de leurs voisins savoyards. Une bataille passée dans l'histoire sous le nom de « L'Escalade » et qui, chaque année, donne lieu à une grande fête dans les rues de la vieille ville : figurants en costume d'époque, feux, reconstitution historique, etc. Trois jours de festivités, du



vendredi 10 au lundi 13 décembre, que l'office du tourisme local propose de vivre, dans le cadre d'un forfait spécial week-end : 742 F (pour deux personnes) par personne pour trois nuits en chambre double, en hôtel 3 étoiles, avec petit déjeuner, deux jours d'accès aux transports publics locaux et diverses réductions. Forfaits analogues pour d'autres catégories d'hôtels. Renseignements à l'Office du tourisme suisse, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-45-45 et Minitel 36-15 SUISSE.

### L'Œil de Beyrouth

Un groupe d'universitaires et d'artistes libanais, animé par un moine maronite diplômé de l'Université française, Antoine Abi-Ghanem, viennent de créer à Jou-nieh, près de Beyrouth, les Editions d'art photographique (EAP). Cette nouvelle structure propose au public tout ce qui peut, de près ou de loin, se rattacher à l'art de Niepce sur le Liban et son environnement proche-oriental. L'une des plus vieilles traditions photographiques en Méditerranée occidentale s'est alliée, pour cette entreprise, à la qualité et au savoir-faire beyrouthins, qui, à la faveur de l'apaisement, se reconstitue

rapidement. Antenne de l'EAP en France, Maison Saint-Charles, 60, rue de la République, 92150 Suresnes. Tél. : 47-72-62-23.

### Zoroastre à Bombay

Fuyant l'Islam, des zoroastriens de Perse s'établirent aux Indes il y a quatre siècles : ce sont les prosélytes Parsis. Leur livre saint, l'Avesta, composé en particulier par le prophète Zoroastre, fut notamment étudié et traduit par l'orientaliste français James Darmesteter (1849-1894). La Société asiatique de Bombay, le Centre de sciences humaines de Delhi et l'Alliance française de Bombay ont décidé, pour le centenaire de la disparition de ce savant linguiste, d'organiser du 16 au 22 décembre, à Poona puis à Bombay, une grande « commémoration Darmesteter ». Y participeront notamment Jean Kellens, du Collège de France, l'iranologue iranienne Nahal Tajaddod et les professeurs Gignoux, Lazard et Lecoq. Une des cimes de cette manifestation sera la projection d'une quarantaine de films des années 1938 à 1992. Inscriptions : Alain Michel, Théosophy Hall, 40 New Marine Lines, 400 020-Bombay. Tél. : 29-59-93 ou 29-61-57.



# Le Palais-Royal

Fermé et par des grilles et par des arcades, le jardin du Palais-Royal reste cependant l'un des lieux les plus ouverts et les plus accueillants de la capitale. Nouvelle visite.



13 juillet 1789. Camille Desmoulins lance son appel aux armes.

## PIGNON SUR RUE

### GALERIE DE CHARTRES

**19-22 L'Oriental**  
Depuis cent trente ans, la même dynastie présente les plus beaux bijoux de l'Orient. D'aujourd'hui à demain, on y verra la blouse bleue de Raymond Drouhin, le palais gardera un pied dans l'été.  
Tél : 42-96-43-16. De 9 heures (midi le lundi) à 19 heures (16 heures le samedi). Fermé dimanche.

### GALERIE MONTPENSIER

#### 63 Bacqueville

De temps du café Corazza, Bonaparte est ici table ouverte. Aujourd'hui, on s'y procure les décorations qu'il institua. Et les autres : la maison méditerranéenne de 1790. Plus que le « potreau » (Mérle agricole) ou le « crachant » (plaque), les Palmes académiques et la médaille du travail drament un flot puissant de fonctionnaires. L'ère de « Monsieur Lang » fut notamment fastueuse.  
Tél : 42-96-26-90. De 9 h 30 à 18 h 30 (de 10 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures le samedi). Fermé le dimanche.

### 19-24 Didier Ludot

La robe Beuhm 1958 et la robe Jacques Fath de 1951 auraient leur place au musée. Didier Ludot les vend. A moitié prix : c'est-à-dire, pour certaines, jusqu'à 25 000 F. Les esthètes du luxe millésimé lui achètent plus souvent des sacs Kelly (7 000 à 9 000 F), des sacs Hermès intouchables (600 à 800 F), de remarquables bagages d'après-guerre (9 000 F la valise cabine en croco) ou des escarpins Dior signés Roger Vivier (quelques 1 500 F). Comme neufs.  
Tél : 42-61-44-54 et 42-96-06-56. De 10 h 30 (14 heures le dimanche) à 19 heures (18 heures le dimanche).

### 31 Galerie Marie Mazeller

Compresses avec de la colle, deux numéros de Paris Match donnent une brique de papier. Celle-ci s'assemblera dans un tabouret (3 900 F), une table basse (9 200 F), une console...  
Tél : 40-20-96-46. De 14 h 30 à 19 heures.

### 34-38 Les Drapeaux de France

Des décorations durant, le passant put y voir naïve des armées. Mais les ateliers ont cédé la place à leurs soldats de plomb. En vogue : les chouans, l'Empire et les colonies. Une seconde boutique couvre les activités civiles : vénérite, maisons closes, vitrines

### contemporaines (J.-P. Gaudier vient d'y rejoindre Yves Saint Laurent), personnalités (des incroyables à Le Corbusier)...

Tél : 40-20-00-11. De 10 à 19 heures. Fermé le dimanche.

### 42 L'Escalier d'argent

A partir de 1 000 francs, des gilets en mousseline ou en toile de Jouy dont les motifs renvoient parfois au XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Tél : 42-60-05-33. De 13 heures (14 h 30 le samedi) à 19 heures. Fermé dimanche et lundi.

### 43 Les Parfums de Rosine

Cette bonbonnière rose pour marque un peu mûre sert d'écrin à la Rose de Rosine. Un parfum en forme d'hommage au jus du même nom, lancé par Paul Poiret en 1910. 50 ml d'eau de parfum coûtent 340 F. Ils s'adressent aux femmes de caractère, qui n'offrent pas un halo capiteux.  
Tél : 42-60-47-58. De 11 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi.

### 67 Muscade

Des gâteaux de bon aloi dans un décor cosy-cosy d'hôtel provincial. Terrasse en été.  
Tél : 42-97-51-36. De 12 h 15 à 21 heures.

### GALERIE DE VALOIS

#### 101 L'Espace Champagne

Entre les souvenirs du triomphe fondateur et ceux de la Banque de France, qui en fit sa bibliothèque, l'endroit a opté pour la ligne médiane. Celle d'un restaurant clair et propre dans le goût 1985. Des petits plats servent d'épave à la carte de champagne.  
Tél : 40-20-00-27. Tous les jours de 9 heures à minuit. Menu du déjeuner : 125 F, avec une coupe. 90 F la coupe, 220 F la bouteille.

#### 130-133 Muriel Grateau

Le retour du chez-soi patrone ces vêtements destinés aux élégantes d'intérieur. Lignes sobres, couleurs délicates, matières sensuelles : le confort.  
Tél : 40-20-90-30. De 11 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi matin.

#### 157 La Vie de château

La vie de château, pour Jean de Rohan-Chabot, c'est de souper dans des assiettes en porcelaine du XVIII<sup>e</sup> et des verres Baccarat 1920 que d'autres auraient mis sous vitrine.

« déambuler les dernières péripatéticiennes, graves et circonspectes ». Colette murmurait au Palais-Royal. C'est là qu'on exposa son catalogue. Elle est devenue le bon ange du lieu. Sur la façade nord, un médaillon la rappelle au passant. D'autres plaques, héritées d'anciens commerces, racontent un passé populaire. Seuls rescapés : un pipier, quelques marchands de timbres, de cartes postales nu de soldats de plomb...

Difficile de s'endormir quand on a Jack Lang pour voisin. Il eut un surnom : le « Roi-Soleil ». Fêtes et réceptions occupaient un coin du jardin, et l'on fermait les grilles. Un jour vinrent les fontaines à boules de Burri. Et Buren. Les riverains protestèrent : pour ce qu'elles coûtaient, les colonnes auraient pu être « luxes ». En tout cas, le « scandale » a porté. On pique-nique sur les colonnes. Dans l'intervalle, le restaurant Grand Vefour, auréolé de son luxueux décor Directoire et du souvenir de Raymond Oliver, a commencé de remonter la pente. Et les galeries ont fait leur aggrégation. Montpensier compte deux galeries-phares (Afrique et Egypte ancienne) et des boutiques liées au luxe. Valois, où la Banque de France entretenait des appendices ingrats, a fait peu à peu avec plusieurs galeries de décoration, et le parfumeur Shiseido, au numéro 142.

Les loyers des commerces n'y ont pour l'instant rien d'extraordinaire : de 1 800 à 3 000 francs le mètre carré. L'arrivée d'une décoration-star de Hongkong pourrait attirer le palais à l'axe japonais (Sainte-Anne-Saint-Roch). De la même façon que Didier Ludot, fripier du luxe, tire parti du voisinage de la mode. Preuve que le vent tourne : les boutiques se sont groupées en association. Même pour le jardin, on est aux petits soins : un paysagiste américain y a modelé deux parterres, chacun pourvu de bancs paisibles. Quatre mois par an, des fleurs monochromes s'y épanouissent dans une anarachie savante. Jannes en 1993, blanches l'année prochaine. On projette aussi d'y installer des statues de Poincaré. Des alentours pittoresques. Un souterrain vers le Grand Louvre. Evacuer le parking du Conseil d'Etat, aussi, pour le relier aux colonnes de Buren. C'est chose faite. Enfin, presque... En ce palais, l'Etat reste un peu roi.

Jacques Brunel

## RIVERAIN

### Chez Colette

« J'ai aménagé dans Colette en 1983, dit le décorateur Jacques Granga. Sans même l'avoir cherché. Sa présence m'a ému. Colette aimait les couleurs gaies. Les lambris gris et jaune. La cuisine blanc et bleu. La chambre, les murs, les plafonds et la moquette absolument rouges. Là-dedans, quelques meubles anglais, au provincial, des ludions, des sulfures... La photographe Anne Garde a campé trois jours pour fixer ses traces : un beau travail ! Moi, j'ai mis un an à restaurer l'appartement. Avec délicatesse : je voulais conserver l'atmosphère, un peu aquatique, pour ceux qui viendraient après moi retrouver Colette. En gardant les lambris, les corniches, la présence architecturale. Le lit et le bureau n'ont pas changé de place. J'ai acheté quelques objets qui lui appartenaient. Je me suis trouvé des affinités avec ses amis : Bérard, Cocteau... Je repais. Elle recevait : Colette adorait les visites, elle aimait plaire. J'ai placé une chaise longue là où elle regardait par ses fenêtres. Car les fenêtres, ici, attirent plus que tout. J'ai fait en sorte qu'un entrant ait une aperçue des livres dans le grand miroir ; c'est une sorte d'hommage. Mon choix de couleurs, lui, renvoie à l'architecture exotérique. La toile des murs est couleur pierre, les rideaux ardoise, les tons de la moquette évoquent le faîte des arbres. Car c'est un beau quartier. Un Paris qui aurait gardé l'atmosphère des années 50. Même s'il bouge, le Palais-Royal reste un lieu secret, initiatique, aux proportions sublimes. Nostalgique aussi, puisque en marge du temps. Le silence n'y cache pas la vie. Ainsi, tous les dimanches, une femme étonnante passe chanter des airs d'opéra qui se répètent sous les arcades. »

Réalisez vos rêves avec Aeromexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

|                      |         |
|----------------------|---------|
| A Mexico             | 4 880 F |
| Hôtel Casablanca     |         |
| A Acapulco           | 5 340 F |
| Hôtel Acapulco Plaza |         |
| A Cancun             | 5 380 F |
| Hôtel Cancun Playa   |         |

Prix "à partir de" comprenant : Les vols avec Aeromexico Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à :  
Voyageurs Au Mexique  
5, Place André Malraux  
75001 Paris  
Tél : 42 85 11 40  
Fax : 42 85 11 75

VOYAGEURS AU MEXIQUE





# Télé-miroir

Les présentateurs de télévision ont tous un uniforme : le leur. Il ressemble furieusement au nôtre.

Certains jours, le tour de votre dressing, l'exploration de vos armoires vous fient le bourdon. Est-il possible que votre patrimoine vestimentaire ait si peu évolué depuis des années ? Que les mêmes chemises, les mêmes couleurs passe-muraille, les mêmes coupes d'uniforme y suraient avec insistance ?

Tiens, cette veste en tweed, acquise au début de l'automne, dans un moment d'oubli : votre mère avait à peu près placé la même dans votre troussier d'entrée en fac. Et ces cravates ? A rayures, à grosses fleurs, larges ou trop étroites, de soie passée ou de laine fatiguée, et qui témoignent de vos flottes, de quelques audaces, plus sûrement de votre constance dans la sinistrose.

Evidemment, s'il n'y avait que vous, ou cette compagnie au goût plus sûr... C'est la faute aux autres, enfin c'est ce que vous vous dites, les matins, ou les soirs de déprime, devant le spectacle glacé de votre garde-robe. La faute aux conventions, que vous n'avez plus le cœur de bousculer. Aux habitudes, plus encore à cet ordre des choses qui vous tient à sa merci, au qu'en-dira-t-on, au conservatisme ambiant. Parfois, dans la rue, vous croisez votre double idéal, en cachemire ou en lin, mais si rarement. Et dans des quartiers trop peu familiers. Au bureau, la hiérarchie sociale tient devant les velléités d'indépendance. Gris, terme avec dignité, respectable, voilà ce que vous devez vous contenter d'être, avec, si possible, une pointe d'humilité dans le tissu, qui fait de vous un homme, ou une femme, à sa place.



Michel Drucker sur le plateau de « Stars 90 », en tenue soignée et décontractée

ORTF

## Léon les cravates

Avant dire, le public, qui ne connaît pas ses héros de l'écran qu'en noir et blanc, ne perdait pas grand-chose à la monochromie. Le spectre de la couleur ne hantait pas encore les studios et c'est en déclinant toute la gamme des couleurs que les pionniers de l'ORTF jugeaient convenable de se présenter aux caméras. Léon Zitronne mettait grand soin à respecter « les règles du bon goût et du savoir-vivre » et paraissait inamoviblement en complet gris foncé ou bleu. Pierre Tchernia, lui, se souvenait encore de sa première flanelle, également grise, qu'il ne portait que pendant ses émissions, « afin de la garder propre ».

« A l'exception, poursuit Léon Zitronne, d'événements sportifs comme le Tour de France, pour lesquels un col ouvert était toléré à la descente de moto, l'idée ne me serait jamais venue de me montrer sans cravate. » Hommes ou femmes, gens à qui dérogeait aux conventions : une présentatrice, Noëlle Noblecourt, paya de sa place un plan sur une jupe qui remontait un peu trop hardiment au-dessus du genou.

Pas question, non plus, de remonter d'une citation au générique un couturier trop flatté d'habiller une vedette de la télévision. La télévision publique, qui ne badinait pas avec la publicité, proscrivait ce genre d'accroissements, ainsi que toute griffe apparente sur les vêtements.

Cette austérité de notable effacé

convenait bien aux débuts d'une télévision récemment posée sur le nappion familial. Certes, les personnages du miroir cathodique étaient ceux d'un temps où l'on s'habillait pour aller au théâtre et où la fantaisie de bon aloi se réduisait au choix des cravates. Mais les présentateurs devaient encore renchérir sur les conventions pour se faire accepter. « J'ai toujours pensé, résume Zitronne, qu'avec la télévision vous entrez chez les gens. Certains vous repointent dans leur cuisine, d'autres dans leur grand salon avec tout le tralala. La moindre des politesses est d'être vêtu comme on le serait si l'on était invité à dîner chez eux. » Parce qu'il ne se réclamait pas encore de la grande liberté des artistes, les hommes de l'ORTF mettaient leur point d'honneur à se fondre dans la masse.

Ce sont précisément les salimbanques qui ont ouvert la brèche. Au classicisme de Jean Nohain, qui présentait en smoking ses « 36 Chandelles », succédaient les paillettes des invités des Carpentier. On vit venir Johnny en veste à franges, Claude François en pantalon à pattes d'éléphant et Sheila en robe lamée. Les jeans délavés de Jene Birkin et le débraillé de Serge Gainsbourg passèrent un temps pour des provocations. Puis on s'y habitua. Vingt ans après, ils sont devenus pour nos présentateurs signes d'aisance et de jeunesse.

Jean-Louis André

Alors ? La faute aux autres, encore. Toujours au chef de bureau. Sauf que leur obligation, c'est nous. Le public. Ils doivent s'habiller comme nous pour ne pas nous faire honte, parce que, dans l'Audimat, il y a aussi la nécessité de ne pas assommer la clientèle par un luxe ou un élitisme excessifs. Et nous, les soirs de soirée, nous renfilons nos vieilles pelisses. Réconfortés, sans doute, mais frustrés. La télé ne donne pas la réponse. Ne tente rien, pour secouer nos habitudes vestimentaires. Maudite cravate ! Pour combien de décennies encore, cette corde ambulante pour se faire prendre à n'importe quelle heure ? Il y a bien Bernard Rapp, ce chausseur, et ses chemises de grosse toile, mais il présente une émission littéraire, et on se dit qu'à force de recevoir des solitaires, il a choisi leur camp. Philippe Lefay et ses polos bouillonnés, mais il régit sur un journal de la nuit.

Non, la télé ne peut rien pour nous. Certaines tentatives de distinction sont scabieuses ici ou là. Fivrot s'habille avec un soin gourmand, mais il a conquis, avec les années, une sorte de droit à la malice. Cavada présente souvent « La Marche du siècle » en jeans. Mais le haut dément le bas. Il met parfois de la couleur, vive, dans ses vestes. Mais c'est Cavada. Il y a aussi Gildas, col ouvert, l'un des rares sur lequel le grain, la matière d'un tissu soient perceptibles. Peut-être la qualité de la lumière sur le plateau de « Nulle part ailleurs ». Peut-être l'époque d'une carrière où l'on a l'air de venir, certains jours, en visiteur de sa propre émission.

En fait, pour nos désarrois, « Nulle part ailleurs » est un cas douloureux. La plus belle collection d'insolences du PAF, des jeunes gens marrants, qui frappent juste dans le ventre mou de l'époque, mais qui s'habillent comme des pro-

L'ŒIL DE CLAUDE SARRAUTE

## Sur un plateau

Ce commence par un coup de fil : On fait une émission sur les personnes âgées... Sur les parents martyrs... Sur les has been... Alors on a pensé à vous. Dans ces cas-là, je pense à tout : Et à part moi, qui il y aura ? Ça passe avant minuit ? En direct ou en différé ? Est-ce que je pourrai placer plus de trois mots d'affiliés ? A tout, sauf à l'essentiel : On sera debout ou assis ? Derrière une table ou sur un fauteuil ?

Quelle importance ? Colossale ! Vos genoux, on peut les voir ou pas ? Faut-il les montrer ou non ? Choix dramatique, entre la mini, la maxi-jupe et le pantalon. Relevez-vous la nuit pour vous regarder dans la glace avant de prendre une décision capitale. Et pour la nuit ? Pas d'imprimé léopard, ça chassa. Pas de grand décolleté au petit matin. Pas de body, au cas - fréquent - où on vous demanderait de dissimuler, au prix de mille contorsions, le fil du micro sous vos fringues. Pas de chandail à col roulé, on crève de chaleur au soleil des projecteurs. Pas de rayures, ça grossit. Pas de vert, ça porta malheur. Pas de gris, ça fait souris. Et pas de blanc, ellez savoir pourquoi ?

Là où ça craint, c'est quand il s'agit d'un jeu quotidien, dont les partenaires changent chaque semaine et qu'on enregistre en une seule fois. Avec changement de tenues entre deux séquences, histoire de ne pas être habillé paroi tous les soirs. On s'interrompt dans les loges : Ah, le cata ! J'ai apporté cinq trucs au lieu de six. Toi, qui t'es colliné quatre valises, t'aurais rien à me refiler ?

Et c'est pas tout ! Avant de passer à la télé, faut passer au maquillage. Dans un réduit minuscule ou dans une cabine de luxe. Politiciens crispés, comédiens décontractés, journalistes survoités, on papote en attendant de s'asseoir face au miroir, un Kleenex en guise de bavoir. Vous savez de quoi on va parler ? T'es drôlement bonne mine, t'as fait... quelque chose ? En pleine forme, le président, il a mangé deux croissants au petit déjeuner hier à l'Elysée. T'étais super chez Drucker. Je vous présente mon attachée parlementaire...

Là-dessus débarque, en coup de vent, le présentateur de l'émission : Permettez, j'en ai pour une seconde... Juste un petit coup de blush, me puce, paraît que la semaine dernière, j'avais l'air d'un noyé... Ah ! cher ami, merci d'être venu ! Je lence le sujet, ensuite ce sera à vous de... Bon, ça va, Pupuce, je vais finir par ressembler à me marionnette.

A mon tour. Ça sera vite fait : Vous ne me mettez rien, pas de crème, pas de fond de teint, pas de Rimmel. Je tiens à rester naturelle. Faut simplement me remplir les rides, escamoter mes taches, me raccourcir le nez, creuser mes joues façon Marlène, me redessiner les sourcils, effacer mes cernes, me regonfler le brushing etc... Tiens, Sylvie ! Si je m'attendais... Ça va va bien, dis donc, le jaune citron... A moi aussi ? Tu crois ? ... Ah, non, pas de poudre ! Je vais briller ? Ça m'étonnerait !

miers de la classe. Comme au bureau. Comme s'il fallait, même dans le dernier temple de l'inspect, garantir le prix de la convention pour faire passer la pilule. Bien sûr, la télé a autre chose à faire qu'à nous entraîner à la révolution vestimentaire. Mais tout de même ! Même de prix, tous ces costumes, assemblés, de prime-time on d'accès prime-time comme l'on désigne l'heure de l'apéro, paraissent composés, justement, un appétit de sous-préfecture. Comme il y a vingt ans, sous l'ex-ORTF. Le vert passe mal l'écran, c'est vrai, le jaune est difficile, le rouge agressif. Les pastels perdurent. Faut-elle juste militer !

Heureusement, les femmes nous sauvent. Belles à regarder, même si la tendance reste aux tailleurs stricts, rehaussés d'un bijou discret. Le rouge va bien à Marie-Laure Augry, l'ambre à Claire Chazal, tous les bonbons à Anne Sinclair. Et puis il y a Christine Ockrent, qui ose le tee-shirt blanc. Mais, là aussi, on sent qu'il s'agit d'une forte tête. D'une victoire personnelle. Ce tee-shirt-là, lorsqu'il apparaît, pourrait même

nous donner, pour nous-mêmes, une furieuse envie de naturel et de simplicité. Enfin, de chic simple, car, au-dessus du tee-shirt, il y a quand même la tête d'Ockrent. Hélas, la présentatrice ne se montre qu'au soir, longtemps après qu'il a fallu trancher dans nos incertitudes.

Et, au fond, à la télé comme partout, tout doit être affaire de conseils reçus. Avoir à soi la femme qui sait marier une chemise et une cravate. Ou d'origine sociale : une culture des couleurs et des matières apprises bien avant la prise d'antenne. Ces avantages, innés ou acquis, sont grossis par la caméra : le débour par une bonne école, le séjour dans une université américaine ou anglaise, des compagnons généreux. A l'inverse, la modestie des parents, une modeste tardive de province, la débâcle, longtemps, avant le succès médiatique, se voient aussi, davantage peut-être, et se laissent prendre avec plus de tendresse. Finalement, la télé reste une frangine peu regardante, et ça vaut mieux, sur nos atours.

Philippe Boglio

**Le Monde**

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

La Monde sur CDROM : (1) 43-37-86-11  
Microfilm : (1) 40-65-29-33  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »  
12, r. M.-Gumbour  
94852 IVRY Cedex

Enfin une position assise qui respecte le corps et l'esprit ! Ce siège révolutionnaire AKITO évite la cassure du dos et protège vos lombaires.

Prix spécial pour les fêtes

**LE DOS AGILE**

77, bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS. Tél. : 45-81-05-14.

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**ABONNEMENTS**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

| Tarif  | FRANCE  | SUS-BELG. LUXEM. PAYS-BAS | AUTRES PAYS |
|--------|---------|---------------------------|-------------|
| 3 mois | 536 F   | 571 F                     | 798 F       |
| 6 mois | 1 038 F | 1 123 F                   | 1 588 F     |
| 1 an   | 1 990 F | 2 086 F                   | 2 960 F     |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
Le Monde - Documentation  
36-17 LEMONDE ou 36-25-04-56

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer tous les numéros propres en capitales d'imprimerie.

301 MON 01 PP-Paris RP



## DE SARRAUT

## Plateau

Il y a des moments où l'on se sent... (text continues in small print)

Les grands... (text continues in small print)

Les... (text continues in small print)

Les... (text continues in small print)

Les... (text continues in small print)

BULLETIN D'ABONNEMENT

LES... (text continues in small print)



A Plaisir, Paris Nord, Lyon et Marseille le Père Noël peut charger son traîneau dès le dimanche 5 décembre pour la première ouverture exceptionnelle.

Les dimanches 12 et 19 décembre il pourra charger dans tous les magasins IKEA de son choix. Evry, Lille, Bordeaux compris bien entendu.



IKEA PLAISIR (78)  
C.C.I.A.L. DE GRAND PLAISIR  
TEL. 30.79.21.21

IKEA PARIS NORD II (95)  
AUTOROUTE A1 ZAC PARIS NORD II  
TEL. (1) 49.90.18.18

IKEA PARIS EVRY (91)  
AUTOROUTE A6 SORTIE EVRY LISSES MINOUCY  
TEL. (1) 64.97.71.20

IKEA LYON (69)  
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE  
TEL. (1) 72.15.28.28

IKEA MARSEILLE (13)  
RN 113 C.C.I.A.L. VITROLLES ESPACE  
TEL. 42.10.16.18

IKEA LILLE (59)  
C.C.I.A.L. DE LOMME  
TEL. 20.93.38.77

IKEA BORDEAUX (33)  
C.C.I.A.L. BORDEAUX LAC  
TEL. 56.50.42.06

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3615 IKEA

# Venise, décor du Danieli

Les nuits n'y sont pas vraiment bon marché, mais les Caravages sont certifiés d'époque. Et puis on peut avantageusement loger dans les chambres – il faut préciser la 10 ou la 13 – où Musset et George Sand ont mis en pièces leur fausse lune de miel. Un palace avec une belle et ronde mémoire, le Danieli.

A Venise, c'est Paul Morand qui le fait remarquer, la vie humaine a la fâcheuse habitude d'osciller entre les deux extrêmes. Ainsi le Palais ducal jouxte-t-il les Prisons. L'un ou l'autre pouvait fonctionner sans l'autre. En quelques pas l'homme passe de la munificence au cachot, et il semble que le changement d'état s'opère à Venise avec une surprenante facilité. Il y avait, on le sait, aux entrées du Palais et un peu partout dans la ville de délicates boîtes à lettres pour les dénonciations anonymes – les fameuses « bouches de lion » – où chacun pouvait faire ses « suggestions ».

Le Louvre met quelque distance avec la Conciergerie. C'est un choc que de voir accumulés dans le Palais ducal tant de Titoret et de Veronèse, puis, après avoir descendu quelques marches, de toucher le fond de la souffrance humaine. On emprisonnait à Venise comme on gâtait un Belini ou un Canaletto, on comme on respirait l'air de la lagune. Casanova en sut quelque chose, qu'on envoyait crouler aux « plombs ». Pauvre Giacomo, puant, couvert de puce, recroquevillé dans son gale-tis. « J'avais une espèce de rage qui en se desséchait m'avait laissé sur les bras des taches

rouges qui me causaient parfois des démangeaisons... Dans la situation où je me trouvais, on compte la liberté pour tout, et la vie pour rien, ou pour bien peu de chose, et dans le fond je commençais à devenir fou. » Une nuit de 1756, on vit une silhouette se glisser sur les toits comme un chat. Casanova, si l'on ose dire, faisait la belle. Ce que la légende dit moins, c'est que revendu à Venise vingt ans plus tard, saisi par la même fièvre de délation et subitement transformé en pontife de la morale, il se mit à utiliser furieusement les petites boîtes à lettres. Certains affirment aujourd'hui que « plombs » et « puits » – on voit d'ailleurs au cours de la visite une cellule entièrement recouverte de bois – n'étaient « terrifiants » que dans les esprits. Venise n'est-il pas le premier État à avoir aboli la torture ? La République, moins préoccupée et de châtier que de prévenir, ne démentait pas les « récits d'horreur », comptant sur la crainte pour encourager la sagesse, dit-on (1).

Le Danieli fait suite aux Prisons. L'homme retrouve sa superbe, et se perd à nouveau dans

les ors. Le hall, fermé très haut par une verrière, avec son grand escalier et ses balcons gothiques, est hugolien. On pourrait y jouer Shakespeare. Othello pleure, le visage appuyé sur le marbre. C'est une scène faite pour les sicaires, ou les écorchés fastueux de la vie. Au sommet de l'escalier, au seuil du salon des Procurateurs, apparaît le dos blanchâtre et dévot d'un saint Matthieu, tout à la rédaction de ses évangiles, œuvre de l'école du Caravage. Sur le même mur, après un Jésus au milieu des pharisiens, voici des monstres, affaiblis de biceps et de groins, s'échappant d'un tableau de Ghezzi. Tout semble fait au Danieli pour rappeler aux humains leur étrange folie.

Ce que Venise compte de familles patriciennes, les Dandolo, les Gritti, les Mocenigo, les Bernaro, qui tous coiffèrent le *corono* – chapeau pour doge – et s'en viraient dans le tourbillon des fêtes, a hanté le palais avant qu'il ne se transforme à partir de 1820 en nef hôtelière. Il fut édifié, dit-on, vers la fin du quatorzième siècle, par un Dandolo. Fâmeux, ces Dandolo, de plus en plus retors en prenant de l'âge, comme le vieil Enrico, octogénaire et presque aveugle, qui avait fait chuter Byzance. Pas mal non, plus le Dandolo bâtisseur. A l'époque, le sénat vénitien encourageait la construction d'édifices somptueux. La Sérénissime entendait montrer ainsi au monde qu'elle ne se contentait pas d'amasser des monceaux de ducats dans de sombres arrière-boutiques. Les palais servaient donc à recevoir les hôtes d'honneur de la République, princes rougeauds des cours du Nord, cardinaux pomponnés, ambassadeurs des antipodes débarqués avec leurs étranges animaux.

Puis il fallait bien prendre place sur la galère. L'équipage a juré de « limiter ses vols » à moins de cinq « soldi ». A cent cinquante, on est entassé dans les cales, on pleure, on rit, on psalmodie, les rats courent le long des corps. Au bout de deux mois, on arrive à Jaffa. Là aussi, Venise a tout organisé, y compris avec les Arabes, quelques coups de pétrole, pour gagner plus vite encore la paradis. On vous hisse sur un âne ou un chameau. Jérusalem, enfin ! Taxes, commissions, pourboires, cautions : Venise

pour les vivres, une autre encore pour le couchage. Vous voulez la bonne galère pèlerine ? N'allez surtout pas chez Agostino Contarini, il tire un peu trop sur la bouteille. Allez plutôt chez Piero Lando. Les « agents » des armateurs, postés sur la place Saint-Marc, où flotte la bannière frappée de la croix rouge de Jérusalem, s'investissent, se tirent la langue.

Il faut venir en mai, le sommet de la « saison touristique », parce qu'avec toutes ces fêtes – les épousailles de la mer, la fête-Dieu – où le doge monte à bord du *Bucintaur*, son navire amiral, on en a vraiment pour son argent.

## LUXE PLUS

### A la suite du doge

Il n'y a pas un, mais trois Danieli. Trois immeubles se font suite sur la riva degli Schiavoni. Le plus ancien, le Palais Dandolo, trône au milieu de l'ensemble. La première annexe, la Casa Nuova, édifiée au dix-neuvième siècle, abrite cinquante-cinq chambres, toutes meublées en style vénitien. En ravanche, la construction du Danielino dans les années 40, à proximité et dans le prolongement des Prisons, souleva une polémique. En effet, à cet endroit fut assassiné en 1172 le doge Vitale Michiel II, et la tradition voulait qu'on ne construisit plus d'édifice sur cet emplacement (1). L'intérêt de ce Danielino, à la façade mussolinienne médiocre, outre ses quatre-vingt-une chambres me-

chambre n° 10 qui abrita Musset et George Sand (mais ils occupèrent aussi le n° 13). La chambre la moins chère se vend 315 000 lires.

La clientèle américaine arrive en tête (23 %). Viennent ensuite Italiens et Français (14 %), Japonais (10 %), Anglais (9 %). L'hôtel, qui fait partie du groupe Ciga, emploie 180 personnes durant la haute saison. « Beaucoup de nos clients demandent un numéro de chambre précis, explique Emanuele Nasi, sous-directeur. Soit parce qu'ils y sont déjà venus, soit parce que ce numéro leur est connu, comme le 10. Les Américains préfèrent le style Empire, et ils vont au Danielino. » Le choix de la chambre est un moment impor-

tant. Tout repose sur la flair du réceptionniste. Un court dialogue, du regard surtout, s'engage avec le client, dont le *primo portiere* doit saisir toutes les nuances.

« Dans les hôtels modernes, poursuit M. Nasi, on pensa trop à la fonctionnalité, aux coûts. Vendre des chambres, c'est facile. Nous, nous devons, en plus, vendre une atmosphère. Ces salons sont faits pour en créer, ce n'est pas de l'espace perdu. Il faut du temps pour s'habituer au style, à la somptuosité. » Auparavant le voyage était une aventure personnelle, solitaire. La clientèle aujourd'hui est déversée par les

agences de voyage. « Ce sont peut-être les mêmes clients, mais ils nous arrivent par des canaux différents, comme les groupes de l'Orient Express. Le voyageur s'en remet à présent à un intermédiaire, qui lui organise son voyage, et cela pour le même prix. » Et l'on dépense sans doute tout autant, mais différemment. Le candidat voyageur fait un choix qualitatif. Quatre jours à Venise l'emportent sur une semaine aux sports d'hiver. « Ces changements de comportement nous affectent positivement, les villes d'art en profitent », dit encore M. Nasi.

R.G.

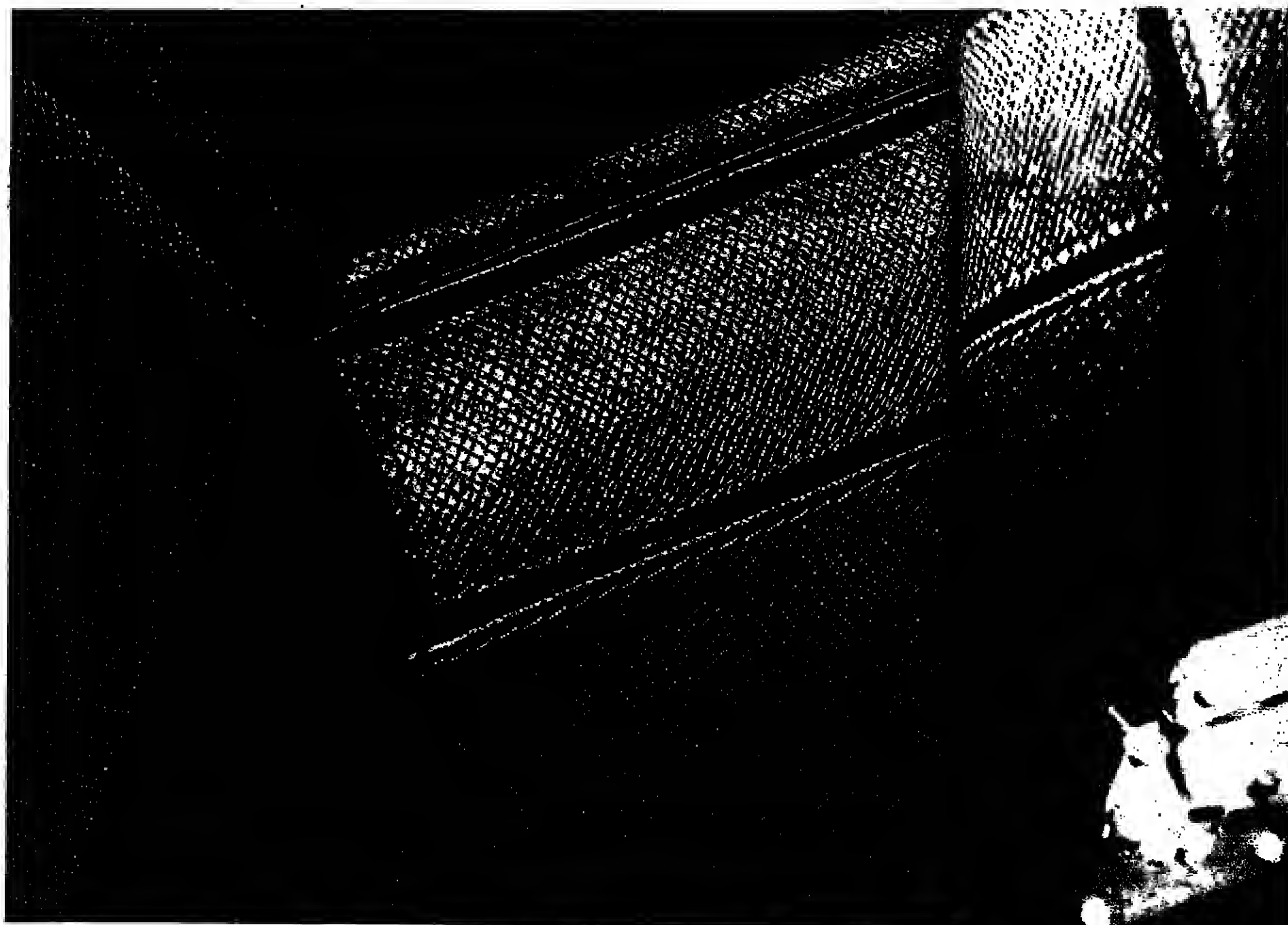
(1) Venise, guide du promeneur amoureux, de John Kent, Gallimard 1991.



Clientèle : les Français juste derrière les Américains.

blées en style Empire, se trouve au cinquième étage, où, depuis le restaurant, on embrasse tout la ville et son paysage. Au choix on peut se tourner sur la lagune et le regard passe de San Giorgio Maggiore à La Salute, ou sur la Venise de l'intérieur et la labyrinthine des toits.

Le Palais Dandolo dispose de quatre-vingt-cinq chambres. En plus du hall, deux autres morceaux de bravoure sont offerts au voyageur, le salon du premier étage, et la salle des procurateurs au second, immenses pièces de réception, qui donnent accès aux suites de l'hôtel. La suite du doge (appartement n° 31) ploie sous les ors, les lustres et les tentures (son prix : 1 600 000 lires la nuit (près de 6 000 francs). On peut se réfugier plus discrètement dans la



## Taïga. Un vert masculin



Les bagages et accessoires Louis Vuitton ne sont en vente que dans les magasins exclusifs Louis Vuitton : Paris - Nice - Cannes - Deauville - Strasbourg - Toulouse - Lyon - Bordeaux - Marseille - Monte-Carlo - Genève - Lausanne - Bruxelles.



Libre

WGE

Avec l'organisation  
du voyage  
en Terre Sainte,  
Venise aura très tôt  
la « bosse » du tourisme.

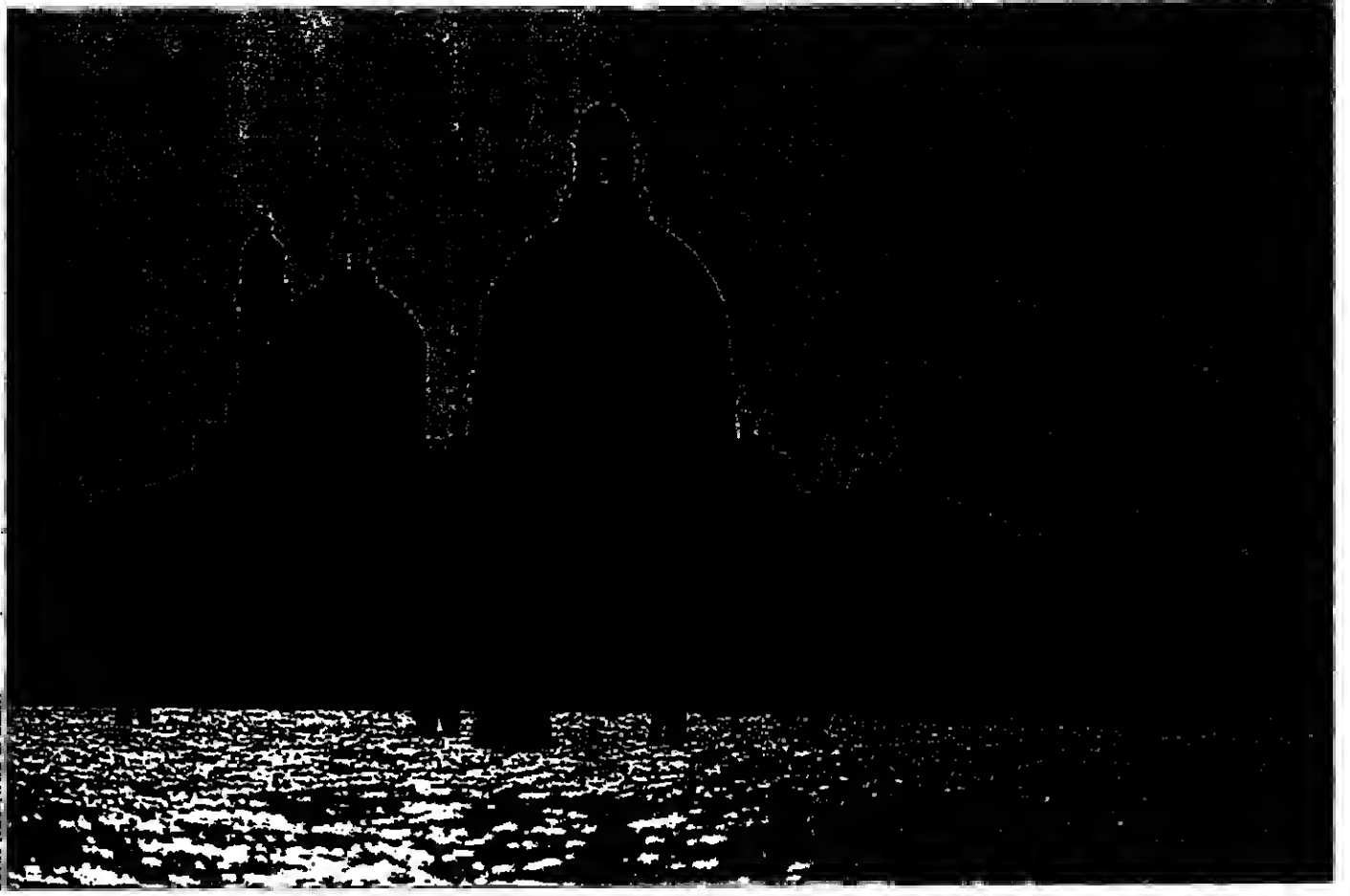
ensuite fait ses comptes en riant et  
en se frottant les mains.

En 1630, on monta au palais  
Dandolo le premier opéra jamais  
entendu à Venise, *le Rapt de Pro-  
serpine*. Monteverdi avait été  
nommé maître de chapelle à Saint  
Marc en 1613. En 1822, entre en  
scène un étonnant personnage,  
Giuseppe Dal Niel, qui loue le  
palais afin de le transformer en  
hôtel. A la veuve d'un Bernardo, il  
achète le second étage ; à un hé-  
ritier des Mocenigo, il rachète en  
1840 le premier. Désormais, le  
palais Dandolo lui appartient en  
totalité, et il peut lui donner son  
nom. Le Danielli vient de naître.

« Mon cher George, j'ai quel-  
que chose de bête et de ridicule à  
vous dire... Je suis amoureux de  
vous. » Alfred de Musset, si  
« gaillard » - il a vingt-trois ans, - et  
George Sand, qui en a trente, se  
sont rencontrés en juin 1833 à  
Paris. Lui a été « troublé par cette  
petite femme aux yeux immenses,  
noirs comme ses cheveux ». Et il  
lui a encore dit : « Deux mots de toi  
m'ont fait le roi du monde. » Mais  
leur rencontre est déjà « toute peu-  
plée de heurts, de secousses, de

paroles dures puis tendres, et de  
larmes ». Et déjà George Sand  
parle de rupture. Mieux vaut pen-  
sée mûre fin à l'aventure. Sûre-  
ment pas à Paris « sous les yeux du  
public » et « les sarcasmes du  
monde ». Pourquoi pas en Italie ?  
Cela se ferait « doucement », « à  
l'emblée », « sans fâcherie ». Lui  
rentrerait ensuite « bien sage »  
à Paris, tandis qu'elle peut-être  
passerait jusqu'en Turquie, ne  
reprenant le chemin de la capitale  
que lorsque les moqueries ne  
seraient plus à craindre.

Ils arrivent à Venise le  
31 décembre 1833. Lui est des-  
cendu à l'Europe. Mais, dès le  
1<sup>er</sup> janvier, il la rejoint à  
« l'auberge Danielli ». Ils sont  
ensemble dans une chambre  
d'angle du premier étage, le  
numéro 10, qui donne sur la lagune.  
Et ils s'affrontent. Elle d'abord est  
tombée malade, « une fièvre prise à  
Gênes », puis « une dysenterie  
affreuse ». Et lui la délaisse, s'en  
va boire seul au Lido, court à  
l'aventure dans les ruelles louches  
comme un chien fou. Et tandis  
qu'elle récupère, le voici à son tour  
cloué au lit, terrassé par la fièvre.  
Vers le 20 janvier, ils ont démis-



JOHN WESLEY GALLERY

né un numéro 13, qui possède un  
salon attenant. Par souci d'écono-  
mie, ils ont décidé de quitter l'hôtel  
le 1<sup>er</sup> février pour prendre un  
appartement en ville, mais la  
maladie les en a empêchés.  
« Typhoïde » a annoncé le méde-  
cin, le docteur Pagello,  
recommandé par le consul de  
France. George Sand explique que  
le jeune homme est « molto ammi-  
rato » en France, et qu'il est l'être  
« qu'elle » aime le plus au  
monde. Pagello revient avec un  
confère, et la nuit du 7 au  
8 février, est particulièrement  
« affreuse ». « six heures d'une  
fièvre telle que malgré deux  
hommes robustes, il courait nu  
dans la chambre. Il a failli  
m'étrangler en m'embrassant. Les  
deux hommes ne pouvaient lui faire  
lâcher le collet de ma robe ». Le  
14, la fièvre est retombée, Alfred  
sauvé par « ce jeune médecin  
excellent ». Une bonne grosse  
figure, ce Pietro Pagello, vingt-sept  
ans, « une taille de cuirassier et  
des mains énormes », et qui avait  
déjà, après, avant qu'elle ne le  
fasse guérir, « la belle étrangère »  
au balcon de l'hôtel. Alors  
qu'Alfred git, ils sont devenus  
amants. Pagello a manœuvré pour  
« surprendre(s) sans par un  
mélange d'audace et d'humilité »,  
écrit plus tard George. Pagello  
dira qu'elle n'a cessé de le provo-  
quer durant ces nuits de veille.

Ce qui complique la situation,  
c'est que, révisé par Venise mal-  
gré la maladie, Musset s'est remis à  
aimer celle qui le trompe. Pour  
Sand, un insupportable dévotion les  
indices de sa nouvelle idylle qui  
tourne son ancien amour en le per-  
suadant que la fièvre et le délire lui  
ont fait voir des choses qui  
n'existent pas. Et remettre le poète  
dans une calèche à destination de  
Paris. Un esclandre est impensable,  
et George travaille comme une  
bûcheronne : le contrat avec son  
éditeur prévoit trente-deux pages  
quotidiennes. Elle occupe le petit  
appartement en ville, Alfred « sur-  
vit » au Danielli. Le 28 mars, on les  
voit se promener ensemble en ville.  
Le lendemain, c'est le départ pour  
Alfred : elle l'accompagne en gon-  
dole jusqu'à Mestre, puis court  
rejoindre Pagello. « Comment se  
fait-il qu'il ait ainsi en nous je ne  
sais quoi qui aime le malheur ? »,  
écrit Musset plus tard (2).

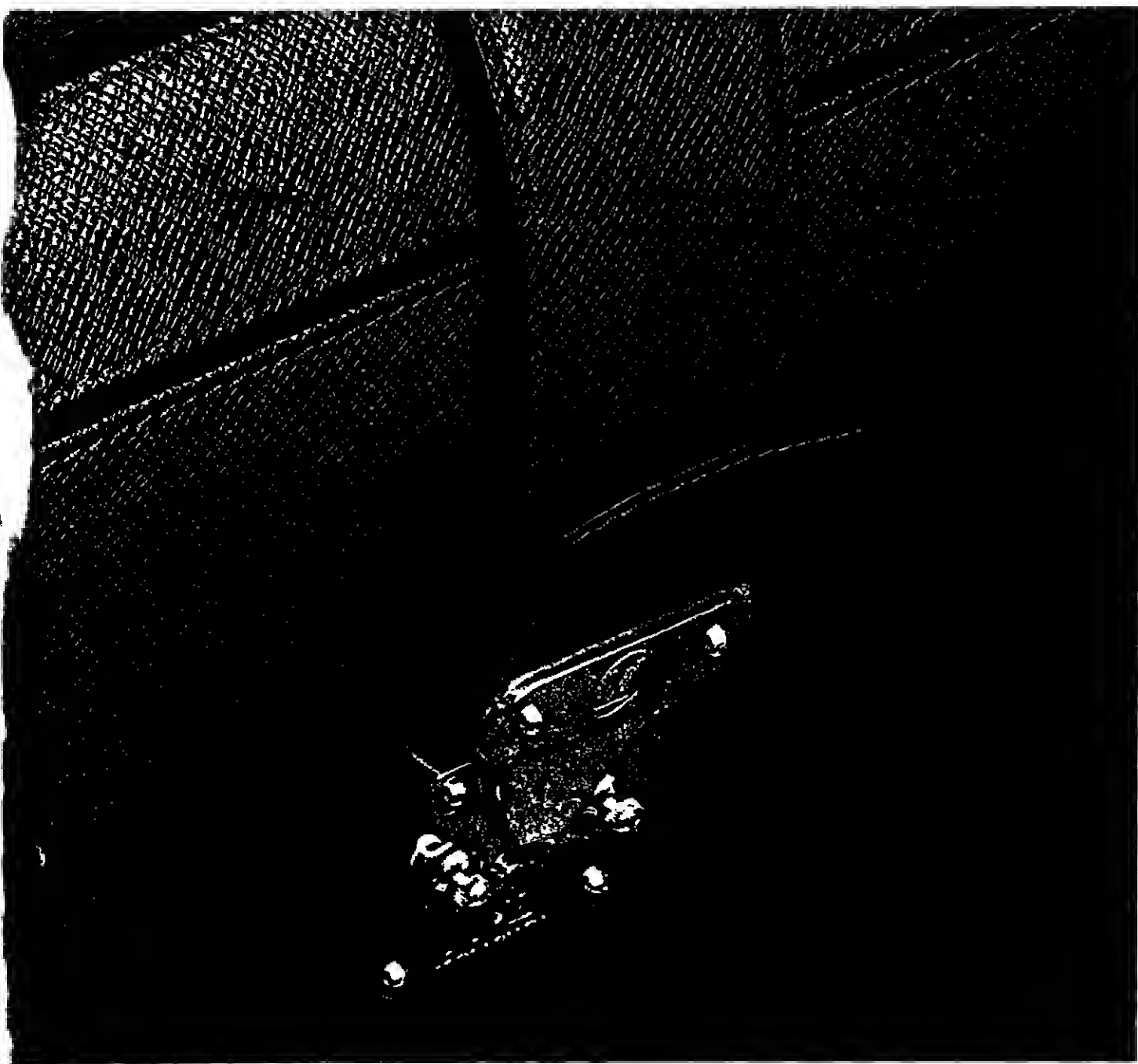
Chateaubriand est au Danielli en  
1845, et fait ses adieux à Venise,  
« magnifique catastrophe », « la  
cité-fée » de Byron qui s'évanouit  
dans « le reflet de ses eaux  
gothiques ». Non, Venise n'est pas  
morte, mais c'est une moribonde  
perpétuelle, la cité de la décomposi-  
tion où quelques survivants dans  
leurs palais lézardés conduisent  
encore un ballet fin de siècle (3).  
Vivent aussi au Danielli Dickens,  
Balzac et Wagner. En mai 1900,  
Marcel Proust, accompagné de sa  
mère, venu rejoindre Reynaldo  
Hahn et sa coquette Marie Nordin-  
den, y prend pension. De sa  
chambre - « je sentais les restric-  
tions édictées par la mer, la par-  
monie du sol », - il passe à la rue,  
ses cahiers de notes sur Ruskin à la

main. Tandis que M<sup>me</sup> Proust s'ins-  
talle à la fenêtre de l'hôtel :  
« Maman lisait en m'attendant  
avec le joli chapeau de paille qui  
fermait son visage. » Si bien que la  
silhouette de sa mère s'encadre  
désormais dans l'ogive de la  
fenêtre. « Et si depuis chaque fois  
que je vois le moule de cette  
fenêtre dans un musée, je suis  
obligé de retenir mes larmes, c'est  
tout simplement parce qu'elle ne  
me dit que la chose qui peut le plus  
me toucher : « Je me rappelle bien  
votre mère » (4). A l'antenne de la  
même année, Proust fit un second  
séjour plus mystérieux à Venise,  
cette fois sans sa mère, s'égarant  
dans les calli. « Et comme il n'y a  
pas entre le souvenir d'un rêve et  
le souvenir d'une réalité de  
grandes différences, je finissais par  
me demander si ce n'était pas pen-  
dant mon sommeil que s'était pro-  
duit, dans un sombre morceau de  
crystallisation vénitienne, cet  
étrange flottement qui offrait une  
vaste place entourée de palais  
romantiques à la méditation pro-  
longée du clair de lune. »

Dans les années 1960, Venise  
est au plus mal, les médecins pré-  
disent un engouffrement. La nou-  
velle semble réjouir Paul Morand,  
autre familier du Danielli. Venise se  
noie ? Fort bien, mais qu'elle ne  
s'enfonçe que de quelques pieds  
sous la surface... « La Salute ser-  
rait de bouée aux cargos ; au-des-  
sus du Grand Canal, des bulles  
monteraient, dégagées par les  
hommes-grenouilles cherchant à  
tâtonner les bijoux des Américains  
dans les coffres d'un Grand Hôtel  
immergé » (5).

De notre envoyé spécial  
Régis Guyotat

- (1) Vie, grandeur et décadence de Venise,  
de René Guénon, Plon, 1939.
- (2) La Liaison Musset-Sand, d'Henri Guil-  
lemain, Gallimard, 1972.
- (3) Chateaubriand, Byron et Venise, un  
mythe romantique, de Michèle Maitchou-Trodel,  
Nizet, Paris, 1978.
- (4) Histoires littéraires, voyage autour de la  
Terre, de Nathalie de Saint Phalle, Quai Vol-  
taire, 1991.
- (5) Venise, de Paul Morand, coll. « L'ima-  
ginaire », Gallimard, 1963.



in signé Louis Vuitton



**Reveillon  
de Légende  
en Irlande**

**ETAMBLINN**

Arrivée directe au cœur du Connemara. Réveillon  
dans un manoir de charme. Vieilles, chants  
traditionnels, bon de feu, pêche, équitation et  
gourmandises à travers les landes : tous  
les plaisirs d'Irlande.

Séjour à Castel House : 3 jours, vol régulier,  
location de voiture à partir de :

**4860<sup>+</sup>**

Agence VO et tous les agents  
de voyage d'Irlande, AFN et EUROCCA.  
Reveillon MAVE sur simple demande  
à l'avance.

Signed by  
**VO**

Tél : 40 53 07 11  
18<sup>ème</sup> Ed. Printemps 75017 Paris

مكتبة الأنجلو

# Tapis d'Orient, tapis volants

D'où viennent et que sont au juste ces tapis dont les citadins ne cessent d'être submergés de propositions ? Expositions, ventes, soldes, rabais, prix démarqués... Enquête.

Vélizy, zone commerciale. Pizzerias, dépôts de pianos, bédouins, urbanisme de grande surface. Et, dans cette banlieue de l'Ouest parisien, qui ruisselle de soleil et qui invite à la promenade, un jour férié de novembre, une gigantesque foire aux tapis d'Orient.

Un espace de bureaux a été habilement transformé. Des couloirs et des cabines. Une foule fébrile de marché se presse autour des piles. Il y en a partout et de toutes les sortes, des petits kilims, des grands chiraz, des daghestans et des tebriz, rangés ou entassés en vrac. Le public, lui aussi, est des plus variés. Des baskets aux talons aiguilles, du jeans au collier de perles, des fiancés aux vieux couples, de la famille au groupe d'amis. Ils fouillent, palpent, soupèsent, dans une ardeur de chasse au trésor. C'est un voyage qui commence.

Il y a dans cette exécution le parfum de Kachgar, le grand marché dominical du Turkestan chinois, où les affaires se traitent accroupi, bonnet d'astrakan contre chapla de loup. Il y a la poussière du vieux Caire mamelouk et les velours souples sous le pied des mosquées d'Istanbul.

Cette fièvre du jeudi matin contredit l'idée reçue selon laquelle le tapis ne serait pas français. Au pays de Descartes et de la baguette de pain, on ne s'intéresserait qu'à la moquette. Au contraire des Allemands, qui choisissent d'abord un tapis, et mettent des meubles autour. C'est à Hambourg qu'on trouve les plus grands marchands. Sur les marchés français — selon les importateurs, les deux tiers des marchands de tapis sont des forains — le client est rare.

Le « voyageur » (comme ils s'appellent entre eux) installé sur la place Monge à Paris a vendu ce matin un seul tapis de 1 500 F. Il a, dit-il, 400 tapis dans son camion blanc flamant neuf. Pour attirer le chaland, et le convaincre, il sollicite. Comme tout le monde. Du Bon Marché aux Galeries Lafayette, la valeur des étiquettes va bon train : de 20 à 40 % de remise avant les fêtes de fin d'année. Lui accorde « jusqu'à 50 % ». Tout en précisant avec une grande franchise : « Il n'y a pas de prix fixe ; nous sommes des commerçants d'instinct, cela dépend de la somme que j'ai payée à l'importateur, de ce que j'ai déjà vendu, de mon stock restant. Quand j'ai réalisé une bonne affaire, je fais plus facilement une remise sur une autre pièce. »

Ne dit-on pas en Orient que le prix d'un objet est celui du cœur ? Achetez le prix que vous voulez, lance un marchand de tapis à l'une de ses fidèles clientes sur un marché breton, et dites-vous bien que l'on gagne encore deux fois plus qu'on l'espère. Cette conception orientale et poétique du prix « suggestif » devient, transplantée dans un pays comme la France, une commodité commerciale.

Impossible de connaître la valeur réelle d'un tapis. Sauf pour les pièces anciennes, qui ont cent ans, parfois moins (au-delà, ce sont des objets de collection), et dont la rareté, le dessin, les couleurs végétales, les laines ou soies utilisées, déterminent les prix de vente, tempérés à leur tour par la demande. Aujourd'hui, faute d'amateurs, le marché des antiquités souffre, les tapis anciens subissent une décade de 15 à 20 %. Voire plus, comme l'a démontré une récente

vente aux enchères publiques à Paris. Les marchands de tapis neufs ont leurs ruses. L'usage, voire l'abus du terme « douane » est une chance tant qu'un alibi pour les vendeurs qui s'approvisionnent dans des entrepôts effectivement situés sous douane. Qui n'a pas reçu une de ces invitations racoleuses à des « expositions ventes » du week-end promettant aux bristol glacés des prix mirabolants : « En provenance des douanes centrales, vendus avec certificat d'authenticité... En direct des bureaux d'entrepôt à la douane centrale, etc. »

Les petits malins ne précisent pas que toutes les marchandises importées passent par la douane, c'est la loi. A Paris, elle a pignon sur le quai de Valmy. Autrefois les marchandises arrivaient du Havre par le canal Saint-Martin. Gilbert Gai, directeur régional des douanes de Paris, livre l'ambiguïté : « Les entrepôts sous douane existent depuis Colbert, ils facilitent les échanges avec l'étranger. Les importateurs disposent de cabinets (37 au total) pour stocker les marchandises. Notre seul rôle se limite à enregistrer la valeur déclarée, et à contrôler l'acquiescement des droits et taxes à la sortie de l'entrepôt. Il n'y a

donc, en aucun cas, caution de la douane, ni sur les prix pratiqués ni sur le certificat d'origine. D'autant qu'avec la liberté des prix, le commerçant fait ce qu'il veut ! » Et de préciser que les pièces réellement saisies en douane sont plus rares et qu'elles font, seules, l'objet (deux fois l'an en moyenne à Paris) de ventes aux enchères verbales directement organisées par les recettes régionales des douanes.

Pour l'année 1992, les chiffres des douanes révèlent que « les tapis » arrivent en très large proportion d'Iran (36 %), de Turquie (18 %), du Pakistan (17 %), de Chine et d'Inde (10 %) et du Népal (3 %). En infimes quantités d'Afghanistan, de l'ancienne URSS et du Maroc. Depuis deux ans, confie avec regret l'Iranien Amir Haeri Ali, patron de Rashidzadeh, un des plus gros importateurs-dépôtaires aux entrepôts, fournisseur du Printemps, les belles pièces ont fait place aux tapis de moindre qualité : par exemple 180 francs le mètre carré hors taxe pour un chiraz ordinaire ou 380 francs pour un velours plus fin et plus serré.

En Iran, le tapis, premier produit d'exportation après le pétrole, occupe environ 30 % de la population active, précise-t-il. Les dessins anciens ont été souvent abandonnés au profit de motifs dictés par le goût occidental. Les couleurs chimiques ont remplacé les teintures végétales, à de rares exceptions près. Mieux, pour atténuer la violence des tons, les pièces bon marché sont décolorées à l'acide afin d'acquiescer un semblant de patine, qui

plait tant aux Français. « Mais ce qu'il y a de moins cher est encore le meilleur tapis du monde », ajoute fièrement Amir Haeri Ali, cet Iranien lettré, docteur de sociologie rurale à Nanterre.

Fabriqués depuis l'aube des temps sur des métiers rudimentaires — comme ce tapis syrien datant du cinquième siècle av. J.-C., miraculeusement conservé dans les glaces sibériennes et qu'on peut admirer au musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg —, les tapis racontent des histoires nouées avec des brins de laine. Ces lentes mélodies qu'entonnait, avant l'ère du carton, le chanteur de tapis : « Noir brun, noir brun, rouge, rouge, rouge, noir bleu », tandis que massaient les dessins entre les doigts meus maniant les fils de couleurs.

François Ollivier, directeur depuis trente ans du rayon tapis ouvert en 1873 par le Bon Marché à Paris — 4 000 pièces dont 200 à 300 ont entre soixante-dix et cent vingt ans passe chaque année quelques semaines sur les hauts plateaux iraniens. Il commente avec fougue ses photos : « Dans les villages, les petites filles, dès l'âge de cinq ans, tissent à la maison avec leurs mères. Quelque 300 000 nomades se déplacent avec enfants et troupeaux, 300 à 400 moutons et chèvres, vers les pâturages du sud de Chiraz en hiver, dans le Nord l'été. Le métier est étalé sous la tente. Il faut six mois pour réaliser, à deux, un tapis d'un mètre quarante sur deux mètres. » Il énumère les noms des tribus (qui sont aussi ceux des tapis qu'elles tissent) dont il

admire aujourd'hui le travail : Afhar, Lori, Khozistan, Bakhtiar, Semneh, Bidjar, Chassavan, Belouch.

Cette vocation de colporteurs n'épargne pas les plus prestigieux. Yves Mikaloff, « fier de défendre la tradition familiale, rue Royale à Paris, avec les plus beaux objets », rappelle avec vigueur qu'il faut se garder d'un jugement tout fait. Il n'y a pas d'un côté le vrai — l'ancien —, de l'autre le faux, qui serait le moderne. Négligeant son diplôme d'ingénieur français, il partait à trente ans apprendre le métier de son grand-père au Bazar de Téhéran. « Le tapis est un document d'archives, dit-il, résultat d'une longue chaîne à la fois très raffinée et reliée aux modes de vie et de survie des nomades. Le tissage d'un tapis est un acte sacré et mange ses yacouts au lait de brebis. Les marchands forains perpétuent cette tradition vivante et archaïque, née au bord des routes, là où les idées s'échangent. »

Le tapis, objet immobile, objet voyageur, meuble unique du nomade. Au sol, contre les parois de la tente, jeté sur les épaules, il protège du froid. Couverture du coffre, il devient décor. De l'Orient à l'Occident, il a envahi les toiles du Quattrocento, des maîtres de la Renaissance, de Vermeer, d'Ingres. Au point que certains peintres ont donné leur nom aux tapis qu'ils peignaient.

On parle de « Bellini », de « Lotto » ou de « Holbein » pour des motifs typiques d'Anatolie. Bibliothèque de la tribu, le tapis raconte sa propre histoire, les pensées, les larmes et les rires des hommes — des femmes, le plus souvent — qui ont noué ou tissé la laine. Admirez un tapis, c'est lire le monde tel que l'a vécu le nomade.

Il y a mis les grands symboles de l'imaginaire oriental : le bleu, couleur du ciel en Perse, symbole de pouvoir et d'autorité en Mongolie. Le blanc : pureté et paix chez les musulmans. Le rouge : joie et richesse. Le safran : l'énergie. La sésamite, bonheur, abondance, fécondité sainte (très ancien motif sanscrit, fréquent au Caucase et en Chine). Le serpent : la sagesse.

Il y a mis aussi ses espérances : le tapis se déroule sous la tente comme le paradis ; c'est le tapis-jardin où jaillissent les fleuves et les fleurs ; paradis, vieux mot persan, signifie l'enclos royal planté d'essences rares et peuplé d'animaux. Il y a fait figurer le sacré : la croix pour les Arméniens, le dragon pour les Chinois. Offrande humble de l'artisan mêlée à sa prière, comme l'ouvrier du Moyen Âge européen, dans son hommage à Dieu, représentait sa femme sous les traits d'une Vierge.

« Là où est ton tapis, là est ta demeure », dit le proverbe persan. Il définit le territoire, la propriété, l'autorité. Ainsi Saint Louis, raconte Joinville, fait étendre un tapis sous son chéne. Sa cour y prend place pour l'aider à régler les affaires de justice.

Une nuit d'automne, d'un noir d'encre, en 48 av. J.-C., un grand conquérant venait de s'emparer d'Alexandrie. Scénario de conte oriental. Cléopâtre, reine d'Égypte, se cache dans un tapis pour échapper inconnu jusqu'aux appartements de César. Pline raconte qu'un « faucon de hardes ». L'Égypte est conquise. César aussi.

Florence Evlin

## DOUANIER

### Chiraz à déclarer ?

« Il y a quelques années, on pouvait aller sur les marchés et contrôler les ventes ou débeller, en exigeant sur-le-champ le document douanier d'importation des tapis, et c'était bien pratique », déclare Philippe Delaselle, chef de la quatrième division à la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, sise au 22, rue de Charonne à Paris. Cette époque est révolue depuis que le tapis ne relève plus, depuis 1987, de l'article 215, lequel maintient ce contrôle de première réquisition pour les armes et tout ce qui est dangereux pour la santé, la sécurité et la moralité publiques.

Et le douanier en chef ajoute : « Ça n'a jamais rien donné. Les commerçants forains ne sont, souvent, pas propriétaires de la marchandise qu'ils détaillent sur les marchés. Ils se voient confier des lots de tapis par les importateurs, à charge pour eux de les vendre au meilleur prix. La seule chose qu'on puisse exiger, c'est un certificat de consignment. Difficile à contester : un tapis n'est décrit que par ses dimensions. Un certificat ça peut servir plusieurs fois ! » Et d'ajouter : « L'authenticité n'est pas notre affaire, nous sommes d'affreux pragmatiques. Vrai ou faux, peu nous importe. En peinture, on appréhende de la même façon une toile originale et une mauvaise copie qui a aussi une valeur. »

L'obsession du douanier se limite au contrôle du paiement des droits et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Sans aucune prérogative pour juger de la qualité de la marchandise. Les tapis « faits mains », exemptés pour certains pays de droits de douane sont assujettis à la TVA. D'où les enquêtes pour fraude lorsque l'Etat présume avoir été lésé sur le valeur déclarée.

Philippe Delaselle raconte la fraude type à laquelle, sans s'en douter, le touriste est mêlé. Vadrouille en Turquie, bazar d'Istanbul, thé, denrée du ventre, et tapis. La bonne affaire. Un acompte est versé. La maison s'occupe de tout. Livraison à domicile en France.

Contrôle douanier à Orly. Dans une valise : une série de chèques établis par des Français sans ordres bénéficiaires. Enquête. La filière est remontée jusqu'aux magasins parisiens de tapis qui assurent l'importation et le livraison. Sur les listes : les noms des clients, les prix à payer et les acomptes versés. Des lots estimés à l'importation entre 500 000 et 1 million de francs. Des valeurs déclarées très réduites. Des centaines de cas ont été « repris », indique le douanier. Si l'importateur, responsable juridique, fait défaut, le particulier supporte l'amende et le paiement des droits et taxes. Quand il n'a pas, déjà, subi des pressions. Les collecteurs « des soldes » — à payer après acomptes — sont des « gros bras », qui exigent des espèces, précises-ils : « Ça peut aller des menaces physiques au passage à tabac. »



« Il n'y a pas de prix fixe, nous sommes des commerçants d'instinct. »

## ADRESSES ET BONS POINTS

### Sur les cimaises

Pour admirer des pièces rares : A Clermont-Ferrand, le nouveau musée du tapis d'art (Musée Burgoin, tél. : 73-91-37-31) ; 75 tapis d'Orient. A Lyon, le musée historique des tissus (tél. : 78-37-15-05) expose une vingtaine de pièces exceptionnelles. A Paris : les nouvelles salles islamiques du Grand Louvre présentent une dizaine de pièces, dont un très beau tapis-jardin du XVII<sup>e</sup> siècle (tél. : 40-20-51-51). Au musée de l'Institut du monde arabe (tél. : 40-51-38-38), les fameux tapis anatoliens des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, baptisés Holbein, Lotto, Bellini.

### Marchandage

Il fait partie de l'acte d'achat : dans les magasins spécialisés comme sur les marchés. Dans les grands magasins, on ne discute pas, mais on accorde des remises. Au Bon Marché, parmi les tapis neufs : hamadani (1,23 sur 0,78 m) 1 650 F, yalamed (même taille) 3 300 F, chiraz (6 m) 13 000 F ; un chiraz 1920 se vend de 15 000 à 20 000 F. Sur ces prix, remise de 20 % jusqu'au 11 décembre. Pour repères, voici les prix « importateurs » des tapis neufs de qualité ordinaire, relevés aux

entrepôts sous douane de Paris : 500 F le mètre carré pour un kashgar, 350 F pour un chiraz.

### Dans les albums

L'œil repère, le tapis raconte. Pour se familiariser avec les dessins, comprendre les symboles, connaître les histoires, trois ouvrages récents. Chez Flammarion, *Tapis de tribus* (420 F) remarquablement illustré, cartes à l'appui : tous les éléments utiles pour s'ouvrir au monde des nomades dont la production artisanale demeure authentique. Et *Splendeurs du Kilim* (295 F) : en gros plan, 100 chefs-d'œuvre d'Anatolie, ces tapis de laine tissés, qui autrefois constituaient le bagage du nomade. Enfin, chez Solar, un ouvrage didactique sur les *Tapis* (160 F) : décors, styles, motifs, origines.

### De père en fils

Les tapis plats, empilés, déroulés, des Frères Chevalier, donnent à cette galerie élégante du 17, quai Voltaire, un côté bazar d'Istanbul de début du siècle. Canille, le grand-père, était vendeur de tapis au Bon Marché, en 1900. Dominique et Pierre, les petit-fils, experts, spécialistes de la restauration, perpétuent avec ferveur la tradition. 150 tapis anciens,

antérieurs à 1920. Avec pour référence le dozar (2 m sur 1,20) : un caucasien coûte de 25 000 à 50 000 F selon son état. Les plus prisés sont les daghestans, persépolis, kashgar, chiraz, karabakh. Un persan se paie de 20 000 à 150 000 F, si c'est de la soie. En lainé, les plus beaux sont les semneh, tebriz, kishan lavar, bidjar (très solides), serapi, bakhtiar.

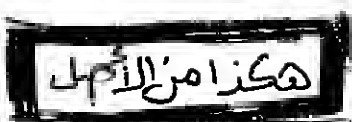
### Enchères publiques

Le 19 décembre, à 15 h 30, à Drouot Montaigne (Paris), Roger Béchirian, né en 1906 à Constantinople, figure du monde marchand du tapis d'Orient, expert renommé, auteur d'un ouvrage de référence, dispensera une partie de sa collection : une cinquantaine de pièces rares.

### Kilim et Gabbeh

Sélection unique de tapis tissés en Turquie, au Caucase et en Iran, à la galerie Thiff, bel espace caché au fond d'une cour fleurie au 35, rue Jacob à Paris (de 1 000 à 1 500 F le m<sup>2</sup>). Collection enrichie récemment de Gabbeh (2 700 F le m<sup>2</sup>) : ces tapis aux points noués par les tribus Keshlag et Luri, qui évoquent les steppes d'Asie centrale.

**BIJOUX D'ART**  
**JACQUES GAUTIER**  
36, rue Jacob - 75006 Paris  
Tél. : 42-60-84-33







# Les popotes de la République

Comment se met-on à table aux tables et dans les popotes de la République ? Qu'y déguste-t-on et avec quel appétit les représentants de l'Etat entament-ils le panier du contribuable ?

On ne dit que les fonctionnaires sont une invention de l'Empire, perfectionnée au dix-neuvième siècle, et qui s'est accomplie à notre époque. Balzac, qui a assisté à cette naissance, en a trouvé le modèle indirect chez le caricaturiste Henri Monnier, le père de Joseph Prudhomme. Qu'en est-il aujourd'hui des mœurs de table de semblables régimes successifs ? Existe-t-il une gastronomie administrative ?

De tradition, ce sont les « trois armes » qui fournissent, en partie du moins, le gros de la troupe des personnels de salle et de cuisine des ministères. La marine, parce que ses cuisiniers sont les mieux choisis et les plus expérimentés, a le privilège d'assurer l'ordinaire des grandes tables de la République, celles du palais de l'Élysée et de l'hôtel Matignon. A bord, il fallait pallier l'éloignement et la nostalgie par une table soignée. Et les usages gastronomiques des grands transatlantiques sont encore dans notre mémoire collective. A l'hôtel Matignon pourtant, le premier ministre a mis ses invités au régime. En renonçant à servir la moindre entrée, on a modifié l'ordonnance classique. Mais cette frugalité est toute relative, car les plats – même la sole meunière – sont présentés en deux services.

Toutes les armes n'ont pas cette réputation inégalée de la marine ; et l'on doit plaindre ceux qui n'ont que le choix des lambouilles de la gendarmerie, décidément en queue du peloton. C'est la personnalité – et la volonté – du ministre qui fait parfois la différence. A l'intérieur, rien n'échappe à la vigilance du ministre, connu pour l'éclectisme de ses goûts et friand de cuisine asiatique. C'était aussi le cas de Jack Lang, créateur du Conseil national des arts culinaires et dont la table était parmi les plus raffinées. Son collègue de l'Agriculture à l'époque, également associé à ce projet, n'avait pas cette chance ou cette exigence. Il fut sévè-

rement épinglé par un confrère soucieux de la fraîcheur des légumes et de la qualité des mets.

On s'explique, dès lors, pourquoi Bernard Bosson, ministre de l'équipement et maire d'Annecy, où, depuis dix ans, Marc Veyrat régale ses administrés, occupe plus volontiers les locaux mis à sa disposition au ministère de la mer que ceux de la Grande Arche. La concession de la table y est confiée à une société de restauration collective, la Sogeres, qui vient d'inaugurer à Rueil un espace-restaurant destiné à la formation, équipé des dernières innovations de la technologie. Elle approvisionne le restaurant « chic » réservé aux directeurs du ministère de l'équipement et à leurs invités, le Carré d'Arche, dirigé par Yves Bon-temps ; au ministère des finances, c'est Le Club, où le patron de la commission centrale des marchés a ses habitudes.

Les représentants du peuple ne sont pas logés à la même enseigne. Le Sénat confie depuis dix-sept ans la concession de son restaurant et de ses salons au dynamique Jacques Badinier, un privé, qui prépare pour le personnel administratif, pour les sénateurs et leurs invités près de 150 000 repas par an. Attentif aux désirs de ses illustres clients, il doit aussi ménager les susceptibilités régionales. Jean-Pierre Beaupuy, ancien chef du Wepler, dispose ainsi d'un répertoire qui va de la saucisse de Montbéliard au cassoulet républicain. Un dîner au Sénat, qui n'excède pas 91 francs – sans le vin, toutefois – est un réel plaisir en raison, d'abord, de la qualité des espaces, des lambris et dorures, d'un service digne d'éloges, mais aussi d'une nourriture très soignée : belle assiette de légumes en entrée, croustade de saint-jacques, pièce de viande rôtie, roquefort et gratin de fruit.



Au hasard des tables et des conversations, on saisira quelques propos rocaillieux – le Sénat est un étonnant conservatoire des accents régionaux – et parfois quelques volutes de fumée de Havane, lorsqu'un sénateur du Puy-de-Dôme est passé par là. A l'Assemblée nationale, la gestion des restaurants est une affaire interne, sous la responsabilité des questeurs et d'un directeur, Claude Labedel, qui gère depuis 1982 une équipe d'une cinquantaine de

fonctionnaires issus de concours de recrutement. Le chef de cuisine est Fernand Emery. Il assure la production – considérable – de 300 000 repas par an, dans plusieurs lieux différents. Au septième étage du 101, rue de l'Université se trouve la cantina du personnel, qui propose une cuisine d'assemblage à partir de produits généralement congelés ; au même étage, un nouvel espace, exclusivement ouvert aux parlementaires, comporte un restaurant

classique n'employant que des produits frais et une formule « buffet », plébiscitée par André Santini, le député et maire gourmet d'Issy-les-Moulineaux, qui s'y régale de bulots mayonnaise. Il faut monter au huitième étage pour découvrir l'une des rares vues sur la place de la Concorde, depuis l'élégant restaurant dessiné par Pierre Mesguich, architecte, et Henri et Jacqueline Boiffils : deux cent dix couverts et prix unique de 82 francs pour les parlementaires et de 113 francs pour leurs invités.

La carte change toutes les six semaines et offre plusieurs hors-d'œuvre et plats du jour : terrine de faisan, brandade de morue et cassoulet de confit et saucisse aux lentilles. Comme au Sénat, le chef est sollicité par une forte demande de plats de terroirs et doit composer, comme dans l'hémicycle, avec de subtils dosages.

De temps à autre sont organisées des semaines régionales qui défient les règles de la géographie gastronomique – la cuisine de l'Hérault, par exemple – dont la fréquence paraît s'empêcher à l'approche d'élections locales. Les députés peuvent aussi se restaurer à la célèbre buvette d'une salade piémontaise, d'un taboulé, de viandes froides, empoissées de l'inévitable Gascon, de Barton et Guesnier, installés à Bordeaux, sous l'Ancien Régime, depuis 1725. L'Assemblée n'opère aucun sectarisme dans le choix de ses fournisseurs.

La plus belle table républicaine, hors les palais officiels, est celle du Crédit foncier de France en l'hôtel d'Evreux, sur la place Vendôme, où l'ancien chef du Fouquet's, James Baron, mène une quelconque vie, à la royale-naturellement, escorté des vins de la propriété, le château de Puligny-Montrachet, que dirige avec passion Claude Schneider, préposé aux arts de la table et de la communication réunis.

Jean-Claude Ribaut

## TOQUES EN POINTE

### La Flamberge

« Viens un jour où il n'y a plus de magie à être nu », dit Michel Leiris. Le talent de Roger Lamazère, brillant illusionniste au destin prométhéen, est de surmonter les contingences. La rue de Ponthieu fermée, le voici rive gauche, avec un volutier, une grande salle claire, et, toujours, ce cassoulet épatant dont Paris ne se lasse pas depuis le « Proust » de la rue des Martyrs. La magie c'est aujourd'hui de le servir après une « assiette de l'éclair » et avant les « primeaux à l'armagnac », dans un parfait menu à 230 F tous les jours, midi et soir. Grande carte classique et quelques plats truffés. Le conseil d'attendre la truffe de Lalbeque à la mi-janvier.

► Paris, 12, avenue Rapp (7<sup>e</sup>) Tél. : 47-05-91-37. Ouvert tous les jours.

### La Ferme Saint-Hubert

Henry Voy, Père tranquille des fromagers, se lamente parfois. Son agréable restaurant, attenant à la boutique, véritable caverne d'Ali Baba, est souvent comploté par l'éventaire resté achalandé. Double bain pour l'amateur de fromages, assis devant un pot de côtes-du-rhône ou bien un bourgogne maison, à qui il est offert de déguster : la toulaine de Savoie, le mont-d'or, les gruyères d'origine, le vrai camembert et le dernier livrot. La vraie passion d'Henry Voy sont les fromages de chèvre, cinquante produits d'origines diverses. Addition entre 150 et 200 F.

► Paris, 21, rue Vignon (8<sup>e</sup>) Tél. : 47-42-79-28. Fermé dimanche.

### Le Caneton

A proximité de la gare de Lyon, « Le Caneton » est une sage brasserie où le vendredi et le samedi l'on chante. Jean-Marie Berkowski, gère avec la formule du « caf' conc' » et du « beuglant ». Vincent Malory, chanteur, Sylvie, accordéoniste, et Ilda, sorvèteuse, donnent à ce café un charme troublant. Le chef, Eric Vandeville, propose des « huttes Rockefeller », un « flet de bœuf croûte aux morilles ». Carte des vins, simple et sage. Le vendredi et le samedi, menu-spectacle à 180 F. Les autres jours, à partir de 75 F.

► Paris, 9, rue de Lyon (12<sup>e</sup>) Tél. : 43-43-34-14. Fermé le samedi midi et le lundi.

### La Flambée

Maison quasi provinciale, « La Flambée », avec son décor ocre et bleu, plutôt apaisant, beau nappage des tables et vaisselle choisie, offre le plus surprenant « menu du Sud-Ouest » à prix modiques. Le foie gras de canard est parfumé, le cassoulet naturellement omeletteux et bien garni. Deux services qui s'accompagnent d'un madiran, domaine de crampin. Carte généreuse, par ailleurs.

Menu à 180 F vin compris. A la carte, comptez 250 F environ.

► Paris, 14, rue Taine (12<sup>e</sup>) Tél. : 43-43-21-80. Fermé le dimanche.

### Restaurant Brunel

Robert Brunel est capable du meilleur. Uniquement. C'est un amoureux de la bonne cuisine. Ses « petites formules aux filets d'anchois » chantent la Méditerranée, comme la « dindrie, liate rôtie au figu », accompagnée d'huile d'olive. La campagne provençale s'exprime dans une « caillotte de lièvre en civet, purée de céleri ». Les vins du château romanin (côtes des baux) accompagnent ce repas : en blanc, millésime 1992, complexe et plaisant ; AOC, rouge, en 1990 et 1991, à la maturité déjà prometteuse. Menu à 200 F. A la carte, comptez 300 F au moins.

► Avignon, 46, rue Balence (84000) Tél. : 90-85-24-83. Fermé le dimanche et le lundi.

Bon pain. Une adresse manquait à la fin de l'article intitulé « Le Pain du boulanger » (le Monde du 27 novembre), celle de « L'autre Boulanger », 43, rue de Montreuil, Paris 11<sup>e</sup>, tenue par Michel Cousin, qui avait été prise la photographie illustrant ce sujet à la « une » du supplément.

## Gastronomie

### LE PETIT BEDON

Ouvert tous les samedis soir

La Poule au Pot  
tous les samedis

Le Pot au Feu  
tous les jours

Menu à 150 F TT compris  
38, rue Pergolèse 75016 Paris  
Tél. : 45-00-23-88

### ALSACE A PARIS

T. L. J. 43-36-89-36  
9, pl. St-André-des-Arts 6<sup>e</sup> - SALONS  
CHOUQUOTES, GRILLADES  
FLAMMEKÛCHE, POISSONS  
TERRASSE PLEIN AIR  
HUITRES ET COQUILLAGES

LES GRANDES MARCHÉS  
Place de la Bastille

Huîtres toute l'année. Poissons -  
Plats méditerranéens. Décor « Brasserie  
de luxe ». Terrasse ensoleillée.  
Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30  
du matin. Tél. : 43-42-90-32

NOUS AVONS UNE PÊCHE  
FANTASTIQUE JUSQU'À  
3<sup>h</sup> DU MATIN.

LA CHAMPAGNE  
de la mer.  
Vins de France  
et de l'étranger.  
10 bis, place de Clichy  
Paris 17<sup>e</sup>  
Réservation : 48 74 44 78

CHEZ NANSI  
La grande brasserie  
méditerranéenne  
2, place du 12-Juin-1940  
Paris 6<sup>e</sup>  
Angèle Montgommery  
Rue de France  
Réservation : 48 48 98 42

### LE DEY

Couscous et spécialités algéroises

Menu : 115 F. Tague du jour : 70 F  
109, rue Croix-Nivert, 15<sup>e</sup>  
F/dim., lun. Tél. : 48-28-81-64

### JARRASSE

Poissons et fruits de mer. Salons.  
4, avenue de Madrid, NEUILLY  
46-24-07-56. Fermé dimanche.

ARTOIS ISIDORE 45-63-51-30  
45-25-01-10  
POISSONS ROGONNET-CONFIT  
GIEIER en SAISON

MENU le soir 170 F - SALONS  
13, rue d'Artois 8<sup>e</sup> - Jusqu'à 22 h 30

## LE VIN

### Un combattant de la vallée de la Bekaa

Aujourd'hui aublimés à l'envi, les vins sont-ils autre chose que le reflet liquide et durable de la douloureuse activité humaine ? Certains naissent entre Besune, Bordeaux et le Califfonnie dans de confortables berceaux boisés et démoorés. D'autres, en revanche, ne connaissent l'accouchement que dans le feu et grandissent sous la mitraille. L'étrange château-musar est de ceux-là. « La guerre ne nous aura eu fond volé que deux millésimes. Le 1976 d'abord, tant le conflit était intense. Le 1984 ensuite, quand, pour des raisons logistiques, la vendange n'a pu être recueillie que cinq jours après la cueillette. » Et le reste ? « Pour les autres années de guerre nous avons toujours au beaucoup de chance. Ou nous avons eu de la solution, et nous avons toujours pu faire notre vin. » Serge Hoher sait qu'il fait le plus beau vin libanais du monde.

L'aventure a commencé ici dans les années 30, quand son père, abandonnant la galaxie familiale des effaires et de la finance, quitta la France pour acheter des terres et planter des vignes dans la vallée de la Bekaa. Les jésuites avaient, longtemps avant lui, ouvert ici le chemin, et la forte présence des armées françaises assurait sans mal la rentabilité de l'opération. M. Hoher fut le premier à mettre la vin libanais en bouteilles. On était à la veille de la seconde guerre mondiale. Le château-musar (francisation de

l'arabe Mzar) était né. Il faudra à la génération suivante un nouveau voyage de la France vers le Liban pour que l'histoire continue. Ingénieur de formation, Serge Hoher eut aussi, entre autres passions, l'hérédité de l'accul sans doute, celle du vin. Avant de retrouver Beyrouth et le Bekaa, il passera par Bordeaux et sa célèbre école d'œnologie. Loin de l'impérialisme bordelais, dans un Liban en paix, Musar sera alors un formidable terrain d'expériences pour celui qui, en avance sur son temps, entend réduire de manière drastique la part de la technologie dans l'élaboration des vins.

« Je reconnais aujourd'hui avoir commis bien des erreurs dans ma jeunesse », confie M. Hoher, et l'ai eu des millésimes tout à fait dramatiques. Avec le temps un équilibre parvint à s'établir entre une forme de perception biodynamique, la maîtrise raisonnée de la fermentation et un élevage à la bordelaise, le château-musar magnifient alors un assemblage atypique de cabernet-sauvignon et de cinsault. Puis vint la guerre. L'exil des Libanais accéléra l'exportation de ce vin. Via Londres d'abord, puis en différents points du monde, réunissant au fil du temps un club international d'amateurs. Au plus fort du conflit, ce vin fut encensé par la célèbre revue américaine Decanter, et Serge Hoher devint, pour les cenophiles d'outre-Atlantique, l'homme de l'année 1984. Les vendanges continuant coûte que coûte, le

raisin pouvant être transporté jusqu'à Ghazir, le miracle était là.

Aujourd'hui la voyage vers ces millésimes de guerre et, mieux encore, vers ceux d'avant, est l'un des plus beaux qui soient. Les cépages, l'usage du bois (uniquement des chênes de Nevers), le sol de la Bekaa et la culture du propriétaire fournissent un ensemble gustatif hors du commun. Face à ces expressions françaises du Moyen-Orient, l'amateur, où qu'il soit, perd toutes ses certitudes. Dans son atlas mondial du vin, l'Anglais Hugh Johnson résume cette aventure dans une phrase : « La preuve fournie par l'existence du château-musar des possibilités qu'offre le Levant en matière de vins fins est d'une portée lourde de sens. »

Jean-Yves Nau

► Le château-musar (à ne pas confondre avec la cuvée Musar) est aujourd'hui commercialisé par les cavistes de la maison Nicolas. Seul le millésime 1983 est disponible (98 F la bouteille). Ce vin est également distribué dans certains restaurants libanais par la société SODIMO France (CE n° 163, route du Bassin n° 1, 92631 GENNEVILLIERS. Tél. : 47-94-29-83).

► Quelques-unes des plus belles tables françaises proposent le château-musar. C'est notamment le cas de celle d'Alain Ducournier, au Carré des feuillants, 14, rue de Castiglione 75001 PARIS (millésime 1983) et de la célèbre Côte d'Or de Bernard Loiseau (21210 Saulieu), où, grâce à Lionel Lecomte, on peut trouver, joliment paradoxe en terre bourguignonne, un château-musar 1980.

هكذا من الأمل





# Givenchy, classique français

Agé de soixante-six ans, Hubert de Givenchy est en ce moment vivement mis sous les feux de l'actualité. Il ne s'agit pas de haute couture, mais de la collection de mobilier d'apparat et d'objets des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles qu'il met en vente à Monaco. Fin d'une époque.

« Je ne voulais pas être possédé par une possession. » Ainsi peut parler Hubert de Givenchy, un mètre quatre-vingt-seize de courtoisie, l'air d'un grand chambellan de la haute couture. Il faut le voir, en pantalon de flanelle et blazer bleu marine, astiquant ses grandes lunettes Louis XV avant le jour J, ou plaçant ses amaryllis dans des jardinières de bronze : « J'aime caresser les objets, les nettoyer, les admirer : je leur dois de les accompagner. Chacun représente un instant, un émerveillement. Il faut qu'ils soient impeccables. » Ou s'adresser avec une politesse presque anachronique au vigile : « Monsieur le policier, j'attends deux personnes importantes. »

A Paris, dans le cadre de la Fondation Bismarck, où il avait mis en scène lui-même toute sa collection, nombre d'amies et de clientes sont venues lui rendre visite : « Merveille, Divin ! » Pendant qu'elles s'exclamaient devant les appliques de la duchesse de Parme, les fauteuils de la princesse de Lancigny-Lucinge, ou le service de couverts

en vermeil dix-huitième ayant appartenu à Arturo Lopez (« Sublime ! Mais c'est pour douze ou vingt-quatre ? »), on le vit regarder ce tableau de Hoogstraaten, un élève de Rembrandt. C'est l'une des pièces dont il avoue se séparer le plus difficilement. Il représente une cour de palais Renaissance qui s'ouvre sur des jardins. Au premier plan, un chien, avec un jeune garçon lisant : « Dans son visage, il y a tout le repos du monde... »

La collection de mobilier et d'objets d'art dispersée par Christie's à Monaco le 4 décembre fait figure d'événement (1). La maison anglo-saxonne a même présenté cette collection de mobilier parisien à New-York. Une première. L'ensemble, comprenant une centaine de meubles français et d'objets d'art des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, est estimé à 100 millions de francs. La qualité des pièces présentées confère à cette vente un caractère exceptionnel. « Je garde un peu moins de la moitié », affirme Hubert de Givenchy, qui a par exemple refusé de se séparer de son armoire

Boulle, sa première acquisition, à l'âge de vingt-quatre ans. On d'un certain nombre de toiles, signées entre autres de Rodin, des dessins de Miro, de Nicolas de Staël. « J'avais besoin de simplifier ma vie. Maintenant je comprends Mademoiselle Chanel, qui n'avait dit : « Un jour, tu verras, le grand luxe, c'est de dormir dans des draps merveilleusement repassés, d'avoir un service impeccable, une jolie vaisselle, un bon café. Savoir apprécier la moindre chose. » Il a décidé de ne pas assister à la vente.

Balenciaga, que Givenchy considère comme son maître, avait brutalement fermé sa maison de couture en 1968, comme pour dire : « Cette époque n'est plus de mon genre. » Hubert de Givenchy, confronté à un problème de fonds propres, a vendu sa société en 1988 au groupe LVMH (Louis-Vuitton-Moët-Hennessy) qui, avec Dior, Christian Lacroix, Céline, Kenzo... est le numéro un du luxe dans le monde. Gagner des parts de marché, accroître la productivité : la maison de couture du 3, avenue George-V a dû se plier aux lois du temps.

« Ils laissent de côté le beau, ils veulent faire de l'argent. Résultat, les ateliers ont un travail fou, et pas assez de mains », note un témoin. Dans le studio couture où s'effectuent les essayages, M<sup>me</sup> Jeannette, la secrétaire particulière, à ses côtés, depuis les débuts, reconnaît : « Ce n'est plus la même exaltation. Il n'y a plus la foi. On sent bien que ce n'est plus lui, le patron. Alors, on fait bande à part... » Les rouleaux de tissu se reflètent dans les miroirs.



« Aujourd'hui, on montre des robes de pauvresse et des vieilles voilettes trempées sur la tête, c'est une insulte. »

garçons qui font de la couture ! Moi je vais rouvrir ma maison. On va voir ce que c'est que la mode ! »

La mode, pour Givenchy, est à l'image du crucifix que lui a légué Balenciaga. Une discipline. Un sens de l'ordre. Son grand-père, administrateur des Gobelins, ne collectionnait pas les uniformes militaires ? Si les robes d'Yves Saint Laurent semblent faire l'amour avec celles qui les portent, celles de Givenchy, parfois plus techniquement parfaites, paraissent ne jamais devoir toucher le corps ; soumises au grand air de la distinction, elles le tiennent, le remettent à sa place, l'effleurent pudiquement, suivant l'orthodoxie d'un bon goût qui semble l'avoir figé pour toujours dans une France d'avant 68. « Les choses transparentes, c'est amusant dans le Midi ! » Pour lui, l'élégance rime avec une propriété de l'attitude : « Un sweater, une jupe de flanelle, des mocassins nets et sans histoire, une chemise d'homme, un peu de maquillage. » L'amour ? « Ça fait tellement souffrir. L'important, c'est de savoir aimer en soi-même. Se retenir. Une question de sagesse. »

Certains l'ont surnommé « Givenchère », d'autres ne savent pas qu'il existe encore. Il a soixante-six ans, et une certaine grandeur se dégage du personnage et de ses collections de haute couture, même si elles ne débordent jamais de sensualité ou d'imagination. Car il y a cette façon de suivre une ligne, envers et contre tout, et de témoigner aux femmes, à défaut d'amour, une éternelle civilité : « J'ai rêvé toute ma vie de faire ce métier. Je n'en parle pas au passé, parce que tout a passé si vite. Quand je vois que toutes ces robes tiennent le coup, c'est une joie immense. Mais ce qui me rend triste, c'est de voir partir ces choses dans tous les sens. Certains couturiers créent la pire laideur que j'aie jamais vue. Ce sont des passages nécessaires pour retrouver la beauté. Moi, j'aurais fait mon temps. »

Un passé s'effiloche, au moment où on n'en finit pas de le mettre en vitrine : après New-York (Fashion Institute of Technology, 1982), Paris (Palais Galliera, 1992), une rétrospective Givenchy a lieu jusqu'à la fin de ce mois au Fashion Mart de Kobe (Japon). Hubert de Givenchy est l'un des rares couturiers à ne pas avoir fait appel à un décorateur. Il habille lui-même ses jardins à la française et ses maisons de maître, un manoir dix-septième au Jonché, en Touraine, le Clos Filorouze sur le cap Ferrat. Son rêve ? Restaurer le potager du Roi, à Versailles, un projet sur lequel il travaille avec passion. En toute simplicité, il vit avec « France-Musique et des livres d'art ». A Paris, installé depuis huit ans dans un hôtel particulier de la rue de Grenelle, — « Les propriétaires vendaient le rez-de-chaussée. Je n'ai pas pu résister » — il a choisi de garder son appartement du premier étage, cinq cent mètres carrés déambulés donc, donnant sur des pastèques de bois taillés et de roses blanches. « C'est un grand luxe d'avoir sa tranquillité. »

Laurence Benaim

(1) Parmi les pièces les plus importantes (le Monde du 27 novembre), le bureau plat attribué à André-Charles Boulle, estimé plus de 10 millions de francs, une commode Cressat (4 à 5 millions de francs), un bureau papeter Louis XV et un lustre allemand décoré dix-huitième qui brillait au château de Windsor avant d'illuminer le salon vert du couturier parisien.

► Vente par Christie's, le samedi 4 décembre à 20 heures, au Métropole Palace à Monaco. Tél : 93-15-15-15.



La beauté possible de Gao.

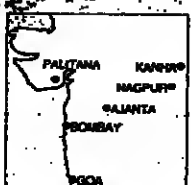
## Trésors de l'Ouest

Bienvenue dans la palpitante ville de Bombay, porte de l'Inde, renommée pour la chaleur de son accueil et les délices de sa cuisine, mais aussi pour la douceur de ses soies et la souplesse de ses cuir, ses teintures uniques ou son éblouissant artisanat sur uniroir.

Visitez les temples d'Ellora et Ajanta et admirez leurs magnifiques sculptures et peintures rupestres vieilles de plus de 2000 ans.

Promenez-vous sur les plages dorées de Gog et naviguez sur une mer d'un bleu étincelant. Offrez-vous le frisson d'une rencontre avec un tigre dans le parc national de Kanha.

Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, vos vacances en Inde resteront pour vous un souvenir imprévisible. Contactez votre agence de voyages dès aujourd'hui.



Veuillez m'envoyer votre nouvelle brochure.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

**India**

Office National Indes de Tourisme  
2, rue de la Madeleine, 75001 Paris  
Tél : 01 47 33 50 00 Fax : 01 47 33 50 01  
Mardi 1415 (1993)

هكذا من الأمل